



# **BNP PARIBAS**

## **QUATRIEME AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2019 ET RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

**DEPOSE AUPRES DE L'AMF LE 31 JUILLET 2020**

Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020, sous le numéro D. 20-0097 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Premier Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020, sous le numéro D. 20-0097-A01 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Second Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020, sous le numéro D. 20-0097-A02 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel et rapport financier annuel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 juin 2020, sous le numéro D. 20-0097-A03 et approuvé le 25 juin 2020 par l'AMF, sous le numéro d'approbation R.20-011.

Société anonyme au capital de 2 499 597 122 euros  
Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 PARIS  
R.C.S. : PARIS 662 042 449

<b>1. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL</b>	<b>03</b>
<b>2. INFORMATION FINANCIERE AU 30 JUIN 20</b>	<b>81</b>
<b>3. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 [NON AUDITE]</b>	<b>213</b>
<b>4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>251</b>
<b>5. RESPONSABLE DU CONTROLE DES COMPTES</b>	<b>253</b>
<b>6. RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL</b>	<b>254</b>
<b>7. TABLES DE CONCORDANCES</b>	<b>255</b>



Ce quatrième amendement au document d'enregistrement universel 2019 a été déposé le 31 juillet 2020 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) n°2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux titres financiers et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) n°2017/1129.

Le présent URD peut faire partie de tout prospectus de l'Emetteur composé de documents séparés au sens du Règlement Prospectus.

# 1. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL :

## 1.1 Le Groupe BNP Paribas

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg.

Le Groupe est présent dans 71 pays et compte plus de 197 000 collaborateurs, dont près de 150 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

- Retail Banking and Services regroupant :
  - un pôle Domestic Markets composé de :
    - Banque De Détail en France (BDDF),
    - BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,
    - Banque De Détail en Belgique (BDDB),
    - Autres activités de Domestic Markets, qui inclut Arval, BNP Paribas Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
  - un pôle International Financial Services composé de :
    - Europe Méditerranée,
    - BancWest,
    - Personal Finance,
    - Assurance,
    - Gestion Institutionnelle et Privée ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :
  - Corporate Banking,
  - Global Markets,
  - Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

## 1.2 Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2020

### **UNE PLATEFORME DIVERSIFIÉE, MOBILISÉE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE**

Touchés par l'épidémie du Covid-19, de nombreux pays dans le monde ont mis en place des mesures de confinement sanitaire pour protéger les populations et ralentir la propagation du virus. Les répercussions économiques et sociales sont majeures.

BNP Paribas est entré dans cette crise fort d'un modèle diversifié et résistant, avec une structure financière solide, une diversification structurelle des risques et des revenus et une gestion des risques exigeante. La relation de long terme avec les clientèles est au cœur de son modèle et s'appuie sur la puissance d'exécution de ses plateformes.

Solide, BNP Paribas a mobilisé ses forces et ses équipes pour accompagner les particuliers, entreprises et institutionnels et répondre aux besoins spécifiques de l'économie dans la période de crise.

Le Groupe a ainsi, dans un temps très court, mis en place les mesures sanitaires pour préserver la santé des collaborateurs et assurer pleinement les services essentiels à la continuité du fonctionnement de l'économie en renforçant les capacités de ses réseaux informatiques et les moyens de cybersécurité. Les entités et leurs collaborateurs se sont mobilisés dans tous les métiers et géographies pour promouvoir et déployer rapidement les solutions spécifiques nécessaires au soutien des acteurs économiques et de la société civile.

Au premier semestre 2020, dans le contexte du confinement face à la crise sanitaire, le Groupe BNP Paribas a mobilisé ses ressources et ses expertises pour organiser plus de 250 milliards d'euros de financements dans le monde<sup>1</sup> dont 166 milliards d'euros en Europe<sup>1,2</sup>. Plus de 90 milliards d'euros<sup>1</sup> de crédits ont été arrangés et syndiqués auprès de banques et d'investisseurs institutionnels ; plus de 150 milliards d'euros<sup>1</sup> d'obligations ont été émis et placés auprès d'investisseurs, de même que près de 10 milliards d'euros d'actions. BNP Paribas a ainsi participé à 70% de l'ensemble des crédits syndiqués et à 53% de l'ensemble des émissions obligataires en zone EMEA depuis mi-mars<sup>1,3</sup>.

Il a aussi aidé les autorités publiques à déployer leurs mesures d'aide aux entreprises, notamment les prêts garantis par les États : plus de 90 000 prêts garantis ont été accordés à fin juin dans les réseaux de banque de détail du Groupe.

Enfin, le Groupe a manifesté son engagement dans le cadre d'un vaste dispositif d'aides coordonnées à l'échelle internationale avec un plan mondial de dons d'urgence de plus de 50 millions d'euros en faveur des hôpitaux, des populations fragiles et de la jeunesse et de plus de 100 millions d'euros d'investissement pour aider les ETI, PME et le secteur de la santé.

Au cours de ce premier semestre 2020, la crise sanitaire a eu des répercussions majeures sur les anticipations macroéconomiques et a généré des chocs extrêmes sur les marchés financiers au 1<sup>er</sup> trimestre. Ainsi, au terme d'un premier trimestre en ligne avec les objectifs 2020 de BNP Paribas, les développements de la crise sanitaire ont eu différents impacts négatifs sur le premier trimestre 2020 : d'une part, un impact sur le coût du risque à hauteur de 502 millions d'euros principalement au titre du provisionnement ex-ante de pertes attendues à l'avenir, d'autre part deux impacts spécifiques au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 sur le produit net bancaire : la perte de revenus entraînée par les restrictions apportées par les autorités européennes sur le versement de dividendes 2019 sur les revenus d'Equity & Prime Services de Global Markets et l'impact de la valorisation au 31 mars 2020 (réversible en cas de reprise boursière comme cela a été le cas en partie au second trimestre) de certains portefeuilles comptabilisés en valeur de marché du métier Assurance. Au second trimestre 2020, l'actualisation des scénarios macroéconomiques a conduit à accroître le provisionnement ex-ante des pertes attendues (y compris leur composante sectorielle) à hauteur de 329 millions d'euros. Le scénario central anticipe une reprise progressive avec un retour à un niveau de PIB comparable à 2019 vers mi-2022 (sauf nouvelle crise ou nouveaux développements). Il prend en compte les effets des plans de relance. Enfin le niveau de

<sup>1</sup> Source : Dealogic au 30 juin 2020, bookrunner, montant proportionnel

<sup>2</sup> Zone EMEA : Europe, Moyen-Orient, Afrique

<sup>3</sup> Pourcentage du montant total

provisionnement ex-ante des pertes attendues reflète la qualité du portefeuille de BNP Paribas et sa gestion prudente et proactive des risques.

\*  
\* \*

## **UNE PLATEFORME DIVERSIFIÉE AU SERVICE DE L'ÉCONOMIE**

### **BNP PARIBAS CONFIRME LA FORCE DE SON MODÈLE INTÉGRÉ ET DIVERSIFIÉ**

Répondant aux besoins spécifiques de l'économie dans la période de crise, certains métiers, au sein notamment de Corporate Banking, Global Markets ou des réseaux de Domestic Markets et International Financial Services présentent ainsi un niveau d'activité exceptionnel.

Néanmoins, les mesures sanitaires ont eu un impact négatif sur l'activité du Groupe avec une baisse des activités de flux et une moindre production de crédits (en particulier de crédits à la consommation avec la fermeture des points de vente des partenaires). Un point bas a été constaté lors des mois d'avril et mai 2020. Le rebond en juin est plus marqué qu'anticipé en Europe.

Le produit net bancaire, à 22 563 millions d'euros, progresse de 0,9% par rapport au premier semestre 2019.

Dans les pôles opérationnels, il progresse de 1,1%<sup>1</sup> : -3,2% dans Domestic Markets<sup>2</sup> où l'impact des taux bas dans les réseaux et de la crise sanitaire, notamment sur les commissions, n'est que partiellement compensé par la hausse des volumes et la poursuite de la croissance des métiers spécialisés (particulièrement Personal Investors) ; -5,4%<sup>3</sup> dans International Financial Services en lien notamment avec l'impact des taux bas sur les réseaux, de la baisse d'activité liée à la crise sanitaire ainsi que de la baisse des marchés financiers notamment sur l'activité d'Assurance ; +15,9% dans CIB avec une progression dans les trois métiers.

Les frais de gestion du Groupe, à 15 495 millions d'euros, sont en nette baisse de 2,4% par rapport au premier semestre 2019. Ils incluent les éléments exceptionnels suivants pour un total de 240 millions d'euros (contre 542 millions d'euros au premier semestre 2019) : coûts de restructuration<sup>4</sup> et d'adaptation<sup>5</sup> (76 millions d'euros), coûts de renforcement informatique (79 millions d'euros), et dons et mesures de sécurité pour le personnel liés à la crise sanitaire (86 millions d'euros). Comme annoncé dans le cadre du plan 2020, les coûts de transformation exceptionnels sont nuls ; ils s'élevaient à 390 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les frais de gestion incluent pour 1 284 millions d'euros, la quasi-totalité des taxes et contributions au titre de l'année (dont notamment la contribution au Fonds de Résolution Unique) en application de la norme IFRIC 21 « Taxes ». Elles s'élevaient à 1 128 millions d'euros au premier semestre 2019.

Cependant les frais de gestion des pôles opérationnels sont stables par rapport au premier semestre 2019. Ils sont en baisse de 1,5% pour Domestic Markets avec une baisse plus marquée dans les réseaux<sup>6</sup>

<sup>1</sup> +1,9% à périmètre et change constants

<sup>2</sup> Intégrant 100% des Banques Privées des réseaux domestiques (hors effets PEL/CEL)

<sup>3</sup> -4,2% à périmètre et change constants

<sup>4</sup> Liés notamment à la restructuration de certaines activités (notamment chez CIB)

<sup>5</sup> Liés notamment à BancWest et CIB

<sup>6</sup> BDDF, BNL bc et BDDB

(-2,5%) et une hausse contenue dans les métiers spécialisés en lien avec le développement de l'activité. Les frais de gestion baissent de 1,3%<sup>1</sup> pour International Financial Services du fait du développement des plans d'économie de coûts et sont en hausse de 3,4% chez CIB en lien avec le développement de l'activité. L'effet de ciseaux est largement positif chez CIB (+12,5 points).

Le résultat brut d'exploitation du Groupe s'établit ainsi à 7 068 millions d'euros (6 484 millions d'euros au premier semestre 2019), en hausse de 9,0%. Il est en hausse de 3,2% pour les pôles opérationnels.

Le coût du risque, à 2 873 millions d'euros, augmente de 1 483 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Il reflète notamment l'impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues en lien avec la crise sanitaire. Il s'établit à 66 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Le résultat d'exploitation du Groupe, à 4 195 millions d'euros (5 094 millions d'euros au premier semestre 2019), est ainsi en baisse de 17,6%. Il est en baisse de 20,6% pour les pôles opérationnels.

Les éléments hors exploitation s'élèvent à 726 millions d'euros, en baisse par rapport au premier semestre 2019 où ils s'élevaient à 966 millions d'euros. Ils enregistrent la plus-value de cession de plusieurs immeubles pour +464 millions d'euros. Ils incluaient au premier semestre 2019 l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 16,8% de SBI Life en Inde suivie de la déconsolidation de la participation résiduelle (+1 450 millions d'euros) ainsi que de la dépréciation de survaleurs (-818 millions d'euros).

Le résultat avant impôt, à 4 921 millions d'euros (6 060 millions d'euros au premier semestre 2019), est en baisse de 18,8%.

Le taux moyen d'impôt sur les bénéfices s'établit à 24,6%.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 3 581 millions d'euros, en baisse de 18,4% par rapport au premier semestre 2019. Il s'établirait à 3 435 millions d'euros, en baisse de 18,4% hors éléments exceptionnels.

La rentabilité annualisée des fonds propres tangibles non réévalués<sup>2</sup> est de 8,7% et reflète la bonne résistance des résultats grâce à la force du modèle diversifié et intégré du Groupe dans un contexte fortement marqué par la crise sanitaire.

Au 30 juin 2020, le ratio « *common equity Tier 1* » s'élève à 12,4% en hausse de 30 points de base par rapport au 31 décembre 2019 du fait de la génération organique de capital du semestre après prise en compte d'un taux de distribution de 50%, des effets de la crise sanitaire, de l'impact de la mise en réserve du dividende 2019 et de l'effet des aménagements règlementaires (CRR « Quick Fix »). La réserve de liquidité du Groupe, instantanément mobilisable, est de 425 milliards d'euros, soit plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché. Le ratio de levier<sup>3</sup> s'établit à 4,0%.

L'actif net comptable tangible<sup>4</sup> par action s'élève à 71,8 euros soit un taux de croissance de 7,3% depuis le 31 décembre 2008 illustrant la création de valeur continue au travers du cycle.

Le Groupe continue sa transformation digitale tout en renforçant son système de contrôle interne et de conformité, la crise sanitaire n'ayant pas affecté significativement les processus de Conformité ni la trajectoire des projets. Il continue de mener une politique ambitieuse d'engagement dans la société avec notamment un engagement renforcé pour la sortie du charbon thermique. Le Groupe s'est ainsi fixé 2030 comme date de sortie complète de tout financement du charbon thermique dans les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE et 2040 pour le reste du monde en couvrant toute la chaîne de valeur des acteurs du charbon thermique : extraction, infrastructures dédiées et production d'électricité. En ligne avec ses politiques « production d'électricité à partir du charbon » et « industrie minière », mises à jour en juillet 2020, le Groupe ne finance d'ores et déjà plus les acteurs qui développent des capacités additionnelles de charbon thermique, les acteurs qui n'ont pas de plan de sortie du charbon aux dates indiquées, les

<sup>1</sup> -0,8% à périmètre et change constants

<sup>2</sup> Avec mise en réserve du résultat 2019

<sup>3</sup> Calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014

<sup>4</sup> Réévalué avec mise en réserve du résultat 2019

infrastructures dédiées au charbon thermique mais aussi les négociants spécialisés dans le charbon thermique. L'action du Groupe dans ce domaine est reconnue : le Groupe a été nommé cette année encore, *Meilleure banque d'Europe de l'Ouest pour sa responsabilité d'entreprise* par le magazine *Euromoney*.

Par ailleurs, le Groupe est d'ores et déjà préparé pour la fin de la période de transition du Brexit en décembre 2020. Ainsi, sur le plan réglementaire, le Groupe a pris toutes les mesures, requises par la BCE et les autorités réglementaires britanniques, afin d'être autorisé à continuer à exercer ses activités au Royaume-Uni. Sur le plan opérationnel, le principal impact du Brexit résulte de la perte du passeport européen et du respect des attentes de la BCE en tant que superviseur. En particulier, il sera interdit à des commerciaux situés au Royaume-Uni de vendre des services financiers à des clients européens. Au Royaume-Uni, le dispositif de *front office* (principalement les postes de vente et leur écosystème associé) est affecté par ces mesures. Sur le continent européen, quelques 400 nouveaux postes, dont 160 concernent le front office et 240 les fonctions de support (principalement informatique), sont en cours de création. Fin juin, 260 de ces postes étaient déjà pourvus.

\*  
\*   \*

**RETAIL BANKING & SERVICES****DOMESTIC MARKETS**

Au cours du premier semestre 2020, et notamment durant le pic de la crise sanitaire, le pôle Domestic Markets s'est fortement et rapidement mobilisé pour accompagner les clients dans la crise sanitaire. Ainsi, 90% des agences sont restées ouvertes à fin mars, avec un dispositif aménagé pour veiller au respect des consignes sanitaires tout en assurant la continuité des services essentiels.

Des actions proactives ont été menées afin d'accompagner les clients face à la crise. Domestic Markets a accordé en particulier près de 70 000 prêts garantis par les États mais aussi près de 250 000 moratoires, tant sur la clientèle des particuliers (25%) que la clientèle des entreprises (75%)<sup>1</sup>. Le rebond d'activité en fin de semestre est marqué dans les réseaux avec une reprise nette des paiements par cartes et des crédits aux particuliers. Il est aussi particulièrement fort chez Arval et Leasing Solutions. Les encours de crédit augmentent ainsi de 4,4% par rapport premier semestre 2019 avec une bonne progression des crédits dans la banque de détail, notamment en France et en Belgique, et dans les métiers spécialisés (Arval, Leasing Solutions). Les dépôts augmentent de 9,5% par rapport au premier semestre 2019 en hausse dans tous les pays. La banque privée enregistre un bon niveau de collecte nette de +3,4 milliard d'euros.

Enfin, l'accélération des usages digitaux s'est confirmée pendant et après le confinement.

Le produit net bancaire<sup>2</sup>, à 7 635 millions d'euros, est en baisse de 3,2% par rapport au premier semestre 2019. L'impact de l'environnement persistant de taux bas et celui de la crise sanitaire notamment sur les commissions ne sont que partiellement compensés par la hausse des volumes et la forte activité dans les métiers spécialisés (avec une forte hausse de Personal Investors en Allemagne).

Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 5 415 millions d'euros, sont en baisse (-1,5%) par rapport au premier semestre 2019 avec une baisse plus marquée dans les réseaux<sup>3</sup> (-2,5%) et une hausse modérée dans les métiers spécialisés en lien avec la croissance de l'activité.

Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup>, à 2 219 millions d'euros, est ainsi en baisse de 7,0% par rapport au premier semestre 2019.

Le coût du risque<sup>2</sup> s'établit à 645 millions d'euros (521 millions d'euros au premier semestre 2019) et enregistre notamment l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), le résultat avant impôt<sup>4</sup> du pôle s'établit à 1 458 millions d'euros, en baisse par rapport au premier semestre 2019 (-15,7%).

**Banque De Détail en France (BDDF)**

Le métier s'est fortement mobilisé au service des clients. Près de 57 000 Prêts Garantis par l'État (PGE) ont été accordés pour un total de près de 15 milliards au 30 juin 2020 et l'enveloppe d'investissements en fonds propres a été doublée à 4 milliards d'euros pour soutenir le développement des PME et des ETI françaises à horizon 2024. Le métier a renforcé sa présence auprès des clients avec une hausse de 27% de clients particuliers rencontrés en rendez-vous en face à face ou à distance.

Le dynamisme de l'activité commerciale de BDDF s'est ainsi maintenu. Après un point bas en avril, la reprise de l'activité se traduit par une accélération de la production de crédits aux particuliers et le rebond

<sup>1</sup> Critères EBA au 30 juin 2020 – pourcentage en volume

<sup>2</sup> Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg

<sup>3</sup> BDDF, BNL bc et BDDB

<sup>4</sup> Hors effets PEL/CEL de +2 millions d'euros contre +30 millions d'euros au premier semestre 2019



des paiements par carte en fin de semestre. Les encours de crédit augmentent de 6,9% par rapport au premier semestre 2019 avec une hausse des crédits aux entreprises (croissance également hors PGE). Les dépôts sont en hausse de 12,6%. La progression de l'épargne responsable est forte en banque privée avec des encours de 6,0 milliards d'euros (+52% par rapport au 31 décembre 2019). Le nombre de clients chez Hello Bank! est en forte hausse (+22,7% par rapport au 30 juin 2019).

Le produit net bancaire<sup>1</sup> s'élève à 2 932 millions d'euros, en baisse de 8,1% par rapport au premier semestre 2019. Les revenus d'intérêt<sup>1</sup> sont en baisse de 11,4% en comparaison d'une base élevée au premier semestre 2019. La moindre contribution des filiales spécialisées et l'impact de l'environnement de taux bas ne sont que partiellement compensés par la hausse des volumes. Les commissions<sup>1</sup> sont en baisse de 3,9%, la nette progression des commissions financières étant compensée par la forte baisse des commissions de *cash management* et sur moyens de paiement du fait de la crise sanitaire.

Les frais de gestion<sup>1</sup>, à 2 240 millions d'euros, baissent de 2,1% par rapport au premier semestre 2019 en lien avec les mesures d'optimisation de coûts.

Le résultat brut d'exploitation<sup>1</sup> s'élève ainsi à 692 millions d'euros, en baisse de 23,4% par rapport au premier semestre 2019. Le coût du risque<sup>1</sup> s'établit à 191 millions d'euros, en hausse de 36 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019. Il s'élève à 19 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en France au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDF dégage un résultat avant impôt<sup>2</sup> de 434 millions d'euros en baisse de 36,1% par rapport au premier semestre 2019.

### **BNL banca commerciale (BNL bc)**

Dans un contexte de crise sanitaire, BNL bc a très rapidement mis en place un dispositif de continuité d'activité (95 % des agences du réseau sont restées ouvertes) et d'accompagnement de la clientèle en complément des mesures gouvernementales (moratoire de six mois pour la clientèle des entreprises, trois remboursements contractuels proposés pour les crédits immobiliers, ...).

Au 30 juin 2020, près de 29 000 clients de BNL bc bénéficient de moratoires<sup>3</sup>. Le nombre de prêts garantis par l'État accordés en mai et en juin est en augmentation avec près de 12 000 prêts accordés au 30 juin 2020.

Dans un contexte marqué par les mesures de confinement mais aussi par le rebond en fin de semestre, l'activité commerciale de BNL bc progresse. Les dépôts sont en croissance de 12,9% par rapport au premier semestre 2019. Les encours d'épargne hors-bilan augmentent de 1,8% par rapport au 30 juin 2019, avec une progression de l'épargne en assurance-vie (+4,4% par rapport au 30 juin 2019) mais une baisse des encours d'OPCVM en lien avec la variation des valorisations boursières par rapport au 30 juin 2019. Les encours de crédit sont en baisse de 2,9% par rapport premier semestre 2019. Le métier poursuit la progression régulière de sa part de marché pour la clientèle des entreprises qui augmente de 1,0 point en quatre ans à 6,2%<sup>4</sup> avec le maintien d'un profil de risque prudent (plus de 70% des expositions PME à fin 2019 bénéficiant d'une bonne qualité de crédit)<sup>5</sup>.

Le produit net bancaire<sup>6</sup> est en baisse de 3,8% par rapport au premier semestre 2019, à 1 308 millions d'euros. Les revenus d'intérêt<sup>6</sup> se contractent de 4,0% du fait de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles présentant un meilleur profil de risque. Les commissions<sup>6</sup> sont en baisse

<sup>1</sup> Avec 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL)

<sup>2</sup> Hors effets PEL/CEL de +2 millions d'euros contre +30 millions d'euros au premier semestre 2019

<sup>3</sup> Critères EBA au 30 juin 2020

<sup>4</sup> Source : Association Bancaire Italienne

<sup>5</sup> Notation interne de 1 à 6 sur une échelle de 12

<sup>6</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Italie

de 3,5% par rapport au premier semestre 2019, en lien notamment avec la baisse des commissions financières.

Les frais de gestion<sup>1</sup>, à 887 millions d'euros, sont en baisse de 1,8% par rapport au premier semestre 2019. Ils enregistrent l'effet des mesures de réduction de coûts et d'adaptation (plan de départ à la retraite « *Quota 100* »).

Le résultat brut d'exploitation<sup>1</sup> s'établit ainsi à 421 millions d'euros, en baisse de 7,8% par rapport au premier semestre 2019.

Le coût du risque<sup>1</sup>, à 242 millions d'euros est encore en amélioration par rapport au premier semestre 2019 (-11%) avec l'effet de la cession de portefeuilles de crédits douteux en 2019 et malgré l'impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues lié à la crise sanitaire. Il s'élève à 64 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Italie au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BNL bc dégage un résultat avant impôt de 158 millions d'euros, en baisse de 2,9% par rapport au premier semestre 2019.

### **Banque de Détail en Belgique**

BDDB s'est fortement mobilisée pour supporter l'économie et accompagner ses clients face à la crise sanitaire. Au pic de la crise, 99% des agences sont ainsi restées ouvertes avec un dispositif adapté pour assurer le respect des consignes sanitaires. Près de 40 000 clients bénéficient de moratoires au 30 juin 2020<sup>2</sup>. Le métier a intensifié le nombre de contacts avec la clientèle : par exemple 94% des clients entreprises ont été contactés pour évaluer leurs besoins face à la crise.

BDDB déploie une activité commerciale soutenue sur l'ensemble du semestre. Les crédits sont en hausse de 4,8% avec une bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises par rapport au premier semestre 2019. Les dépôts augmentent de 5,4% avec une forte progression des dépôts des entreprises et des particuliers. Les encours d'épargne hors bilan progressent de 1,3% par rapport au 30 juin 2019. Enfin, signe de rebond d'activité, le niveau des paiements par carte bancaire est à fin juin au-dessus du niveau constaté avant le confinement.

Le produit net bancaire<sup>3</sup> de BDDB est en baisse de 4,1% par rapport au premier semestre 2019, à 1 720 millions d'euros. Les revenus d'intérêt<sup>3</sup> baissent de 8,2% par rapport au premier semestre 2019 : l'impact des taux bas et une moindre contribution des filiales spécialisées sont partiellement compensés par une hausse des volumes de crédit. Les commissions<sup>3</sup> sont en hausse de 8,1% par rapport au premier semestre 2019, tirées par la progression des commissions financières.

Les frais de gestion<sup>3</sup>, à 1 329 millions d'euros, sont en baisse (-3,6%) par rapport au premier semestre 2019 grâce aux mesures d'économies de coûts.

Le résultat brut d'exploitation<sup>3</sup>, à 391 millions d'euros, est en baisse de 5,6% par rapport au premier semestre 2019. Le coût du risque<sup>3</sup> s'élève à 134 millions d'euros contre 31 millions d'euros au premier semestre 2019. Il est en hausse notamment du fait de l'impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues lié à la crise sanitaire et d'un dossier spécifique au deuxième trimestre.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Belgique au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), BDDB dégage ainsi un résultat avant impôt de 239 millions d'euros au premier semestre 2020, en baisse de 31% par rapport au premier semestre 2019.

<sup>1</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Italie

<sup>2</sup> Critères EBA au 30 juin 2020

<sup>3</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Belgique

### **Autres métiers de Domestic Markets (Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel et Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg)**

Les métiers spécialisés de Domestic Markets présentent tous une très bonne dynamique commerciale et confirment la reprise rapide de l'activité après un point bas en avril. Le parc financé d'Arval progresse fortement de 8,0% par rapport au premier semestre 2019 et de 2,5% depuis le début de l'année, porté par un rebond des commandes de véhicules en juin et l'accompagnement des clients avec notamment l'allongement des contrats. Les encours de financement de Leasing Solutions sont en retrait de 1,2%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019. Leasing Solutions enregistre en juin un fort rebond des demandes de financements d'équipements logistiques et informatiques avec une augmentation de 40,7% par rapport à mai 2020. Porté par la volatilité des marchés, Personal Investors présente une excellente dynamique en Allemagne, avec un doublement du nombre d'ordres (+102% par rapport au 30 juin 2019) et une hausse des actifs sous gestion (+10,5% par rapport au 30 juin 2019). Nickel poursuit son développement en France, avec près de 1,7 million de comptes ouverts (+27,0% par rapport au 30 juin 2019), enregistrant un record mensuel de nouvelles ouvertures de comptes en juin 2020 (38 345 comptes ouverts). Les encours de crédit de la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) augmentent de 10,3% par rapport au premier semestre 2019, avec une bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises. Les dépôts sont en hausse de 2,1%. Enfin, BDEL constate un retour progressif à la normale de son activité, avec une reprise significative des opérations sur cartes de crédit et des demandes de prêts depuis le mois d'avril.

Le produit net bancaire<sup>2</sup> des cinq métiers, à 1 675 millions d'euros, est au total en hausse de 8,6% par rapport au premier semestre 2019, avec un très bon niveau d'activité dans tous les métiers, et en particulier de très bonnes performances de Nickel et de Personal Investors, notamment de Consorsbank en Allemagne.

Les frais de gestion<sup>2</sup> augmentent de 3,2% par rapport au premier semestre 2019, à 959 millions d'euros du fait du développement de l'activité mais restent contenus par les mesures d'économies de coûts. L'effet de ciseaux est positif de 5,4 points.

Le coût du risque<sup>2</sup> s'élève à 78 millions d'euros (63 millions d'euros au premier semestre 2019).

Ainsi, le résultat avant impôt de ces cinq métiers, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée domestique au Luxembourg au métier Wealth Management (pôle International Financial Services), s'établit en forte hausse de 15,8% par rapport au premier semestre 2019, à 627 millions d'euros.

\*  
\* \*

### **INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES**

Après une période de moindre activité avec l'application des mesures de confinement, le pôle International Financial Services retrouve une bonne dynamique en fin de semestre. La croissance des encours de crédit est globalement soutenue : ils sont en hausse de 3,0% par rapport au premier semestre 2019 avec un rebond de la production de crédits. Ainsi la nouvelle production de crédits aux particuliers progresse de 95% en juin 2020 par rapport à avril 2020, point bas de l'activité. La collecte nette résiste bien (+1,6 milliard d'euros) mais l'encours des actifs sous gestion subit l'effet de la baisse des valorisations boursières (1 085 milliards d'euros, soit une baisse de 0,3% par rapport au 30 juin).

<sup>1</sup> A périmètre et change constants

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée au Luxembourg

2019). Enfin, l'activité du métier Immobilier, quasiment à l'arrêt en avril et mai, reprend avec le redémarrage des chantiers (promotion et transaction immobilière) en fin de période.

Le pôle IFS s'est fortement mobilisé pour accompagner ses clients dans la crise et soutenir l'économie. Le pôle a ainsi accordé près de 23 000 prêts garantis par les États au 30 juin. Personal Finance a quasiment doublé le nombre de contacts avec ses clients en avril 2020 par rapport à avril 2019 et renforcé les effectifs des équipes d'après-vente et de recouvrement pour une gestion proactive du risque.

Le produit net bancaire du pôle, à 8 080 millions d'euros, est en baisse de 5,4% (-4,2% à périmètre et change constants) par rapport au premier semestre 2019, du fait de l'impact des taux bas sur les réseaux, de la baisse d'activité liée à la crise sanitaire notamment pour Personal Finance et le métier Immobilier ainsi que de la baisse des marchés financiers notamment sur les activités de gestion d'actifs et d'Assurance.

Les frais de gestion, à 5 180 millions d'euros, sont en baisse de 1,3% (-0,8% à périmètre et change constants), avec le développement des plans d'économie de coûts. Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 2 900 millions d'euros, en baisse de 12,0% par rapport au premier semestre 2019 (-9,8% à périmètre et change constants).

Le coût du risque, à 1 505 millions d'euros est en hausse de 686 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019 notamment avec le provisionnement ex-ante des pertes attendues.

Le résultat avant impôt d'International Financial Services s'établit ainsi à 1 595 millions d'euros, en baisse de 41,4% par rapport au premier semestre 2019 (-39,3% à périmètre et change constants).

## **Personal Finance**

Malgré l'impact de la crise sanitaire, en raison principalement de la fermeture des points de vente des partenaires, notamment visible au second trimestre 2020, Personal Finance enregistre une hausse de ses encours de crédit par rapport au premier semestre 2019 (+1,8%<sup>1</sup>), avec un rebond rapide de la production (notamment des crédits automobiles) après la réouverture des points de vente des partenaires. Ainsi, après un point bas en avril, la production de crédits a retrouvé en juin, son niveau de mars.

Face à la crise sanitaire, Personal Finance accompagne de manière proactive les clients : les moyens alloués à l'après-vente et au recouvrement ont été augmentés de près de 50% depuis le début de la crise ; près de 470 000 moratoires<sup>2</sup> ont été mis en place avec un niveau de retour au paiement satisfaisant pour les premiers dossiers en ayant bénéficié ; le suivi des partenaires a été renforcé.

Le profil de risque de Personal Finance bénéficie de la répartition de son portefeuille de produits, qui a évolué au cours des dernières années vers un profil moins risqué. Ainsi, la part représentée par le portefeuille de cartes de crédit a diminué entre 2016 et 2020 de 18% à 12% et la part représentée par le portefeuille de crédit automobile a augmenté de 20% à 38% sur la même période. Le portefeuille de Personal Finance est par ailleurs concentré sur l'Europe continentale, l'exposition aux États-Unis étant désormais nulle et l'exposition au Royaume-Uni étant limitée à 7% et principalement liée au crédit automobile.

Le produit net bancaire de Personal Finance, à 2 777 millions d'euros, est en baisse de 3,1% (-0,6% à périmètre et change constants) par rapport au premier semestre 2019 du fait notamment de l'impact de la crise sanitaire et en particulier de la fermeture des points de vente des partenaires en avril et mai.

<sup>1</sup> +3,6% à périmètre et change constants

<sup>2</sup> Critères EBA au 30 juin 2020

Les frais de gestion, à 1 429 millions d'euros, sont en baisse de 2,9% (-1,0% à périmètre et change constants) par rapport au premier semestre 2019, grâce aux efforts soutenus d'adaptation des coûts. L'effet de ciseaux est positif à périmètre et change constants.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à 1 348 millions d'euros, en baisse de 3,3% (-0,1% à périmètre et change constants) par rapport au premier semestre 2019.

Le coût du risque s'élève à 1 032 millions d'euros, en hausse de 414 millions d'euros par rapport au premier semestre 2019 en lien notamment avec l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues.

Le résultat avant impôt de Personal Finance s'établit ainsi à 323 millions d'euros, en baisse de 59,3% (-58,5% à périmètre et change constants) par rapport au premier semestre 2019.

## **Europe Méditerranée**

Les encours d'Europe Méditerranée sont en progression par rapport au premier semestre 2019. Les encours de crédit sont en hausse de 4,6%<sup>1</sup>, avec une progression notable sur la clientèle des entreprises, principalement en Turquie, mais une baisse en Pologne et au Maroc en lien avec les mesures sanitaires. Les dépôts sont en hausse de 7,8%<sup>1</sup>, en progression dans tous les pays, notamment en Turquie.

La reprise de l'activité est progressive avec les mesures de déconfinement. Après un point bas atteint en avril, la production de crédits rebondit (+141% entre avril et juin). Le métier enregistre également un fort rebond des paiements sans contact en Turquie et en Pologne, et un retour à la normale des paiements par carte.

Le métier continue de promouvoir l'usage des outils digitaux avec 3,5 millions de clients digitaux actifs au 30 juin 2020 (+43,5% par rapport au 30 juin 2019). La mise en œuvre des mesures des pouvoirs publics a par ailleurs pu être facilitée par le développement très rapide d'outils digitaux performants : 100% des demandes effectuées en ligne en Pologne, 69% en Turquie.

Le produit net bancaire d'Europe Méditerranée<sup>2</sup>, à 1 274 millions d'euros, est en baisse de 0,3%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019. La hausse des marges et des volumes est compensée par l'impact des environnements de taux bas et des limitations de commissions dans certains pays.

Les frais de gestion<sup>2</sup>, à 904 millions d'euros, augmentent de 3,6%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019, en lien avec une inflation des salaires qui reste élevée notamment en Turquie.

Le coût du risque<sup>2</sup> s'élève à 229 millions d'euros, en hausse par rapport au premier semestre 2019 (+31,8%) en lien notamment avec l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues. Il s'établit à 113 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée en Turquie et en Pologne au métier Wealth Management, et compte tenu de la forte dépréciation sur la période de la livre turque, Europe Méditerranée dégage ainsi un résultat avant impôt de 223 millions d'euros en baisse de 28,9%<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> A périmètre et change constants

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée en Turquie et en Pologne

**BancWest**

L'activité commerciale de BancWest est soutenue. Les encours de crédit sont en hausse de 2,8%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019, avec une progression marquée des crédits aux entreprises et une production soutenue de prêts d'équipements collatéralisés. Le métier participe activement au plan de soutien fédéral aux PME (PPP – Paycheck Protection Program), avec près de 18 000 prêts accordés pour un total de près de 3 milliards de dollars au 30 juin 2020. Les dépôts<sup>1</sup> sont en hausse de 13,9%. Les actifs sous gestion de la banque privée (15,5 milliards de dollars au 30 juin 2020) sont en hausse de 4,1%<sup>1</sup> par rapport au 30 juin 2019. Enfin, le nombre d'ouvertures de comptes faites en ligne est en progression (+5,6% par rapport au 30 juin 2019).

Le produit net bancaire<sup>2</sup>, à 1 240 millions d'euros, est en hausse de 3,3%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019, en raison notamment d'une progression de la marge d'intérêt avec la hausse des volumes et de la révision de la tarification des dépôts partiellement compensée par l'impact de l'environnement de taux bas.

Les frais de gestion<sup>2</sup> sont en baisse de 0,4%<sup>1</sup> à 897 millions d'euros, grâce aux mesures d'économies de coûts. Le métier dégage ainsi un effet de ciseaux positif de +3,9 points.

Le résultat brut d'exploitation<sup>2</sup>, à 343 millions d'euros, augmente de 18,4%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019.

A 229 millions d'euros, le coût du risque<sup>2</sup> augmente fortement par rapport au premier semestre 2019 (21 millions d'euros), principalement pour provisionnement ex-ante des pertes attendues. Il s'établit à 81 points de base des encours de crédit à la clientèle.

Ainsi, après attribution d'un tiers du résultat de la Banque Privée aux États-Unis au métier Wealth Management, BancWest dégage un résultat avant impôt de 100 millions d'euros en baisse de 60,6%<sup>1</sup> par rapport au premier semestre 2019.

**Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée**

Les métiers Assurance et Gestion Institutionnelle et Privée présentent un bon niveau de collecte nette mais sont impactés par l'évolution défavorable des marchés par rapport au 31 décembre 2019. Les actifs sous gestion<sup>3</sup> atteignent 1 085 milliards d'euros au 30 juin 2020. Ils baissent de 3,4% par rapport au 31 décembre 2019 du fait d'un effet de valorisation défavorable de 40,9 milliards d'euros dû à la baisse des marchés financiers au premier trimestre 2020 et d'un effet de change défavorable à hauteur de 8,7 milliards d'euros. La collecte nette est positive de 10,8 milliards d'euros avec une bonne collecte nette de Wealth Management sur la grande clientèle européenne et en Asie, une bonne collecte nette du métier Asset Management et un bon niveau de collecte brute de l'Assurance en unités de compte (+43%) avec un léger repli au global.

Au 30 juin 2020, les actifs sous gestion<sup>3</sup> se répartissent entre : 456 milliards d'euros pour le métier Asset Management (incluant 29 milliards d'euros de Real Estate Investment Management), 377 milliards d'euros pour Wealth Management, et 252 milliards d'euros pour l'Assurance.

L'Assurance bénéficie d'une bonne dynamique commerciale avec la poursuite de la signature de partenariats : plus de 20 partenariats signés dans 10 pays différents au cours du deuxième trimestre. La fin du semestre est marquée par une reprise progressive de l'activité. Le métier n'a pas d'exposition aux risques de pertes d'exploitation en France et l'exposition en dehors de France est négligeable.

Face à la crise sanitaire, le métier Assurance s'est fortement mobilisé, en simplifiant par exemple la gestion des adhésions et des indemnisations de sinistres en assurance des emprunteurs en France (85% des

<sup>1</sup> A périmètre et change constants

<sup>2</sup> Avec 100% de la Banque Privée aux États-Unis

<sup>3</sup> Y compris les actifs distribués

souscriptions finalisées sans demande complémentaire), en offrant une extension des prises en charge en cas d'hospitalisation causée par le Covid-19 (Italie, Japon) ou en s'engageant en faveur du soutien à l'économie au travers d'une participation au Fonds de Solidarité en France.

Les revenus de l'Assurance, à 1 407 millions d'euros, baissent de 14,9% par rapport au premier semestre 2019 en lien avec l'impact comptable lié à la baisse des marchés constaté le 30 juin 2020, certains portefeuilles étant valorisés au prix de marché. Cet impact est réversible et s'est déjà réduit sensiblement au deuxième trimestre. Les frais de gestion, à 732 millions d'euros, baissent de 2,4% en lien avec une bonne maîtrise des coûts. Le résultat avant impôt est en baisse de 24,1% par rapport au premier semestre 2019, à 744 millions d'euros.

Le métier Gestion Institutionnelle et Privée poursuit ses plans de développement. L'activité de Wealth Management est récompensée par le prix de « *Best Private Bank Western Europe* »<sup>1</sup> et son offre digitale est reconnue (« *Best Private Bank Digital Customer Experience Europe* »<sup>2</sup>, « *Best Private Bank Robo-advisory Services Global* »<sup>5</sup>). La collecte nette est bonne notamment sur la grande clientèle européenne et en Asie. Le métier Asset Management une forte collecte nette dans les fonds dynamiques thématiques et socialement responsables (4 milliards d'euros sur les fonds moyen long terme labellisés ISR depuis le début de l'année). Son action en matière de gestion socialement responsable est d'ailleurs reconnue et confirmée par de nouvelles récompenses, dont l'*ESG Asset Management Company of the Year* en Asie pour la deuxième année consécutive. Enfin, l'activité du métier Immobilier est en très forte baisse ce semestre du fait de l'interruption des chantiers et de la commercialisation en promotion, et de la perturbation des transactions en *Advisory*. Le métier enregistre toutefois une reprise progressive du fait des mesures de déconfinement en fin de semestre.

Les revenus de la Gestion Institutionnelle et Privée (1 422 millions d'euros) enregistrent une baisse de 8,9% par rapport au premier semestre 2019. La hausse des commissions de Wealth Management est plus que compensée par l'impact de l'environnement de taux bas, les effets de marché au global défavorables sur les revenus d'Asset Management et l'impact de la crise sanitaire sur le métier Immobilier. Les frais de gestion s'élèvent à 1 243 millions d'euros. Ils baissent de 2,3% grâce aux effets du plan de transformation notamment pour le métier Asset Management et à une forte baisse des coûts du métier Immobilier. Le résultat avant impôt de la Gestion Institutionnelle et Privée, après prise en compte d'un tiers des résultats de la banque privée dans les marchés domestiques, en Turquie, Pologne et aux États-Unis, s'élève ainsi à 204 millions d'euros, en baisse de 34,0% par rapport au premier semestre 2019.

\*  
\* \*

<sup>1</sup> Attribué par le magazine *The Digital Banker*

<sup>2</sup> Attribué par le magazine *Professional Wealth Management*

**CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING (CIB)**

CIB enregistre un niveau extrêmement soutenu d'activité de toutes ses clientèles du fait des besoins spécifiques des entreprises et des institutionnels dans la crise sanitaire. Par exemple, CIB a levé plus de 160 milliards d'euros au second trimestre sur les marchés de crédits syndiqués, d'obligations et d'actions au niveau mondial<sup>1</sup> pour le compte de ses clients.

Le pôle joue ainsi un rôle moteur pour le financement de l'économie en contribuant au bon fonctionnement des marchés de crédits syndiqués, d'obligations et d'actions. Au cours du semestre, il a dirigé plusieurs opérations qui réouvraient des marchés primaires qui s'étaient fermés au pic de la crise. Il a assuré la liquidité des marchés secondaires en faisant le pont entre les besoins des clients emprunteurs, entreprises et souverains, et ceux des investisseurs, institutionnels et gestionnaires d'actifs. Le niveau d'activité des métiers du pôle et sa capacité de mobilisation exceptionnelle au service de l'économie au plus fort de la crise valident des choix stratégiques faits depuis plusieurs années afin de renforcer l'efficacité du modèle intégré et la coopération entre les métiers via, par exemple, la plateforme de financement *Capital Market* créée fin 2018. CIB bénéficie également de l'accélération du nombre d'interactions avec les clients permise par le développement des plateformes digitales dans les différents métiers ainsi que des gains d'efficacité opérationnelle ayant favorisé l'adaptation rapide du dispositif pendant la crise sanitaire.

Les revenus du pôle, à 7 076 millions d'euros, augmentent de 15,9% par rapport au premier semestre 2019 avec une progression dans les trois métiers et une forte hausse des volumes liée à l'accompagnement des besoins des clients spécifiques à la crise (financements, couvertures de taux et de change, réallocation de ressources ...).

Les revenus de Corporate Banking, à 2 328 millions d'euros, augmentent de 12,9% par rapport au premier semestre 2019, en bonne progression dans toutes les zones, avec en particulier une très forte croissance dans la zone EMEA<sup>2</sup>, du fait d'une mobilisation exceptionnelle au service des clients.

Les revenus de Global Markets, à 3 610 millions d'euros, sont en hausse de 23,1% par rapport au premier semestre 2019. Les revenus de FICC<sup>3</sup>, à 3 406 millions d'euros, sont en très forte progression tirée par les volumes d'activité de la clientèle : activité très soutenue sur les marchés primaires et le crédit, très forte progression des taux, bonne croissance du change et des marchés émergents. Les revenus d'Equity and Prime Services sont en forte baisse à 203 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 1 103 millions d'euros au premier semestre 2019. Si le niveau d'activité se normalise à la fin du premier semestre, le métier a été fortement impacté par les chocs extrêmes sur les marchés et les restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes au premier trimestre 2020<sup>4</sup>.

Les revenus de Securities Services, à 1 138 millions d'euros, sont en hausse de 2,3%<sup>5</sup> par rapport au premier semestre 2019 du fait notamment de la hausse des volumes et de nouveaux mandats.

Les frais de gestion de CIB, à 4 612 millions d'euros, augmentent de 3,4% par rapport au premier semestre 2019 en lien avec la hausse de l'activité, limitée par l'effet des mesures d'économie de coûts. L'effet de ciseaux est positif de 12,5 points.

Le résultat brut d'exploitation de CIB est ainsi en hausse de 49,5%, à 2 463 millions d'euros.

Le coût du risque de CIB s'établit à 682 millions d'euros, notamment du fait de l'impact des effets anticipés de la crise sanitaire.

CIB dégage ainsi un résultat avant impôt de 1 789 millions d'euros, en hausse de 13,8% par rapport au premier semestre 2019.

<sup>1</sup> Source : Dealogic au 30 juin 2020, bookrunner, montant proportionnel

<sup>2</sup> EMEA : Zone Europe, Moyen-Orient et Afrique

<sup>3</sup> Fixed Income, Currencies, and Commodities

<sup>4</sup> Pour mémoire au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 : -184 M€ liés aux restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019, ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique

<sup>5</sup> +7,7% par rapport au premier semestre 2019, hors effet d'une transaction spécifique au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019



\*  
\* \*

## **AUTRES ACTIVITÉS**

Le produit net bancaire des « Autres Activités » s'élève à 48 millions d'euros contre 90 millions d'euros au premier semestre 2019, en lien notamment avec la contribution négative de Principal Investments induite par la crise.

Les frais de gestion des « Autres Activités » s'élèvent à 442 millions d'euros au premier semestre 2020. Ils intègrent l'impact exceptionnel des dons et mesures de sécurité pour le personnel liés à la crise sanitaire pour 86 millions d'euros, des coûts de restructuration<sup>1</sup>, des coûts d'adaptation<sup>2</sup> pour 76 millions d'euros (151 millions d'euros au premier semestre 2019) et des coûts de renforcement informatique pour 79 millions d'euros. Conformément au plan, aucun coût de transformation n'est enregistré en 2020 (ils s'élevaient à 390 millions d'euros au premier semestre 2019).

Le coût du risque est de 46 millions d'euros, intégrant l'impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues, contre une reprise de 3 millions d'euros au premier semestre 2019.

Les autres éléments hors exploitation s'élèvent à 483 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 704 millions d'euros au premier semestre 2019. Ils reflètent la plus-value de cession d'immeubles pour +464 millions d'euros. Ils incluaient au premier semestre 2019 l'impact exceptionnel de la plus-value de cession de 16,8% de SBI Life en Inde suivie de la déconsolidation de la participation résiduelle<sup>3</sup> (+1 450 millions d'euros) et de la dépréciation de survaleurs (-818 millions d'euros).

Le résultat avant impôt des « Autres Activités » est de 78 millions d'euros contre 8 millions d'euros au premier semestre 2019.

\*  
\* \*

<sup>1</sup> Coûts de restructuration liés notamment à l'acquisition de Raiffeisen Bank Polska et à l'arrêt ou restructurations de certaines activités (notamment BNP Paribas Suisse)

<sup>2</sup> Liés notamment à Wealth Management, BancWest et CIB

<sup>3</sup> Participation résiduelle de 5,2% dans SBI Life

## **STRUCTURE FINANCIÈRE**

Le Groupe a un bilan très solide.

Le ratio « *common equity Tier 1* » s'élève à 12,4% au 30 juin 2020, en hausse de 30 points de base par rapport au 31 décembre 2019 du fait :

- de l'impact de la mise en réserve du dividende 2019<sup>1</sup> (+60 pb).
- des effets organiques avec notamment la mise en réserve du résultat net du semestre après prise en compte d'un taux de distribution de 50% et la hausse organique des actifs pondérés, (+20 pb),
- des effets liés à la crise sanitaire (-70 bp),
- d'aménagements règlementaires (CRR « Quick Fix ») (+20 points de base)

Les autres effets sont au global limités sur le ratio.

Ce ratio de CET 1 est bien supérieur aux exigences notifiées par la Banque Centrale Européenne (9,22%<sup>1</sup> au 30 juin 2020).

Le ratio de levier<sup>2</sup> s'élève à 4,0% au 30 juin 2020.

Les réserves de liquidité disponibles instantanément s'élèvent à 425 milliards d'euros et représentent une marge de manœuvre de plus d'un an par rapport aux ressources de marché.

\*  
\* \*

<sup>1</sup> Après prise en compte des suppressions des « coussins contracycliques » et de l'application de l'art 104a de la CRD5 ; excluant le P2G

<sup>2</sup> Calculé conformément à l'acte délégué de la Commission Européenne du 10 octobre 2014



# RÉSULTATS AU 30 JUIN 2020

31 Juillet 2020



**BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

## Avertissement

*Les chiffres figurant dans cette présentation ne sont pas audités.*

*Cette présentation contient des informations prospectives fondées sur des opinions et des hypothèses actuelles relatives à des événements futurs. Ces informations prospectives comportent des projections et des estimations financières qui se fondent sur des hypothèses, des considérations relatives à des projets, des objectifs et des attentes en lien avec des événements, des opérations, des produits et des services futurs et sur des suppositions en termes de performances et de synergies futures. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces projections et estimations qui sont soumises à des risques inhérents, des incertitudes et des hypothèses relatives à BNP Paribas, ses filiales et ses investissements, au développement des activités de BNP Paribas et de ses filiales, aux tendances du secteur, aux futurs investissements et acquisitions, à l'évolution de la conjoncture économique, notamment dans le contexte de la pandémie du Covid-19, ou à celle relative aux principaux marchés locaux de BNP Paribas, à la concurrence et à la réglementation. La réalisation de ces événements étant incertaine, leur issue pourrait se révéler différente de celle envisagée aujourd'hui, ce qui est susceptible d'affecter significativement les résultats attendus. Les résultats actuels pourraient différer significativement de ceux qui sont projetés ou impliqués dans les informations prospectives.*

*BNP Paribas ne s'engage en aucun cas à publier des modifications ou des actualisations de ces informations prospectives qui sont données à la date de cette présentation. Il est rappelé dans ce cadre que le « Supervisory Review and Evaluation Process » est un processus conduit annuellement par la Banque Centrale Européenne, celle-ci pouvant modifier chaque année ses exigences relatives aux ratios réglementaires pour BNP Paribas.*

*Les informations contenues dans cette présentation, dans la mesure où elles sont relatives à d'autres parties que BNP Paribas, ou sont issues de sources externes, n'ont pas fait l'objet de vérifications indépendantes et aucune déclaration ni aucun engagement n'est donné à leur égard, et aucune certitude ne doit être accordée sur l'exactitude, la sincérité, la précision et l'exhaustivité des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni BNP Paribas ni ses représentants ne peuvent voir leur responsabilité engagée pour une quelconque négligence ou pour tout préjudice pouvant résulter de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu ou de tout ce qui leur est relatif ou de tout document ou information auxquels elle pourrait faire référence.*

*La somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis.*

*Crédits photos (page de couverture) : Getty Images- © Gary Burchell, Getty Images © 2018 Yiu Yu Hoi, © Leclercq Associés et Marc Mimram Architecture et Ingénierie, Getty Images- © Santiago Urquijo*



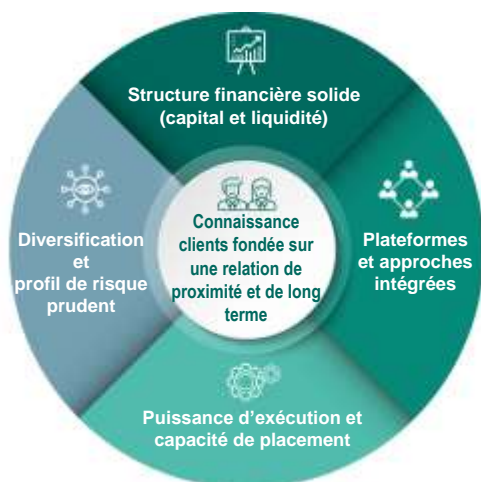
**BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 2

## BNP Paribas : une plateforme diversifiée, mobilisée au service de l'économie

Un modèle qui permet à BNP Paribas d'assurer un rôle majeur dans le financement de l'économie



Mobilisation exceptionnelle de ses ressources et expertises

Articulation des mesures des autorités publiques et des besoins des entreprises

Déploiement rapide des prêts garantis par les États : plus de 90 000 prêts accordés à fin juin<sup>1</sup>

Plus de 250 Md€ de financements levés pour les clients sur les marchés de crédits syndiqués (>90 Md€), d'obligations (>150 Md€) et d'actions<sup>2</sup> et distribués aux investisseurs

- dont 166 Md€ en zone EMEA<sup>2,3</sup>
- dont près de 45 Md€ de financements levés pour les souverains<sup>2</sup>
- acteur #1 pour les obligations Covid-19 en euros<sup>4</sup>

Participation à 70% du total des crédits syndiqués et 53% des émissions obligataires en EMEA depuis mi-mars<sup>5</sup>

Rôle moteur pour faire le pont entre les besoins de financement des entreprises et institutions avec les besoins d'investissement des institutionnels

1. Accordés par les réseaux de banque de détail au 30 juin 2020 ; 2. Source : Dealogic au 30/06/2020, bookrunner, montant proportionnel ; 3. Financements organisés pour les clients sur l'ensemble des marchés d'obligations, de crédits syndiqués et d'actions - EMEA : Zone Europe, Moyen Orient et Afrique ; 4. Source : Bloomberg au 30/06/20 ; 5. Pourcentage du montant total

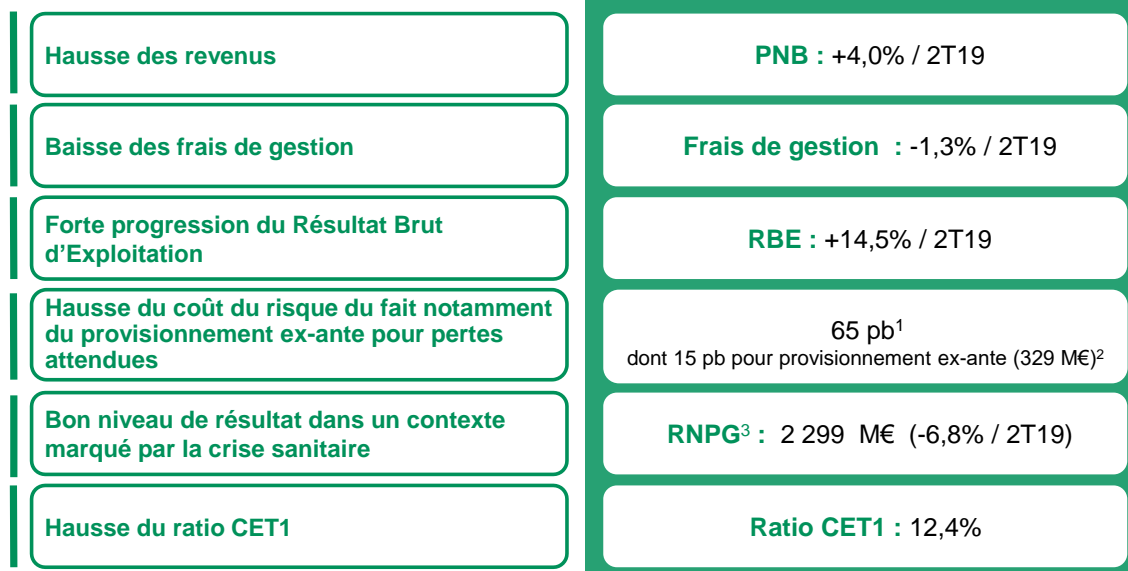


BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 3

## 2T20 : BNP Paribas confirme la force de son modèle intégré et diversifié



1. Coût du risque / encours de crédit à la clientèle début de période (en pb) ; 2. cf. diapositive 12 ; 3. Résultat Net Part du Groupe



BNP PARIBAS

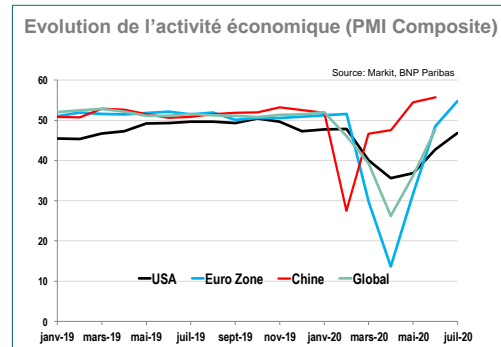
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 4

## Impact de la crise sanitaire sur l'activité

Activité revenant progressivement à la normale

- **Impact important des mesures de confinement sur l'activité** de certains métiers et zones géographiques notamment DM et IFS (flux, nouvelles productions)
- **Point bas en avril/mai**
- **Reprise très sensible en fin de trimestre** de l'activité commerciale (flux, nouvelles productions) des métiers impactés par les mesures sanitaires
- **Rebond plus marqué qu'anticipé en Europe**



- **Niveau d'activité exceptionnel** pour certains métiers au sein notamment de Corporate Banking, Global Markets, DM et des banques de réseaux d'IFS, lié aux **besoins spécifiques de l'économie dans la période de crise**



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 5



BNP PARIBAS

# RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES

CONCLUSION

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 2T20

ANNEXES

Résultats au 30.06.20 | 6

## Principaux éléments exceptionnels - 2T20

### Éléments exceptionnels

#### Frais de gestion

- Coûts de restructuration<sup>1</sup> et coûts d'adaptation<sup>2</sup> («Autres Activités»)
- Coûts de renforcement IT («Autres Activités»)
- Dons et mesures de sécurité pour le personnel liés à la crise sanitaire («Autres Activités»)
- Coûts de transformation – Plan 2020 («Autres Activités»)

#### Total frais de gestion exceptionnels

#### Autres éléments hors exploitation

- Plus-value de cession d'un immeuble («Autres Activités »)
- Plus-value de cession de 2,5% de SBI Life et déconsolidation de la participation résiduelle («Autres Activités»)
- Dépréciations partielles de survaleurs de BancWest («Autres Activités»)

#### Total autres éléments hors exploitation

#### Total des éléments exceptionnels (avant impôt)

#### Total des éléments exceptionnels (après impôt)<sup>3</sup>

	2T20	2T19
	-30 M€	-114 M€
	-45 M€	
	-86 M€	-222 M€
	<b>-161 M€</b>	<b>-336 M€</b>
	+83 M€	
		+612 M€
		-500 M€
	<b>+83 M€</b>	<b>+112 M€</b>
	<b>-78 M€</b>	<b>-224 M€</b>
	<b>-61 M€</b>	<b>-151 M€</b>

1. Liés notamment à la restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ; 2. Liés notamment à BancWest et CIB ; 3. Part du Groupe



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 7

## Groupe consolidé - 2T20

Bon niveau de résultat dans un contexte marqué par les mesures sanitaires – Effet de ciseaux très positif

	2T20	2T19	2T20/ 2T19	2T20 / 2T19 Pôles opérationnels Périmètre & change historiques
Produit net bancaire	11 675 M€	11 224 M€	+4,0%	+5,2%
Frais de gestion	-7 338 M€	-7 435 M€	-1,3%	+0,2%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>4 337 M€</b>	<b>3 789 M€</b>	<b>+14,5%</b>	<b>+13,7%</b>
Coût du risque	-1 447 M€	-621 M€	x2,3	x2,2
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 890 M€</b>	<b>3 168 M€</b>	<b>-8,8%</b>	<b>-6,1%</b>
Eléments hors exploitation	236 M€	209 M€	+12,9%	+12,5%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 126 M€</b>	<b>3 377 M€</b>	<b>-7,4%</b>	<b>-5,6%</b>
<b>Résultat net part du Groupe (RNPg)</b>	<b>2 299 M€</b>	<b>2 468 M€</b>	<b>-6,8%</b>	
<b>Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels<sup>1</sup></b>	<b>2 360 M€</b>	<b>2 619 M€</b>	<b>-9,9%</b>	

1. Cf. diapositive 7



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 8

## Groupe consolidé - 1S20

Bon niveau de résultat porté par le modèle diversifié et intégré –  
Effet de ciseaux très positif

	1S20	1S19	1S20/ 1S19	1S20 / 1S19 Pôles opérationnels Périmètre & change historiques
<b>Produit net bancaire</b>	22 563 M€	22 368 M€	+0,9%	+1,1%
Frais de gestion	-15 495 M€	-15 884 M€	-2,4%	+0,0%
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	7 068 M€	6 484 M€	+9,0%	+3,2%
Coût du risque	-2 873 M€	-1 390 M€	x2,1	x2,0
<b>Résultat d'exploitation</b>	4 195 M€	5 094 M€	-17,6%	-20,6%
Eléments hors exploitation	726 M€	966 M€	-24,8%	-2,8%
<b>Résultat avant impôt</b>	4 921 M€	6 060 M€	-18,8%	-20,0%
<b>Résultat net part du Groupe (RNPG)</b>	3 581 M€	4 386 M€	-18,4%	
<b>Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels<sup>1</sup></b>	3 435 M€	4 208 M€	-18,4%	

Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)<sup>2</sup> : 8,7%

1. Cf. diapositive 43 ; 2. Non réévalués avec mise en réserve du résultat 2019



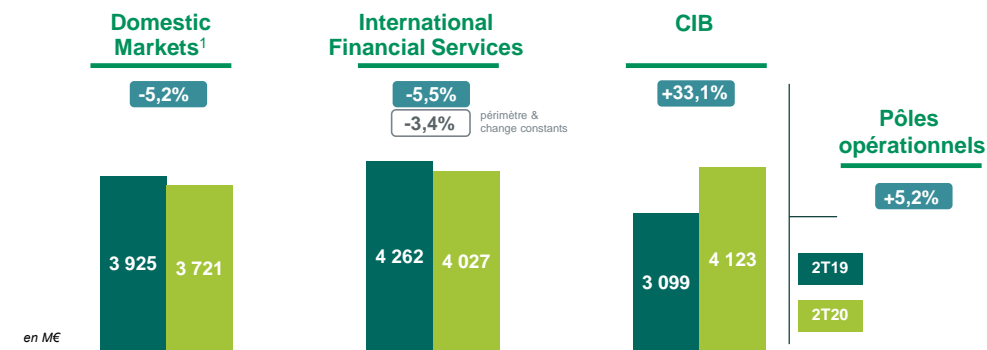
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 9

## Revenus des pôles opérationnels - 2T20

Force du modèle diversifié face à l'impact des mesures sanitaires



- **Domestic Markets et IFS** : bonne résistance dans un contexte fortement impacté par la crise sanitaire et un environnement persistant de taux bas
- **CIB** : très forte progression en lien avec une activité extrêmement soutenue de toutes les clientèles

1. Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg



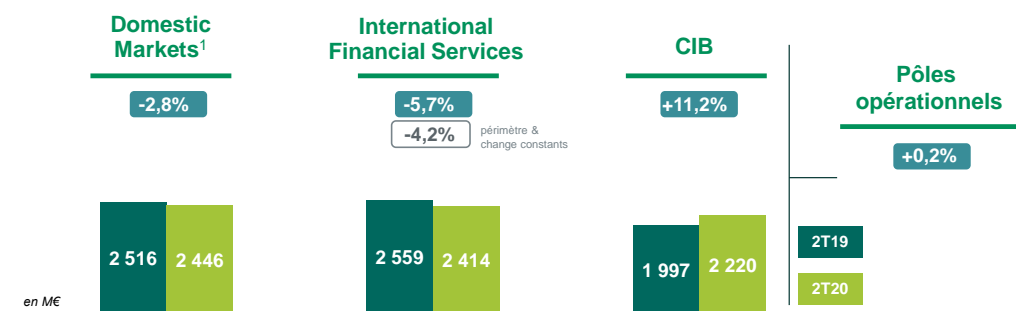
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 10

## Frais de gestion des pôles opérationnels - 2T20

Effet de ciseaux positif



- **Domestic Markets** : baisse des frais de gestion, notamment dans les réseaux (-3,6%)<sup>2</sup>
- **IFS** : baisse significative des frais de gestion, effets des mesures d'économies de coûts
- **CIB** : hausse des frais de gestion en lien avec l'activité – effet de ciseaux très positif

1. Intégrant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg ; 2. BDDF, BNL, bc et BDDB



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 11

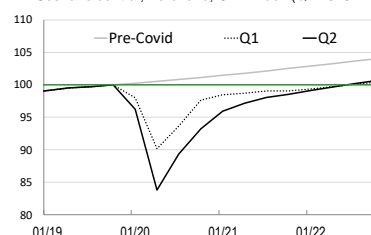
## Coût du risque

Ajustement du coût du risque au titre du provisionnement ex-ante des pertes attendues avec l'actualisation des anticipations macro-économiques<sup>1</sup> : 329 M€

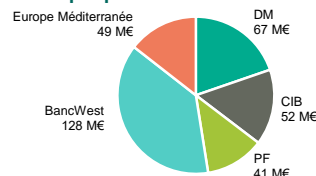
- **Actualisation des scénarios macro-économiques par zone géographique et secteur**
  - Décalage des mesures de déconfinement dans certaines zones géographiques
  - Mise en œuvre de conditions sanitaires et de calendriers spécifiques pour certains secteurs
- **Maintien d'un scénario de reprise progressive<sup>2</sup>**
  - Retour à un niveau de PIB comparable à 2019 qui n'est pas anticipé avant mi-2022<sup>2</sup>
  - Prise en compte des effets du soutien des autorités et des plans de relance sur le rebond de l'activité économique
- **Reflète de la qualité du portefeuille de BNP Paribas et de sa gestion prudente et proactive des risques**
  - Sur l'ensemble du cycle de vie du crédit
  - Grâce à la mise en place d'actions de mitigations appropriées et spécifiques

- **Illustration : ajustement des hypothèses de PIB Eurozone du scénario central**

Scénario central, Eurozone, GDP index (Q4 2019 = 100)



- **Répartition du provisionnement ex-ante du 2T20 par pôle<sup>3</sup>**



1. Y compris provisions sectorielles ; 2. Sauf nouvelle crise ; 3. Hors reprise de 8 M€ de «Autres Activités»



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

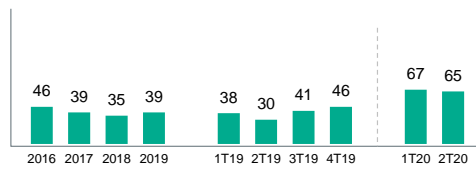
Résultats au 30.06.20 | 12



## Évolution du coût du risque par métier (1/3)

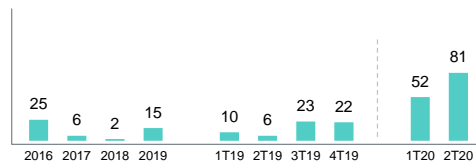
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

### Groupe



- Coût du risque : 1 447 M€
  - +21 M€ / 1T20
  - +826 M€ / 2T19
- Coût du risque en augmentation
- Provisionnement ex-ante des pertes attendues de 329 M€<sup>1</sup> soit 15 pb au 2T20

### CIB - Corporate Banking



- Coût du risque : 366 M€
  - +166 M€ / 1T20
  - +346 M€ / 2T19
- Impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues (52 M€ au 2T20 soit 12 pb)
- Rappel : dotations aux provisions compensées par des reprises en 2018 et 2017

1. Cf. diapositive 12



BNP PARIBAS

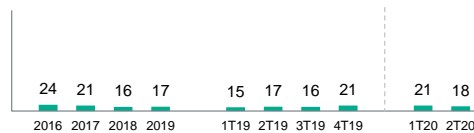
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 13

## Évolution du coût du risque par métier (2/3)

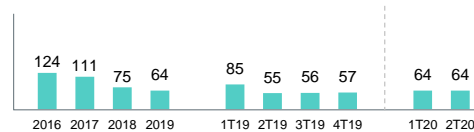
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

### BDDF



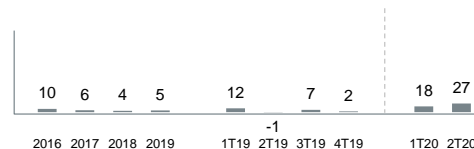
- Coût du risque : 90 M€
  - -11 M€ / 1T20
  - +7 M€ / 2T19
- Coût du risque à un niveau contenu

### BNL bc



- Coût du risque : 122 M€
  - +2 M€ / 1T20
  - +15 M€ / 2T19
- Tendence à la baisse interrompue par le provisionnement ex-ante des pertes attendues

### BDDB



- Coût du risque : 80 M€
  - +26 M€ / 1T20
  - +83 M€ / 2T19
- Hausse du coût du risque notamment avec l'impact d'un dossier spécifique
- Rappel 2T19 : dotations compensées par des reprises



BNP PARIBAS

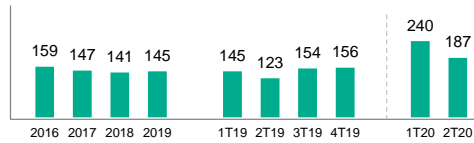
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 14

## Évolution du coût du risque par métier (3/3)

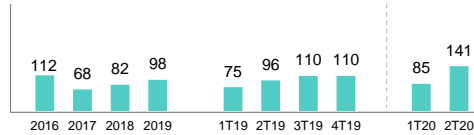
Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

### Personal Finance



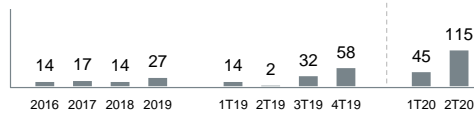
- Coût du risque : 450 M€
  - -132 M€ / 1T20
  - +161 M€ / 2T19
- Coût du risque contenu dans le contexte avec un complément de provisionnement ex-ante pour pertes attendues de 41 M€ soit 17 pb au 2T20

### Europe Méditerranée



- Coût du risque : 143 M€
  - +57 M€ / 1T20
  - +46 M€ / 2T19
- Hausse du coût du risque lié notamment à l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues (49 M€ au 2T20 soit 49 pb)

### BancWest



- Coût du risque : 167 M€
  - +105 M€ / 1T20
  - +165 M€ / 2T19
- Hausse du coût du risque principalement pour provisionnement ex-ante des pertes attendues (128 M€ au 2T20 soit 88 pb)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 15

## Structure financière très solide

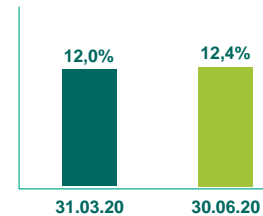
### Croissance du ratio CET1

#### Ratio CET1 : 12,4% au 30.06.20<sup>1</sup>

- Résultat du 2T20 après prise en compte d'un taux de distribution de 50% : +20 pb
- Aménagements réglementaires (CRR «Quick Fix»)<sup>1</sup>: +20 pb
- Impact limité au global des autres effets sur le ratio

Ratio CET1 bien supérieur aux exigences notifiées par la Banque Centrale Européenne (9,22%<sup>2</sup> au 30.06.20)

#### Ratio CET1



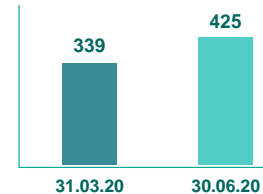
#### Taille du bilan en légère baisse : -1,8% / 31.03.20

#### Ratio de levier<sup>3</sup>: 4,0% au 30.06.20

#### Réserve de liquidité immédiatement disponible : 425 Md€<sup>4</sup>

(339 Md€ au 31.03.20) : Marge de manœuvre > 1 an / aux ressources de marché

#### Réserve de liquidité (Md€)<sup>4</sup>



#### Liquidity Coverage Ratio : 133% au 30.06.20

<sup>1</sup> Facteurs de soutien (PME, infrastructures...), dispositions transitoires IFRS 9, risque de marché, facteur d'agrégation PVA ; <sup>2</sup> Après prise en compte des suppressions des Ccb et de l'application de l'art.104a de la CRD5 ; excluant le P2G ; <sup>3</sup> Calculé conformément à l'acte délégué de la CE du 10.10.2014 sur l'ensemble des fonds propres Tier 1 ; <sup>4</sup> Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (\* counterbalancing capacity \*) tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, et déduits des besoins intra-journalière des systèmes de paiement



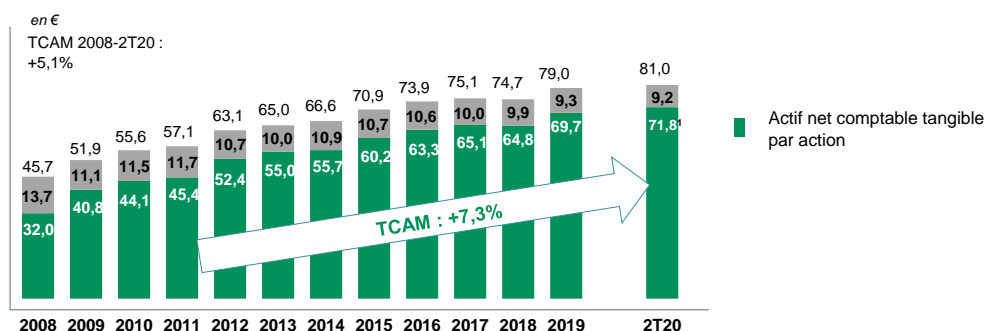
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 16

## Actif net tangible par action : 71,8 €

### Actif net comptable par action fin de période



### Prise en compte de l'extension de la recommandation, temporaire et exceptionnelle, de la BCE du 28 juillet 2020 de ne pas payer de dividendes jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021

- Rappel : le Groupe met en réserve 50% du résultat en prévision de la distribution du dividende au titre de l'année 2020, conformément à sa politique de distribution telle qu'arrêtée dans le cadre du plan 2020
- Rappel : le Groupe dispose au 30.06.20 d'une distance au seuil de déclenchement du Montant Maximum Distribuible (MMD) de 18 Mds d'euros<sup>2</sup>

1. Avec mise en réserve du résultat 2019 ; 2. Tel que défini dans la CRD4, art 141, cf diapositive 87



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 17

## Contrôle Interne Renforcé

### La crise sanitaire n'a pas affecté significativement les processus de Conformité ni la trajectoire des projets

- Adaptation de la gouvernance, du mode d'organisation du travail de la Fonction Conformité et aménagements ponctuels de certains processus en concertation avec les superviseurs
- Finalisation en cours du déploiement du modèle opérationnel cible du Groupe en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme pour les principales entités
- Poursuite de la convergence des outils de criblage des bases clients ainsi que de filtrage et de surveillance des transactions afin de renforcer et homogénéiser la gestion des risques de sécurité financière
- Intégrité des Marchés : un dispositif renforcé par la mise en conformité avec le Code de conduite de la Banque des Règlements Internationaux sur le marché des changes
- Maintien des missions de l'Inspection Générale dédiées depuis 2015 à la sécurité financière au sein des entités centralisant leurs flux en dollars chez BNP Paribas New York. Le 4<sup>ème</sup> cycle d'audit de ces entités a démarré à l'été 2019. Il est largement entamé et se poursuit en dépit des contraintes sanitaires actuelles

### Poursuite de l'insertion opérationnelle d'une culture de conformité renforcée

- Formations annuelles en e-learning obligatoires pour tous les collaborateurs sur la sécurité financière (Sanctions & Embargos, Lutte contre le Blanchiment & le Financement du Terrorisme) enrichies d'un module dédié à la lutte contre la corruption
- Formation en ligne sur l'Ethique professionnelle rendue obligatoire pour tous les nouveaux entrants du Groupe

### Plan de remédiation décidé dans le cadre de l'accord global de juin 2014 avec les autorités des États-Unis très largement réalisé



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 18

## Brexit

### BNP Paribas d'ores et déjà préparé

- **BNP Paribas est parfaitement préparé pour la fin de la période de transition du Brexit en décembre 2020**
- **Sur le plan réglementaire, le Groupe a pris toutes les mesures, requises par la BCE et les Autorités réglementaires britanniques, afin d'être autorisé à continuer à exercer ses activités au Royaume-Uni**
- **Sur le plan opérationnel, le principal impact du Brexit résulte de la perte du passeport européen et du respect des attentes de la BCE en tant que superviseur. En particulier, il sera interdit à des commerciaux situés au Royaume-Uni de vendre des services financiers à des clients européens**
- **Au Royaume-Uni, le dispositif, front office (principalement les postes de vente) et écosystème associé, est affecté par ces mesures**
- **Sur le continent, quelques 400 nouveaux postes, dont 160 concernent le front office et 240 des fonctions de support (principalement informatique), sont en cours de création. Fin juin, 260 de ces postes étaient déjà pourvus**



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 19

## Politique ambitieuse d'engagement dans la société

### L'ambition d'être un leader en matière de finance durable (1/2)



#### Engagement renforcé pour la sortie du charbon thermique

- **Date de sortie du charbon thermique fixée à 2030 dans les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE et 2040 dans le reste du monde**
- **Périmètre incluant l'ensemble de la chaîne de valeur des acteurs du charbon thermique** : extraction, infrastructures dédiées et production d'électricité
- **Mise à jour en juillet 2020 des politiques « production d'électricité à partir du charbon » et « industrie minière », arrêt du financement** :
  - des acteurs développant des capacités additionnelles de charbon thermique ou n'ayant pas de plan de sortie du charbon aux dates indiquées
  - des infrastructures dédiées ou des négociants dans le charbon thermique



#### Promotion des meilleures pratiques en termes de transparence et de reporting

- **Publication du premier rapport TCFD<sup>1</sup> du Groupe** en mai 2020 : étape additionnelle pour un meilleur pilotage et transparence de l'alignement avec les objectifs de l'Accord de Paris et la prise en compte des risques et opportunités liés au climat
- **Publication du 2<sup>ème</sup> rapport intégré de BNP Paribas** en mai 2020 : présentation de l'approche du Groupe pour une économie responsable et durable



#### Stratégie RSE reconnue

- **Meilleure banque d'Europe de l'ouest pour sa responsabilité d'entreprise 2020** (Euromoney awards for excellence)
- **Top 1% des entreprises notées par l'agence FTSE Russel avec un score de 4,9/5** (juillet 2020)

1. Task Force on Climate-related Financial Disclosures



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 20

## Politique ambitieuse d'engagement dans la société

### L'ambition d'être un leader en matière de finance durable (2/2)



#### Positions de leader dans la finance durable

- **#1 mondial<sup>1</sup> du marché des obligations vertes** à fin juin 2020 avec 4,4 Md€ d'obligations vertes au 1<sup>er</sup> semestre en tant que teneur de livre pour les clients
- **#1 en zone EMEA<sup>1</sup> du marché des Sustainability Linked Loans** signés à fin juin 2020, un outil de financement indexé à des critères ESG<sup>2</sup>



#### Exemples de réalisations concrètes

- **12,5 Md€ d'obligations durables en réponse au Covid-19** dirigées par BNP Paribas, dont :
  - 1 Md€ émis par la Banque Nordique d'Investissement (NIB) pour atténuer l'impact social et économique de la pandémie en Europe du Nord
  - 1 Md€ émis par la Banque Européenne d'Investissement (BEI) pour soutenir des entreprises européennes exerçant dans le domaine de la santé et de l'amélioration des infrastructures
- Participation au financement du **parc éolien en mer de Fécamp** (juin 2020), projet de plus de 2 Md€, d'une capacité de près de 500 MW, conduit par EDF Renouvelables, Enbridge et WPD



#### Formation au développement durable

- **Lancement en mai 2020 de « We engage », un programme de formation dédié à la finance durable** et aux enjeux environnementaux et sociaux actuels, pour les 200 000 collaborateurs du Groupe

1. Source : Dealogic au 30 juin 2020 ; 2. Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance ; 3. Incluent entre autres les obligations et fonds à thématiques environnementales et sociales



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 21



BNP PARIBAS

RÉSULTATS DU GROUPE

# RÉSULTATS DES PÔLES

CONCLUSION

RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 2T20

ANNEXES

## Domestic Markets - 2T20

### Soutien fort à l'économie et signes de rebond d'activité

#### Rebond de l'activité commerciale en fin de trimestre

- **Crédits** : +5,3% / 2T19, bonne progression des crédits dans la banque de détail notamment en France et en Belgique et dans les métiers spécialisés
- **Dépôts** : +11,3% / 2T19
- **Banque Privée** : collecte nette de près de 0,9 Md€
- Après un point bas en avril lié aux mesures de confinement, rebond de la production des crédits aux particuliers et fort rebond chez Arval et Leasing Solutions

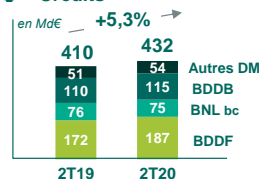
#### Mobilisation forte pour accompagner les clients dans la crise sanitaire

- Près de 70 000 prêts garantis par les États accordés
- Près de 250 000 clients bénéficient de moratoires (particuliers: 25%, entreprises: 75%)<sup>1</sup>

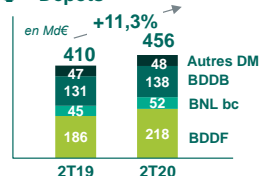
#### Accélération des usages digitaux pendant et après le confinement

- 5,5 millions de clients actifs sur les apps mobiles<sup>2</sup> (+27,3% / 2T19)
- Près de 4 millions de connexions quotidiennes sur les apps mobiles (+42,2% / 2T19)

#### Crédits



#### Dépôts



<b>PNB<sup>3</sup> : 3 721 M€</b> <b>(-5,2% / 2T19)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact des taux bas et de la crise sanitaire notamment sur les commissions partiellement compensés par la hausse des volumes de crédits</li> <li>• Forte hausse de Personal Investors, notamment Consorsbank en Allemagne (+37,1% / 2T19)</li> </ul>	<b>Frais de gestion<sup>3</sup> : 2 446 M€</b> <b>(-2,8% / 2T19)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse de 3,6% dans les réseaux<sup>4</sup></li> <li>• Hausse de 1% dans les métiers spécialisés en lien avec leur croissance</li> </ul>	<b>Résultat avant impôt<sup>5</sup> : 884 M€</b> <b>(-21,2% / 2T19)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hausse du coût du risque liée notamment à l'impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues</li> </ul>
--	---	--

1. Critères EBA au 30 juin 20 - pourcentage en volume ; 2. Clients avec au moins une connexion à l'App mobile par mois (en moyenne sur 2T20), périmètre : clients particuliers, professionnels et Banque Privée des réseaux de DM ou de banques digitales (y compris Allemagne, Autriche et Nickel) ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL ; 4. BDDF, BDDB, BNL, bc ; 5. Intégrant 2/3 de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 23

## DM - Banque de Détail en France - 2T20

### Forte mobilisation au service des clients

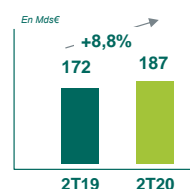
#### Maintien d'un bon niveau d'activité

- **Crédits** : +8,8% / 2T19, hausse des crédits aux entreprises (positif également hors Prêts Garantis par l'État - PGE)
- **Dépôts** : +16,7% / 2T19
- **Banque privée** : forte progression de l'épargne responsable (6,0 Md€ d'encours, +52% / 31.12.19)
- Forte présence auprès des clients : hausse de +27% des rendez-vous de clientèles<sup>1</sup>
- Après un point bas en avril, accélération de la production de crédits aux particuliers en fin de trimestre (+43% en juin / avril 2020)
- Hausse du nombre de clients chez **Hello bank!** (569 000 clients, +22,7% / 30.06.19)

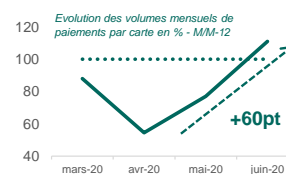
#### Forte mobilisation pour le financement de l'économie

- Près de 57 000 PGE accordés pour un total de près de 15 Md€ au 30.06.20
- Doublement de l'enveloppe d'investissements en fonds propres atteindre 4 Md€ afin de soutenir le développement des PME et ETI françaises à horizon 2024

#### Crédits



#### Rebond des paiements par carte



<b>PNB<sup>2</sup> : 1 408 M€</b> <b>(-11,8% / 2T19)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Revenus d'intérêt : -12,9%, moindre contribution des filiales spécialisées du fait de la crise sanitaire et impact des taux bas sur les dépôts partiellement compensés par l'amélioration de la marge de crédit</li> <li>• Commissions : -10,4%, baisse en lien avec la crise sanitaire notamment des commissions sur moyens de paiement et cash management</li> </ul>	<b>Frais de gestion<sup>2</sup> : 1 074 M€</b> <b>(-2,5% / 2T19)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse des coûts en lien avec l'impact continu des mesures d'optimisation</li> </ul>	<b>Résultat avant impôt<sup>3</sup> : 212 M€</b> <b>(-43,4% / 2T19)</b>
---	---	--

1. Hausse constatée entre mai - juin 2019 et mai - juin 2020 - RDV en face à face ou à distance pour la clientèle des particuliers ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée hors effets PEL/CEL ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée, hors effets PEL/CEL



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 24

## DM - BNL banca commerciale - 2T20

### Bonne résistance de l'activité et poursuite de la réduction des coûts

#### Bonne résistance de l'activité malgré le confinement

- **Crédits** : - 1,5%<sup>1</sup> / 2T19, en progression de plus de 3% sur le périmètre hors crédits douteux, hausse des crédits immobiliers - poursuite de la progression des parts de marché sur la clientèle des entreprises avec un profil de risque prudent (plus de 70% des expositions PME à fin 2019 bénéficiant d'une bonne qualité de crédit<sup>2</sup>)
- **Dépôts** : +14,8% / 2T19
- **Épargne hors-bilan** : +1,8% / 2T19, notamment dans l'assurance-vie
- Rebond des paiements par carte bancaire revenus au dessus du niveau d'avant le confinement

#### Soutien fort à l'économie et aux clients

- Près de 29 000 clients bénéficient de moratoires au 30 juin<sup>4</sup>
- Augmentation en juin du nombre de prêts garantis par l'État accordés (près de 12 000 au 30 juin)

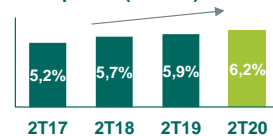
**PNB<sup>5</sup> : 649 M€**  
(-5,1% / 2T19)

- Revenus d'intérêt : -4,1% / 2T19, impact de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles avec un meilleur profil de risque
- Commissions : - 6,7% / 2T19, baisse des commissions financières en lien avec la baisse des volumes

**Frais de gestion<sup>5</sup> : 422 M€**  
(-2,5% / 2T19)

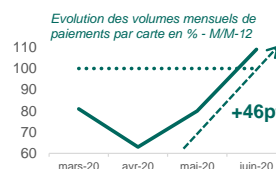
- Effet des mesures de réduction de coûts et d'adaptation (plan de départ à la retraite « Quota 100 »)

#### Part de marché sur la clientèle entreprises (crédits)



Source : Association Bancaire Italienne<sup>3</sup>

#### Rebond des paiements par carte



**Résultat avant impôt<sup>6</sup> : 95 M€**  
(-28,8% / 2T19)

- Impact de la hausse du coût du risque

1. Volumes de crédit sur une base de moyenne journalière ; 2. Notation interne de 1 à 6 (sur une échelle de 12) ; 3. 2T20 basé sur les informations disponibles à fin mai ; 4. Critères EBA au 30 juin 20 ; 5. Intégrant 100% de la Banque Privée Italie ; 6. Intégrant 2/3 de la Banque Privée Italie.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 25

## DM - Banque de Détail en Belgique - 2T20

### Activité soutenue au service de l'économie

#### Bon niveau d'activité commerciale avec un rebond en fin de trimestre

- **Crédits** : +4,6% / 2T19, bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises
- **Dépôts** : +5,4% / 2T19, forte progression des dépôts des clients entreprises et particuliers
- Progression de l'**épargne hors bilan** : +1,3% / 2T19, notamment des OPCVM
- Rebond des paiements par carte bancaire au-dessus du niveau d'avant le confinement
- Rebond de la production de crédits immobiliers

#### Forte mobilisation au service de l'économie et des clients

- Près de 40 000 clients bénéficient de moratoires (particuliers: 35%, entreprises: 65%)<sup>1</sup>
- Intensification des contacts avec les clients par ex. 94% des clients entreprises contactés pour évaluer leurs besoins face à la crise

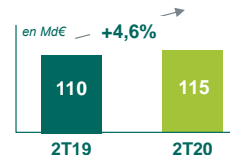
**PNB<sup>2</sup> : 835 M€**  
(-4,9% / 2T19)

- Revenus d'intérêt : -7,1% / 2T19, impact des taux bas et moindre contribution des filiales spécialisées partiellement compensés par une hausse des volumes de crédit
- Commissions : +1,3% / 2T19, bonne résistance des commissions notamment financières

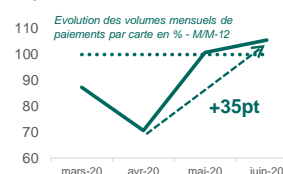
**Frais de gestion<sup>2</sup> : 499 M€**  
(-6,8 % / 2T19)

- Effet des mesures de réduction des coûts - Optimisation continue du réseau d'agences
- Effet de ciseaux positif

#### Crédits



#### Rebond des paiements par carte



**Résultat avant impôt<sup>3</sup> : 243 M€**  
(-25,2 % / 2T19)

- Impact de la hausse du coût du risque

1. Critères EBA au 30 juin 20 - pourcentage en volume ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée en Belgique ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée en Belgique.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 26

## DM - Autres Activités - 2T20

### Forte reprise de l'activité et effet de ciseaux largement positif

#### Confirmation de la reprise de l'activité dans tous les métiers

- **Arval** : progression du parc financé +7,2% / 2T19, +2,5% depuis le début d'année porté par un rebond des commandes de véhicules en juin et l'accompagnement des clients (allongement des contrats)
- **Leasing Solutions** : croissance des encours de +1,1%<sup>1</sup> / 2T19 ; fort rebond en juin (+40,7% vs. mai 2020) de la nouvelle production relative aux demandes de financement d'équipements (logistiques et informatiques)<sup>2</sup>
- **Personal Investors (PI)** : excellente dynamique portée par la volatilité des marchés, doublement du nombre d'ordres (+102% / 2T19) et hausse des actifs sous gestion (+10,5% / 30.06.19)
- **Nickel** : près de 1,7 million de comptes ouverts (+27,0% / 30.06.19) avec un record de nouvelles ouvertures de comptes réalisé en juin (38 345)
- **Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL)** : retour progressif à la normale, reprise significative des opérations sur cartes de crédit et des demandes de prêts depuis le mois d'avril

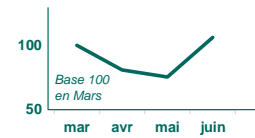
**PNB<sup>3</sup> : 829 M€**  
(+8,2% / 2T19)

- Forte progression des revenus dans un contexte marqué par la crise sanitaire
- Très forte croissance des revenus de Personal Investors notamment Consorsbank en Allemagne

**Frais de gestion<sup>3</sup> : 451 M€**  
(+1,0% / 2T19)

- Hausse en lien avec le développement de l'activité contenue par les mesures d'économies de coûts
- Effet de ciseaux positif (+7,2 pts)

#### Leasing Solutions Nouvelle production équipements<sup>2</sup> par mois



#### Nombre d'ouvertures de comptes par mois chez Nickel



**Résultat avant impôt<sup>4</sup> : 335 M€**  
(+15,8% / 2T19)

1. A périmètre et change constants, hors transfert interne d'une filiale ; 2. Montants financés à moyen terme sur les marchés d'équipements logistiques et informatiques ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée au Luxembourg ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée au Luxembourg



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 27

## International Financial Services - 2T20

### Une dynamique retrouvée en fin de trimestre

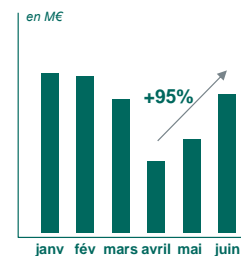
#### Une activité commerciale qui retrouve sa dynamique en fin de trimestre

- Croissance des encours dans les réseaux de détail à l'international<sup>1</sup> / 2T19
- Baisse de l'activité de Personal Finance avec la fermeture des points de vente des partenaires liée aux mesures sanitaires ; reprise graduelle de la production depuis le point bas d'avril
- Evolution favorable des marchés et bonne résistance de la collecte nette (+1,6 Md€) ; redémarrage des chantiers (promotion et transaction immobilière) du métier Immobilier en fin de période

#### Forte mobilisation pour accompagner les clients dans la crise et soutenir l'économie

- Près de 23 000 prêts garantis par les États accordés
- Accompagnement proactif de la clientèle chez Personal Finance : doublement du nombre de contacts avec la clientèle (mail et web entre avril 2020 et avril 2019) et renforcement des équipes de service après-vente et recouvrement pour une gestion proactive du risque

#### Evolution mensuelle de la production nouvelle de crédits aux particuliers chez IFS<sup>2</sup>



**PNB : 4 027 M€**  
(-5,5% / 2T19)

- Bonne résistance des réseaux de banque de détail à l'international<sup>1</sup>, fort impact de la crise sanitaire sur les revenus de Personal Finance et de Real Estate, impact positif du rebond des marchés sur les revenus de l'Assurance
- -3,4% à périmètre et change constants

**Frais de gestion : 2 414 M€**  
(-5,7% / 2T19)

- Poursuite des économies de coût et gains d'efficacité opérationnelle

**Résultat avant impôt : 960 M€**  
(-33,4% / 2T19)

- Hausse du coût du risque notamment du fait de l'impact du provisionnement ex-ante pour pertes attendues

1. Europe Méditerranée et BancWest ; 2. A change constant incluant les crédits aux particuliers de Personal Finance, BancWest et de Europe Méditerranée (Turquie, Pologne, Ukraine et Maroc)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 28

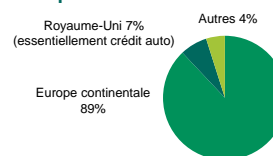


## IFS - Personal Finance - 2T20

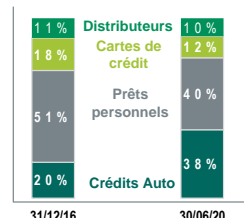
### Rebond de l'activité, profil de risque renforcé face à la crise

- **Impact des mesures sanitaires sur l'activité, reprise progressive**
  - Encours de crédit : -0,7% / 2T19 (+1,6% à périmètre et change constants),
  - Reprise de la production (notamment crédit auto) avec la réouverture des points de vente des partenaires : retour en juin au niveau de production de mars
- **Profil de risque bénéficiant de son mix produit et géographique**
  - Portefeuille concentré sur l'Europe continentale, pas d'exposition aux États-Unis
  - Amélioration du profil de risque avec l'évolution du portefeuille de produits
  - Resserrement des critères d'octroi sur la nouvelle production
- **Accompagnement proactif des clients**
  - Accompagnement des clients par l'augmentation des moyens alloués à l'après vente et au recouvrement : près de 50% depuis le début de la crise
  - Près de 470 000 moratoires accordés au 30 juin<sup>1</sup>, niveau de retour en paiement satisfaisant sur les premiers dossiers en ayant bénéficié
  - Renforcement du suivi des partenaires

#### Répartition des encours<sup>2</sup>



#### Evolution du portefeuille de produits et du profil de risque



**PNB : 1 302 M€**  
(-9,6% / 2T19)

- Effet change défavorable (-6,2% à périmètre et change constants)
- Baisse liée aux effets négatifs de la crise sanitaire, notamment la fermeture des points de vente des partenaires

**Frais de gestion : 641 M€**  
(-8,6% / 2T19)

- Efforts soutenus d'adaptation des coûts

**Résultat avant impôt : 210 M€**  
(-53,7% / 2T19)

- Hausse du coût du risque
- NB : RBE stable au 1S20<sup>3</sup>

1. Critères EBA au 30 juin 20; 2. Encours moyens au 30.06.2020; 3. A périmètre et change constants



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

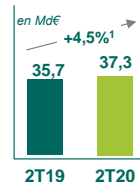
Résultats au 30.06.20 | 29

## IFS - Europe Méditerranée - 2T20

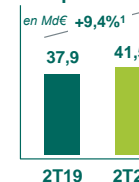
### Continuité opérationnelle et digitalisation renforcée au service des clients

- **Croissance des encours soutenue / 2T19**
  - Crédits : +4,5%<sup>1</sup> / 2T19, progression notable sur la clientèle des entreprises, principalement en Turquie, moindre activité en Pologne et au Maroc en lien avec les mesures sanitaires
  - Dépôts : +9,4%<sup>1</sup> / 2T19, en hausse dans tous les pays, notamment en Turquie
- **Reprise progressive de la dynamique commerciale**
  - Rebond de la production de crédits en fin de période
  - Forte reprise des paiements sans contact en Turquie (x2 entre mars et juin) et en Pologne, retour à la normale des paiements par carte
  - Poursuite de la digitalisation : 3,5 millions de clients digitaux actifs au 30.06.20 (+43,5% / 30.06.19)
  - Déploiement des mesures d'accompagnement des clients dans la crise facilité par le digital : 100% des demandes en ligne en Pologne et 69% en Turquie

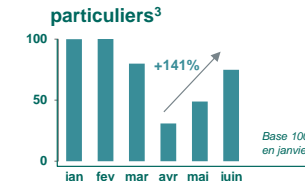
#### Crédits<sup>1</sup>



#### Dépôts<sup>1</sup>



#### Evolution de la production nouvelle de crédits aux particuliers<sup>3</sup>



**PNB<sup>2</sup> : 609 M€**  
(-2,4% / 2T19)

- Impact de la baisse des taux et effet des limitations des commissions dans certains pays partiellement compensés par la hausse des volumes et des marges
- Très bonne performance de la Pologne

**Frais de gestion<sup>2</sup> : 414 M€**  
(+0,8% / 2T19)

- Hausse contenue malgré une inflation des salaires qui reste élevée notamment en Turquie

**Résultat avant impôt<sup>4</sup> : 79 M€**  
(-44,0%<sup>1</sup> / 2T19)

- Hausse du coût du risque

1. A périmètre et change constants (cf. données à périmètre et change historiques en annexe) ; 2. Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie et en Pologne ; 3. A change constant incluant les crédits aux particuliers en Turquie, Pologne, Ukraine et Maroc ; 4. Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie et en Pologne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 30

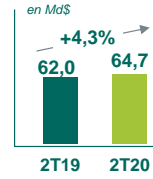
## IFS - BancWest - 2T20

### Bonne performance et effet de ciseaux positif

#### ● Développement des encours soutenu par une bonne dynamique commerciale

- **Crédits** : +4,3%<sup>1</sup> / 2T19, progression marquée des crédits aux entreprises, production soutenue de prêts d'équipements collatéralisés au 2T20 (+8% vs. 2T19)
- **Dépôts** : +19,2%<sup>1</sup> / 2T19, forte progression des dépôts de la clientèle<sup>2</sup> (+20,3%)
- **Banque Privée** : 15,5 Md\$ d'actifs sous gestion au 30.06.20 (+4,1%<sup>1</sup> / 30.06.19)
- Poursuite des **ouvertures de comptes** faites en ligne au 2T20 (+5,6% / 2T19) et lancement d'un nouveau service pour faciliter la prise de rendez-vous

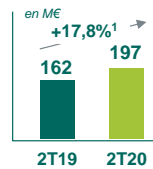
#### ● Crédits<sup>1</sup>



#### ● Forte mobilisation pour le financement de l'économie

- Participation active au plan de soutien fédéral aux PME (PPP – Paycheck Protection Program): près de 18 000 prêts accordés pour un total de près de 3 Md\$ au 30.06.20 avec un dispositif 100% digital développé en moins de 2 jours grâce aux infrastructures mises en place dans le cadre du plan de transformation

#### ● RBE



**PNB<sup>3</sup> : 629 M€**  
(+3,2%<sup>1</sup> / 2T19)

- Effet de la hausse des volumes partiellement compensé par l'environnement de taux bas et une moindre contribution des commissions

**Frais de gestion<sup>3</sup> : 432 M€**  
(-2,4%<sup>1</sup> / 2T19)

- Effet des mesures de réduction de coûts
- Effet de ciseaux positif (+5,6 pt<sup>1</sup>)

**Résultat avant impôt<sup>4</sup> : 22 M€**  
(-85,6%<sup>1</sup> / 2T19)

- Effet de la hausse du coût du risque principalement pour provisionnement ex-ante des pertes attendues

1. A périmètre et change constants; cf. données à périmètre et change historiques en annexe ; 2. Hors dépôts auprès de la trésorerie ; 3. Intégrant 100% de la Banque Privée aux États-Unis ; 4. Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux États-Unis



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 31

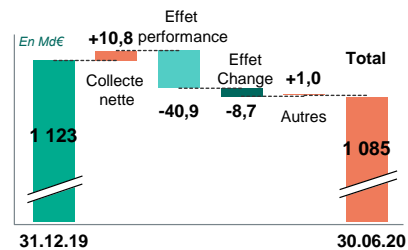
## IFS - Assurance et GIP<sup>1</sup> - Collecte et actifs sous gestion – 1S20

### Evolution favorable des marchés au 2T et bonne résistance de la collecte nette

#### ● Actifs sous gestion : 1 085 Md€ au 30.06.20

- -3,4% / 31.12.19 (-0,3% / 30.06.19)
- Bon niveau de collecte nette : +10,8 Md€
- Effet performance défavorable : -40,9 Md€, forte baisse des marchés financiers au 1T20 partiellement atténuée par le rebond au 2T20
- Effet de change défavorable : -8,7 Md€

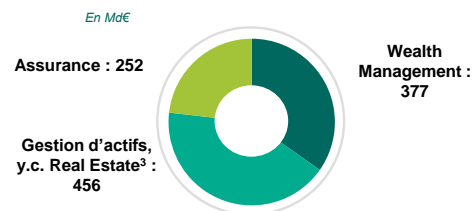
#### ● Évolution des actifs sous gestion<sup>2</sup>



#### ● Collecte nette : +10,8 Md€ au 1S20

- **Wealth Management** : bonne collecte nette en Europe et en Asie
- **Asset Management** : bonne collecte nette
- **Assurance** : bon niveau de collecte brute en unités de compte (43%), léger repli au global

#### ● Actifs sous gestion<sup>2</sup> au 30.06.20



1. GIP : Gestion Institutionnelle et Privée, i.e. Asset Management, Wealth Management et Real Estate ; 2. Y compris actifs distribués ; 3. Actifs sous gestion de Real Estate ; 29 Md€



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 32

## IFS - Assurance - 2T20

### Bonne dynamique avec la poursuite du développement commercial et le rebond des marchés

#### ● Dynamique positive en fin de trimestre

- Reprise progressive de l'activité d'Épargne en Asie et de la Protection et de l'Épargne en France
- Couverture des pertes d'exploitation : pas d'exposition en France ; négligeable en dehors de France

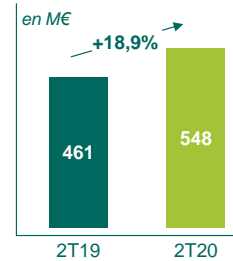
#### ● Poursuite de la stratégie de partenariats

- Plus de 20 partenariats<sup>1</sup> signés dans 10 pays différents au cours du 2T20

#### ● Soutien à l'économie

- Programme d'investissement de 100 M€ en soutien aux ETI, PME et aux secteurs de la santé et du tourisme (déjà 20 M€ d'investissements réalisés)

#### ● Résultat avant impôt



<b>PNB : 828 M€</b> <b>(+6,2% / 2T19)</b>	<b>Frais de gestion : 339 M€</b> <b>(-6,0% / 2T19)</b>	<b>Résultat avant impôt : 548 M€</b> <b>(+18,9% / 2T19)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact positif du rebond des marchés financiers (30.06.20 / 31.03.20) atténué par l'effet de la sinistralité</li> <li>• Rappel : comptabilisation de certains actifs en valeur de marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bonne maîtrise des coûts et poursuite du développement de l'activité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effet comptable positif avec le rebond des marchés</li> </ul>

1. Nouveaux contrats de partenariat ou renouvellement de contrats existants



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 33

## IFS - Gestion Institutionnelle et Privée<sup>1</sup> - 2T20

### Bonne résistance de l'activité, impact des mesures sanitaires sur l'activité du métier Immobilier

#### ● Wealth Management

- Acteur mondial reconnu, aussi pour son offre digitale
- Bonne collecte nette, notamment sur la grande clientèle européenne et en Asie

#### ● Asset Management

- Très bonne collecte nette dans les supports monétaires (3 Md€), principalement en Europe
- Forte dynamique des fonds thématiques et ISR : collecte nette de 4 Md€ depuis le début de l'année<sup>2</sup>
- Leadership ESG confirmé par de nouvelles récompenses, dont l'« ESG Asset Management Company of the Year » en Asie pour la deuxième année consécutive

#### ● Real Estate

- Activité en très forte baisse avec l'interruption des chantiers, de la commercialisation en Promotion et la perturbation des transactions en Advisory. Reprise progressive avec les mesures de déconfinement



<b>PNB : 678 M€</b> <b>(-14,6% / 2T19)</b>	<b>Frais de gestion : 601 M€</b> <b>(-4,9% / 2T19)</b>	<b>Résultat avant impôt: 102 M€</b> <b>(-42,4% / 2T19)</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact de l'environnement de taux bas sur les revenus d'intérêt de Wealth Management avec des dépôts plus importants de la clientèle</li> <li>• Effet de valorisation de marché défavorable sur les revenus du métier Asset Management</li> <li>• Très fort impact de la crise sanitaire sur le métier Immobilier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Baisse des coûts très marquée du métier Immobilier</li> <li>• Effet des mesures du plan de transformation, notamment en Asset Management</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Effet change défavorable (-39,7% à périmètre et change constants)</li> </ul>

1. Asset Management, Wealth Management et Real Estate ; 2. ISR : Investissement Socialement Responsable - Sur les fonds Moyen Long Terme labellisés



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 34

## Corporate & Institutional Banking - 2T20

### Une forte mobilisation au service des besoins spécifiques liés à la crise

#### Activité extrêmement soutenue pour les entreprises et les institutions...

- Financements : >160 Md€ levés au 2T20 par CIB sur les marchés de crédits syndiqués, d'obligations et d'actions au niveau mondial<sup>1</sup> (+91% / 2T19)
- Rôle moteur pour financer l'économie : levées massives de capitaux pour les entreprises et les souverains distribués avec succès en faisant le pont entre leurs besoins et ceux des investisseurs institutionnels, dans un contexte exceptionnel
- Progression des services titres et bonne résistance des activités de transaction (*cash management et trade finance*) malgré la crise sanitaire

#### ...validant des choix stratégiques faits depuis plusieurs années

- Succès du modèle intégré de coopération entre les métiers (ex : plateforme de financement *Capital Markets* créée fin 2018) et du renforcement des dispositifs commerciaux dans les zones géographiques ciblées
- Accélération de l'interaction avec les clients sur les plateformes digitales dans les différents métiers (Centric, plateformes multi-dealers...)
- Transformation opérationnelle favorisant l'adaptation rapide du dispositif pendant la crise sanitaire (télétravail, plateformes mutualisées...)

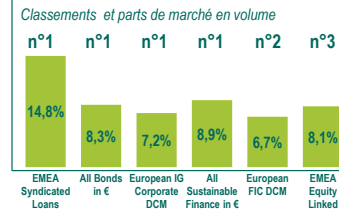
**PNB : 4 123 M€**  
(+33,1% / 2T19)

- Progression dans les trois métiers
- Très bonne performance de Corporate Banking (+15,0%)
- Très forte hausse de Global Markets (+63,5%)
- Progression de Securities Services (+3,6%<sup>3</sup>)

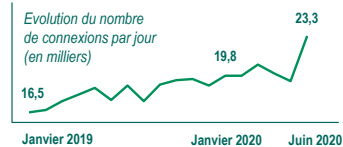
**Frais de gestion : 2 220 M€**  
(+11,2% / 2T19)

- Augmentation liée au fort niveau d'activité, contenue du fait des mesures d'économie de coûts
- Effet de ciseaux très largement positif

#### Classements obligations et crédits syndiqués au 1S20<sup>1,2</sup>



#### Centric



**Résultat avant impôt : 1 587 M€**  
(+50,0% / 2T19)

- Hausse du coût du risque

1. Source : Dealogic au 30 juin 2020, bookrunner, montant proportionnel ; 2. EMEA : Zone Europe, Moyen-Orient et Afrique ; 3. hors impact positif d'une transaction spécifique au 2T19



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 35

## CIB : Corporate Banking - 2T20

### Forte dynamique commerciale et progression de l'activité

#### Présence forte et continue auprès des entreprises

- >83 Md€ de lignes de liquidité dirigées depuis mi-mars pour les clients en EMEA (part garantie de ~50% en moyenne et part finale conservée <10%)<sup>1</sup>
- 118 émissions obligataires dirigées depuis mi-mars en EMEA (montant x2, par rapport à la même période en 2019) et distribuées dans le marché<sup>2</sup>
- Initiatives spécifiques sur la gestion des flux pour les besoins liés à la crise (couvertures de change et de taux, *working capital, cash management...*)
- Renforcement du dialogue stratégique avec les clients

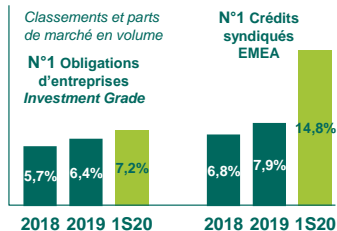
#### Positions commerciales renforcées dans des marchés très actifs

- N°1 pour les crédits syndiqués en EMEA et pour les émissions obligataires d'entreprises européennes<sup>2</sup> (hausse des volumes >80% / 1S19)
- 1<sup>er</sup> acteur européen pour l'*investment banking* dans la zone EMEA<sup>3</sup>
- N°5 pour l'ECM (hors placements secondaires accélérés) en EMEA<sup>4</sup>
- Forte croissance des crédits (172,6 Md€, +16,5% / 2T19)<sup>5</sup> et très forte hausse des dépôts (177,9 Md€, +26,9% / 2T19)<sup>5</sup>

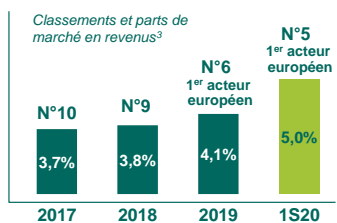
**PNB : 1 258 M€ (+15,0% / 2T19)**

- Progression dans toute les zones, avec un très fort développement en Europe et une très bonne performance en Asie
- Hausse des commissions (+35% / 2T19) en lien avec l'activité d'origination
- Activités de transaction (-6% / 2T19) : bonne résistance du *cash management* mais baisse d'activité du *trade finance* dans un contexte moins porteur

#### Classements Européens 2018-1S20<sup>2</sup>



#### Investment Banking EMEA<sup>3</sup>



1. Source interne - Montant total des opérations, de mi-mars au 30 juin, EMEA = Europe, Moyen-Orient et Afrique ; 2. Source : Dealogic au 30 juin 2020, classement bookrunner en volume - European Corporate Investment Grade Bond et EMEA syndicated loans ; 3. Source : Dealogic au 30 juin classement en revenus ; 4. Source : Dealogic, classements Equity Capital Market au 30 juin ; 5. Encours moyens trimestriels à périmètre et change constants



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 36

## CIB : Global Markets - 2T20

### Forte activité pour répondre aux besoins de l'économie pendant la crise

#### Niveau d'émission exceptionnel sur les marchés obligataires

- >40 opérations dirigées pour des émetteurs souverains et assimilés dans le monde au 2T20 (>x3 le volume trimestriel moyen 2019)<sup>1</sup>
- >400 émissions d'entreprises et d'institutions dirigées et distribuées aux investisseurs dans le monde au 2T20 (>x2 le volume trimestriel moyen 2019)<sup>1</sup>

#### Volumes très élevés sur les flux

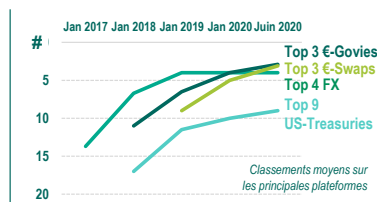
- Succès des initiatives lancées en mars avec Corporate Banking : plus de 60 transactions significatives (couvertures de taux, de change ou sur les matières premières) pour des clients entreprises
- Forte croissance des flux liés aux réallocations de portefeuille des clients institutionnels (ex : volumes secondaires sur les obligations de crédit +36%)
- Hausse des volumes sur les plateformes électroniques (pic pendant la crise de 2 à 5x le volume moyen 2019 selon les produits) avec un renforcement des positions commerciales

#### PNB : 2 304 M€ (+63,5% / 2T19)

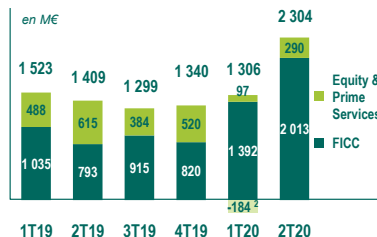
- FICC (+153,8% / 2T19) : performances exceptionnelles avec une très forte progression dans tous les métiers (primaire & crédit, taux, change & marchés émergents) et dans toutes les zones géographiques
- Equity & Prime Services (-52,8% / 2T19) : redressement progressif des dérivés dans un marché encore difficile ; hausse dans les zones Amériques et APAC ; impact résiduel des restrictions sur les dividendes en Europe ; moindres volumes dans Prime Services, rebond en fin de trimestre

1. Source : Dealogic au 30 juin 2020 ; bookrunner, Global Sovereign Supra & Agencie bond volume, Global Corporate IG bond volume ; 2. Impact des restrictions apportées par les autorités européennes au versement des dividendes 2019 – Ce montant n'incluant pas les effets des baisses de dividendes librement décidées par les sociétés compte tenu du nouvel environnement économique

#### Classement sur les plateformes électroniques multi-dealers



#### Evolution du PNB



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 37

## CIB : Securities Services - 2T20

### Maintien d'une bonne dynamique

#### Mobilisation face à la crise sanitaire

- Capacité d'un dispositif flexible à absorber des volumes de transactions d'un niveau toujours exceptionnel (+36,9% / 2T19)
- Soutien à la mise en place de nouveaux fonds des clients institutionnels visant à répondre à la crise Covid-19

#### Bonne dynamique commerciale

- Nouveaux mandats (Axa en Belgique, Eurazeo...)
- Digital : lancement d'une solution d'intelligence artificielle pour l'analyse et le reporting aux clients des actifs en conservation

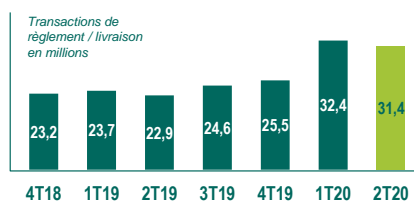
#### Rebond des actifs en conservation et sous administration

- Baisse des encours moyens (-3,5% / 2T19) liée à la chute des valeurs de marché en mars
- Remontée en fin de période du fait de nouveaux volumes et de la reprise du marché (encours à fin juin 2020 : +5,5% / 30.03.20)

#### PNB : 561 M€ (-5,9% / 2T19)

- +3,6% hors effet d'une transaction spécifique au 2T19
- Bon niveau de l'activité, effet de la baisse des encours plus que compensé par la hausse des transactions

#### Volumes de transactions



#### Soutien d'initiatives des clients

Mobilisation pour la mise en place rapide de fonds contribuant à surmonter les effets de la crise sanitaire à différents niveaux (« response funds »)

 Compromiso sanitario Fondo inversión 50 M€ Financement des hôpitaux à Madrid Banque dépositaire	 Fondo Italiano di minoranze per la crescita 400 M€ Financement des PME italiennes Banque dépositaire	 Lac 1 (Lac d'Argent) 4,2 Md€ Soutien d'entreprises stratégiques en capital Banque dépositaire Conservateur global
---	---	--



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 38

## Conclusion



**Mobilisation exceptionnelle du Groupe pour le financement de l'économie**

**Renforcement des positions de BNP Paribas**

**Apport déterminant du modèle diversifié et intégré**  
PNB en croissance de +4,0%

**Rebond en fin de trimestre de l'activité commerciale des métiers impactés par les mesures sanitaires**

**Confirmation de la solidité financière du Groupe**  
Ratio CET1 à 12,4%

**Perspective 2020 inchangée :**  
recul du RNPG de 15 à 20% par rapport à 2019<sup>1</sup>

1. sauf nouvelle crise



La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 39



RÉSULTATS DU GROUPE

RÉSULTATS DES PÔLES

CONCLUSION

# RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 2T20

ANNEXES

## Modèle diversifié

### Profil de risque prudent sans concentration sectorielle

- **Importante diversification sectorielle : aucun secteur ne représentant plus de 5 % du portefeuille total**
- **Grande sélectivité à l'origination**
- **Expositions limitées sur les secteurs considérés comme sensibles**

#### Aviation : 0,8% des engagements bruts totaux<sup>1</sup>

- Près de 50% des contreparties notées *Investment Grade*<sup>2</sup>
- 2,5% des encours classés en douteux
- Activités collatéralisées à près de 70%
- Apport de l'amplification de la stratégie '*Originate & distribute*'

#### Hôtel, Tourisme et Loisirs : 0,8% des engagements bruts totaux<sup>1</sup>

- Près de 40% des contreparties notées *Investment Grade*<sup>2</sup>
- 2,7% des encours classés en douteux

#### Distribution non alimentaire (hors e-commerce) :

0,6% des engagements bruts totaux<sup>1</sup>

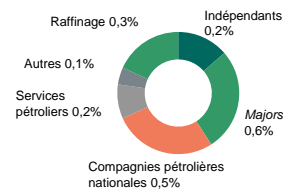
- Près de 60% des contreparties notées *Investment Grade*<sup>2</sup>
- 3,2% des encours classés en douteux

#### Transports & stockage (hors shipping) : 2,9% des engagements bruts totaux<sup>1</sup>

- Près de 80% des contreparties notées *Investment Grade*<sup>2</sup>
- 0,6% des encours classés en douteux<sup>3</sup>

#### Pétrole et gaz : 2,0% des engagements bruts totaux<sup>1</sup>

- Près de 80% des contreparties notées *Investment Grade*<sup>2</sup>
- 2,6% des encours classés en douteux
- Près de 60% des engagements bruts sur les *Majors* et les compagnies pétrolières nationales
- Bonne couverture par des collatéraux pour les contreparties *Non Investment Grade*<sup>2</sup>
- **Rappel** : cession de l'activité « *Reserve Based Lending* » en 2012 et arrêt du financement des acteurs dont l'activité principale est liée au secteur des hydrocarbures non conventionnels en 2017.



1. Engagements bruts, bilan et hors bilan, non pondérés à fin juin 2020 ; 2. Notation externe ou équivalent interne ; 3. Erratum 1T20 : 0,3%



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

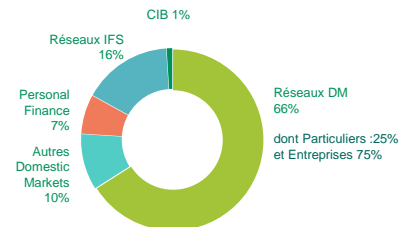
Résultats au 30.06.20 | 41

## Moratoires<sup>1</sup>

### BNP Paribas accompagne les clients face à la crise sanitaire

- **Près de 920 000 clients particuliers et entreprises** bénéficient de moratoires
  - **Près de 3% des engagements** bruts totaux au 30 juin 2020<sup>2</sup>
  - **2/3 des moratoires** bénéficient à des entreprises, 1/3 à des particuliers<sup>3</sup>
  - **99% des encours** sont performants
  - **72% des moratoires** ont une durée très courte (durée résiduelle inférieure à 3 mois)<sup>3</sup>
- 20% des moratoires ont une durée résiduelle comprise entre 3 et 6 mois<sup>3</sup>

#### Répartition par métiers<sup>3</sup>



1. Critères EBA au 30 juin 2020 ; 2. Encours bruts en pourcentage des engagements bruts totaux, bilan et hors bilan au 30 juin 2020 ; 3. Pourcentage calculé en montant d'encours bruts



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 42

## Principaux éléments exceptionnels - 1S20

### Éléments exceptionnels

#### Frais de gestion

- Coûts de restructuration<sup>1</sup> et coûts d'adaptation<sup>2</sup> («Autres Activités»)
- Coûts de renforcement IT («Autres Activités»)
- Dons et mesures de sécurité pour le personnel liés à la crise sanitaire («Autres Activités»)
- Coûts de transformation – Plan 2020 («Autres Activités»)

#### Total frais de gestion exceptionnels

#### Autres éléments hors exploitation

- Plus-value de cession d'immeubles («Autres Activités »)
- Plus-value de cession de 16,8% de SBI Life et déconsolidation de la participation résiduelle («Autres Activités»)
- Dépréciation de survaleurs («Autres Activités»)

#### Total autres éléments hors exploitation

#### Total des éléments exceptionnels (avant impôt)

#### Total des éléments exceptionnels (après impôt)<sup>3</sup>

1S20	1S19
-76 M€	-151 M€
-79 M€	
-86 M€	-390 M€
<b>-240 M€</b>	<b>-542 M€</b>
+464 M€	
	+1 450 M€
	-818 M€
<b>+464 M€</b>	<b>+632 M€</b>
<b>+224 M€</b>	<b>+90 M€</b>
<b>+146 M€</b>	<b>+178 M€</b>

1. Liés notamment à la restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ; 2. Liés notamment à BancWest et CIB ; 3. Part du Groupe



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 43

## Groupe BNP Paribas - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20 / 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Groupe</b>								
Produit net bancaire	11 675	11 224	+4,0%	10 888	+7,2%	22 563	22 368	+0,9%
Frais de gestion	-7 338	-7 435	-1,3%	-8 157	-10,0%	-15 495	-15 884	-2,4%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>4 337</b>	<b>3 789</b>	<b>+14,5%</b>	<b>2 731</b>	<b>+58,8%</b>	<b>7 068</b>	<b>6 484</b>	<b>+9,0%</b>
Coût du risque	-1 447	-621	n.s.	-1 426	+1,5%	-2 873	-1 390	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 890</b>	<b>3 168</b>	<b>-8,8%</b>	<b>1 305</b>	<b>n.s.</b>	<b>4 195</b>	<b>5 094</b>	<b>-17,6%</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	130	180	-27,8%	95	+36,8%	225	314	-28,3%
Autres éléments hors exploitation	106	29	n.s.	395	-73,2%	501	652	-23,2%
<b>Éléments hors exploitation</b>	<b>236</b>	<b>209</b>	<b>+12,9%</b>	<b>490</b>	<b>-51,8%</b>	<b>726</b>	<b>966</b>	<b>-24,8%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 126</b>	<b>3 377</b>	<b>-7,4%</b>	<b>1 795</b>	<b>+74,2%</b>	<b>4 921</b>	<b>6 060</b>	<b>-18,8%</b>
Impôt sur les bénéfices	-746	-795	-6,2%	-411	+81,5%	-1 157	-1 462	-20,9%
Intérêts minoritaires	-81	-114	-28,9%	-102	-20,6%	-183	-212	-13,7%
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>2 299</b>	<b>2 468</b>	<b>-6,8%</b>	<b>1 282</b>	<b>+79,3%</b>	<b>3 581</b>	<b>4 386</b>	<b>-18,4%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>62,9%</b>	<b>66,2%</b>	<b>-3,3 pt</b>	<b>74,9%</b>	<b>-12,0 pt</b>	<b>68,7%</b>	<b>71,0%</b>	<b>-2,3 pt</b>

➔ Effet de ciseaux très positif

➔ Frais de gestion : incluent pour 1 284 M€, la quasi-totalité des taxes et contributions au titre de l'année (dont notamment la contribution au Fonds de Résolution Unique) en application de la norme IFRIC 21 « Taxes »<sup>1</sup>

➔ Impôt sur les bénéfices : taux moyen de 24,6% au 1S20 (21,5% au 1S19)

➔ Pôles opérationnels :

(1S20/1S19)	Périmètre & change historiques	Périmètre & change constants
Produit net bancaire	+1,1%	+1,9%
Frais de gestion	0,0%	0,0%
Résultat brut d'exploitation	+3,2%	+5,9%
Coût du risque	+103,0%	+107,6%
Résultat d'exploitation	-20,6%	-18,1%
Résultat avant impôt	-20,0%	-17,2%

1. Cf. diapositive 78



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 44



## Retail Banking and Services - 1S20

	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<i>En millions d'euros</i>								
<b>Produit net bancaire</b>	7 615	8 045	-5,3%	7 823	-2,7%	15 438	16 141	-4,4%
Frais de gestion	-4 790	-5 002	-4,2%	-5 650	-15,2%	-10 440	-10 588	-1,4%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>2 825</b>	<b>3 042</b>	<b>-7,1%</b>	<b>2 172</b>	<b>+30,0%</b>	<b>4 997</b>	<b>5 553</b>	<b>-10,0%</b>
Coût du risque	-1 095	-604	+81,4%	-1 050	+4,2%	-2 145	-1 337	+60,5%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 730</b>	<b>2 439</b>	<b>-29,1%</b>	<b>1 122</b>	<b>+54,2%</b>	<b>2 852</b>	<b>4 216</b>	<b>-32,4%</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	116	151	-23,0%	74	+56,9%	191	259	-26,4%
Autres éléments hors exploitation	-2	-27	-93,5%	12	n.s.	11	-25	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 845</b>	<b>2 563</b>	<b>-28,0%</b>	<b>1 208</b>	<b>+52,6%</b>	<b>3 053</b>	<b>4 450</b>	<b>-31,4%</b>
Coefficient d'exploitation	62,9%	62,2%	+0,7 pt	72,2%	-9,3 pt	67,6%	65,6%	+2,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)						55,8	54,6	+2,4%

*Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique, au Luxembourg, en Pologne, chez BancWest et TEB pour les lignes PNB à Résultat avant impôt*



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 45

## Domestic Markets - 1S20

	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<i>En millions d'euros</i>								
<b>Produit net bancaire</b>	3 721	3 925	-5,2%	3 913	-4,9%	7 635	7 886	-3,2%
Frais de gestion	-2 446	-2 516	-2,8%	-2 970	-17,7%	-5 415	-5 500	-1,5%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>1 276</b>	<b>1 408</b>	<b>-9,4%</b>	<b>943</b>	<b>+35,2%</b>	<b>2 219</b>	<b>2 386</b>	<b>-7,0%</b>
Coût du risque	-331	-214	+54,9%	-313	+5,8%	-645	-521	+23,7%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>944</b>	<b>1 194</b>	<b>-20,9%</b>	<b>630</b>	<b>+49,8%</b>	<b>1 574</b>	<b>1 865</b>	<b>-15,6%</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	2	-53,2%	0	n.s.	0	-4	n.s.
Autres éléments hors exploitation	1	-6	n.s.	1	+93,6%	1	-5	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>946</b>	<b>1 190</b>	<b>-20,5%</b>	<b>630</b>	<b>+50,1%</b>	<b>1 576</b>	<b>1 856</b>	<b>-15,1%</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-62	-68	-9,7%	-56	+10,1%	-118	-127	-7,0%
<b>Résultat avant impôt de Domestic Markets</b>	<b>884</b>	<b>1 122</b>	<b>-21,2%</b>	<b>574</b>	<b>+54,0%</b>	<b>1 458</b>	<b>1 729</b>	<b>-15,7%</b>
Coefficient d'exploitation	65,7%	64,1%	+1,6 pt	75,9%	-10,2 pt	70,9%	69,7%	+1,2 pt
Fonds propres alloués (Md€)						26,1	25,7	+1,6%

*Incluant 100% de la Banque Privée en France (hors effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt*

### ● PNB : -3,2% / 1S19

- Impact de l'environnement persistant de taux bas et de la crise sanitaire notamment sur les commissions partiellement compensé par la hausse des volumes
- Hausse dans les métiers spécialisés et forte hausse de Personal Investors en Allemagne

### ● Frais de gestion : -1,5% / 1S19

- Baisse dans les réseaux et hausse modérée dans les métiers spécialisés en lien avec leur croissance

### ● Résultat avant impôt : -15,7% / 1S19

- Hausse du coût du risque notamment en raison du provisionnement ex-ante des pertes attendues



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 46

## DM - Banque De Détail en France - 1S20 (hors effets PEL/CEL)

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 408</b>	<b>1 596</b>	<b>-11,8%</b>	<b>1 524</b>	<b>-7,6%</b>	<b>2 932</b>	<b>3 191</b>	<b>-8,1%</b>
dont revenus d'intérêt	774	889	-12,9%	823	-5,9%	1 596	1 801	-11,4%
dont commissions	634	708	-10,4%	702	-9,6%	1 336	1 390	-3,9%
Frais de gestion	-1 074	-1 102	-2,5%	-1 166	-7,9%	-2 240	-2 287	-2,1%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>334</b>	<b>495</b>	<b>-32,4%</b>	<b>358</b>	<b>-6,6%</b>	<b>692</b>	<b>904</b>	<b>-23,4%</b>
Coût du risque	-90	-83	+8,4%	-101	-10,7%	-191	-155	+22,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>244</b>	<b>412</b>	<b>-40,7%</b>	<b>257</b>	<b>-5,1%</b>	<b>502</b>	<b>749</b>	<b>-33,0%</b>
Éléments hors exploitation	0	0	n.s.	-1	n.s.	0	1	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>245</b>	<b>412</b>	<b>-40,6%</b>	<b>257</b>	<b>-4,7%</b>	<b>501</b>	<b>750</b>	<b>-33,1%</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-33	-37	-12,1%	-35	-6,1%	-68	-71	-5,2%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>212</b>	<b>374</b>	<b>-43,4%</b>	<b>222</b>	<b>-4,5%</b>	<b>434</b>	<b>678</b>	<b>-36,1%</b>
Coefficient d'exploitation	76,3%	69,0%	+7,3 pt	76,5%	-0,2 pt	76,4%	71,7%	+4,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						10,8	9,9	+8,4%

Incluant 100% de la Banque Privée France pour les lignes PNB à Résultat avant impôt (hors effet PEL/CEL)<sup>1</sup>

### PNB : -8,1% / 1S19

- Revenus d'intérêt : -11,4%, base élevée au 1S19, moindre contribution des filiales spécialisées et impact de l'environnement de taux bas sur les dépôts partiellement compensés par l'amélioration de la marge de crédit
- Commissions : -3,9%, nette progression des commissions financières et forte baisse des commissions de *cash management* et sur moyens de paiement en lien avec la crise sanitaire

### Frais de gestion : -2,1% / 1S19

- Baisse des coûts du fait de l'effet continu des mesures d'optimisation

1. Effet PEL/CEL : +2 M€ au 1S20 (+30 M€ au 1S19) et +15 M€ au 2T20 (+28 M€ au 2T19)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 47

## DM - Banque De Détail en France

## Volumes

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19	Variation / 1T20	1S20	Variation / 1S19
<b>CRÉDITS</b>	<b>187,2</b>	<b>+8,8%</b>	<b>+5,1%</b>	<b>182,6</b>	<b>+6,9%</b>
Particuliers	97,8	+3,9%	-0,1%	97,9	+4,7%
Dont Immobilier	87,5	+5,1%	+0,6%	87,2	+5,5%
Dont Consommation	10,3	-5,3%	-6,0%	10,7	-1,5%
Entreprises	89,3	+14,6%	+11,5%	84,7	+9,5%
<b>DEPÔTS</b>	<b>217,6</b>	<b>+16,7%</b>	<b>+13,6%</b>	<b>204,6</b>	<b>+12,6%</b>
Dépôts à vue	148,1	+26,9%	+19,6%	136,0	+20,2%
Comptes d'épargne	63,9	+3,4%	+2,6%	63,1	+3,1%
Dépôts à taux de marché	5,6	-28,5%	+3,8%	5,5	-24,7%

En milliards d'euros	30.06.20	Variation / 30.06.19	Variation / 31.03.20
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	94,0	+1,1%	+2,3%
OPCVM	33,1	+3,3%	+28,7%

- Crédits : +8,8% / 2T19**, hausse des crédits aux particuliers notamment crédits immobiliers et très forte progression des crédits aux entreprises

- Dépôts: +16,7% / 2T19**, très forte croissance des dépôts à vue

- Epargne hors-bilan / 30.06.19** : hausse des encours d'assurance-vie ; progression des encours d'OPCVM



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 48

## DM - BNL banca commerciale - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
Produit net bancaire	649	684	-5,1%	659	-1,4%	1 308	1 360	-3,8%
Frais de gestion	-422	-433	-2,5%	-465	-9,2%	-887	-903	-1,8%
Résultat Brut d'exploitation	227	251	-9,6%	194	+17,3%	421	456	-7,8%
Coût du risque	-122	-107	+13,9%	-120	+1,6%	-242	-272	-11,0%
Résultat d'exploitation	105	144	-27,1%	74	+43,0%	179	184	-3,0%
Éléments hors exploitation	-2	0	n.s.	0	n.s.	-2	0	n.s.
Résultat avant impôt	104	144	-28,3%	73	+41,0%	177	184	-3,8%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-9	-11	-21,5%	-10	-12,0%	-19	-21	-11,2%
Résultat avant impôt de BNL bc	95	133	-28,8%	64	+49,2%	158	163	-2,9%
Coefficient d'exploitation	65,0%	63,3%	+1,7 pt	70,6%	-5,6 pt	67,8%	66,4%	+1,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,3	5,3	+0,3%

Incluant 100% de la Banque Privée en Italie pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

➔ **PNB : -3,8% / 1S19**

- Revenus d'intérêt : -4,0%, impact de l'environnement de taux bas et du positionnement sur les clientèles avec un meilleur profil de risque
- Commissions : -3,5%, baisse des commissions, en lien avec les effets de la crise sanitaire, du fait notamment de la baisse des commissions financières

➔ **Frais de gestion : -1,8% / 1S19**, effet des mesures de réduction de coûts et d'adaptation

➔ **Résultat avant impôt: -2,9% / 1S19**



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 49

## DM – BNL banca commerciale

## Volumes

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19	Variation / 1T20	1S20	Variation / 1S19
<b>CREDITS</b>	75,4	-1,5%	+3,3%	74,2	-2,9%
Particuliers	39,2	+0,3%	+0,6%	39,1	-0,2%
Dont Immobilier	25,1	+0,9%	-1,6%	25,3	+2,0%
Dont Consommation	4,6	+1,9%	-9,6%	4,9	+8,5%
Entreprises	36,1	-3,2%	+6,3%	35,1	-5,7%
<b>DEPOTS</b>	51,9	+14,8%	+7,1%	50,2	+12,9%
Dépôts Particuliers	33,3	+9,4%	+3,4%	32,7	+8,5%
Dont Dépôts à vue	33,0	+9,5%	+3,4%	32,5	+8,7%
Dépôts Entreprises	18,6	+25,9%	+14,2%	17,5	+22,1%

En milliards d'euros	30.06.20	Variation / 30.06.19	Variation / 31.03.20
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	23,0	+4,4%	+2,5%
OPCVM	14,7	-2,0%	+8,7%

➔ **Crédits : -1,5% / 2T19**

- En hausse de plus de 3% / 2T19 hors impact des crédits douteux
- Bonne progression des crédits immobiliers ainsi que des crédits aux entreprises avec des parts de marché qui continuent de progresser et un profil de risque prudent

➔ **Dépôts: +14,8% / 2T19**

- **Épargne hors-bilan : +1,8% / 30.06.19**, progression de l'épargne en assurance-vie et baisse des encours d'OPCVM / 30.06.19 en lien avec la baisse des valorisations boursières sur cette période

1. Volumes de crédits sur une base de moyenne journalière



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 50

## DM - Banque De Détail en Belgique - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
Produit net bancaire	835	878	-4,9%	885	-5,7%	1 720	1 793	-4,1%
Frais de gestion	-499	-535	-6,8%	-830	-39,9%	-1 329	-1 379	-3,6%
Résultat Brut d'exploitation	336	342	-1,9%	55	n.s.	391	414	-5,6%
Coût du risque	-80	3	n.s.	-54	+47,3%	-134	-31	n.s.
Résultat d'exploitation	256	345	-25,8%	0	n.s.	257	383	-33,0%
Éléments hors exploitation	6	-1	n.s.	5	+19,0%	11	-3	n.s.
Résultat avant impôt	262	344	-23,9%	5	n.s.	268	379	-29,5%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-19	-19	-1,6%	-10	+98,8%	-29	-33	-13,8%
Résultat avant impôt de BDB	243	325	-25,2%	-4	n.s.	239	346	-31,0%
Coefficient d'exploitation	59,8%	61,0%	-1,2 pt	93,8%	-34,0 pt	77,3%	76,9%	+0,4 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,6	5,9	-4,6%

Incluant 100% de la Banque Privée en Belgique pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

### PNB : -4,1% / 1S19

- Revenus d'intérêt : -8,2%, impact de l'environnement de taux bas partiellement compensé par la hausse des volumes
- Commissions : +8,1%, hausse des commissions, impact de la crise sanitaire sur les commissions largement compensé par la progression des commissions financières

### Frais de gestion : -3,6% / 1S19

- Effet des mesures de réduction des coûts et optimisation du réseau d'agences

### Résultat avant impôt : -31,0% / 1S19

- Impact de la hausse du coût du risque par rapport à un niveau bas au 1S19, un dossier spécifique au 2T20 et au provisionnement ex-ante pour pertes attendues



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 51

## DM - Banque De Détail en Belgique

## Volumes

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19	Variation / 1T20	1S20	Variation / 1S19
<b>CREDITS</b>	115,5	+4,6%	+1,3%	114,7	+4,8%
Particuliers	73,0	+4,4%	+0,8%	72,8	+4,7%
Dont Immobilier	53,3	+5,1%	+0,2%	53,2	+5,5%
Dont Consommation	0,3	-6,5%	n.s.	0,2	-2,4%
Dont Entrepreneurs	19,4	+2,7%	+1,3%	19,3	+2,6%
Entreprises et collectivités publ.	42,4	+5,0%	+2,2%	42,0	+5,0%
<b>DEPOTS</b>	138,4	+5,4%	+3,3%	136,2	+5,4%
Dépôts à vue	62,2	+13,0%	+7,9%	59,9	+11,9%
Comptes d'épargne	73,7	+0,4%	+0,2%	73,7	+1,1%
Dépôts à terme	2,5	-11,8%	-10,3%	2,6	-6,8%

En milliards d'euros	30.06.20	Variation / 30.06.19	Variation / 31.03.20
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	23,9	-2,1%	-0,4%
OPCVM	32,3	+3,9%	+11,1%

### Crédits : +4,6% / 2T19

- Bonne progression des crédits immobiliers et des crédits aux entreprises

### Dépôts: +5,4% / 2T19

- Forte progression des dépôts des clients entreprises et particuliers

### Epargne hors-bilan: +1,3% / 30.06.19, progression des encours d'OPCVM / 30.06.19 et très forte progression / 31.03.20 en lien avec le rebond des marchés financiers



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 52

## DM - Autres Activités – 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	829	767	+8,2%	845	-1,9%	1 675	1 542	+8,6%
Frais de gestion	-451	-447	+1,0%	-508	-11,2%	-959	-930	+3,2%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	378	320	+18,3%	337	+12,2%	715	612	+16,8%
Coût du risque	-40	-27	+47,6%	-38	+3,9%	-78	-63	+22,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>	339	293	+15,6%	299	+13,3%	637	549	+16,1%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-3	-4	-9,2%	-4	-20,3%	-7	-6	+16,0%
Autres éléments hors exploitation	0	0	n.s.	0	n.s.	0	0	-23,0%
<b>Résultat avant impôt</b>	336	290	+15,9%	295	+14,0%	630	543	+16,1%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	+76,3%	-2	-27,9%	-3	-1	n.s.
<b>Résultat avant impôt de autres DM</b>	335	289	+15,8%	293	+14,2%	627	542	+15,8%
Coefficient d'exploitation	54,4%	58,3%	-3,9 pt	60,1%	-5,7 pt	57,3%	60,3%	-3,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)						4,4	4,6	-3,6%

Incluant 100% de la Banque Privée au Luxembourg pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

● **PNB : +8,6% / 1S19**

- Forte hausse du fait du très bon niveau d'activité de tous les métiers
- Très bonne performance de Nickel et de Personal Investors et notamment Consorsbank en Allemagne

● **Frais de gestion : +3,2% / 1S19**

- Hausse en lien avec le développement de l'activité contenue par les mesures d'économies de coût
- Effet de ciseaux largement positif (+5,4 points)

● **Résultat avant impôt : +15,8% / 1S19**



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 53

## DM - BDEL - Personal Investors

● **Banque de Détail et des Entreprises Luxembourg (BDEL)**

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19	Variation / 1T20	1S20	Variation / 1S19
<b>CREDITS</b>	11,4	+10,4%	+1,0%	11,4	+10,3%
Particuliers	7,2	+7,0%	+1,1%	7,2	+7,5%
Entreprises et collectivités publ.	4,2	+16,8%	+0,9%	4,2	+15,5%
<b>DEPOTS</b>	23,6	-2,9%	-0,5%	23,6	+2,1%
Dépôts à vue	13,4	+3,3%	+5,8%	13,0	+6,7%
Comptes d'épargne	8,7	-8,6%	-4,8%	8,9	-5,3%
Dépôts à terme	1,5	-16,5%	-2,1%	1,7	+12,2%

● **Crédits / 2T19** : bonne progression des crédits immobiliers et forte hausse des crédits aux entreprises

● **Dépôts / 2T19** : hausse des dépôts à vue

En milliards d'euros	30.06.20	Variation / 30.06.19	Variation / 31.03.20
<b>EPARGNE HORS-BILAN</b>			
Assurance-vie	1,1	+2,7%	+2,0%
OPCVM	1,7	+5,7%	+10,1%

● **Personal Investors**

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19	Variation / 1T20	1S20	Variation / 1S19
<b>CREDITS</b>	0,5	-7,2%	-8,8%	0,5	-1,9%
<b>DEPOTS</b>	24,9	+9,2%	+2,6%	24,6	+8,6%

En milliards d'euros	30.06.20	Variation / 30.06.19	Variation / 31.03.20
<b>ACTIFS SOUS GESTION</b>	111,7	+10,5%	+12,6%
Ordres Particuliers Europe (millions)	9,2	n.s.	+3,1%

● **Dépôts / 2T19** : bon niveau de recrutement de clients

● **Actifs sous gestion / 30.06.19** : forte collecte notamment en Allemagne et très forte hausse du nombre d'ordres des particuliers (+102% / 2T19)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 54

## DM - Arval - Leasing Solutions - Nickel

### Arval

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation <sup>1</sup> / 2T19	Variation <sup>1</sup> / 1T20	1S20	Variation <sup>1</sup> / 1S19
Encours consolidés	21,4	+11,8%	+0,9%	21,5	+12,9%
Parc Financé (en milliers de véhicules)	1 331	+7,2%	+0,7%	1 327	+8,0%

- **Encours consolidés** : +11,8%<sup>1</sup> / 2T19, bonne progression dans toutes les zones géographiques
- **Parc financé** : +7,2%<sup>1</sup> / 2T19, très bonne dynamique commerciale

### Leasing Solutions

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation <sup>1</sup> / 2T19	Variation <sup>1</sup> / 1T20	1S20	Variation <sup>1</sup> / 1S19
Encours consolidés	20,4	-2,3%	-0,4%	20,5	-1,2%

- **Encours consolidés** : +1,1%<sup>2</sup> / 2T19, bonne dynamique commerciale (effet périmètre lié à un transfert interne)

### Nickel

- **Près de 1,7 million de comptes ouverts** à fin juin 2020 (+27,0% / 30 juin 2019)

1. A périmètre et change constants ; 2. A périmètre et change constants, hors transfert interne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 55

## International Financial Services - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	4 027	4 262	-5,5%	4 053	-0,6%	8 080	8 544	-5,4%
Frais de gestion	-2 414	-2 559	-5,7%	-2 766	-12,7%	-5 180	-5 247	-1,3%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	1 613	1 703	-5,3%	1 287	+25,3%	2 900	3 297	-12,0%
Coût du risque	-765	-390	+96,2%	-739	+3,6%	-1 505	-819	+83,8%
<b>Résultat d'exploitation</b>	848	1 313	-35,4%	548	+54,7%	1 396	2 478	-43,7%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	116	149	-22,6%	75	+54,8%	190	262	-27,6%
Autres éléments hors exploitation	-3	-21	-87,0%	12	n.s.	9	-20	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	960	1 442	-33,4%	634	+51,4%	1 595	2 720	-41,4%
Coefficient d'exploitation	59,9%	60,0%	-0,1 pt	68,2%	-8,3 pt	64,1%	61,4%	+2,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						29,8	28,9	+3,1%

- **Effets change** : appréciation du dollar compensée par la dépréciation de la livre turque et du zloty
  - USD/EUR<sup>1</sup> : +2,0% / 2T19, +0,1% / 1T20, +2,5% / 1S19
  - TRY/EUR<sup>1</sup> : -12,7% / 2T19, -10,9% / 1T20, -11,2% / 1S19
  - PLN/EUR<sup>1</sup> : -5,0% / 2T19, -4,1% / 1T20, -2,8% / 1S19
- **A périmètre et change constants / 1S19**
  - **PNB** : -4,2%, bonne résistance des revenus de BancWest, Europe Méditerranée et Personal Finance malgré l'impact des mesures sanitaires sur l'activité, baisse des revenus des métiers Asset Management et Assurance du fait de la baisse des marchés financiers, fort impact de la crise sanitaire sur le métier Immobilier
  - **Frais de gestion** : -0,8%, baisse liée au développement des plans d'économies de coûts
  - **Résultat avant impôt** : -39,3%, baisse principalement liée à la hausse du coût du risque notamment du fait du provisionnement ex-ante des pertes attendues

1. Cours moyens



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 56

## IFS - Personal Finance - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	1 302	1 440	-9,6%	1 475	-11,7%	2 777	2 866	-3,1%
Frais de gestion	-641	-702	-8,6%	-787	-18,6%	-1 429	-1 472	-2,9%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	661	738	-10,5%	688	-3,9%	1 348	1 394	-3,3%
Coût du risque	-450	-289	+55,7%	-582	-22,7%	-1 032	-619	+66,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>	211	449	-53,1%	105	+100,0%	316	776	-59,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-5	17	n.s.	8	n.s.	3	31	-89,2%
Autres éléments hors exploitation	4	-13	n.s.	0	n.s.	4	-13	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	210	454	-53,7%	113	+85,6%	323	794	-59,3%
Coefficient d'exploitation	49,2%	48,7%	+0,5 pt	53,4%	-4,2 pt	51,4%	51,4%	+0,0 pt
Fonds propres alloués (Md€)						8,1	7,9	+2,9%

— A périmètre et change constants / 1S19

- **PNB** : -0,6%, bonne résistance des revenus malgré l'impact de la crise sanitaire et notamment de la fermeture des points de vente des partenaires
- **Frais de gestion** : -1,0%, efforts d'adaptation des coûts soutenus – effet de ciseaux positif
- **Résultat d'exploitation** : -0,1%
- **Résultat avant impôt** : -58,5%, hausse du coût du risque notamment du fait de l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 57

## IFS - Personal Finance

## Volumes et risques

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19		Variation / 1T20		1S20	Variation / 1S19	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
ENCOURS CONSOLIDES	91,7	-0,7%	+1,6%	-3,4%	-2,5%	93,3	+1,8%	+3,6%
ENCOURS GERES (1)	106,6	-0,5%	+2,8%	-3,5%	-2,3%	108,5	+2,1%	+4,8%

(1) Intégrant 100% des encours des filiales non détenues à 100% ainsi que des partenariats

— Coût du risque / encours

**Rappel** : provisions ex-ante du 1T20 (189 M€) enregistrées en France pour l'ensemble des pays au 1T20 – réallocation effectuée au 2T20

Coût du risque annualisé / encours début de période	2T19	3T19	4T19	1T20	2T20
France	0,52%	1,08%	0,41%	4,45%	-0,32%
Italie	1,48%	1,75%	2,21%	1,73%	2,85%
Espagne	2,09%	1,78%	1,95%	2,05%	3,05%
Autres Europe de l'Ouest	1,03%	1,15%	1,39%	1,30%	1,56%
Europe de l'Est	1,50%	2,15%	2,27%	1,99%	4,31%
Brésil	3,44%	6,98%	5,05%	4,64%	9,03%
Autres	1,94%	1,63%	2,22%	3,49%	3,57%
<b>Personal Finance</b>	<b>1,23%</b>	<b>1,54%</b>	<b>1,56%</b>	<b>2,40%</b>	<b>1,87%</b>



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 58

## IFS - Europe Méditerranée - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
Produit net bancaire	609	674	-9,6%	665	-8,3%	1 274	1 340	-4,9%
Frais de gestion	-414	-445	-7,0%	-490	-15,6%	-904	-900	+0,4%
Résultat Brut d'exploitation	196	230	-14,8%	175	+12,0%	370	439	-15,7%
Coût du risque	-143	-97	+46,9%	-86	+65,7%	-229	-174	+31,8%
Résultat d'exploitation	53	132	-60,1%	89	-40,4%	141	265	-46,8%
Éléments hors exploitation	27	65	-58,2%	58	-53,0%	86	118	-27,8%
Résultat avant impôt	80	198	-59,5%	147	-45,4%	227	384	-40,9%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-1	+34,5%	-3	-46,5%	-4	-2	n.s.
Résultat avant impôt	79	197	-60,0%	144	-45,4%	223	382	-41,7%
Coefficient d'exploitation	67,9%	66,0%	+1,9 pt	73,7%	-5,8 pt	70,9%	67,2%	+3,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,3	5,3	+0,0%

Incluant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

### ● Effet change lié à la dépréciation de la livre turque et du zloty

- TRY/EUR<sup>1</sup> : -12,7% / 2T19, -10,9% / 1T20, -11,2% / 1S19
- PLN/EUR<sup>1</sup> : -5,0% / 2T19, -4,1% / 1T20, -2,8% / 1S19

### ● A périmètre et change constants / 1S19

- **PNB<sup>2</sup>** : -0,3%, effet de la hausse des marges et des volumes compensé par l'impact d'environnements de taux bas et les limitations des commissions dans certains pays
- **Frais de gestion<sup>2</sup>** : +3,6%, en lien avec une inflation des salaires qui reste élevée notamment en Turquie
- **Résultat avant impôt<sup>3</sup>** : -28,9%, hausse du coût du risque en lien notamment avec l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues

1. Cours moyens ; 2. Incluant 100% de la Banque Privée en Turquie et en Pologne ; 3. Incluant 2/3 de la Banque Privée en Turquie et en Pologne



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

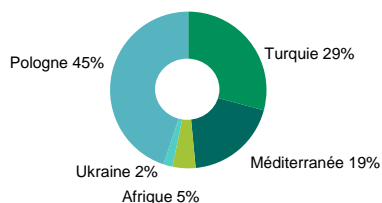
Résultats au 30.06.20 | 59

## IFS - Europe Méditerranée

## Volumen et risques

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19		Variation / 1T20		1S20	Variation / 1S19	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
CREDITS	37,3	-1,7%	+4,5%	-3,8%	+1,9%	38,1	+0,4%	+4,6%
DEPOTS	41,5	+2,9%	+9,4%	-1,8%	+4,1%	41,9	+3,7%	+7,8%

### ● Répartition géographique des encours de crédit 2T20



### ● Coût du risque / encours

Coût du risque annualisé / encours début de période	2T19	3T19	4T19	1T20	2T20
Turquie	2,04%	2,11%	1,68%	1,24%	2,13%
Ukraine	-0,36%	0,68%	-0,71%	-0,13%	1,10%
Pologne	0,47%	0,20%	0,68%	0,73%	0,58%
Autres	0,50%	1,51%	1,30%	0,64%	2,01%
<b>Europe Méditerranée</b>	<b>0,96%</b>	<b>1,10%</b>	<b>1,10%</b>	<b>0,85%</b>	<b>1,41%</b>

### ● TEB : une banque solide et bien capitalisée

- Ratio de solvabilité<sup>1</sup> de 17,9% au 30.06.20
- Très largement auto-financée
- 1,2% des encours de crédit du Groupe au 30.06.20

1. Capital Adequacy Ratio (CAR)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 60



## IFS - BancWest - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
Produit net bancaire	629	593	+6,1%	611	+3,0%	1 240	1 162	+6,7%
Frais de gestion	-432	-431	+0,3%	-465	-7,1%	-897	-873	+2,8%
Résultat Brut d'exploitation	197	162	+21,4%	146	+35,3%	343	289	+18,4%
Coût du risque	-167	-2	n.s.	-62	n.s.	-229	-21	n.s.
Résultat d'exploitation	30	160	-81,2%	83	-63,9%	113	269	-57,8%
Éléments hors exploitation	-3	1	n.s.	0	n.s.	-3	1	n.s.
Résultat avant impôt	27	161	-83,0%	83	-67,0%	111	270	-59,0%
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-5	-7	-27,5%	-5	+8,0%	-10	-15	-31,3%
Résultat avant impôt	22	153	-85,7%	78	-71,9%	100	254	-60,6%
Coefficient d'exploitation	68,7%	72,6%	-3,9 pt	76,2%	-7,5 pt	72,4%	75,1%	-2,7 pt
Fonds propres alloués (Md€)						5,7	5,3	+8,2%

Incluant 100% de la Banque Privée aux États-Unis pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

● Effet change USD / EUR<sup>1</sup> : +2,0% / 2T19, +0,1% / 1T20, +2,5% / 1S19

● A périmètre et change constants / 1S19

- **PNB<sup>2</sup>** : +3,3%, progression de la marge d'intérêt liée à la hausse des volumes et à la révision de la tarification des dépôts, partiellement compensée par l'impact de l'environnement de taux bas
- **Frais de gestion<sup>2</sup>** : -0,4%, effet des mesures de réduction de coûts – effet de ciseaux positif
- **Résultat avant impôt<sup>3</sup>** : -60,6%, effet de la hausse importante du coût du risque principalement pour provisionnement ex-ante des pertes attendues

1. Cours moyens ; 2. Intégrant 100% de la Banque Privée aux États-Unis ; 3. Intégrant 2/3 de la Banque Privée aux États-Unis



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 61

## IFS - BancWest

## Volumés

Encours moyens en milliards d'euros	2T20	Variation / 2T19		Variation / 1T20		1S20	Variation / 1S19	
		historique	à périmètre et change constants	historique	à périmètre et change constants		historique	à périmètre et change constants
<b>CREDITS</b>	58,7	+8,1%	+4,3%	+3,8%	+3,7%	57,6	+7,0%	+2,8%
Particuliers	23,9	+2,1%	-3,3%	-1,7%	-1,8%	24,1	+4,1%	-1,9%
Dont Immobilier	10,2	+0,1%	-1,9%	-1,4%	-1,5%	10,3	+2,7%	+0,2%
Dont Consommation	13,7	+3,7%	-4,4%	-1,9%	-2,0%	13,8	+5,2%	-3,4%
Immobilier commercial	15,1	+1,8%	-0,2%	-0,0%	-0,1%	15,1	+1,8%	-0,7%
Crédits aux Entreprises	19,7	+22,6%	+20,2%	+15,0%	+14,9%	18,4	+16,1%	+13,2%
<b>DEPOTS</b>	67,8	+21,6%	+19,2%	+13,1%	+12,9%	63,9	+16,8%	+13,9%
Dépôts clientèle	61,9	+22,7%	+20,3%	+12,7%	+12,6%	58,4	+17,6%	+14,7%

● A périmètre et change constants / 2T19

- **Crédits** : +4,3% / 2T19, forte hausse des crédits aux entreprises, repli des crédits aux particuliers avec les effets des mesures sanitaires
- **Dépôts** : +19,2% / 2T19, hausse de +20,3% des dépôts (hors dépôts auprès de la trésorerie)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 62

IFS - Assurance et GIP<sup>1</sup>

## Activité

En milliards d'euros	30.06.20	30.06.19	Variation / 30.06.19	31.03.20	Variation / 31.03.20
<b>Actifs sous gestion (en Md€)</b>	<b>1 085,1</b>	<b>1 088,6</b>	<b>-0,3%</b>	<b>1 037,9</b>	<b>+4,5%</b>
Gestion d'actifs	428	427	+0,1%	408	+4,9%
Wealth Management	377	380	-0,7%	359	+5,0%
Real Estate	29	29	-3,2%	29	-2,6%
Assurance	252	252	-0,2%	241	+4,2%

	2T20	2T19	Variation / 2T19	1T20	Variation / 1T20
<b>Collecte nette (en Md€)</b>	<b>1,6</b>	<b>7,3</b>	<b>-78,1%</b>	<b>9,2</b>	<b>-82,7%</b>
Gestion d'actifs	0,2	1,1	-82,6%	6,2	-96,8%
Wealth Management	2,4	4,4	-45,9%	2,3	+4,5%
Real Estate	-0,4	0,4	n.s.	1,3	n.s.
Assurance	-0,6	1,3	n.s.	-0,6	+0,2%

— Actifs sous gestion : +47,2 Md€ / 31.03.20, dont notamment

- **Effet performance** : +50,0 Md€, avec le rebond des marchés financiers
- **Collecte nette** : +1,6 Md€, notamment dans le métier Wealth Management
- **Effet change** : -3,9 Md€, avec la hausse de l'euro
- -3,5 Md€ / 30.06.19

1. Asset Management, Wealth Management et Real Estate



BNP PARIBAS

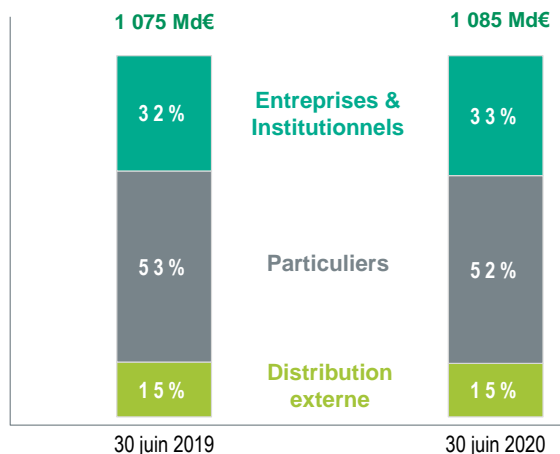
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 63

IFS - Assurance & GIP<sup>1</sup>

## Répartition des actifs par origine de clientèle

— Répartition des actifs par origine de clientèle



1. Asset Management, Wealth Management et Real Estate



BNP PARIBAS

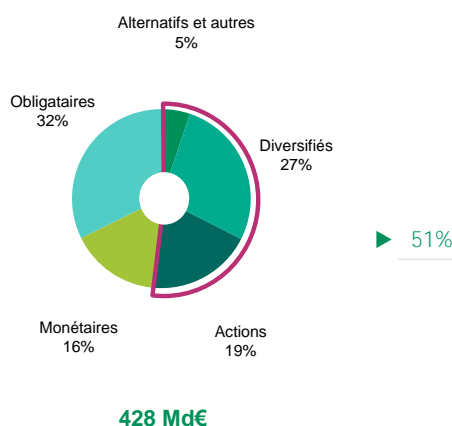
La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 64

## IFS - Asset Management

### Ventilation des actifs gérés

30.06.20



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 65

## IFS - Assurance - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
Produit net bancaire	828	779	+6,2%	579	+42,9%	1 407	1 653	-14,9%
Frais de gestion	-339	-360	-6,0%	-393	-13,8%	-732	-750	-2,4%
Résultat Brut d'exploitation	489	419	+16,7%	186	n.s.	675	903	-25,2%
Coût du risque	-2	1	n.s.	1	n.s.	-1	-1	-20,9%
Résultat d'exploitation	487	420	+16,1%	187	n.s.	674	902	-25,3%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	39	57	-30,8%	1	n.s.	40	94	-57,7%
Autres éléments hors exploitation	21	-16	n.s.	9	n.s.	30	-16	n.s.
Résultat avant impôt	548	461	+18,9%	197	n.s.	744	980	-24,1%
Coefficient d'exploitation	40,9%	46,2%	-5,3 pt	67,9%	-27,0 pt	52,0%	45,4%	+6,6 pt
Fonds propres alloués (Md€)						8,5	8,3	+2,6%

Provisions techniques : +0,8% / 1S19

Frais de gestion : -2,4% / 1S19

- Bonne maîtrise des coûts et poursuite du développement de l'activité

Résultat avant impôt : -24,1% / 1S19

- Impact comptable lié à la baisse des marchés (rebond au 2T après une forte baisse au 1T)
- Rappel : comptabilisation de certains actifs en valeur de marché



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 66

## IFS - Gestion Institutionnelle &amp; Privée - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	678	795	-14,7%	743	-8,7%	1 422	1 561	-8,9%
Frais de gestion	-601	-632	-4,9%	-642	-6,4%	-1 243	-1 273	-2,3%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	77	163	-52,5%	101	-23,3%	178	288	-38,0%
Coût du risque	-4	-2	+59,3%	-9	-59,6%	-13	-4	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>	74	161	-54,1%	92	-19,6%	165	283	-41,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	28	10	n.s.	11	n.s.	39	19	n.s.
Autres éléments hors exploitation	0	7	-99,8%	0	n.s.	0	7	-100,0%
<b>Résultat avant impôt</b>	102	177	-42,5%	102	-0,4%	204	310	-34,0%
Coefficient d'exploitation	88,6%	79,5%	+9,1 pt	86,4%	+2,2 pt	87,5%	81,6%	+5,9 pt
Fonds propres alloués (Md€)						2,1	2,1	+0,2%

● **PNB : -8,9% / 1S19**

- Impact très significatif de la crise sanitaire sur les revenus de Real Estate
- Bonne activité au global pour Wealth Management, du fait d'une progression des commissions compensée partiellement par l'impact de l'environnement de taux bas sur les revenus d'intérêt
- Effet de marché au global défavorable pour les revenus de Asset Management

● **Frais de gestion : -2,3% / 1S19**

- Baisse des coûts du métier Real Estate
- Poursuite du plan d'adaptation, notamment en Asset Management

● **Résultat avant impôt : -34,0% / 1S19**



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 67

## Corporate and Institutional Banking - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	4 123	3 099	+33,1%	2 953	+39,7%	7 076	6 107	+15,9%
Frais de gestion	-2 220	-1 997	+11,2%	-2 393	-7,2%	-4 612	-4 459	+3,4%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	1 904	1 102	+72,7%	560	n.s.	2 463	1 648	+49,5%
Coût du risque	-319	-24	n.s.	-363	-12,1%	-682	-56	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>	1 585	1 078	+47,0%	197	n.s.	1 781	1 591	+11,9%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-3	5	n.s.	3	n.s.	0	7	n.s.
Autres éléments hors exploitation	6	-25	n.s.	2	n.s.	7	-26	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	1 587	1 058	+50,0%	202	n.s.	1 789	1 572	+13,8%
Coefficient d'exploitation	53,8%	64,4%	-10,6 pt	81,0%	-27,2 pt	65,2%	73,0%	-7,8 pt
Fonds propres alloués (Md€)						24,3	21,3	+14,2%

● **PNB : +15,9% / 1S19**

- Progression dans les trois métiers : Global Markets (+23,1%), Corporate Banking (+12,9%) et Securities Services (+7,7%<sup>1</sup>)
- Forte hausse des volumes liée à l'accompagnement des besoins des clients spécifiques à la crise (financements, couvertures de taux et de change, réallocation des ressources...)

● **Frais de gestion : +3,4% / 1S19**

- Hausse contenue en lien avec la forte croissance de l'activité
- Effet de ciseaux fortement positif du fait des mesures d'économie de coûts

● **Coût du risque : forte hausse / 1S19**

- Impact notamment du provisionnement ex-ante des pertes attendues sur le coût du risque et de quelques dossiers spécifiques

● **Fonds propres alloués : +14,2% / 1S19**

- Hausse en lien avec la très forte croissance de l'activité et des volumes, impact de la volatilité des marchés sur les risques pondérés

1. Hors impact positif d'une transaction spécifique au 2T19



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 68

## Corporate and Institutional Banking

## Corporate Banking - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 258</b>	<b>1 094</b>	<b>+15,0%</b>	<b>1 070</b>	<b>+17,6%</b>	<b>2 328</b>	<b>2 063</b>	<b>+12,9%</b>
Frais de gestion	-632	-607	+4,1%	-748	-15,6%	-1 380	-1 331	+3,7%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>627</b>	<b>487</b>	<b>+28,7%</b>	<b>321</b>	<b>+95,1%</b>	<b>948</b>	<b>732</b>	<b>+29,6%</b>
Coût du risque	-366	-21	n.s.	-201	+82,6%	-567	-55	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>261</b>	<b>467</b>	<b>-44,1%</b>	<b>121</b>	<b>n.s.</b>	<b>381</b>	<b>677</b>	<b>-43,6%</b>
Éléments hors exploitation	-2	3	n.s.	3	n.s.	1	6	-77,9%
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>259</b>	<b>470</b>	<b>-44,9%</b>	<b>124</b>	<b>n.s.</b>	<b>383</b>	<b>683</b>	<b>-43,9%</b>
Coefficient d'exploitation	50,2%	55,5%	-5,3 pt	70,0%	-19,8 pt	59,3%	64,5%	-5,2 pt
Fonds propres alloués (Md€)						13,6	12,4	+9,4%

● **PNB : +12,9% / 1S19**

- Bonne progression dans toute les zones et en particulier une très forte croissance dans la zone EMEA<sup>1</sup>, du fait d'une mobilisation exceptionnelle au service des clients

● **Bonne maîtrise des frais de gestion :**

- Hausse en lien avec le développement de l'activité
- Effet de ciseaux largement positif

● **Hausse du coût du risque** : en lien avec l'impact du provisionnement ex-ante des pertes attendues

● **Fonds propres alloués** : hausse en lien avec la croissance des volumes

1. EMEA : Zone Europe, Moyen-Orient et Afrique



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 69

## Corporate and Institutional Banking

## Global Markets - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20/ 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<b>Produit net bancaire</b>	<b>2 304</b>	<b>1 409</b>	<b>+63,5%</b>	<b>1 306</b>	<b>+76,5%</b>	<b>3 610</b>	<b>2 932</b>	<b>+23,1%</b>
dont FICC	2 013	793	n.s.	1 392	+44,6%	3 406	1 828	+86,3%
dont Equity & Prime Services	290	615	-52,8%	-87	n.s.	203	1 103	-81,6%
Frais de gestion	-1 137	-913	+24,6%	-1 162	-2,2%	-2 299	-2 188	+5,1%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>1 167</b>	<b>496</b>	<b>n.s.</b>	<b>143</b>	<b>n.s.</b>	<b>1 311</b>	<b>744</b>	<b>+76,2%</b>
Coût du risque	45	-6	n.s.	-161	n.s.	-116	-2	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 212</b>	<b>491</b>	<b>n.s.</b>	<b>-17</b>	<b>n.s.</b>	<b>1 195</b>	<b>742</b>	<b>+61,2%</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2	1	n.s.	1	n.s.	-1	1	n.s.
Autres éléments hors exploitation	3	-25	n.s.	0	n.s.	3	-24	n.s.
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 214</b>	<b>467</b>	<b>n.s.</b>	<b>-17</b>	<b>n.s.</b>	<b>1 197</b>	<b>719</b>	<b>+66,6%</b>
Coefficient d'exploitation	49,3%	64,8%	-15,5 pt	89,0%	-39,7 pt	63,7%	74,6%	-10,9 pt
Fonds propres alloués (Md€)						9,8	8,0	+22,5%

● **PNB : +23,1% / 1S19**

- FICC : très forte progression tirée par les volumes d'activité de la clientèle : activité très soutenue sur les marchés primaires et le crédit, très forte progression des taux, bonne croissance du change et des marchés émergents
- Equity & Prime Services : impact de chocs extrêmes sur les marchés et de restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes<sup>1</sup> au 1T20, suivi d'une reprise progressive de l'activité dans un contexte de marché encore difficile au 2T20

● **Frais de gestion** : hausse en lien avec la très forte croissance d'activité, effet de ciseaux largement positif du fait des mesures d'économie de coûts

● **Coût du risque** : hausse du coût du risque de contrepartie, effets de la crise sanitaire sur les marchés

● **Fonds propres alloués** : hausse en lien avec la volatilité extrême de fin mars menant à une VaR plus importante

1. Pour mémoire au 1T20 : -184 M€ liés aux restrictions apportées par les autorités européennes au versement de dividendes 2019



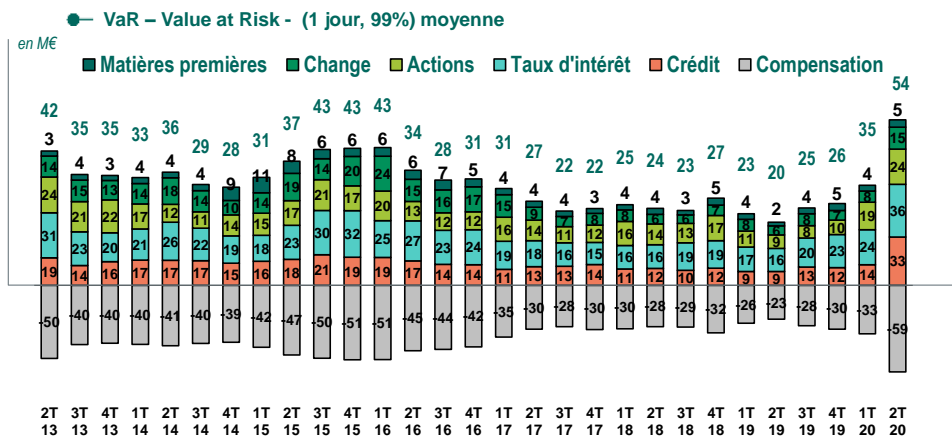
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 70

## Corporate and Institutional Banking

## Risques de marché – 1T20



● Hausse de la VaR moyenne ce trimestre<sup>1</sup>

- VaR quotidienne en baisse par rapport au pic atteint fin mars (>70 M€) lors du choc de volatilité sur les marchés d'actions mais reste supérieure à son niveau bas de 2019
- 2 événements de *back-testing* constatés ce trimestre
- 33 événements enregistrés depuis le 01.01.2007, soit un peu plus de 2 par an sur longue période incluant des crises, en ligne avec le modèle interne de calcul de la VaR (1 jour, 99%)

1. VaR calculée pour le suivi des limites de marché



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 71

## Corporate and Institutional Banking

## Securities Services - 1S20

En millions d'euros	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20 / 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
	Produit net bancaire	561	596	-5,9%	577	-2,8%	1 138	1 112
Frais de gestion	-451	-477	-5,4%	-482	-6,4%	-933	-941	-0,8%
Résultat Brut d'exploitation	109	119	-7,9%	95	+15,4%	204	172	+18,8%
Coût du risque	2	2	-6,4%	-2	n.s.	0	1	-73,6%
Résultat d'exploitation	111	121	-7,9%	93	+19,4%	205	173	+18,1%
Éléments hors exploitation	3	0	n.s.	2	+47,8%	4	-2	n.s.
Résultat avant impôt	114	121	-6,0%	95	+19,9%	209	171	+22,3%
Coefficient d'exploitation	80,5%	80,1%	+0,4 pt	83,6%	-3,1 pt	82,0%	84,5%	-2,5 pt
Fonds propres alloués (Md€)						1,0	0,9	+7,3%

	30.06.20	30.06.19	Variation / 30.06.19	31.03.20	Variation / 31.03.20
<b>Securities Services</b>					
Actifs en conservation (en Md€)	10 092	10 190	-1,0%	9 567	+5,5%
Actifs sous administration (en Md€)	2 442	2 567	-4,9%	2 334	+4,6%
	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20 / 1T20
Nombre de transactions (en millions)	31,4	22,9	+36,9%	32,4	-3,1%

● PNB : +7,7% / 1S19 hors effet d'une transaction spécifique au 2T19

- Effet de la baisse des actifs plus que compensé par la forte hausse des volumes de transactions

● Bonne maîtrise des frais de gestion : effet de ciseaux positif



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 72

## Corporate and Institutional Banking

### Transaction - 1S20 - Corporates



#### United Kingdom – BP

USD 10bn Syndicated facility  
Sole Underwriter & Bookrunner - April 2020  
USD 12bn equivalent Debut multi-currency hybrid transaction  
Structuring Agent & Global Coordinator - June 2020



#### France – Saint-Gobain

EUR 2.5bn Syndicated facility  
Sole Underwriter - March 2020  
EUR 1.5bn Dual tranche senior unsecured bond issue  
Bookrunner - April 2020



#### Germany – Daimler

EUR 12bn Syndicated facility  
Joint Underwriter & Bookrunner - April 2020  
EUR 3bn Triple tranche senior unsecured bond issue  
Bookrunner - May 2020



#### Spain – Masmovil / Lorca Telecom

EUR -5bn voluntary takeover offer by Lorca Telecom  
Financial Advisor to Masmovil - June 2020  
EUR 3.5bn financing package for Cinven, KKR and Providence  
Joint Global Coordinator - June 2020



#### France – Airbus

EUR 15bn Syndicated facility  
Joint underwriter - April 2020  
EUR 3.5bn Triple tranche senior unsecured bond issue  
Global coordinator - April 2020



#### USA / Belgium – AB InBev Worldwide Inc.

USD 6bn Multi-tranche senior unsecured bond offering,  
across 10 to 40 year tranches  
Active Bookrunner - April 2020



#### Germany – Infineon Technologies AG

EUR 1.1bn Primary equity ABB – Acquisition Financing  
Joint Global Coordinator - May 2020  
EUR 2.9bn Multi-tranche senior unsecured bond  
Joint-Bookrunner - June 2020



#### The Netherlands – JDE Peet's

EUR 2.6bn Initial Public Offering  
Joint Global Coordinator  
May 2020



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 73

## Corporate and Institutional Banking

### Transaction - 1S20 - Institutionals



#### Italy – Republic of Italy

EUR 22.3bn 5-year Italian inflation linked-bond issuance  
aimed at financing measures in response to Covid-19  
emergency and the biggest ever issued for BTP Italia  
Active Bookrunner – 21 May 2020



#### Spain – Kingdom of Spain

EUR 15bn 10-year benchmark bond issuance making  
it the largest syndicated tranche in capital market history  
Joint Lead Manager - 22 April 2020



#### Germany – Federal Republic of Germany

EUR 7.5bn inaugural Bundesrepublik Deutschland  
Bundesanleihe syndicated 15-year benchmark transaction  
Joint Lead Manager - 6 May 2020



#### United Kingdom – Debt Management Office

GBP 12bn 10-year Treasury Gilt first transaction in the  
DMO's 2020-21 syndication programme  
Joint Bookrunner - 12 May 2020



#### Indonesia – Republic of Indonesia

USD 2.5bn multi-tranche Sukuk offering  
Joint Bookrunner & Joint Green Structuring Advisor  
June 2020



#### France – Bpifrance

EUR 1.5bn 7-year inaugural Covid-19 Response  
bond, first French Covid bond, to alleviate the impact of the  
pandemic on French companies  
Structuring Advisor & Joint Lead Manager – April 2020



#### Asian Infrastructure Investment Bank

RMB 3bn 3-year inaugural issuance of Sustainable  
development bonds in the China interbank bond market  
Joint Lead Underwriters - 11 June 2020



#### Corporación Andina de Fomento

EUR 700 million 5-year inaugural Covid-19 Response social  
bond positioning CAF as a pioneer in the development of the  
sustainable bond market in Latin America  
Joint Lead Manager – 27 May 2020



#### Belgium – Axa

Appointed by AXA Belgium to provide global custody  
services for circa EUR 30bn in assets  
Global Custodian – May 2020



#### France – Eurazeo

Depository service and EUR 80 million equity bridge financing  
for the new China Acceleration Fund which benefits from the  
expertise of Eurazeo, BNP Paribas and CIC  
Depotbank - May 2020



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 74

## Corporate and Institutional Banking

### Classements et « Awards » - 1S20

#### Global Markets :

- N°1 EMEA DCM and n°1 All Bonds in Euros by volume and number of deal (Dealogic, 1H20)
- N°1 All Sustainable Finance in Euros and n°2 European FIC DCM by volume (Dealogic, 1H20)
- Six deals recognised for SSA bonds, Equities Europe, FIG financing APAC and Green Finance in 3 regions (The Banker, Deal of the Year Awards, May 2020)

#### Securities Services :

- Best Bank for Cross Border Custody (Asian Investor Asset Management Awards 2020 – May 2020)

#### Corporate Banking :

- N°1 EMEA Syndicated Loans by volume and number of deals (Dealogic, 1H20)
- N°1 European Corporate Investment Grade DCM by volume and number of deals (Dealogic, 1H20)
- Western Europe's Best Investment Bank and Western Europe's Best Bank for Financing (Euromoney Awards, July 2020)
- Corporate Securitisation and Financing House of the Year (Global Capital, 2020)



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 75

## Autres Activités - 2T20

En millions d'euros	2T20	2T19	1T20	1S20	1S19
<b>Produit net bancaire</b>	-78	53	126	48	90
Frais de gestion	-329	-436	-114	-442	-837
Dont coûts de transformation, coûts de renforcement IT, coûts de restructuration et coûts d'adaptation	-75	-335	-79	-154	-542
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>-406</b>	<b>-383</b>	<b>12</b>	<b>-394</b>	<b>-747</b>
Coût du risque	-33	7	-13	-46	3
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-439</b>	<b>-377</b>	<b>-1</b>	<b>-440</b>	<b>-744</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	17	24	18	35	48
Autres éléments hors exploitation	102	81	381	483	704
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-320</b>	<b>-272</b>	<b>398</b>	<b>78</b>	<b>8</b>

#### Revenus

- Contribution négative de Principal Investments induite par la crise

#### Frais de gestion

- Coûts de restructuration<sup>1</sup> : -20 M€ (-63 M€ au 2T19)
- Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ<sup>2</sup> : -10 M€ (-51 M€ au 2T19)
- Coûts de renforcement IT : -45 M€ (0 M€ au 2T19)
- Coûts de transformation des métiers : 0 M€ au 2T20 (-222 M€ au 2T19)
- Dons et mesures de sécurité pour le personnel liés à la crise sanitaire : -86 M€

#### Autres éléments hors exploitation

- Plus-value de cession d'un immeuble : +83 M€
- Rappel 2T19 :
  - Plus-value de cession de 2,5% de SBI Life et déconsolidation de la participation résiduelle<sup>3</sup> : +612 M€
  - Dépréciation partielle de survaleurs de BancWest : -500 M€

1. Liés notamment à l'arrêt ou restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ; 2. Liés notamment à Wealth Management, BancWest et CIB ; 3. Participation résiduelle de 5,2% dans SBI Life



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 76



## Autres Activités – 1S20

### Revenus

- Contribution négative de Principal Investments induite par la crise

### Frais de gestion

- Coûts de restructuration<sup>1</sup> : -58 M€ (-100 M€ au 1S19)
- Mesures additionnelles d'adaptation – plans de départ<sup>2</sup> : -18 M€ (-51 M€ au 1S19)
- Coûts de renforcement IT : -79 M€ (0 M€ au 1S19)
- Coûts de transformation des métiers : 0 M€ au 1T20 ( -390 M€ au 1S19)
- Dons et mesures de sécurité pour le personnel liés à la crise sanitaire : -86 M€

### Autres éléments hors exploitation

- Plus-value de cession d'immeubles : +464 M€
- Rappel 1S19 :
  - Plus-value de cession de 16,8% de SBI Life et déconsolidation de la participation résiduelle<sup>3</sup> : +1 450 M€
  - Dépréciations de survaleurs : -818 M€

1. Liés notamment à l'intégration de Raiffeisen Bank Polska et à l'arrêt ou restructuration de certaines activités (notamment chez CIB) ; 2. Liés notamment à BancWest, Wealth Management et CIB ; 3. Participation résiduelle de 5,2% dans SBI Life



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 77

## Répartition des taxes et contributions soumises à IFRIC 21

En millions d'euros	1S20	1S19
<b>Domestic Markets<sup>1</sup></b>	<b>-514</b>	<b>-451</b>
Banque De Détail en France <sup>1</sup>	-132	-97
BNL bc <sup>1</sup>	-42	-39
Banque De Détail en Belgique <sup>1</sup>	-301	-286
Autres Activités <sup>1</sup>	-39	-29
<b>International Financial Services</b>	<b>-181</b>	<b>-150</b>
Personal Finance	-75	-64
International Retail Banking <sup>1</sup>	-43	-34
Assurance	-42	-34
Gestion Institutionnelle et Privée	-21	-19
<b>Corporate &amp; Institutional Banking</b>	<b>-521</b>	<b>-467</b>
Corporate Banking	-146	-111
Global Markets	-348	-324
Securities Services	-28	-31
<b>Autres Activités</b>	<b>-68</b>	<b>-60</b>
<b>TOTAL</b>	<b>-1 284</b>	<b>-1 128</b>

Les frais de gestion incluent pour 1 284 M€, la quasi-totalité des taxes et contributions au titre de l'année (dont notamment la contribution au Fonds de Résolution Unique) en application de la norme IFRIC 21 « Taxes »

Contribution additionnelle au Fonds de Résolution Unique de 112 millions d'euros au 2T20 en raison d'une augmentation de son taux par les autorités européennes au cours du trimestre

1. Incluant 2/3 de la Banque Privée



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 78



RÉSULTATS DU GROUPE  
RÉSULTATS DES PÔLES  
CONCLUSION  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS DU 2T20  
**ANNEXES**

## Nombre d'actions et Bénéfice par Action

### ● Nombre d'actions

<i>en millions</i>	<b>30-juin-20</b>	<b>30-juin-19</b>
<b>Nombre d'actions (fin de période)</b>	1 250	1 250
<b>Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période)</b>	1 248	1 248
<b>Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues</b>	1 248	1 248

### ● Bénéfice Net par Action

<i>en millions</i>	<b>30-juin-20</b>	<b>30-juin-19</b>
<b>Nombre moyen d'actions sur la période, hors actions autodétenues</b>	<b>1 248</b>	<b>1 248</b>
Résultat net part du Groupe	3 581	4 386
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-229	-210
Effet change sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée remboursés	0	0
<b>Résultat net part du Groupe, après rémunération et effet change sur TSSDI</b>	<b>3 352</b>	<b>4 176</b>
<b>Bénéfice Net par Action (BNA) en euros</b>	<b>2,69</b>	<b>3,35</b>

## Ratios de fonds propres et Actif net par Action

### Ratios de Fonds propres

	30-juin-20	31-déc.-19	30-juin-19
Ratio de solvabilité global (a)	15,9%	15,5%	15,2%
Ratio Tier 1 (a)	13,9%	13,5%	13,3%
Ratio Common equity Tier 1 (a)	12,4%	12,1%	11,9%

(a) CRD4, sur la base des risques pondérés à 696 M d€ au 30.06.2020, à 669 M d€ au 31.12.2019 et à 669 M d€ au 30.06.2019.

### Actif Net par Action

en millions d'euros	30-juin-20	30-juin-19	
<b>Capitaux propres part du Groupe</b>	<b>111 469</b>	<b>104 135</b>	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres (gains et pertes latents ou différés)	1 217	1 517	
dont Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	10 272	9 538	(2)
dont rémunération nette d'impôts à verser sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	121	124	(3)
<b>Actif Net Comptable (a)</b>	<b>101 076</b>	<b>94 473</b>	(1)-(2)-(3)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	11 462	11 382	
<b>Actif Net Comptable Tangible (a)</b>	<b>89 614</b>	<b>83 091</b>	
<b>Nombre d'actions hors actions autodétenues (fin de période) en millions</b>	<b>1 248</b>	<b>1 248</b>	
<b>Actif Net Comptable par Action (euros)</b>	<b>81,0</b>	<b>75,7</b>	
dont actif net comptable par action non réévalué (euros)	80,0	74,5	
<b>Actif Net Comptable Tangible par Action (euros)</b>	<b>71,8</b>	<b>66,6</b>	

(a) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 81

## Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents

### Calcul de la rentabilité des fonds propres

en millions d'euros	30-juin-20	30-juin-19	
<b>Résultat net part du Groupe (RNP)</b>	<b>3 581</b>	<b>4 386</b>	(1)
Éléments exceptionnels (a)	146	178	(2)
dont Éléments exceptionnels (non annualisés)	243	569	(3)
dont coûts de renforcement IT et de restructuration (annualisés)	-98	-391	(4)
Contribution au Fonds de Résolution Unique (FRU) et taxes après impôts	-1 050	-945	(5)
<b>RNP non retraité des éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes systémiques bancaires non annualisées (b)</b>	<b>8 203</b>	<b>9 930</b>	(6)
Rémunération nette d'impôts des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) et effet change	-458	-428	
Impact des coûts de renforcement IT et de restructuration (annualisés)	-196	-782	
<b>RNP pour le calcul du ROE / ROTÉ (c)</b>	<b>7 551</b>	<b>8 720</b>	
<b>Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROE (d)</b>	<b>98 523</b>	<b>91 136</b>	
<b>Rentabilité des fonds propres</b>	<b>7,7%</b>	<b>9,6%</b>	
<b>Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROTÉ (e)</b>	<b>86 957</b>	<b>79 310</b>	
<b>Rentabilité des fonds propres tangibles</b>	<b>8,7%</b>	<b>11,0%</b>	

(a) cf. diapositive 43 ; (b) RNP retraité annualisé au 30 juin, (6) = 2\* [(1)-(2)-(5)+(3)+(5)] ; (c) RNP retraité annualisé au 30 juin - Rappel - la somme des valeurs figurant dans les tableaux et analyses peut différer légèrement du total reporté en raison des arrondis ; (d) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 30 juin 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende ; (e) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 30 juin 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition).

### Capitaux permanents part du Groupe non réévalués utilisés pour le calcul du ROE / ROTÉ

en millions d'euros	30-juin-20	30-juin-19	
<b>Actif Net Comptable</b>	<b>101 076</b>	<b>94 473</b>	(1)
dont variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres (gains latents ou différés)	1 217	1 517	(2)
dont hypothèse de distribution de dividende 2019, mis en réserve en 2020		4 356	(3)
dont hypothèse de distribution de dividende 2020	3 781		(4)
Annualisation du résultat retraité (a)	4 428	4 762	(5)
Annualisation des coupons courus non échus	10	28	(6)
<b>Capitaux propres permanents part du Groupe, non réévalués, utilisés pour le calcul du ROE (b)</b>	<b>100 516</b>	<b>93 390</b>	(1)-(2)-(3)-(4)-(5)-(6)
Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles	11 462	11 382	
<b>Capitaux propres permanents tangibles part du Groupe, non réévalués, utilisés pour le calcul du ROTÉ (b)</b>	<b>89 054</b>	<b>82 008</b>	
<b>Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROE (c)</b>	<b>98 523</b>	<b>91 136</b>	
<b>Moyenne des capitaux propres permanents, non réévalués, utilisée pour le calcul du ROTÉ (d)</b>	<b>86 957</b>	<b>79 310</b>	

(a) RNP du T20 hors éléments exceptionnels à l'exclusion des coûts de restructuration et de renforcement IT, et hors contribution au FRU et taxes après impôts ; (b) Hors TSSDI et rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI ; (c) Moyenne des capitaux propres permanents : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 30 juin 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents = capitaux propres comptables part du groupe - variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres - Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée - rémunération nette d'impôts à verser sur TSSDI - hypothèse de distribution de dividende ; (d) Moyenne des capitaux propres permanents tangibles : moyenne entre début d'année et fin de période y compris notamment le résultat net annualisé au 30 juin 2020 avec éléments exceptionnels et contribution au FRU et taxes non annualisés (Capitaux propres permanents tangibles = capitaux permanents - immobilisations incorporelles - écarts d'acquisition).



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 82

## Un bilan de qualité

### Créances douteuses / encours bruts

	30-juin-20	31-déc.-19
Créances douteuses (a) / encours bruts (b)	2,2%	2,2%

(a) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres ; (b) Encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

### Taux de couverture

en milliards d'euros	30-juin-20	31-déc.-19
Provisions (a)	17,6	17,1
Engagements douteux (b)	24,4	23,1
Taux de couverture Stage 3	72,3%	74,0%

(a) Dépréciations stage 3 ; (b) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

### Ratio de liquidité et Réserve de liquidité immédiatement disponible

	30-juin-20	31-déc.-19
Ratio de liquidité (Liquidity Coverage Ratio)	133%	125%
Réserve de liquidité immédiatement disponible (Md€) (a)	425	309

(a) Actifs liquides de marché ou éligibles en banques centrales (*counterbalancing capacity*) tenant compte des règles prudentielles, notamment américaines, diminués des besoins intra-journaliers des systèmes de paiement



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 83

## Ratio common equity Tier 1

### Ratio common equity Tier 1 de Bâle 3<sup>1</sup> (passage des fonds propres comptables aux fonds propres prudentiels)

en Milliards d'euros	30-juin-20 <sup>(2)</sup>	31-mars-20 <sup>(2)</sup>
<b>Capitaux propres</b>	<b>116,0</b>	<b>113,5</b>
Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI)	-10,3	-10,3
Projet de distribution de dividende 2020	-1,7	-0,6
Ajustements réglementaires sur capitaux propres <sup>3</sup>	-2,2	-3,3
Ajustements réglementaires sur intérêts minoritaires	-2,8	-2,6
Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles	-11,2	-11,3
Impôts différés actifs sur déficits reportables	-0,4	-0,4
Autres ajustements réglementaires	-0,7	-1,0
Déduction des engagements de paiement irrévocable <sup>4</sup>	-0,7	-0,7
<b>Fonds propres Common Equity Tier One</b>	<b>86,0</b>	<b>83,3</b>
<b>Actifs pondérés</b>	<b>696</b>	<b>697</b>
<b>Ratio Common Equity Tier 1</b>	<b>12,4%</b>	<b>12,0%</b>

1. CRD4 ; 2. Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 437bis du Règlement (UE) n° 2017/2395) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019 ; 3. Y compris Prudent Valuation Adjustment et disposition transitoire IFRS 9 ; 4. Nouvelle consigne générale du SSM



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 84

## Ressources de marché à moyen / long terme

### Programme 2020

Programme 2020 de refinancement MLT<sup>1</sup> : 35 Md€

#### Émissions règlementaires MLT 2020 : 17 Md€

- Instruments de capital : 4 Md€, dont 3,2 Md€ réalisés<sup>2</sup>
  - AT1 : émission le 18.02.20 de 1,75 Md\$ (1,6 Md€), Perp NC10<sup>3</sup>, coupon de 4,50% s.a. , équiv. mid-swap€+251 pb,
  - Tier 2 : émission le 08.01.20 de 1 Md€, 12NC7<sup>4</sup>, à mid-swap+120 pb
- Dette Senior Non Préférée : 13 Md€, dont 9,7 Md€ d'émissions réalisées<sup>2</sup>
- Principales émissions du 2T20 :
  - 1,25 Md€, le 14.04.20, 9NC8<sup>5</sup>, à mid-swap€+135 pb
  - 50 Md\$ (411 M€), le 21.05.20, 6NC5<sup>6</sup>, Yen Offered Swap+130 pb
  - 250 M AUD (153M€), le 27.05.20, 5 ans à taux fixe, 3mBBSW+210 pb
  - 2 Md\$ (1,8 Md€), le 02.06.20, 6NC5<sup>6</sup>, US Treasuries+190 pb

#### Autres Dettes Senior (produits structurés et financements sécurisés) : 18 Md€

### Plus de 75% du programme de funding règlementaire réalisé au 23 juillet 2020

1. Sous réserve des conditions de marché, montants indicatifs ; 2. Au 23 juillet 2020, « trade dates » pour les émissions; contrevalueur € sur la base des cours au 30.06.20; 3. Perpétuel, avec une option de rachat à 10 ans puis tous les 5 ans ; 4. Echéance à 12 ans avec une seule option de rachat à 7 ans ; 5. Echéance à 9 ans avec une seule option de rachat à 6 ans; 6. Echéance à 6 ans avec une seule option de rachat à 5 ans



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 85

## Ratio TLAC: 2,9% au-dessus de l'exigence sans utiliser la dette Senior Préférée

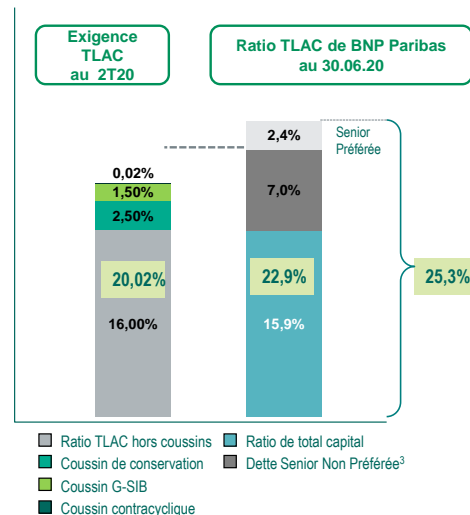
#### Exigence TLAC au 2T20 : 20,02% des actifs pondérés

- Incluant le coussin de conservation des fonds propres, le coussin pour les établissements d'importance systémique mondiale (G-SIB buffer) et le coussin de fonds propres contracyclique,
- Exigence TLAC à 20,02% au 2T20, en baisse de 9pb par rapport au 1T20 du fait notamment de la suppression du coussin contracyclique en France

#### Exigence TLAC au 2T20 : 6% des expositions de levier

#### Ratio TLAC de BNP Paribas au 30.06.2020<sup>1</sup> :

- ✓ 22,9% des actifs pondérés<sup>2</sup> :
  - ✓ Total capital de 15,9% au 30 juin 2020
  - ✓ 7,0% de dette senior non préférée<sup>3</sup>
- ✓ 6,7% des expositions de levier<sup>2</sup>



1. Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 16 764 millions d'euros au 30 juin 2020) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés. 2. Le ratio TLAC s'élève à 22,9% des actifs pondérés et 6,7% des expositions de levier, sans utilisation de cette option. Si BNP Paribas l'utilisait, le ratio s'élèverait à 25,3% des actifs pondérés et 7,4% des expositions de levier. 3. Capital restant dû et autres ajustements réglementaires, dont fraction amortie des instruments de Tier 2 ayant une échéance résiduelle supérieure à 1 an.



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 86

## Calcul de la distance aux restrictions de distributions

### Rappel : Le Pilier 2 est composé:

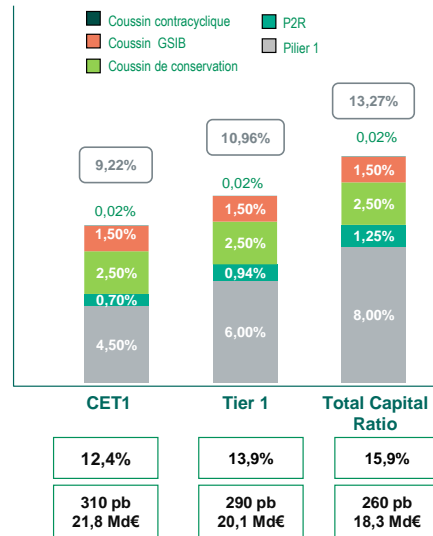
- De l'exigence Pilier 2 (P2R), publique, applicable aux ratios de CET1, Tier 1 et Total Capital
- De la recommandation Pilier 2 (P2G), non publique, non applicable pour le calcul des restrictions applicables aux distributions

### Exigences de Fonds Propres au 2T20<sup>1</sup>:

- CET1 : 9,22%
- Tier 1 : 10,96%
- Total Capital : 13,27%

### Distance au 30 juin 2020 aux restrictions applicables aux distributions<sup>2</sup>, égale au plus petit des trois montants : **18,3 Md€**

### Exigence de Fonds Propres au 2T20<sup>1</sup>



1. Y compris un coussin contractuel de 2pb ; 2. Telle que définie dans l'article 141 de la CRD4 ; 3. Calculée sur la base de 696 Md€ d'actifs pondérés au 30.06.20



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 87

## Coût du risque sur encours (1/2)

### Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2017	2018	1T 19	2T 19	3T 19	4T 19	2019	1T 20	2T 20
<b>Domestic Markets*</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	362,3	401,3	411,0	412,6	416,4	416,1	414,0	422,1	427,2
Coût du risque (en M€)	1 356	1 046	307	214	245	254	1 021	313	331
Coût du risque (en pb, annualisé)	37	26	30	21	24	24	25	30	31
<b>BDDF*</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	155,9	185,2	189,2	189,8	191,2	191,4	190,4	195,1	198,7
Coût du risque (en M€)	331	288	72	83	75	98	329	101	90
Coût du risque (en pb, annualisé)	21	16	15	17	16	21	17	21	18
<b>BNL bc*</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	78,3	78,6	78,0	77,6	77,1	75,9	77,2	74,8	75,7
Coût du risque (en M€)	871	592	165	107	109	109	490	120	122
Coût du risque (en pb, annualisé)	111	75	85	55	56	57	64	64	64
<b>BDDB*</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	100,4	106,4	111,0	111,9	114,5	114,6	113,0	117,3	118,6
Coût du risque (en M€)	65	43	34	-3	20	5	55	54	80
Coût du risque (en pb, annualisé)	6	4	12	-1	7	2	5	18	27

\* Avec la Banque Privée à 100%



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 88

## Coût du risque sur encours (2/2)

### ● Coût du risque / Encours de crédit à la clientèle début de période (en pb annualisés)

	2017	2018	1T19	2T19	3T19	4T19	2019	1T20	2T20
<b>BancWest*</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	64,9	51,3	53,7	54,5	54,7	57,5	55,1	55,4	58,1
Coût du risque (en M€)	111	70	18	2	43	84	148	62	167
Coût du risque (en pb, annualisé)	17	14	14	2	32	58	27	45	115
<b>Europe Méditerranée*</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	38,2	37,7	40,6	40,7	40,4	41,1	40,7	40,6	40,4
Coût du risque (en M€)	259	308	77	97	112	113	399	86	143
Coût du risque (en pb, annualisé)	68	82	75	96	110	110	98	85	141
<b>Personal Finance</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	68,7	84,3	90,9	93,7	94,7	94,7	93,5	97,0	96,2
Coût du risque (en M€)	1 009	1 186	329	289	366	370	1 354	582	450
Coût du risque (en pb, annualisé)	147	141	145	123	154	156	145	240	187
<b>CIB - Corporate Banking</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	123,5	132,6	138,0	146,0	150,2	148,0	145,6	153,1	180,6
Coût du risque (en M€)	70	31	35	21	88	80	223	201	366
Coût du risque (en pb, annualisé)	6	2	10	6	23	22	15	52	81
<b>Groupe**</b>									
Encours début de trimestre (en Md€)	738,6	788,4	807,9	826,3	836,4	837,8	827,1	846,4	886,8
Coût du risque (en M€)	2 907	2 764	769	621	847	966	3 203	1 426	1 447
Coût du risque (en pb, annualisé)	39	35	38	30	41	46	39	67	65

\* Avec la Banque Privée à 100% ; \*\* Y compris coût du risque des activités de marché, International Financial Services et Autres Activités



BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 89

## Actifs pondérés Bâle 3

### ● Actifs pondérés Bâle 3<sup>1</sup> : 696 Md€ au 30.06.20 (697 Md€ au 31.03.20)

- La variation de -1 Md€ s'explique principalement par :
  - 3 Md€ du risque de crédit (y compris risque Equity hors participation à 250%)
  - 2 Md€ de baisse du risque de contrepartie
  - +4 Md€ de hausse du risque de marché

En Md€	30.06.20	31.03.20
Risque de Crédit	528	531
Risque Opérationnel	69	69
Risque de Contrepartie	39	41
Risque Marché / Change	30	26
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	14	14
Autres <sup>2</sup>	16	16
<b>Total des actifs pondérés Bâle 3<sup>1</sup></b>	<b>696</b>	<b>697</b>

1. CRD4 ; 2. Inclut les DTA et les participations significatives dans les entités du secteur financier, sujets à une pondération de 250%



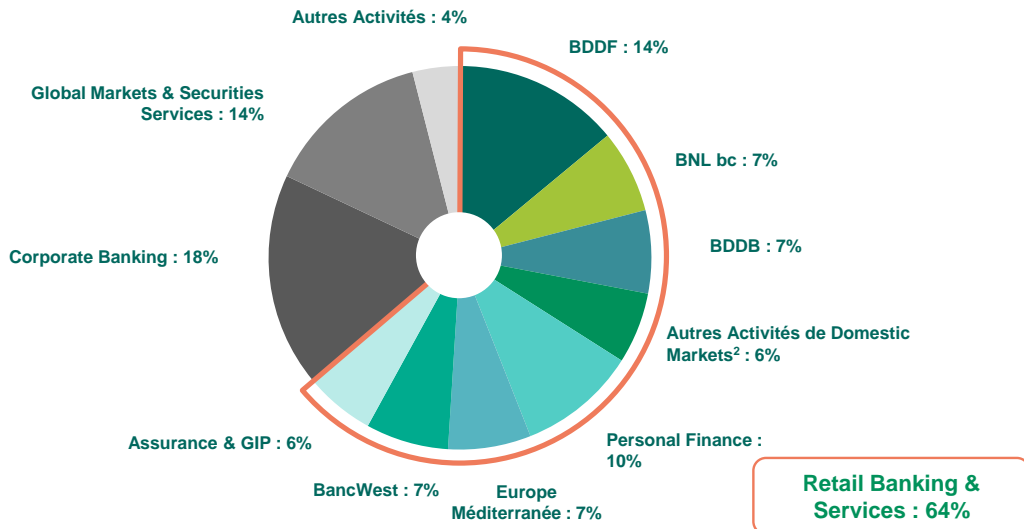
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 90

## Actifs pondérés par métier

● Actifs pondérés Bâle 3<sup>1</sup> par métier au 30.06.2020



1. CDR 4 ; 2. Y compris BDEL

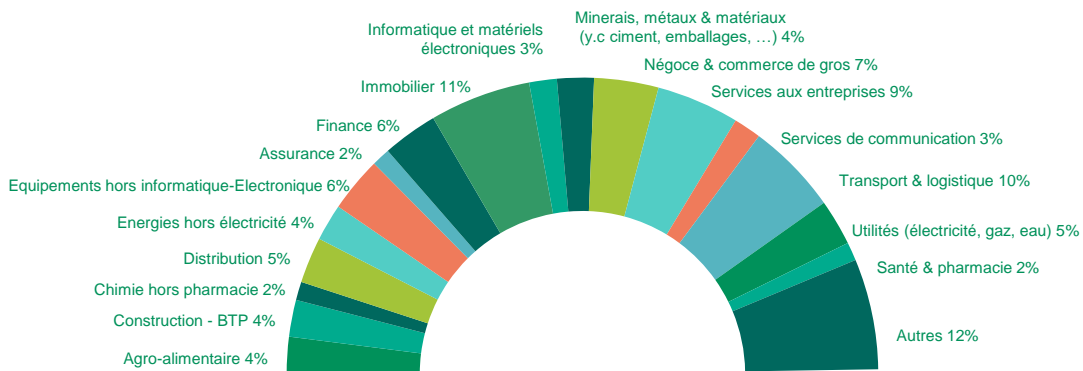


BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 91

## Ventilation des engagements commerciaux par secteur d'activité (classe d'exposition « entreprises »)



**Engagements bruts, bilan et hors bilan, non pondérés de la classe d'exposition « entreprises » = 738 Md€ au 30.06.20,**  
soit 41% du total d'exposition Groupe au risque de crédit (1 792 Md€ au 30.06.20)



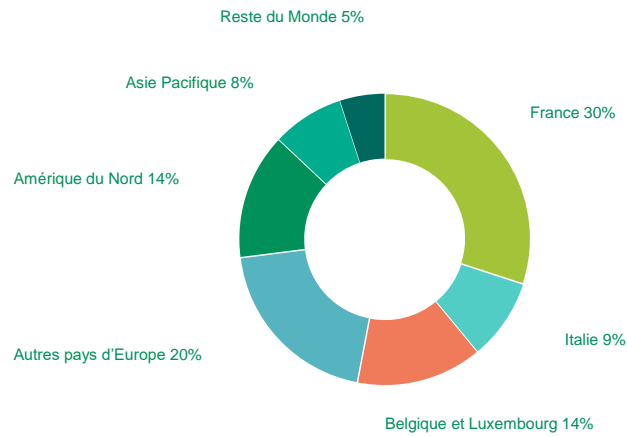
BNP PARIBAS

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 92



## Ventilation des engagements commerciaux par zone géographique



**Engagements bruts, bilan et hors bilan, non pondérés  
= 1 776 Md€<sup>1</sup> au 30.06.20**

1. Hors exposition au risque de crédit par la classe d'exposition "Actions"



**BNP PARIBAS**

La banque d'un monde qui change

Résultats au 30.06.20 | 93

**COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - GROUPE**

	2T20	2T19	2T20 / 2T19	1T20	2T20 / 1T20	1S20	1S19	1S20 / 1S19
<i>En millions d'euros</i>								
<b>Groupe</b>								
<b>Produit net bancaire</b>	<b>11 675</b>	<b>11 224</b>	<b>+4,0%</b>	<b>10 888</b>	<b>+7,2%</b>	<b>22 563</b>	<b>22 368</b>	<b>+0,9%</b>
Frais de gestion	-7 338	-7 435	-1,3%	-8 157	-10,0%	-15 495	-15 884	-2,4%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>4 337</b>	<b>3 789</b>	<b>+14,5%</b>	<b>2 731</b>	<b>+58,8%</b>	<b>7 068</b>	<b>6 484</b>	<b>+9,0%</b>
Coût du risque	-1 447	-621	n.s.	-1 426	+1,5%	-2 873	-1 390	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 890</b>	<b>3 168</b>	<b>-8,8%</b>	<b>1 305</b>	<b>n.s.</b>	<b>4 195</b>	<b>5 094</b>	<b>-17,6%</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	130	180	-27,8%	95	+36,8%	225	314	-28,3%
Autres éléments hors exploitation	106	29	n.s.	395	-73,2%	501	652	-23,2%
<b>Éléments hors exploitation</b>	<b>236</b>	<b>209</b>	<b>+12,9%</b>	<b>490</b>	<b>-51,8%</b>	<b>726</b>	<b>966</b>	<b>-24,8%</b>
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 126</b>	<b>3 377</b>	<b>-7,4%</b>	<b>1 795</b>	<b>+74,2%</b>	<b>4 921</b>	<b>6 060</b>	<b>-18,8%</b>
Impôt sur les bénéfices	-746	-795	-6,2%	-411	+81,5%	-1 157	-1 462	-20,9%
Intérêts minoritaires	-81	-114	-28,9%	-102	-20,6%	-183	-212	-13,7%
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>2 299</b>	<b>2 468</b>	<b>-6,8%</b>	<b>1 282</b>	<b>+79,3%</b>	<b>3 581</b>	<b>4 386</b>	<b>-18,4%</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>62,9%</b>	<b>66,2%</b>	<b>-3,3 pt</b>	<b>74,9%</b>	<b>-12,0 pt</b>	<b>68,7%</b>	<b>71,0%</b>	<b>-2,3 pt</b>

L'information financière de BNP Paribas pour le deuxième trimestre 2020 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée.

L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : <http://invest.bnpparibas.com> dans l'espace « Résultats » et est publiée par BNP Paribas en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

**RÉSULTAT PAR POLE AU DEUXIEME TRIMESTRE 2020**

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 602</b>	<b>4 027</b>	<b>4 123</b>	<b>11 753</b>	<b>-78</b>	<b>11 675</b>	
	var/2T 19	-5,5%	-5,5%	+33,1%	+6,2%	n.s.	+4,0%
	var/1T20	-4,1%	-0,6%	+39,7%	+9,2%	n.s.	+7,2%
Frais de gestion	-2 376	-2 414	-2 220	-7 009	-329	-7 338	
	var/2T 19	-2,8%	-5,7%	+11,2%	+0,2%	-24,7%	-1,3%
	var/1T20	-17,6%	-12,7%	-7,2%	-12,9%	n.s.	-10,0%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>1 226</b>	<b>1 613</b>	<b>1 904</b>	<b>4 743</b>	<b>-406</b>	<b>4 337</b>	
	var/2T 19	-10,3%	-5,3%	+72,7%	+13,7%	+6,0%	+14,5%
	var/1T20	+40,6%	+25,3%	n.s.	+74,5%	n.s.	+68,8%
Coût du risque	-329	-765	-319	-1 414	-33	-1 447	
	var/2T 19	+54,4%	+96,2%	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
	var/1T20	+5,9%	+3,6%	-12,1%	+0,0%	n.s.	+15%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>897</b>	<b>848</b>	<b>1 585</b>	<b>3 329</b>	<b>-439</b>	<b>2 890</b>	
	var/2T 19	-22,2%	-35,4%	+47,0%	-6,1%	+16,6%	-8,8%
	var/1T20	+59,9%	+54,7%	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	116	-3	113	17	130	
Autres éléments hors exploitation	1	-3	6	4	102	106	
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>899</b>	<b>960</b>	<b>1 587</b>	<b>3 446</b>	<b>-320</b>	<b>3 126</b>	
	var/2T 19	-21,8%	-33,4%	+50,0%	-5,6%	+17,8%	-7,4%
	var/1T20	+60,2%	+51,4%	n.s.	n.s.	n.s.	+74,2%

	Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe	
<i>En millions d'euros</i>							
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 602</b>	<b>4 027</b>	<b>4 123</b>	<b>11 753</b>	<b>-78</b>	<b>11 675</b>	
	2T 19	3 810	4 262	3 099	11 171	53	11 224
	1T20	3 757	4 053	2 953	10 762	126	10 888
Frais de gestion	-2 376	-2 414	-2 220	-7 009	-329	-7 338	
	2T 19	-2 443	-2 559	-1 997	-6 999	-436	-7 435
	1T20	-2 885	-2 766	-2 393	-8 043	-114	-8 57
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>	<b>1 226</b>	<b>1 613</b>	<b>1 904</b>	<b>4 743</b>	<b>-406</b>	<b>4 337</b>	
	2T 19	1 367	1 703	1 102	4 172	-383	3 789
	1T20	872	1 287	560	2 719	12	2 731
Coût du risque	-329	-765	-319	-1 414	-33	-1 447	
	2T 19	-213	-390	-24	-628	7	-621
	1T20	-311	-739	-363	-1 413	-13	-1 426
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>897</b>	<b>848</b>	<b>1 585</b>	<b>3 329</b>	<b>-439</b>	<b>2 890</b>	
	2T 19	1 154	1 313	1 078	3 545	-377	3 168
	1T20	561	548	197	1 306	-1	1 305
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	116	-3	113	17	130	
	2T 19	2	149	5	156	24	180
	1T20	0	75	3	77	18	95
Autres éléments hors exploitation	1	-3	6	4	102	106	
	2T 19	-6	-21	-25	-52	81	29
	1T20	0	12	2	14	381	395
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>899</b>	<b>960</b>	<b>1 587</b>	<b>3 446</b>	<b>-320</b>	<b>3 126</b>	
	2T 19	1 149	1 442	1 058	3 649	-272	3 377
	1T20	561	634	202	1 397	398	1 795
Impôt sur les bénéfices							-746
Intérêts minoritaires							-81
<b>Résultat net part du groupe</b>							<b>2 299</b>

**RESULTATS PAR PÔLE AU PREMIER SEMESTRE 2020**

		Domestic Markets	International Financial Services	CIB	Pôles opérationnels	Autres activités	Groupe
<i>En millions d'euros</i>							
<b>Produit net bancaire</b>		<b>7 359</b>	<b>8 080</b>	<b>7 076</b>	<b>22 515</b>	<b>48</b>	<b>22 563</b>
	var/19	-3,5%	-5,4%	+15,9%	+1,1%	-46,5%	+0,9%
Frais de gestion		-5 260	-5 180	-4 612	-15 053	-442	-15 495
	var/19	-15%	-13%	+3,4%	+0,0%	-47,1%	-2,4%
<b>Résultat Brut d'exploitation</b>		<b>2 099</b>	<b>2 900</b>	<b>2 463</b>	<b>7 462</b>	<b>-394</b>	<b>7 068</b>
	var/19	-8,2%	-12,0%	+49,5%	+3,2%	-47,2%	+9,0%
Coût du risque		-641	-1 505	-682	-2 827	-46	-2 873
	var/19	+23,7%	+83,8%	n.s.	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 458</b>	<b>1 396</b>	<b>1 781</b>	<b>4 635</b>	<b>-440</b>	<b>4 195</b>
	var/19	-17,5%	-43,7%	+11,9%	-20,6%	-40,9%	-17,6%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		0	190	0	190	35	225
Autres éléments hors exploitation		1	9	7	18	483	501
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>1 460</b>	<b>1 595</b>	<b>1 789</b>	<b>4 843</b>	<b>78</b>	<b>4 921</b>
	var/19	-17,0%	-41,4%	+13,8%	-20,0%	n.s.	-8,8%
Impôt sur les bénéfices							-1 157
Intérêts minoritaires							-183
<b>Résultat net part du groupe</b>							<b>3 581</b>

**HISTORIQUE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>Groupe</b>						
<b>PNB</b>	<b>11 675</b>	<b>10 888</b>	<b>11 333</b>	<b>10 896</b>	<b>11 224</b>	<b>11 144</b>
Frais de gestion	-7 338	-8 157	-8 032	-7 421	-7 435	-8 449
<b>RBE</b>	<b>4 337</b>	<b>2 731</b>	<b>3 301</b>	<b>3 475</b>	<b>3 789</b>	<b>2 695</b>
Coût du risque	-1 447	-1 426	-966	-847	-621	-769
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>2 890</b>	<b>1 305</b>	<b>2 335</b>	<b>2 628</b>	<b>3 168</b>	<b>1 926</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	130	95	129	143	180	134
Autres éléments hors exploitation	106	395	65	34	29	623
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>3 126</b>	<b>1 795</b>	<b>2 529</b>	<b>2 805</b>	<b>3 377</b>	<b>2 683</b>
Impôt sur les bénéfices	-746	-411	-582	-767	-795	-667
Intérêts minoritaires	-81	-102	-98	-100	-114	-98
<b>Résultat net part du groupe</b>	<b>2 299</b>	<b>1 282</b>	<b>1 849</b>	<b>1 938</b>	<b>2 468</b>	<b>1 918</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>62,9%</b>	<b>74,9%</b>	<b>70,9%</b>	<b>68,1%</b>	<b>66,2%</b>	<b>75,8%</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>RETAIL BANKING &amp; SERVICES - HORS EFFETS PEL/CEL</b>						
<b>PNB</b>	<b>7 615</b>	<b>7 823</b>	<b>8 286</b>	<b>8 006</b>	<b>8 045</b>	<b>8 096</b>
Frais de gestion	-4 790	-5 650	-5 274	-5 084	-5 002	-5 586
<b>RBE</b>	<b>2 825</b>	<b>2 172</b>	<b>3 012</b>	<b>2 922</b>	<b>3 042</b>	<b>2 510</b>
Coût du risque	-1 095	-1 050	-826	-765	-604	-733
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 730</b>	<b>1 122</b>	<b>2 187</b>	<b>2 158</b>	<b>2 439</b>	<b>1 777</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	116	74	111	119	151	108
Autres éléments hors exploitation	-2	12	-4	3	-27	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 845</b>	<b>1 208</b>	<b>2 294</b>	<b>2 280</b>	<b>2 563</b>	<b>1 886</b>
<b>Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)</b>	<b>55,8</b>	<b>55,8</b>	<b>54,9</b>	<b>54,7</b>	<b>54,6</b>	<b>54,3</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>Retail Banking and Services</b>						
<b>PNB</b>	<b>7 630</b>	<b>7 810</b>	<b>8 278</b>	<b>7 997</b>	<b>8 072</b>	<b>8 099</b>
Frais de gestion	-4 790	-5 650	-5 274	-5 084	-5 002	-5 586
<b>RBE</b>	<b>2 840</b>	<b>2 159</b>	<b>3 004</b>	<b>2 913</b>	<b>3 070</b>	<b>2 513</b>
Coût du risque	-1 095	-1 050	-826	-765	-604	-733
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 745</b>	<b>1 109</b>	<b>2 178</b>	<b>2 148</b>	<b>2 467</b>	<b>1 780</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	116	74	111	119	151	108
Autres éléments hors exploitation	-2	12	-4	3	-27	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 859</b>	<b>1 195</b>	<b>2 286</b>	<b>2 270</b>	<b>2 591</b>	<b>1 889</b>
<b>Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)</b>	<b>55,8</b>	<b>55,8</b>	<b>54,9</b>	<b>54,7</b>	<b>54,6</b>	<b>54,3</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>DOMESTIC MARKETS - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de BP France, Italie, Belgique, Luxembourg)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>3 721</b>	<b>3 913</b>	<b>4 036</b>	<b>3 892</b>	<b>3 925</b>	<b>3 961</b>
Frais de gestion	-2 446	-2 970	-2 635	-2 607	-2 516	-2 983
<b>RBE</b>	<b>1 276</b>	<b>943</b>	<b>1 402</b>	<b>1 285</b>	<b>1 408</b>	<b>978</b>
Coût du risque	-331	-313	-254	-245	-214	-307
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>944</b>	<b>630</b>	<b>1 147</b>	<b>1 040</b>	<b>1 194</b>	<b>671</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	4	1	2	-6
Autres éléments hors exploitation	1	1	4	2	-6	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>946</b>	<b>630</b>	<b>1 156</b>	<b>1 043</b>	<b>1 190</b>	<b>666</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	62	56	62	67	68	58
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>884</b>	<b>574</b>	<b>1 093</b>	<b>975</b>	<b>1 122</b>	<b>608</b>
<b>Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)</b>	<b>26,1</b>	<b>26,0</b>	<b>25,7</b>	<b>25,7</b>	<b>25,7</b>	<b>25,5</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>DOMESTIC MARKETS (Intégrant 2/3 de BP France, Italie, Belgique et Luxembourg)</b>						
<b>PNB</b>	<b>3 602</b>	<b>3 757</b>	<b>3 887</b>	<b>3 748</b>	<b>3 810</b>	<b>3 816</b>
Frais de gestion	-2 376	-2 885	-2 559	-2 539	-2 443	-2 897
<b>RBE</b>	<b>1 226</b>	<b>872</b>	<b>1 328</b>	<b>1 209</b>	<b>1 367</b>	<b>919</b>
Coût du risque	-329	-311	-252	-246	-213	-305
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>897</b>	<b>561</b>	<b>1 077</b>	<b>963</b>	<b>1 154</b>	<b>615</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	1	0	4	1	2	-6
Autres éléments hors exploitation	1	0	4	2	-6	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>899</b>	<b>561</b>	<b>1 085</b>	<b>966</b>	<b>1 149</b>	<b>610</b>
<b>Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)</b>	<b>26,1</b>	<b>26,0</b>	<b>25,7</b>	<b>25,7</b>	<b>25,7</b>	<b>25,5</b>

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 100% de Banque Privée France)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>1 423</b>	<b>1 511</b>	<b>1 560</b>	<b>1 558</b>	<b>1 624</b>	<b>1 597</b>
<i>Dont revenus d'intérêt</i>	788	810	881	891	916	915
<i>Dont commissions</i>	634	702	679	667	708	682
Frais de gestion	-1 074	-1 166	-1 152	-1 163	-1 102	-1 186
<b>RBE</b>	<b>349</b>	<b>345</b>	<b>408</b>	<b>396</b>	<b>522</b>	<b>412</b>
Coût du risque	-90	-101	-98	-75	-83	-72
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>259</b>	<b>244</b>	<b>310</b>	<b>320</b>	<b>440</b>	<b>340</b>
Éléments hors exploitation	0	-1	6	0	0	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>259</b>	<b>244</b>	<b>316</b>	<b>320</b>	<b>440</b>	<b>340</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-33	-35	-32	-40	-37	-34
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>226</b>	<b>209</b>	<b>283</b>	<b>281</b>	<b>402</b>	<b>306</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,8	10,6	10,1	10,0	9,9	9,8

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>BANQUE DE DETAIL EN FRANCE - HORS EFFETS PEL/CEL (Intégrant 100% de Banque Privée France)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>1 408</b>	<b>1 524</b>	<b>1 569</b>	<b>1 568</b>	<b>1 596</b>	<b>1 595</b>
<i>Dont revenus d'intérêt</i>	774	823	889	901	889	912
<i>Dont commissions</i>	634	702	679	667	708	682
Frais de gestion	-1 074	-1 166	-1 152	-1 163	-1 102	-1 186
<b>RBE</b>	<b>334</b>	<b>358</b>	<b>417</b>	<b>405</b>	<b>495</b>	<b>409</b>
Coût du risque	-90	-101	-98	-75	-83	-72
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>244</b>	<b>257</b>	<b>318</b>	<b>330</b>	<b>412</b>	<b>337</b>
Éléments hors exploitation	0	-1	6	0	0	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>245</b>	<b>257</b>	<b>324</b>	<b>330</b>	<b>412</b>	<b>338</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-33	-35	-32	-40	-37	-34
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>212</b>	<b>222</b>	<b>292</b>	<b>290</b>	<b>374</b>	<b>304</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,8	10,6	10,1	10,0	9,9	9,8

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>BANQUE DE DETAIL EN FRANCE (Intégrant 2/3 de Banque Privée France)</b>						
<b>PNB</b>	<b>1 354</b>	<b>1 437</b>	<b>1 489</b>	<b>1 490</b>	<b>1 549</b>	<b>1 522</b>
Frais de gestion	-1 040	-1 129	-1 116	-1 133	-1 065	-1 147
<b>RBE</b>	<b>314</b>	<b>308</b>	<b>373</b>	<b>357</b>	<b>484</b>	<b>376</b>
Coût du risque	-88	-99	-96	-77	-81	-70
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>226</b>	<b>209</b>	<b>277</b>	<b>281</b>	<b>402</b>	<b>305</b>
Éléments hors exploitation	0	-1	6	0	0	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>226</b>	<b>209</b>	<b>283</b>	<b>281</b>	<b>402</b>	<b>306</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	10,8	10,6	10,1	10,0	9,9	9,8

\*\* Rappel Provision PEL/CEL : provision, comptabilisée dans le PNB de la Banque de Détail en France, en regard du risque généré par les Plans Epargne Logement (PEL) et Comptes Epargne Logement (CEL) sur l'ensemble de leur durée

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>Effet PEL-CEL</b>	<b>15</b>	<b>-13</b>	<b>-9</b>	<b>-10</b>	<b>28</b>	<b>2</b>

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
BNL banca commerciale (Intégrant 100% de Banque Privée Italie)*						
<b>PNB</b>	<b>649</b>	<b>659</b>	<b>755</b>	<b>663</b>	<b>684</b>	<b>675</b>
Frais de gestion	-422	-465	-450	-446	-433	-470
<b>RBE</b>	<b>227</b>	<b>194</b>	<b>305</b>	<b>217</b>	<b>251</b>	<b>205</b>
Coût du risque	-122	-120	-109	-109	-107	-165
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>105</b>	<b>74</b>	<b>196</b>	<b>108</b>	<b>144</b>	<b>40</b>
Éléments hors exploitation	-2	0	-4	0	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>104</b>	<b>73</b>	<b>191</b>	<b>108</b>	<b>144</b>	<b>40</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-9	-10	-10	-10	-11	-10
<b>Résultat avant impôt de BNL bc</b>	<b>95</b>	<b>64</b>	<b>181</b>	<b>98</b>	<b>133</b>	<b>30</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
BNL banca commerciale (Intégrant 2/3 de Banque Privée Italie)						
<b>PNB</b>	<b>629</b>	<b>637</b>	<b>732</b>	<b>641</b>	<b>663</b>	<b>654</b>
Frais de gestion	-410	-453	-438	-434	-422	-460
<b>RBE</b>	<b>218</b>	<b>184</b>	<b>295</b>	<b>207</b>	<b>241</b>	<b>195</b>
Coût du risque	-122	-120	-109	-109	-108	-164
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>96</b>	<b>64</b>	<b>186</b>	<b>98</b>	<b>133</b>	<b>30</b>
Éléments hors exploitation	-2	0	-4	0	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>95</b>	<b>64</b>	<b>181</b>	<b>98</b>	<b>133</b>	<b>30</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 100% de Banque Privée Belgique)*						
<b>PNB</b>	<b>835</b>	<b>885</b>	<b>878</b>	<b>853</b>	<b>878</b>	<b>915</b>
Frais de gestion	-499	-830	-560	-541	-535	-844
<b>RBE</b>	<b>336</b>	<b>55</b>	<b>318</b>	<b>312</b>	<b>342</b>	<b>71</b>
Coût du risque	-80	-54	-5	-20	3	-34
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>256</b>	<b>0</b>	<b>313</b>	<b>292</b>	<b>345</b>	<b>37</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	4	6	5	5	-3
Autres éléments hors exploitation	2	1	2	1	-6	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>262</b>	<b>5</b>	<b>321</b>	<b>298</b>	<b>344</b>	<b>35</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-19	-10	-19	-17	-19	-14
<b>Résultat avant impôt de BDDB</b>	<b>243</b>	<b>-4</b>	<b>302</b>	<b>281</b>	<b>325</b>	<b>21</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,8

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
BANQUE DE DETAIL EN BELGIQUE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Belgique)						
<b>PNB</b>	<b>794</b>	<b>842</b>	<b>836</b>	<b>813</b>	<b>836</b>	<b>868</b>
Frais de gestion	-477	-797	-536	-519	-512	-811
<b>RBE</b>	<b>317</b>	<b>45</b>	<b>300</b>	<b>295</b>	<b>323</b>	<b>57</b>
Coût du risque	-79	-54	-5	-20	3	-33
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>237</b>	<b>-9</b>	<b>294</b>	<b>275</b>	<b>326</b>	<b>24</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4	4	6	5	5	-3
Autres éléments hors exploitation	2	1	2	1	-6	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>243</b>	<b>-4</b>	<b>302</b>	<b>281</b>	<b>325</b>	<b>21</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,6	5,7	5,8	5,8	5,9	5,8

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt



<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 100% de Banque Privée Luxembourg)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>829</b>	<b>845</b>	<b>834</b>	<b>807</b>	<b>767</b>	<b>776</b>
Frais de gestion	-451	-508	-473	-457	-447	-483
<b>RBE</b>	<b>378</b>	<b>337</b>	<b>362</b>	<b>351</b>	<b>320</b>	<b>292</b>
Coût du risque	-40	-38	-42	-41	-27	-37
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>339</b>	<b>299</b>	<b>320</b>	<b>310</b>	<b>293</b>	<b>256</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-3	-4	-2	-4	-4	-3
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	1	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>336</b>	<b>295</b>	<b>318</b>	<b>307</b>	<b>290</b>	<b>253</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-2	-1	-1	-1	0
<b>Résultat avant impôt de Autres Domestic Markets</b>	<b>335</b>	<b>293</b>	<b>318</b>	<b>306</b>	<b>289</b>	<b>253</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,4	4,4	4,5	4,6	4,6	4,5

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>AUTRES ACTIVITES DE DOMESTIC MARKETS Y COMPRIS LUXEMBOURG (Intégrant 2/3 de Banque Privée Luxembourg)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>825</b>	<b>841</b>	<b>830</b>	<b>804</b>	<b>763</b>	<b>772</b>
Frais de gestion	-448	-505	-469	-454	-444	-480
<b>RBE</b>	<b>377</b>	<b>335</b>	<b>361</b>	<b>350</b>	<b>319</b>	<b>292</b>
Coût du risque	-40	-38	-42	-41	-27	-37
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>337</b>	<b>297</b>	<b>319</b>	<b>309</b>	<b>292</b>	<b>255</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-3	-4	-2	-4	-4	-3
Autres éléments hors exploitation	0	0	0	1	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>335</b>	<b>293</b>	<b>318</b>	<b>306</b>	<b>289</b>	<b>253</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	4,4	4,4	4,5	4,6	4,6	4,5

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES</b>						
<b>PNB</b>	<b>4 027</b>	<b>4 053</b>	<b>4 391</b>	<b>4 248</b>	<b>4 262</b>	<b>4 282</b>
Frais de gestion	-2 414	-2 766	-2 715	-2 545	-2 559	-2 688
<b>RBE</b>	<b>1 613</b>	<b>1 287</b>	<b>1 675</b>	<b>1 704</b>	<b>1 703</b>	<b>1 594</b>
Coût du risque	-765	-739	-574	-518	-390	-428
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>848</b>	<b>548</b>	<b>1 101</b>	<b>1 186</b>	<b>1 313</b>	<b>1 165</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	116	75	107	118	149	113
Autres éléments hors exploitation	-3	12	-8	1	-21	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>960</b>	<b>634</b>	<b>1 201</b>	<b>1 305</b>	<b>1 442</b>	<b>1 279</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	29,8	29,8	29,2	29,1	28,9	28,8
<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>Personal Finance</b>						
<b>PNB</b>	<b>1 302</b>	<b>1 475</b>	<b>1 485</b>	<b>1 444</b>	<b>1 440</b>	<b>1 427</b>
Frais de gestion	-641	-787	-721	-664	-702	-770
<b>RBE</b>	<b>661</b>	<b>688</b>	<b>764</b>	<b>781</b>	<b>738</b>	<b>656</b>
Coût du risque	-450	-582	-370	-366	-289	-329
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>211</b>	<b>105</b>	<b>394</b>	<b>415</b>	<b>449</b>	<b>327</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-5	8	-9	19	17	13
Autres éléments hors exploitation	4	0	-11	0	-13	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>210</b>	<b>113</b>	<b>374</b>	<b>434</b>	<b>454</b>	<b>340</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,1	8,1	7,9	8,0	7,9	7,8
<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 100% de Banque Privée Turquie)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>609</b>	<b>665</b>	<b>702</b>	<b>657</b>	<b>674</b>	<b>665</b>
Frais de gestion	-414	-490	-459	-439	-445	-456
<b>RBE</b>	<b>196</b>	<b>175</b>	<b>243</b>	<b>218</b>	<b>230</b>	<b>210</b>
Coût du risque	-143	-86	-113	-112	-97	-77
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>53</b>	<b>89</b>	<b>129</b>	<b>107</b>	<b>132</b>	<b>133</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	53	55	61	44	66	53
Autres éléments hors exploitation	-25	3	8	-1	0	0
<b>Résultat avant impôt de EM</b>	<b>80</b>	<b>147</b>	<b>198</b>	<b>150</b>	<b>198</b>	<b>186</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-1	-3	-1	-1	-1	-1
<b>Résultat avant impôt de EM</b>	<b>79</b>	<b>144</b>	<b>197</b>	<b>150</b>	<b>197</b>	<b>185</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3
<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>EUROPE MEDITERRANEE (Intégrant 2/3 de Banque Privée Turquie)</b>						
<b>PNB</b>	<b>606</b>	<b>660</b>	<b>699</b>	<b>655</b>	<b>672</b>	<b>663</b>
Frais de gestion	-411	-488	-458	-438	-444	-455
<b>RBE</b>	<b>194</b>	<b>172</b>	<b>241</b>	<b>217</b>	<b>228</b>	<b>209</b>
Coût du risque	-143	-86	-113	-111	-97	-77
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>51</b>	<b>86</b>	<b>128</b>	<b>106</b>	<b>131</b>	<b>132</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	53	55	61	44	66	53
Autres éléments hors exploitation	-25	3	8	-1	0	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>79</b>	<b>144</b>	<b>197</b>	<b>150</b>	<b>197</b>	<b>185</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3	5,3

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>BANCWEST (Intégrant 100% de Banque Privée Etats-Unis)*</b>						
<b>PNB</b>	<b>629</b>	<b>611</b>	<b>611</b>	<b>601</b>	<b>593</b>	<b>569</b>
Frais de gestion	-432	-465	-406	-433	-431	-442
<b>RBE</b>	<b>197</b>	<b>146</b>	<b>205</b>	<b>168</b>	<b>162</b>	<b>127</b>
Coût du risque	-167	-62	-84	-43	-2	-18
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>30</b>	<b>83</b>	<b>121</b>	<b>125</b>	<b>160</b>	<b>109</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	0	0	0	0	0	0
Autres éléments hors exploitation	-3	0	-5	1	1	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>27</b>	<b>83</b>	<b>116</b>	<b>126</b>	<b>161</b>	<b>109</b>
Résultat attribuable à Gestion Institutionnelle et Privée	-5	-5	-6	-7	-7	-8
<b>RNAI</b>	<b>22</b>	<b>78</b>	<b>110</b>	<b>119</b>	<b>153</b>	<b>101</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,7	5,7	5,4	5,4	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>BANCWEST (Intégrant 2/3 de Banque Privée Etats-Unis)</b>						
<b>PNB</b>	<b>614</b>	<b>596</b>	<b>595</b>	<b>585</b>	<b>576</b>	<b>553</b>
Frais de gestion	-422	-455	-396	-423	-421	-433
<b>RBE</b>	<b>192</b>	<b>141</b>	<b>199</b>	<b>161</b>	<b>155</b>	<b>119</b>
Coût du risque	-167	-62	-84	-43	-2	-18
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>25</b>	<b>78</b>	<b>115</b>	<b>118</b>	<b>152</b>	<b>101</b>
Éléments hors exploitation	-3	0	-5	1	1	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>22</b>	<b>78</b>	<b>110</b>	<b>119</b>	<b>153</b>	<b>101</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	5,7	5,7	5,4	5,4	5,3	5,3

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>Assurance</b>						
<b>PNB</b>	<b>828</b>	<b>579</b>	<b>654</b>	<b>761</b>	<b>779</b>	<b>874</b>
Frais de gestion	-339	-393	-380	-370	-360	-389
<b>RBE</b>	<b>489</b>	<b>186</b>	<b>274</b>	<b>390</b>	<b>419</b>	<b>484</b>
Coût du risque	-2	1	-1	-2	1	-2
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>487</b>	<b>187</b>	<b>273</b>	<b>389</b>	<b>420</b>	<b>482</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	39	1	30	43	57	37
Autres éléments hors exploitation	21	9	0	0	-16	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>548</b>	<b>197</b>	<b>304</b>	<b>432</b>	<b>461</b>	<b>520</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	8,5	8,6	8,4	8,4	8,3	8,4

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>GESTION INSTITUTIONNELLE ET PRIVEE</b>						
<b>PNB</b>	<b>678</b>	<b>743</b>	<b>957</b>	<b>803</b>	<b>795</b>	<b>766</b>
Frais de gestion	-601	-642	-760	-649	-632	-641
<b>RBE</b>	<b>77</b>	<b>101</b>	<b>197</b>	<b>154</b>	<b>163</b>	<b>125</b>
Coût du risque	-4	-9	-6	4	-2	-2
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>74</b>	<b>92</b>	<b>191</b>	<b>157</b>	<b>161</b>	<b>123</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	28	11	25	12	10	10
Autres éléments hors exploitation	0	0	-1	0	7	0
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>102</b>	<b>102</b>	<b>216</b>	<b>170</b>	<b>177</b>	<b>132</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0

\* Intégrant 100% de la Banque Privée pour les lignes PNB à Résultat avant impôt

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>CORPORATE AND INSTITUTIONAL BANKING</b>						
<b>PNB</b>	<b>4 123</b>	<b>2 953</b>	<b>3 101</b>	<b>2 873</b>	<b>3 099</b>	<b>3 008</b>
Frais de gestion	-2 220	-2 393	-2 229	-1 974	-1 997	-2 463
<b>RBE</b>	<b>1 904</b>	<b>560</b>	<b>871</b>	<b>898</b>	<b>1 102</b>	<b>545</b>
Coût du risque	-319	-363	-80	-81	-24	-32
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 585</b>	<b>197</b>	<b>791</b>	<b>817</b>	<b>1 078</b>	<b>513</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-3	3	4	5	5	2
Autres éléments hors exploitation	6	2	6	11	-25	-2
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 587</b>	<b>202</b>	<b>801</b>	<b>834</b>	<b>1 058</b>	<b>514</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	24,3	22,3	21,7	21,6	21,3	20,7
<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>CORPORATE BANKING</b>						
<b>PNB</b>	<b>1 258</b>	<b>1 070</b>	<b>1 210</b>	<b>1 039</b>	<b>1 094</b>	<b>969</b>
Frais de gestion	-632	-748	-668	-600	-607	-724
<b>RBE</b>	<b>627</b>	<b>321</b>	<b>541</b>	<b>440</b>	<b>487</b>	<b>245</b>
Coût du risque	-366	-201	-80	-88	-21	-35
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>261</b>	<b>121</b>	<b>461</b>	<b>352</b>	<b>467</b>	<b>210</b>
Éléments hors exploitation	-2	3	3	4	3	3
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>259</b>	<b>124</b>	<b>464</b>	<b>356</b>	<b>470</b>	<b>213</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	13,6	13,0	12,5	12,5	12,4	12,2
<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>GLOBAL MARKETS</b>						
<b>PNB</b>	<b>2 304</b>	<b>1 306</b>	<b>1 340</b>	<b>1 299</b>	<b>1 409</b>	<b>1 523</b>
<i>dont FICC</i>	<i>2 013</i>	<i>1 392</i>	<i>820</i>	<i>915</i>	<i>793</i>	<i>1 035</i>
<i>dont Equity &amp; Prime Services</i>	<i>290</i>	<i>-87</i>	<i>520</i>	<i>384</i>	<i>615</i>	<i>488</i>
Frais de gestion	-1 137	-1 162	-1 117	-926	-913	-1 276
<b>RBE</b>	<b>1 167</b>	<b>143</b>	<b>223</b>	<b>373</b>	<b>496</b>	<b>248</b>
Coût du risque	45	-161	0	4	-6	3
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 212</b>	<b>-17</b>	<b>222</b>	<b>377</b>	<b>491</b>	<b>251</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-2	1	0	1	1	0
Autres éléments hors exploitation	3	0	6	9	-25	1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 214</b>	<b>-17</b>	<b>229</b>	<b>387</b>	<b>467</b>	<b>252</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	9,8	8,4	8,3	8,1	8,0	7,7
<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>SECURITIES SERVICES</b>						
<b>PNB</b>	<b>561</b>	<b>577</b>	<b>551</b>	<b>535</b>	<b>596</b>	<b>516</b>
Frais de gestion	-451	-482	-444	-449	-477	-463
<b>RBE</b>	<b>109</b>	<b>95</b>	<b>107</b>	<b>86</b>	<b>119</b>	<b>53</b>
Coût du risque	2	-2	0	2	2	-1
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>111</b>	<b>93</b>	<b>108</b>	<b>88</b>	<b>121</b>	<b>52</b>
Éléments hors exploitation	3	2	0	2	0	-3
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>114</b>	<b>95</b>	<b>108</b>	<b>91</b>	<b>121</b>	<b>50</b>
Fonds propres alloués (Md€, sur la période cumulée)	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8

<i>En millions d'euros</i>	<b>2T20</b>	<b>1T20</b>	<b>4T19</b>	<b>3T19</b>	<b>2T19</b>	<b>1T19</b>
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>						
<b>PNB</b>	<b>-78</b>	<b>126</b>	<b>-45</b>	<b>27</b>	<b>53</b>	<b>37</b>
<i>Frais de gestion</i>	-329	-114	-529	-363	-436	-400
<i>Dont coûts de transformation, coûts de restructuration et coûts d'adaptation</i>	-75	-79	-420	-256	-335	-206
<b>RBE</b>	<b>-406</b>	<b>12</b>	<b>-574</b>	<b>-336</b>	<b>-383</b>	<b>-363</b>
Coût du risque	-33	-13	-60	-1	7	-4
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-439</b>	<b>-1</b>	<b>-634</b>	<b>-337</b>	<b>-377</b>	<b>-367</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	17	18	14	19	24	24
Autres éléments hors exploitation	102	381	62	20	81	623
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>-320</b>	<b>398</b>	<b>-558</b>	<b>-299</b>	<b>-272</b>	<b>280</b>

**Indicateurs alternatifs de performance - Article 223-1 du Règlement Général de l'AMF**

Indicateurs Alternatifs de Performance	Définition	Justification de l'utilisation
<b>Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels (PNB, frais de gestion, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)</b>	Somme des agrégats du compte de résultat de Domestic Markets (avec les agrégats du compte de résultat de Domestic Markets, incluant 2/3 de la banque privée en France, en Italie, en Belgique et au Luxembourg), IFS et CIB Agrégats du compte de résultat du Groupe BNP Paribas = Agrégats du compte de résultat des Pôles Opérationnels + agrégats du compte de résultat de Autres Activités La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Résultats par pôle »	Mesure représentative de la performance opérationnelle du Groupe BNP Paribas
<b>Agrégats du compte de résultat hors effet PEL/CEL (PNB, résultat brut d'exploitation, résultat d'exploitation, résultat avant impôt)</b>	Agrégat du compte de résultat hors effet PEL/CEL La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative des agrégats de la période retraités de la variation de provision comptabilisant le risque généré par les PEL et CEL sur l'ensemble de leur durée
<b>Agrégats du compte de résultat d'une activité de Banque de Détail avec 100 % de la Banque Privée</b>	Agrégat du compte de résultat d'une activité de Banque de Détail, incluant la totalité du compte de résultat de la banque privée La réconciliation avec les agrégats du compte de résultat du Groupe est fournie dans les tableaux « Historique des résultats trimestriels »	Mesure représentative de la performance de l'activité d'une Banque de Détail y compris la totalité de la performance de la banque privée (avant partage du compte de résultat avec le métier Wealth Management, la banque privée étant sous la responsabilité conjointe de la Banque de Détail (2/3 du compte de résultat) et du métier Wealth Management (1/3 du compte de résultat)
<b>Évolution des frais de gestion hors impact IFRIC 21</b>	Évolution des frais de gestion excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21	Mesure représentative de l'évolution des frais de gestion au 1 <sup>er</sup> semestre excluant les taxes et contributions soumises à IFRIC 21 comptabilisées dans leur quasi-totalité au 1 <sup>er</sup> semestre pour l'ensemble de l'année, donnée afin d'éviter toute confusion par rapport aux autres périodes.
<b>Coefficient d'exploitation</b>	Rapport entre les coûts et les revenus	Mesure de l'efficacité opérationnelle dans le secteur bancaire
<b>Coût du risque/encours de crédit à la clientèle début de période (en points de base)</b>	Rapport entre coût du risque (en M€) et encours de crédit à la clientèle début de période Les détails du calcul sont fournis dans l'annexe « Coût du risque sur encours » des diapositives de présentation des résultats	Mesure du niveau de risque par métier en pourcentage du volume des encours
<b>Taux de couverture des engagements douteux</b>	Rapport entre les dépréciations stage 3 et les encours dépréciés (stage 3), bilan et hors-bilan, nettes des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)	Mesure du provisionnement des créances douteuses
<b>Résultat net part du Groupe hors exceptionnels</b>	Résultat net part du Groupe retraité des éléments exceptionnels Le détail des éléments exceptionnels est fourni dans la diapositive « Principaux éléments exceptionnels » de présentation des résultats	Mesure du résultat du Groupe BNP Paribas hors éléments non récurrents d'un montant significatif ou éléments ne reflétant pas la performance opérationnelle, notamment les coûts de d'adaptation et de restructuration
<b>Rentabilité des fonds propres (ROE)</b>	Les détails du calcul du ROE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres du Groupe BNP Paribas
<b>Rentabilité des fonds propres tangibles (ROTE)</b>	Les détails du calcul du ROTTE sont fournis dans l'annexe « Rentabilité des Fonds Propres et Capitaux Permanents » des diapositives de présentation des résultats	Mesure de la rentabilité des capitaux propres tangibles du Groupe BNP Paribas

**Note méthodologique – Analyse comparative à périmètre et change constants**

Les modalités de détermination des effets périmètre sont liées à différents types d'opérations (acquisitions, cessions, etc.). L'objectif sous-tendant le calcul des effets périmètre est d'améliorer la comparabilité des données d'une période sur l'autre.

Dans le cas d'acquisitions ou de création de société, l'entité est exclue pour chaque agrégat des résultats à périmètre constant des trimestres de l'exercice courant pour la période correspondante de non détention au cours de l'exercice précédent.

Dans le cas de cessions, les résultats de l'entité sont exclus de manière symétrique pour chaque agrégat sur l'exercice précédent pour les trimestres où l'entité n'est plus détenue.

En cas de changement de méthode de consolidation, les résultats sont présentés au taux d'intégration minimum sur les deux années (exercice courant et exercice antérieur) pour les trimestres faisant l'objet d'un retraitement à périmètre constant.

Le principe retenu par le Groupe BNP Paribas pour élaborer les analyses à change constant est de recalculer les résultats du trimestre de l'année N-1 (trimestre de référence) en les convertissant au cours de change du trimestre équivalent de l'année N (trimestre analysé). L'ensemble de ces calculs est effectué par rapport à la devise de reporting de l'entité.

**Rappel**

**Produit Net Bancaire (PNB) :** dans l'ensemble du document, les termes « Produit Net Bancaire » ou « Revenus » sont utilisés indifféremment.

**Frais de gestion :** correspondent à la somme des Frais de personnel, Autres charges générales d'exploitation, Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles. Dans l'ensemble du document, les termes « Frais de gestion » ou « Coûts » peuvent être utilisés indifféremment.

**Pôles Opérationnels :** ils regroupent les trois pôles suivants :

- Domestic Markets composé de : Banque De Détail en France (BDDF), BNL banca commerciale (BNL bc), Banque De Détail en Belgique (BDDB), Autres activités de Domestic Markets qui comprend Arval, Leasing Solutions, Personal Investors, Compte-Nickel et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
- International Financial Services (IFS) composé de : Europe Méditerranée, BancWest, Personal Finance, Assurance, Gestion Institutionnelle et Privée (GIP) qui comprend Gestion d'actifs, Wealth Management et Real Estate ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant : Corporate Banking, Global Markets, Securities Services.

### 1.3 Notations long-terme

Notation LT/CT	S&P	Fitch	Moody's	DBRS
Au 5 mai 2020	A+/A-1 (perspective negative)	AA-/F1+ (Rating Watch Negative)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Au 31 juillet 2020	A+/A-1 (perspective negative)	AA-/F1+ (Rating Watch Negative)	Aa3/Prime-1 (perspective stable)	AA (low)/R-1 (middle) (perspective stable)
Date de la dernière revue	23 avril 2020	28 mai 2020	9 décembre 2019	10 juillet 2020



## 2. INFORMATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2020 :

### 2.1 Etats financiers au 30 juin 2020

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1<sup>er</sup> semestre 2020



Comptes non audités

# SOMMAIRE

<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>84</b>
<b>COMPTE DE RESULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2020 .....</b>	<b>84</b>
<b>ETAT DU RESULTAT NET ET DES VARIATIONS D'ACTIFS ET DE PASSIFS COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>85</b>
<b>BILAN AU 30 JUIN 2020 .....</b>	<b>86</b>
<b>TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE 2020.....</b>	<b>87</b>
<b>TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES .....</b>	<b>89</b>
<b>NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS .....</b>	<b>91</b>
<b>1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE</b>	<b>91</b>
1.a Normes comptables	91
1.b Principes de consolidation	93
1.c Conversion des opérations en devises	99
1.d Marge d'intérêts, commissions et produits des autres activités	99
1.e Actifs et passifs financiers	102
1.f Normes comptables propres aux activités d'assurance	116
1.g Immobilisations	120
1.h Contrats de location	121
1.i Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	122
1.j Avantages bénéficiant au personnel	123
1.k Paiements à base d'actions	124
1.l Provisions de passif	125
1.m Impôt courant et différé	125
1.n Tableau des flux de trésorerie	126
1.o Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers	126
<b>2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2020</b>	<b>128</b>
2.a Marge d'intérêts	128
2.b Commissions	129
2.c Gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat	130
2.d Gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres	131
2.e Produits nets des activités d'assurance	132
2.f Produits et charges des autres activités	132
2.g Autres charges générales d'exploitation	132
2.h Coût du risque	133
2.i Impôts sur les bénéfices	140
<b>3. INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	<b>141</b>
<b>4. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 30 JUIN 2020</b>	<b>144</b>
4.a Instruments financiers en valeur de marché par résultat	144
4.b Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	146
4.c Mesure de la valeur de marché des instruments financiers	147
4.d Actifs financiers au coût amorti	159
4.e Encours dépréciés (strate 3)	160
4.f Dettes au coût amorti envers les établissements de crédit et la clientèle	161
4.g Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées	162
4.h Placements des activités d'assurance	164
4.i Provisions techniques et autres passifs d'assurance	166
4.j Impôts courants et différés	167
4.k Comptes de régularisation, actifs et passifs divers	167
4.l Ecart d'acquisition	168
4.m Provisions pour risques et charges	169
4.n Compensation des actifs et passifs financiers	170
<b>5. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS</b>	<b>173</b>
5.a Engagements de financement donnés ou reçus	173
5.b Engagements de garantie donnés par signature	173
5.c Engagements sur titres	174

<b>6.</b>	<b>INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES</b>	<b>175</b>
6.a	Evolution du capital et résultat par action	175
6.b	Passifs éventuels : procédures judiciaires et d'arbitrage	179
6.c	Regroupement d'entreprises et perte de contrôle ou d'influence notable	181
6.d	Intérêts minoritaires	182
6.e	Valeur de marché des instruments financiers comptabilisés au coût amorti	185
6.f	Périmètre de consolidation	187

## ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

**établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne**

Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux semestres 2020 et 2019. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe I au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2018 est consultable dans l'actualisation du 31 juillet 2019, enregistrée sous le numéro D.19-0114-A01, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019 sous le numéro D.19-0114.

### COMPTE DE RESULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2020

En millions d'euros	Notes	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Intérêts et produits assimilés	2.a	17 549	19 167
Intérêts et charges assimilées	2.a	(6 842)	(8 669)
Commissions (produits)	2.b	6 722	6 334
Commissions (charges)	2.b	(1 927)	(1 865)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	2.c	3 836	3 690
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	2.d	146	218
Gains nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		43	2
Produits nets des activités d'assurance	2.e	2 100	2 318
Produits des autres activités	2.f	6 072	6 675
Charges des autres activités	2.f	(5 136)	(5 502)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>22 563</b>	<b>22 368</b>
Frais de personnel		(8 470)	(8 667)
Autres charges générales d'exploitation	2.g	(5 833)	(5 973)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(1 192)	(1 244)
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>7 068</b>	<b>6 484</b>
Coût du risque	2.h	(2 873)	(1 390)
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>4 195</b>	<b>5 094</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		225	314
Gains nets sur autres actifs immobilisés		500	1 471
Ecart d'acquisition	4.l	1	(819)
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>4 921</b>	<b>6 060</b>
Impôt sur les bénéfices	2.i	(1 157)	(1 462)
<b>RESULTAT NET</b>		<b>3 764</b>	<b>4 598</b>
dont intérêts minoritaires		183	212
<b>RESULTAT NET, PART DU GROUPE</b>		<b>3 581</b>	<b>4 386</b>
Résultat par action	6.a	2,69	3,35
Résultat dilué par action	6.a	2,69	3,35

# ETAT DU RESULTAT NET ET DES VARIATIONS D'ACTIFS ET DE PASSIFS COMPTABILISEES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
<b>Résultat net</b>	<b>3 764</b>	<b>4 598</b>
<b>Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres</b>	<b>(970)</b>	<b>1 003</b>
<b>Eléments pouvant être rapportés au résultat</b>	<b>(1 004)</b>	<b>1 110</b>
- Variations de valeur des éléments relatifs aux parités monétaires	(1 458)	142
- Variations de valeur des actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
<i>Variations de valeur portées en capitaux propres</i>	125	231
<i>Variations de valeur rapportées au résultat de la période</i>	(36)	(132)
- Variations de valeur des placements des activités d'assurance		
<i>Variations de valeur portées en capitaux propres</i>	(262)	753
<i>Variations de valeur rapportées au résultat de la période</i>	(28)	(50)
- Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture		
<i>Variations de valeur portées en capitaux propres</i>	1 047	492
<i>Variations de valeur rapportées au résultat de la période</i>	(23)	(125)
- Impôts sur les bénéfices	(206)	(359)
- Variations de valeur des éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence nettes d'impôt	(163)	158
<b>Eléments ne pouvant être rapportés au résultat</b>	<b>34</b>	<b>(107)</b>
- Variations de valeur des actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres sur option	(170)	146
- Réévaluation des dettes imputable au risque émetteur du Groupe BNP Paribas	327	28
- Effets des réestimations sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	(55)	(303)
- Impôts sur les bénéfices	(61)	43
- Variations de valeur des éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence nettes d'impôt	(7)	(21)
<b>Total</b>	<b>2 794</b>	<b>5 601</b>
- Part du Groupe	2 654	5 386
- Part des minoritaires	140	215

**BILAN AU 30 JUIN 2020**

En millions d'euros, au	Notes	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>ACTIF</b>			
Caisse, banques centrales		281 632	155 135
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	4.a	219 329	131 935
Prêts et opérations de pension	4.a	294 215	196 927
Instruments financiers dérivés	4.a	292 798	247 287
Instruments financiers dérivés de couverture	4.c	16 359	12 452
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres			
Titres de dette	4.b	59 176	50 403
Instruments de capitaux propres	4.b	2 115	2 266
Actifs financiers au coût amorti			
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4.d	45 888	21 692
Prêts et créances sur la clientèle	4.d	828 053	805 777
Titres de dette	4.d	127 040	108 454
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		5 916	4 303
Placements des activités d'assurance	4.h	250 917	257 818
Actifs d'impôts courants et différés	4.j	6 986	6 813
Comptes de régularisation et actifs divers	4.k	143 459	113 535
Participations dans les entreprises mises en équivalence		5 929	5 952
Immobilisations corporelles et immeubles de placement		31 714	32 295
Immobilisations incorporelles		3 743	3 852
Ecarts d'acquisition	4.l	7 719	7 817
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>2 622 988</b>	<b>2 164 713</b>
<b>DETTES</b>			
Banques centrales		4 374	2 985
Instruments financiers en valeur de marché par résultat			
Portefeuille de titres	4.a	97 200	65 490
Dépôts et opérations de pensions	4.a	346 511	215 093
Dettes représentées par un titre	4.a	58 634	63 758
Instruments financiers dérivés	4.a	291 216	237 885
Instruments financiers dérivés de couverture	4.c	15 267	14 116
Passifs financiers au coût amorti			
Dettes envers les établissements de crédit	4.f	180 429	84 566
Dettes envers la clientèle	4.f	963 183	834 667
Dettes représentées par un titre	4.g	165 669	157 578
Dettes subordonnées	4.g	21 829	20 003
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		6 871	3 989
Passifs d'impôts courants et différés	4.j	3 531	3 566
Comptes de régularisation et passifs divers	4.k	114 899	102 749
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	4.i	228 180	236 937
Provisions pour risques et charges	4.m	9 158	9 486
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>2 506 951</b>	<b>2 052 868</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
<i>Capital et réserves</i>		106 671	97 135
<i>Résultat de la période, part du Groupe</i>		3 581	8 173
<b>Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe</b>		<b>110 252</b>	<b>105 308</b>
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres		1 217	2 145
<b>Total part du Groupe</b>		<b>111 469</b>	<b>107 453</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	6.d	<b>4 568</b>	<b>4 392</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>		<b>116 037</b>	<b>111 845</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>2 622 988</b>	<b>2 164 713</b>

# TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE RELATIFS AU PREMIER SEMESTRE 2020

En millions d'euros	Notes	1er semestre 2020	1er semestre 2019
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>4 921</b>	<b>6 060</b>
<b>Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et autres ajustements hors résultat</b>		<b>(957)</b>	<b>5 895</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		3 144	3 021
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition		1	794
Dotations nettes aux provisions		311	6 015
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		(225)	(314)
(Produits) nets des activités d'investissement		(500)	(1 487)
(Produits) nets des activités de financement		(971)	(915)
Autres mouvements		(2 717)	(1 219)
<b>Augmentation (diminution) nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>111 188</b>	<b>(36 793)</b>
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle et les établissements de crédit		177 758	24 052
Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers		(61 946)	(56 383)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers		(3 186)	(3 776)
Impôts versés		(1 438)	(686)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE GENEREE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE</b>		<b>115 152</b>	<b>(24 838)</b>
(Diminution) Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations		(31)	1 574
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles		(250)	(708)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRESORERIE LIEE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		<b>(281)</b>	<b>866</b>
Augmentation (diminution) de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires		1 415	(2 853)
Augmentation de trésorerie provenant des autres activités de financement		10 135	12 784
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRESORERIE LIEE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>		<b>11 550</b>	<b>9 931</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE</b>		<b>(1 661)</b>	<b>601</b>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE</b>		<b>124 760</b>	<b>(13 440)</b>
<b>Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de la période</b>		<b>152 218</b>	<b>182 523</b>
Comptes actifs de caisse, banques centrales		155 151	185 134
Comptes passifs de banques centrales		(2 985)	(1 354)
Prêts à vue aux établissements de crédit		8 972	8 813
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	4.f	(9 072)	(10 571)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée		152	501
<b>Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de la période</b>		<b>276 978</b>	<b>169 083</b>
Comptes actifs de caisse, banques centrales		281 645	178 747
Comptes passifs de banques centrales		(4 374)	(9 090)
Prêts à vue aux établissements de crédit		10 695	9 131
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	4.f	(11 086)	(9 908)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée		98	203
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRESORERIE ET ASSIMILEE</b>		<b>124 760</b>	<b>(13 440)</b>

*(page laissée intentionnellement blanche)*



## TABLEAU DE PASSAGE DES CAPITAUX PROPRES

	Capital et réserves				Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres ne pouvant être reclassées en résultat			
	Actions ordinaires et réserves liées	Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée	Réserves non distribuées	Total	Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres sur option	Risque émetteur des dettes en valeur de marché par résultat	Réestimations sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	Total
<b>En millions d'euros</b>								
<b>Situation au 1er janvier 2019</b>	<b>27 036</b>	<b>8 230</b>	<b>65 550</b>	<b>100 816</b>	<b>403</b>	<b>(182)</b>	<b>210</b>	<b>431</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2018</b>			<b>(3 772)</b>	<b>(3 772)</b>				
Augmentations de capital et émissions		1 326	(1)	1 325				
Mouvements sur titres propres	19	(18)	51	52				
Opérations résultant de plans de paiement en actions								
Rémunération des actions de préférence et des TSSDI			(163)	(163)				
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires			(1)	(1)				
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires								
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle (Note 6.d)			2	2				
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires			(10)	(10)				
Autres variations			(10)	(10)				
Transfert en réserves d'éléments non recyclables			(7)	(7)		7		7
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					140	20	(263)	(103)
<b>Résultat net du premier semestre 2019</b>			<b>4 386</b>	<b>4 386</b>				
Acomptes distribués sur le résultat de l'exercice								
<b>Situation au 30 juin 2019</b>	<b>27 055</b>	<b>9 538</b>	<b>66 025</b>	<b>102 618</b>	<b>543</b>	<b>(155)</b>	<b>(53)</b>	<b>335</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2018</b>								
Augmentations de capital et émissions		186	(1)	185				
Réduction ou remboursement de capital		(1 069)	(14)	(1 083)				
Mouvements sur titres propres	15	34	(15)	34				
Opérations résultant de plans de paiement en actions								
Rémunération des actions de préférence et des TSSDI			(238)	(238)				
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires								
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires								
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle (Note 6.d)			16	16				
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires			3	3				
Autres variations			(9)	(9)				
Transfert en réserves d'éléments non recyclables			(5)	(5)		5		5
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					(32)	(13)	213	168
<b>Résultat net du second semestre 2019</b>			<b>3 787</b>	<b>3 787</b>				
Acomptes distribués sur le résultat de l'exercice								
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>27 070</b>	<b>8 689</b>	<b>69 549</b>	<b>105 308</b>	<b>511</b>	<b>(163)</b>	<b>160</b>	<b>508</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2019</b>								
Augmentations de capital et émissions		1 609	(2)	1 607				
Réduction ou remboursement de capital								
Mouvements sur titres propres	(22)	(26)	7	(41)				
Opérations résultant de plans de paiement en actions								
Rémunération des actions de préférence et des TSSDI			(198)	(198)				
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires								
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle (Note 6.d)								
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires			(5)	(5)				
Autres variations			(1)	(1)				
Transfert en réserves d'éléments non recyclables			1	1		(1)		(1)
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres					(162)	250	(46)	42
<b>Résultat net du premier semestre 2020</b>			<b>3 581</b>	<b>3 581</b>				
<b>Situation au 30 juin 2020</b>	<b>27 048</b>	<b>10 272</b>	<b>72 932</b>	<b>110 252</b>	<b>349</b>	<b>86</b>	<b>114</b>	<b>549</b>

## DU 1 janvier 2019 AU 30 JUIN 2020

Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat					Total part du Groupe	Intérêts minoritaires (note 6.d)	Capitaux propres totaux
Parités monétaires	Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	Placements de l'activité d'assurance	Instruments dérivés de couverture	Total			
(2 473)	201	1 529	822	79	101 326	4 254	105 580
				-	(3 772)	(216)	(3 988)
				-	1 325		1 325
				-	52		52
				-		-	
				-	(163)	(1)	(164)
				-	(1)	1	-
				-	-	-	-
				-	2	(3)	(1)
				-	(10)	96	86
				-	(10)	1	(9)
				-	-	-	-
191	47	652	213	1 103	1 000	3	1 003
				-	4 386	212	4 598
				-	-	-	-
(2 282)	248	2 181	1 035	1 182	104 135	4 347	108 482
				-	-	(11)	(11)
				-	185	10	195
				-	(1 083)		(1 083)
				-	34		34
				-	-	-	-
				-	(238)	-	(238)
				-	-	-	-
				-	-	-	-
				-	16	4	20
				-	3	(160)	(157)
				-	(9)	-	(9)
				-	-	-	-
380	(7)	57	25	455	623	4	627
				-	3 787	198	3 985
				-	-	-	-
(1 902)	241	2 238	1 060	1 637	107 453	4 392	111 845
				-	-	(80)	(80)
				-	1 607		1 607
				-	-		-
				-	(41)		(41)
				-	-		-
				-	(198)	(1)	(199)
				-	-	-	-
				-	-	-	-
				-	(5)	118	113
				-	(1)	(1)	(2)
				-	-	-	-
(1 476)	45	(234)	696	(969)	(927)	(43)	(970)
				-	3 581	183	3 764
(3 378)	286	2 004	1 756	668	111 469	4 568	116 037

# NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

établis selon les normes comptables IFRS adoptées par l'Union Européenne

## 1. RESUME DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE

### 1.a NORMES COMPTABLES

#### 1.a.1 NORMES COMPTABLES APPLICABLES

L'épidémie de coronavirus, reconnue comme pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé le 11 mars 2020 et les diverses mesures mises en place par les gouvernements et organismes de réglementation pour lutter contre sa propagation ont affecté la chaîne d'approvisionnement mondiale ainsi que la demande de biens et de services et ont de ce fait un impact important sur la croissance mondiale. Dans le même temps, les politiques budgétaires et monétaires ont été assouplies pour soutenir l'économie.

Les comptes consolidés du Groupe BNP Paribas au 30 juin 2020 sont établis sur la base de la continuité d'activité. Les impacts de cette épidémie atténués par l'ensemble des mesures contracycliques comme les mesures de soutien des autorités et les plans de relance de l'activité économique dont bénéficient les clients concernent principalement les pertes de crédit attendues et l'évaluation des actifs. L'estimation de ces impacts a été réalisée dans un contexte d'incertitude concernant l'ampleur des conséquences de cette épidémie sur les économies tant au niveau local que mondial.

Les comptes consolidés du Groupe BNP Paribas sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été adoptées au sein de l'Union Européenne<sup>48</sup>. A ce titre, certaines dispositions de la norme IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture ont été exclues, et certains textes récents n'ont pas encore fait l'objet d'une procédure d'adoption.

Le contenu des présents états financiers est conforme à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui prévoit la publication de comptes semestriels condensés. Certaines informations relatives à la nature et à l'étendue des risques afférents aux instruments financiers requises par IFRS 7 « instruments financiers » sont présentées dans la section 3 de l'amendement A04 du Document d'enregistrement universel. Ces informations concernent les expositions au risque de crédit et dépréciations correspondantes détaillées en fonction de leur statut, performant ou non performant (tableau 43), par zones géographiques (tableau 47) et par secteurs (tableau 48), ainsi que le détail des prêts et créances sujets à moratoires ou aux mécanismes de garanties publiques en réponse à la crise sanitaire.

Ces informations font partie intégrante des notes annexes aux états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas au 30 juin 2020.

- Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, le Groupe applique la norme IFRS 16 « Contrats de location » adoptée par l'Union Européenne le 31 octobre 2017.

Le Comité d'interprétation des IFRS (IFRIC) a été saisi d'une question relative à la détermination de la durée de deux types de contrats résiliables ou renouvelables :

<sup>48</sup> Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

[https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting_en)

- les contrats sans limitation de durée, résiliables à tout moment avec préavis par le preneur ou le bailleur sans pénalité à verser ;
- les contrats conclus pour une durée initiale courte (en principe 12 mois), renouvelable indéfiniment par tacite reconduction pour la même durée, sauf avis contraire du bailleur ou du preneur signifié dans le cadre d'un préavis.

A l'issue de la réunion du 26 novembre 2019, l'IFRIC a confirmé que le caractère exécutoire des deux types de contrats ci-dessus peut aller au-delà de la période de préavis lorsque l'une ou l'autre des deux parties a un avantage économique non négligeable à ne pas résilier le contrat de location. L'IFRIC a également confirmé que dans le cas où une entité s'attend à utiliser des travaux d'améliorations locatives non amovibles après la date à laquelle le contrat peut être résilié, l'existence de ces améliorations indique que l'entité peut encourir une pénalité économique non négligeable en cas de résiliation. Dans ce cas, la durée utilisée dans le calcul du droit d'utilisation correspond à la durée d'usage des travaux d'amélioration.

L'application de cette décision ne devrait pas avoir d'impact significatif pour le Groupe et sera mise en œuvre par le Groupe au second semestre de l'année 2020.

- En septembre 2019, l'IASB a publié des amendements à IAS 39 et IFRS 7 modifiant les exigences relatives à la comptabilité de couverture, afin que les couvertures affectées par la réforme des taux d'intérêt de référence puissent se poursuivre malgré l'incertitude liée à la période de transition des instruments couverts et de couverture vers les nouveaux taux. Ces amendements, adoptés par la Commission Européenne le 15 janvier 2020, sont applicables obligatoirement pour les états financiers annuels à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, avec la possibilité d'une application anticipée, option que le Groupe a retenue afin de maintenir ses relations de couverture existantes.

Le Groupe a documenté des relations de couverture au regard des taux d'intérêt de référence visés par la réforme, principalement l'Eonia, l'Euribor et les taux Libor. Pour ces relations de couverture, les instruments couverts et de couverture vont être progressivement amendés afin d'incorporer les nouveaux taux. Le Groupe considère que les amendements à IAS 39 et IFRS 7 sont applicables dès lors que les termes contractuels des instruments couverts ou des instruments de couverture n'ont pas encore été amendés (par exemple avec l'inclusion d'une clause de « fallback »), ou s'ils ont été amendés, si les termes et la date de la transition vers les nouveaux taux d'intérêt de référence n'ont pas été clairement stipulés.

Le Groupe a lancé un projet de transition impliquant l'ensemble des Métiers et fonctions. Ce projet vise à encadrer et à mettre en œuvre le processus de transition des anciens taux d'intérêt de référence (principalement les taux LIBOR et Eonia) vers les nouveaux taux dans toutes les juridictions et les devises concernées, tout en réduisant les risques liés à cette transition et en respectant les délais fixés par les autorités compétentes. Le Groupe a contribué aux travaux de place menés conjointement avec les banques centrales et les régulateurs.

L'entrée en vigueur des autres normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020 n'a pas eu d'effet sur les comptes semestriels condensés au 30 juin 2020.

Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque l'application en 2020 est optionnelle.

## 1.a.2 PRINCIPALES NOUVELLES NORMES PUBLIEES ET NON ENCORE APPLICABLES

La norme IFRS 17 « Contrats d'assurance » publiée en mai 2017, remplacera la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance ». Elle entrera en vigueur de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023<sup>49</sup> et devra être préalablement adoptée par l'Union Européenne, pour application en Europe.

L'analyse de la norme et l'identification de ses effets se poursuivent.

## 1.b PRINCIPES DE CONSOLIDATION

### 1.b.1 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de BNP Paribas regroupent les entreprises contrôlées, contrôlées conjointement, et sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe. Sont également consolidées les entités portant à leur actif des titres de participation de sociétés consolidées.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle. Les entités temporairement contrôlées sont également intégrées dans les comptes consolidés jusqu'à la date de leur cession.

### 1.b.2 MÉTHODES DE CONSOLIDATION

#### *Contrôle exclusif*

Les entreprises contrôlées par le Groupe sont consolidées par intégration globale. Le Groupe exerce le contrôle sur une filiale lorsque ses relations avec l'entité l'exposent ou lui donnent droit à des rendements variables et qu'il a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'il exerce sur cette dernière.

Pour les entités régies par des droits de vote, le Groupe contrôle généralement l'entité s'il détient, directement ou indirectement, la majorité des droits de vote (et s'il n'existe pas de dispositions contractuelles venant altérer le pouvoir de ces droits de vote) ou si le pouvoir de diriger les activités pertinentes de l'entité lui est conféré par des accords contractuels.

Les entités structurées sont des entités établies de telle sorte qu'elles ne sont pas régies par des droits de vote, comme lorsque ceux-ci sont limités à des décisions administratives, alors que la gestion des activités pertinentes est régie par des accords contractuels. Elles présentent souvent des caractéristiques telles que des activités circonscrites, un objet précis et bien défini et des capitaux propres insuffisants pour leur permettre de financer leurs activités sans recours à un soutien financier subordonné.

Pour ces entités, l'analyse du contrôle considère les raisons ayant présidé à leur création, les risques auxquels il a été prévu qu'elles seraient exposées et dans quelle mesure le Groupe en absorbe la variabilité. L'évaluation du contrôle tient compte de tous les faits et circonstances permettant d'apprécier la capacité pratique du Groupe à prendre les décisions susceptibles de faire varier significativement les rendements qui lui reviennent même si ces décisions sont contingentes à certaines circonstances ou événements futurs incertains.

Lorsqu'il évalue s'il a le pouvoir, le Groupe tient seulement compte des droits substantiels relatifs à l'entité, à sa main ou détenus par des tiers. Pour être substantiel, un droit doit donner à son détenteur la capacité pratique de l'exercer, au moment où les décisions relatives aux activités essentielles de l'entité doivent être prises.

L'analyse du contrôle doit être réexaminée dès lors qu'un des critères caractérisant le contrôle est modifié.

Lorsque le Groupe est contractuellement doté du pouvoir de décision, par exemple lorsque le Groupe intervient en qualité de gestionnaire de fonds, il convient de déterminer s'il agit en tant qu'agent ou

<sup>49</sup> Le 25 juin 2020, l'IASB a publié des « amendements à IFRS 17 » proposant notamment le report de sa date d'application obligatoire de deux années

principal. En effet, associé à un certain niveau d'exposition à la variabilité des rendements, ce pouvoir décisionnel peut indiquer qu'il agit pour son propre compte et qu'il a donc le contrôle sur ces entités.

Les intérêts minoritaires sont présentés séparément dans le résultat consolidé, ainsi que dans le bilan consolidé au sein des capitaux propres. La détermination des intérêts minoritaires tient compte le cas échéant des actions préférentielles cumulatives en circulation émises par les filiales et classées comme des instruments de capitaux propres, dès lors qu'elles sont détenues par des entreprises hors du Groupe.

Pour les fonds consolidés par intégration globale, les parts détenues par des investisseurs tiers sont enregistrées en dettes à la valeur de marché dès lors que les parts émises par ces fonds sont remboursables à la valeur de marché au gré du détenteur.

Lors de transactions aboutissant à une perte de contrôle, la quote-part résiduelle éventuellement conservée est réévaluée à sa valeur de marché par la contrepartie du résultat.

#### *Contrôle conjoint*

Lorsque le Groupe poursuit une activité avec un ou plusieurs partenaires et que le contrôle est partagé en vertu d'un accord contractuel qui nécessite que les décisions relatives aux activités pertinentes (celles qui affectent significativement les rendements de l'entité) soient prises à l'unanimité, le Groupe exerce un contrôle conjoint sur l'activité. Lorsque l'activité contrôlée conjointement est menée via une structure juridique distincte sur l'actif net de laquelle les partenaires ont un droit, cette coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence. Quand l'activité contrôlée conjointement n'est pas opérée via une structure juridique distincte ou que les partenaires ont des droits sur les actifs et des obligations relatives aux passifs de l'activité contrôlée conjointement, le Groupe comptabilise ses actifs, ses passifs et les produits et charges lui revenant selon les normes IFRS applicables.

#### *Influence notable*

Les entreprises sous influence notable, ou entreprises associées, sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité. Les participations inférieures à ce seuil peuvent être incluses dans le périmètre de consolidation si le Groupe y exerce une influence notable effective. Tel est par exemple le cas des sociétés développées en partenariat avec d'autres associés, dans lesquelles le Groupe BNP Paribas participe aux décisions stratégiques de l'entreprise en étant représenté dans les organes de direction, ou exerce une influence sur la gestion opérationnelle de l'entreprise associée par la mise à disposition de systèmes de gestion ou de personnel dirigeant, ou apporte sa collaboration technique au développement de cette entreprise.

Les variations de capitaux propres des sociétés mises en équivalence sont comptabilisées à l'actif du bilan sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence » et au passif du bilan sous la rubrique de capitaux propres appropriée. L'écart d'acquisition constaté sur une société consolidée par mise en équivalence figure également sous la rubrique « Participations dans les sociétés mises en équivalence ».

Dès lors qu'il existe un indicateur de perte de valeur, la valeur comptable de la participation mise en équivalence (y compris l'écart d'acquisition) est soumise à un test de dépréciation, en comparant sa valeur recouvrable (égale au montant le plus important entre la valeur d'utilité et la valeur de marché nette des coûts de cession) avec sa valeur comptable. Le cas échéant, une dépréciation est comptabilisée sous la rubrique « Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence » du compte de résultat consolidé et peut être reprise ultérieurement.

Si la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise mise en équivalence est égale ou supérieure à ses intérêts dans cette entreprise, le Groupe cesse de prendre en compte sa quote-part dans les pertes à venir. La participation est alors présentée pour une valeur nulle. Les pertes supplémentaires de l'entreprise mise en équivalence sont provisionnées uniquement lorsque le Groupe a contracté une obligation légale ou implicite ou lorsqu'il a effectué des paiements pour le compte de l'entreprise.

Lorsque le Groupe détient une participation dans une entreprise associée, directement ou indirectement via une entité qui est un organisme de capital-risque, un fonds commun de placement, une société d'investissement à capital variable ou une entité semblable telle qu'un fonds d'assurance lié à des placements, il peut choisir d'évaluer cette participation à la valeur de marché par résultat.

Les résultats de cession réalisés sur les titres consolidés sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

### 1.b.3 RÈGLES DE CONSOLIDATION

- **Elimination des opérations réciproques**

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié. Les profits et pertes latents compris dans la valeur des actifs en valeur de marché par capitaux propres et des actifs disponibles à la vente sont conservés au niveau du Groupe.

- **Conversion des comptes en devises étrangères**

Les comptes consolidés de BNP Paribas sont établis en euros.

La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

La même méthode s'applique aux comptes des filiales du Groupe situées dans des pays dotés d'une économie à caractère hyper-inflationniste, préalablement corrigés des effets de l'inflation au moyen d'indices reflétant les variations générales des prix.

Les écarts de conversion constatés, tant sur les éléments du bilan que du résultat, sont portés, pour la part revenant au Groupe, dans ses capitaux propres sous la rubrique « Parités monétaires » et pour la part des tiers, sous la rubrique « Intérêts minoritaires ». Par application de l'option offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a procédé, par transfert aux réserves consolidées, à la mise à zéro de l'ensemble des écarts de conversion en part du Groupe et en Intérêts minoritaires dans le bilan d'ouverture du 1er janvier 2004.

En cas de liquidation ou de cession de tout ou partie d'une participation détenue dans une entreprise située hors de la zone euro conduisant à changer la nature de l'investissement (perte de contrôle, perte d'influence notable ou perte de contrôle conjoint sans conservation d'une influence notable), l'écart de conversion cumulé à la date de liquidation ou de cession, déterminé selon la méthode par palier, est enregistré en résultat.

En cas de variation de pourcentage d'intérêts ne conduisant pas à changer la nature de l'investissement, l'écart de conversion est réalloué entre la part du groupe et les intérêts minoritaires si l'entité est intégrée globalement ; dans le cas d'une entreprise mise en équivalence, il est enregistré en résultat pour la fraction afférente à la participation cédée.

### 1.b.4 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET ÉVALUATION DES ÉCARTS D'ACQUISITION

- **Regroupement d'entreprises**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Selon cette méthode, les actifs identifiables acquis et les passifs repris de l'entité acquise sont comptabilisés à la valeur de marché ou son équivalent, déterminée à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente, qui sont comptabilisés à la valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les passifs éventuels de l'entité acquise ne sont comptabilisés au bilan consolidé que dans la mesure où ils sont représentatifs d'une obligation actuelle à la date de prise de contrôle et où leur valeur de marché peut être estimée de façon fiable.

Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le

contrôle de la société acquise. Les coûts directement afférents à l'opération de regroupement constituent une transaction séparée du regroupement et sont enregistrés en résultat.

Les compléments de prix éventuels sont intégrés dès la prise de contrôle dans le coût d'acquisition pour leur valeur de marché à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de valeur des compléments de prix éventuels qualifiés de passifs financiers sont enregistrées en résultat.

Le Groupe dispose d'un délai de douze mois après la date d'acquisition pour finaliser la comptabilisation du regroupement d'entreprises considéré.

L'écart d'acquisition, ou survaleur, correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part d'intérêt de l'acquéreur dans la valeur de marché ou son équivalent des actifs et passifs identifiables à la date d'acquisition. A cette date, cet écart est inscrit à l'actif de l'acquéreur s'il est positif, et est comptabilisé immédiatement en résultat s'il est négatif. Les intérêts minoritaires sont alors évalués pour leur quote-part dans l'actif net réévalué de l'entité acquise. Cependant, le Groupe peut également choisir, pour chaque regroupement d'entreprises, d'évaluer les intérêts minoritaires à leur valeur de marché, une fraction de l'écart d'acquisition ainsi déterminé leur étant alors affectée. Le Groupe n'a, à ce jour, jamais retenu cette option.

Les écarts d'acquisition sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de la société acquise et sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

A la date de prise de contrôle d'une entité, l'éventuelle quote-part antérieurement détenue dans cette dernière est réévaluée à sa valeur de marché en contrepartie du compte de résultat. Lorsqu'un regroupement d'entreprise a été réalisé au moyen de plusieurs transactions d'échange (acquisition par étapes), l'écart d'acquisition est déterminé par référence à la valeur de marché à la date de prise de contrôle.

L'application de la norme IFRS 3 révisée ayant été prospective, les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010 n'ont pas été retraités des effets des révisions de la norme IFRS 3.

En application de l'exception offerte par la norme IFRS 1, les regroupements d'entreprises intervenus avant le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et comptabilisés selon les règles comptables françaises prévalant antérieurement à cette date, n'avaient pas été retraités selon les principes de la norme IFRS 3.

- **Evaluation des écarts d'acquisition**

Le Groupe BNP Paribas procède régulièrement à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition.

- Ensemble homogène de métiers

Le Groupe a réparti l'ensemble de ses activités en "ensembles homogènes de métiers"<sup>50</sup>. Cette répartition, opérée de manière cohérente avec le mode d'organisation et de gestion des métiers du Groupe, tient compte à la fois du caractère indépendant des résultats générés et du mode de gestion et de direction de ces ensembles. Cette répartition est régulièrement revue afin de tenir compte des événements susceptibles d'avoir une conséquence sur la composition des ensembles homogènes de métiers (opérations d'acquisition et de cession, réorganisation majeure, etc.).

<sup>50</sup> Le terme retenu par la norme IAS 36 pour les ensembles homogènes de métiers est celui d' « Unité Génératrice de Trésorerie ».



- Tests de dépréciation d'un ensemble homogène de métiers

Des tests de dépréciation des écarts d'acquisition affectés à chaque ensemble homogène de métiers sont effectués lorsqu'apparaît un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an. La valeur comptable de l'ensemble homogène de métiers est alors comparée à sa valeur recouvrable. Dans le cas où la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, il est procédé à une dépréciation irréversible de l'écart d'acquisition égale à la différence entre la valeur comptable et la valeur recouvrable de l'ensemble homogène considéré.

- Valeur recouvrable d'un ensemble homogène de métiers

La valeur recouvrable d'un ensemble homogène de métiers est définie comme la valeur la plus élevée entre sa valeur de marché nette des coûts de cession et sa valeur d'utilité.

La valeur de marché correspond au montant susceptible d'être obtenu de la cession de l'ensemble homogène de métiers dans les conditions de marché prévalant à la date d'évaluation. Les références au marché sont essentiellement constituées par les prix observés lors de transactions récentes sur des entités comparables ou bien encore établies par rapport à des multiples boursiers de sociétés comparables cotées.

La valeur d'utilité repose sur une estimation des flux futurs dégagés par l'ensemble homogène de métiers tels qu'ils résultent des plans prévisionnels établis chaque année par les responsables des ensembles homogènes et approuvés par la direction générale du Groupe, et des analyses d'évolution à long terme du positionnement relatif des activités concernées sur leur marché. Ces flux sont actualisés à un taux reflétant le niveau de rendement attendu par un investisseur sur le type d'activité et dans la zone géographique concernés.

*(page laissée intentionnellement blanche)*

## 1.c CONVERSION DES OPERATIONS EN DEVISES

Le mode d'enregistrement comptable et d'évaluation du risque de change inhérent aux actifs et aux passifs relatifs aux opérations en devises faites par le Groupe dépend du caractère monétaire ou non monétaire de ces actifs et de ces passifs.

- **Actifs et passifs monétaires<sup>51</sup> libellés en devises**

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

- **Actifs non monétaires libellés en devises**

Les actifs non monétaires peuvent être comptabilisés au coût historique ou à la valeur de marché. Les actifs non monétaires libellés en devises sont dans le premier cas évalués au cours de change du jour de la transaction, c'est-à-dire la date de comptabilisation initiale de l'actif non monétaire. Dans le second cas, ils sont évalués au cours de change prévalant à la date de clôture.

Les écarts de change relatifs aux actifs non monétaires libellés en devises et comptabilisés à la valeur de marché (instruments de capitaux propres) sont constatés en résultat lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat » et en capitaux propres lorsque l'actif est classé dans la rubrique « Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres ».

## 1.d MARGE D'INTERETS, COMMISSIONS ET PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES

### 1.d.1 MARGE D'INTÉRÊTS

Les produits et les charges relatifs aux instruments financiers de dette évalués au coût amorti et en valeur de marché par capitaux propres sont comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

Les commissions considérées comme un complément d'intérêt font partie intégrante du taux d'intérêt effectif et sont comptabilisées au compte de résultat en « Intérêts et produits / charges assimilés ». Entrent dans cette catégorie notamment les commissions sur engagement de financement lorsqu'il est considéré que la mise en place d'un prêt est plus probable qu'improbable. Les commissions perçues sur engagements de financement sont différées jusqu'au tirage puis sont intégrées dans le calcul du taux d'intérêt effectif et étalées sur la durée de vie du prêt. Entrent également dans cette catégorie les commissions de syndication pour la part de la commission équivalente à la rémunération d'autres participants à la syndication.

---

<sup>51</sup> Les actifs et passifs monétaires correspondent aux actifs et aux passifs devant être reçus ou payés pour un montant en numéraire déterminé ou déterminable.

## 1.d.2 COMMISSIONS ET PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS

Les commissions perçues au titre de prestations de services bancaires et assimilés (à l'exception de celles relevant du taux d'intérêt effectif), les revenus de promotion immobilière ainsi que les revenus de prestations de services connexes à des contrats de location entrent dans le champ d'application d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec les clients ».

Cette norme définit un modèle unique de reconnaissance des revenus s'appuyant sur des principes déclinés en cinq étapes. Ces cinq étapes permettent notamment d'identifier les obligations de prestations distinctes comprises dans les contrats et de leur allouer le prix de la transaction. Les produits relatifs à ces différentes obligations de prestation sont reconnus lorsque celles-ci sont satisfaites, c'est-à-dire lorsque le transfert du contrôle du bien ou du service a été réalisé.

Le prix d'une prestation peut contenir une composante variable. Les montants variables ne peuvent être enregistrés en résultat que s'il est hautement probable que les montants enregistrés ne donneront pas lieu à un ajustement significatif à la baisse.

### Commissions

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions :

- soit progressivement au fur et à mesure que le service est rendu lorsque le client bénéficie d'un service continu. Il s'agit par exemple de certaines commissions sur opérations avec la clientèle lorsque les services sont rendus de manière continue, des commissions sur engagements de financement qui ne sont pas intégrées dans la marge d'intérêts car la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, des commissions sur garantie financière, des commissions de compensation sur instruments financiers, des commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, des droits de garde sur titres ...

S'agissant des commissions perçues au titre des engagements de garantie financière, elles sont réputées représenter la valeur de marché initiale de l'engagement. Le passif en résultant est ultérieurement amorti sur la durée de l'engagement, en produits de commissions.

- soit lorsque le service est rendu, dans les autres cas. Il s'agit par exemple des commissions de distributions reçues, des commissions de syndication rémunérant la prestation d'arrangement, des commissions de prestations de conseil...

### Produits des autres activités

Les revenus de promotion immobilière ainsi que les revenus de prestations de services connexes à des contrats de location simple sont enregistrés dans la rubrique « Produits des autres activités » du compte de résultat.

S'agissant des revenus de promotion immobilière, le Groupe les enregistre en résultat :

- progressivement, lorsque la prestation crée ou valorise un actif dont le client obtient le contrôle au fur et à mesure de sa création ou de sa valorisation (par exemple des travaux en cours contrôlés par le client sur le terrain duquel l'actif se situe...), ou lorsque la prestation de l'entité ne crée pas un actif que l'entité pourrait utiliser autrement et lui donne un droit exécutoire au paiement de la part effectuée jusqu'à la date considérée. Tel est le cas des contrats de type VEFA (Vente en l'état futur d'achèvement) en France.
- à l'achèvement dans les autres cas.

S'agissant des revenus de prestations de services connexes à des contrats de location, le Groupe les enregistre en résultat au fur et à mesure que le service est rendu, c'est-à-dire au prorata des coûts encourus pour les contrats de maintenance.

*(page laissée blanche intentionnellement)*

## 1.e ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les actifs financiers, à l'exception de ceux relatifs aux activités d'assurance (cf note 1.f) sont classés au coût amorti, en valeur de marché par capitaux propres ou en valeur de marché par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou en valeur de marché par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Les achats et ventes d'actifs financiers effectués dans un délai défini par la réglementation ou par une convention sur un marché donné sont comptabilisés au bilan en date de règlement.

### 1.e.1 ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

#### Critère du modèle de gestion

Les actifs financiers sont gérés en vue de collecter des flux de trésorerie par la perception des paiements contractuels sur la durée de vie de l'instrument.

La réalisation de cessions proches de l'échéance de l'instrument et pour un montant proche des flux de trésorerie contractuels restant dus ou en raison d'une hausse du risque de crédit de la contrepartie est compatible avec un modèle de gestion « collecte ». Les ventes imposées par des contraintes réglementaires ou pour gérer la concentration du risque de crédit (sans augmentation du risque de crédit) sont elles aussi compatibles avec ce modèle de gestion dès lors qu'elles sont peu fréquentes ou peu significatives en valeur.

#### Critère des flux de trésorerie

Le critère des flux de trésorerie est satisfait si les modalités contractuelles de l'instrument de dette donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Le critère n'est pas satisfait en cas de modalité contractuelle qui expose le porteur à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels incohérents avec ceux d'un prêt non structuré ou « basique ». Il n'est également pas satisfait en cas d'effet de levier qui augmente la variabilité des flux de trésorerie contractuels.

Les intérêts représentent la rémunération de la valeur temps de l'argent, du risque de crédit, ainsi qu'éventuellement la rémunération d'autres risques (risque de liquidité par exemple), des coûts (frais d'administration par exemple), et d'une marge bénéficiaire cohérente avec celle d'un prêt basique. L'existence d'intérêts négatifs ne remet pas en cause le critère des flux de trésorerie.

La valeur temps de l'argent est la composante de l'intérêt - généralement appelée composante « taux » - qui fournit une contrepartie pour le passage du temps uniquement. La relation entre le taux d'intérêt et le passage du temps ne doit pas être altérée par des caractéristiques spécifiques de nature à remettre en cause le respect du critère des flux de trésorerie.

Ainsi, lorsque le taux d'intérêt variable de l'actif financier est révisé périodiquement selon une fréquence qui ne concorde pas avec la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi, la valeur temps de l'argent peut être considérée comme altérée et, selon l'ampleur de cette déformation, le critère des flux de trésorerie peut ne pas être rempli. Certains actifs financiers du groupe présentent une non-concordance entre la fréquence de révision du taux et la maturité de celui-ci, ou des taux déterminés selon des moyennes. Le Groupe a développé une démarche homogène permettant d'analyser cette altération de la valeur temps de l'argent.

S'agissant des taux réglementés, ils répondent au critère des flux de trésorerie dès lors qu'ils fournissent une contrepartie qui correspond globalement au passage du temps et n'exposent pas à des risques ou à une volatilité des flux de trésorerie contractuels qui seraient incohérents avec ceux d'un prêt de base (exemple : prêts accordés dans le cadre de la collecte des Livrets A).

Certaines clauses contractuelles peuvent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie. Les options de remboursement anticipé ne remettent pas en cause le critère des flux de trésorerie si le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents, ce qui peut comprendre une pénalité raisonnable pour compenser l'annulation avant terme du contrat. Par exemple, dans le cas des prêts aux particuliers, la pénalité limitée à 6 mois d'intérêts ou 3% du capital restant dû est considérée comme raisonnable. Les pénalités actuarielles correspondant à la différence actualisée entre les flux de trésorerie contractuels résiduels du prêt et leur remplacement auprès d'une contrepartie similaire ou sur le marché interbancaire pour une maturité équivalente sont également considérées comme raisonnables, y compris lorsque la pénalité peut être positive ou négative (i.e. pénalité dite symétrique). Les clauses de passage d'un taux variable à un taux fixe ne remettent pas en cause le critère des flux de trésorerie si le taux fixe est déterminé à l'origine, ou s'il est représentatif de la valeur temps de l'argent pour la maturité résiduelle du crédit en date d'exercice de la clause.

Dans le cas particulier des actifs financiers contractuellement liés aux paiements reçus sur un portefeuille d'actifs sous-jacents et qui comportent un ordre de priorité de paiement des flux de trésorerie entre les investisseurs (« tranches »), créant ainsi des concentrations de risque de crédit, une analyse spécifique est effectuée. Les caractéristiques contractuelles de la tranche et celles des portefeuilles d'instruments financiers sous-jacents doivent satisfaire au critère des flux de trésorerie et l'exposition au risque de crédit inhérente à la tranche doit être inférieure ou égale à l'exposition au risque de crédit du portefeuille d'instruments financiers sous-jacents.

Certains prêts peuvent présenter un caractère « sans recours », contractuellement ou en substance lorsqu'ils sont accordés à une entité ad-hoc. C'est le cas notamment de nombreux prêts de financement de projets ou de financement d'actifs. Le critère des flux de trésorerie est respecté dans la mesure où ces prêts ne représentent pas une exposition directe sur les actifs donnés en garantie. En pratique, le seul fait que l'actif financier donne lieu à des paiements correspondant au principal et aux intérêts n'est pas suffisant pour conclure que l'instrument sans recours remplit le critère des flux de trésorerie. Dans ce cas, les actifs sous-jacents particuliers sur lesquels porte le recours limité doivent être analysés selon l'approche dite « par transparence ». Si ces actifs ne remplissent pas eux-mêmes les critères de flux de trésorerie, une appréciation du rehaussement de crédit existant doit être effectuée. Les éléments suivants sont notamment analysés : structuration et dimensionnement de l'opération, niveau de fonds propres de la structure emprunteuse, source de remboursement attendue, volatilité du prix de l'actif sous-jacent. Cette analyse est appliquée aux prêts « sans recours » accordés par le Groupe.

La catégorie « Actifs financiers au coût amorti » inclut notamment les crédits consentis par le Groupe, ainsi que les prises en pension et les titres de l'ALM Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels et respectent le critère des flux de trésorerie.

### **Comptabilisation**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits.

Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti, intérêts courus non échus compris et déduction faite des remboursements en capital et intérêts intervenus au cours de la période écoulée. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit (note 1.e.5).

Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

## 1.e.2 ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR CAPITAUX PROPRES

### Instruments de dette

Les instruments de dette sont classés en valeur de marché par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis :

- critère du modèle de gestion : les actifs financiers sont détenus dans un modèle de gestion dont l'objectif est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »). Cette dernière n'est pas accessoire mais fait partie intégrante du modèle de gestion.
- critère des flux de trésorerie : les principes sont identiques à ceux applicables aux actifs financiers au coût amorti.

Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de l'ALM Trésorerie qui sont détenus en vue de collecter les flux contractuels ou d'être vendus et respectent les critères des flux de trésorerie.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la valeur de marché et les variations de valeur de marché sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres intitulée « Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat ». De même, les pertes attendues, calculées selon les mêmes modalités que celles applicables aux instruments de dette au coût amorti et comptabilisées en coût du risque, ont pour contrepartie cette rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession, les montants précédemment comptabilisés en capitaux propres recyclables sont reclassés en compte de résultat.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

### Instruments de capitaux propres

Les investissements dans des instruments de capitaux propres de type actions sont classés sur option, transaction par transaction, en instruments à la valeur de marché par capitaux propres (sous une rubrique spécifique). Lors de la cession des actions, les variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres ne sont pas constatées en résultat. Seuls les dividendes, dès lors qu'ils représentent une rémunération de l'investissement et non pas un remboursement de capital, sont comptabilisés en résultat. Ces instruments ne font pas l'objet de dépréciation.

Les parts de fonds remboursables au gré du porteur ne répondent pas à la définition d'instruments de capitaux propres. Elles ne respectent pas non plus les critères de flux de trésorerie et sont donc comptabilisées en valeur de marché par résultat.

## 1.e.3 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

Les engagements de financement et de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés en tant qu'instruments dérivés en valeur de marché par résultat sont présentés dans la note relative aux engagements donnés et reçus. Ils font l'objet d'une dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit. Ces dépréciations sont présentées sous la rubrique « Provisions pour risques et charges ».



#### 1.e.4 CONTRATS D'ÉPARGNE ET PRÊTS RÉGLEMENTÉS

Les comptes épargne logement (CEL) et plans d'épargne logement (PEL) sont des produits d'épargne réglementés par les pouvoirs publics, destinés aux particuliers. Ils associent une phase d'épargne et une phase de crédit, indissociablement liées, la phase de crédit étant contingente à la phase d'épargne.

Ces produits comportent deux types d'engagements pour le Groupe qui s'est engagé d'une part à rémunérer l'épargne, pour une durée indéterminée, à un taux d'intérêt fixé à l'ouverture du contrat par les pouvoirs publics pour les PEL ou à un taux refixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les CEL, et d'autre part à prêter au client, s'il le demande, pour un montant fonction des droits acquis pendant la phase d'épargne, à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats de CEL.

Les engagements futurs du Groupe relatifs à chaque génération – les PEL de même taux à l'ouverture formant une génération, et les CEL formant, pour leur ensemble, une génération – sont mesurés par actualisation des résultats potentiels futurs associés aux encours en risque de la génération considérée.

Les encours en risque sont estimés sur la base d'une analyse des historiques des comportements clientèle, et correspondent :

- pour la phase crédit, aux encours statistiquement probables pour les crédits, ainsi qu'aux encours de crédit déjà mis en place ;
- pour la phase épargne, à la différence entre les encours statistiquement probables et les encours minimum attendus; les encours minimum attendus étant assimilables à des dépôts à terme certains.

Les résultats des périodes futures afférents à la phase épargne sont estimés par la différence entre le taux de remplacement et le taux fixe de rémunération de l'épargne sur l'encours en risque d'épargne de la période considérée. Les résultats des périodes futures afférents à la phase crédit sont estimés par la différence entre le taux de refinancement et le taux fixe de rémunération des crédits sur l'encours en risque de crédit de la période considérée.

Les taux de placement de l'épargne et les taux de refinancement des crédits sont déduits de la courbe de taux de swap et des marges attendues sur des instruments financiers de nature et de maturités comparables. Les marges sont déterminées à partir de celles observées sur les crédits à l'habitat à taux fixe pour la phase crédit, et de celles observées sur les produits offerts à la clientèle particulière pour la phase d'épargne. Pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque, les engagements sont estimés par application de la méthode dite Monte-Carlo.

Lorsque la somme algébrique de la mesure des engagements futurs sur la phase d'épargne et sur la phase de crédit d'une même génération de contrats traduit une situation potentiellement défavorable pour le Groupe, une provision est constituée, sans compensation entre les générations, et enregistrée sous la rubrique « Provisions pour risques et charges » du bilan. Les variations de cette provision sont enregistrées au compte de résultat en « Produits et charges d'intérêt et assimilés ».

### **1.e.5 DÉPRÉCIATION DES ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI ET DES INSTRUMENTS DE DETTE EN VALEUR DE MARCHÉ PAR CAPITAUX PROPRES**

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues.

Ce modèle s'applique aux crédits et aux instruments de dette classés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière donnée qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, aux créances commerciales et aux actifs de contrat.

#### **Modèle général**

Le Groupe identifie trois "strates" correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif.

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« strate 1 ») : si, à la date d'arrêté, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« strate 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit considéré comme déprécié ou douteux.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés ou douteux (« strate 3 ») : la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle général est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est utilisé (voir ci-après).

L'approche des pertes de crédit attendues sous IFRS 9 est symétrique, c'est-à-dire que si des pertes de crédit attendues à maturité ont été comptabilisées lors d'une précédente période d'arrêté, et s'il s'avère qu'il n'y a plus, pour l'instrument financier et pour la période d'arrêté en cours, d'augmentation significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale, la provision est à nouveau calculée sur la base d'une perte de crédit attendue à 12 mois.

S'agissant des produits d'intérêts, pour les encours des « strates » 1 et 2, ils sont calculés sur la valeur brute comptable. Pour les encours de la « strate 3 », les produits d'intérêts sont calculés sur la base du coût amorti des créances (c'est-à-dire la valeur brute comptable nette de la provision pour dépréciation).

#### **Définition du défaut**

La définition du défaut est alignée avec celle du défaut bâlois, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés. Cette définition est en cours de précision, notamment sur les seuils applicables en cas d'impayés et les périodes probatoires, pour tenir compte des orientations de l'EBA du 28 septembre 2016.

La définition du défaut est utilisée de manière homogène pour l'évaluation de l'augmentation du risque de crédit et la mesure des pertes de crédit attendues.

**Actifs financiers dépréciés ou douteux***Définition*

Un actif financier est considéré comme déprécié ou douteux et classé en « strate 3 » lorsqu'un ou plusieurs événements ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs de cet actif financier ont eu lieu.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants : l'existence d'impayés depuis 90 jours au moins ; la connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ; les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur (voir section *Restructuration des actifs financiers*).

*Cas particulier des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission*

Dans certains cas, les actifs financiers sont dépréciés dès leur comptabilisation initiale.

Pour ces actifs, il n'est pas constaté de provision à la comptabilisation initiale. Le taux d'intérêt effectif résulte de la prise en compte des pertes de crédit attendues à maturité dans les flux de trésorerie estimés initialement. Toute variation ultérieure, positive ou négative, des pertes de crédit attendues à maturité donne lieu à un ajustement de dépréciation en résultat.

**Modèle simplifié**

Le modèle simplifié consiste à comptabiliser une provision pour dépréciation sur la base d'une perte de crédit attendue à maturité dès l'origine puis à chaque date d'arrêté.

Le Groupe applique ce modèle aux créances commerciales de maturité inférieure à 12 mois.

**Augmentation significative du risque de crédit**

L'augmentation significative du risque de crédit peut s'apprécier sur une base individuelle ou sur une base collective (en regroupant les instruments financiers en fonction de caractéristiques de risque de crédit communes) en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des probabilités de défaut ou des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Par ailleurs, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours.

L'octroi de moratoires répondant aux critères définis dans les orientations de l'EBA publiées le 2 avril 2020 ou à des critères équivalents dans le cadre de la crise sanitaire n'ont pas été considérés, pris isolément, comme des indicateurs de détérioration significative du risque de crédit entraînant un transfert automatique en strate 2. Les moratoires ne déclenchent pas le décompte des jours de retards de paiement tant que le nouvel échéancier est respecté.

Dans le métier spécialisé du crédit à la consommation, l'appréciation de la détérioration s'appuie également sur l'existence d'un incident de paiement régularisé mais intervenu au cours des 12 derniers mois.

Les principes appliqués en matière d'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit sont détaillés en note 2.h *Coût du risque*.

**Mesure des pertes de crédit attendues**

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est-à-dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (« PD »), la perte en cas de défaut (Loss Given Default - « LGD ») et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default - « EAD ») actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Elles résultent du risque de défaut dans les 12 mois à venir (strate 1) ou du risque de défaut sur la durée de vie de la facilité (strate 2). Dans le métier spécialisé du crédit à la consommation, compte tenu des caractéristiques des portefeuilles, la méthode utilisée est basée d'une part sur les probabilités de transition vers la déchéance du terme, et d'autre part sur des taux de perte actualisés post déchéance du terme. Les calculs des paramètres sont réalisés statistiquement par population homogène.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument. Les déficits de trésorerie représentent la différence entre les flux de trésorerie contractuels exigibles et les flux de trésorerie attendus (i.e. qui devraient être reçus).

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et dispositifs existants (notamment sur le dispositif bâlois) pour les expositions pour lesquelles les exigences de fonds propres au titre du risque de crédit sont calculées selon l'approche IRBA. Ce dispositif est également appliqué aux portefeuilles pour lesquels les exigences de fonds propres au titre du risque de crédit sont calculées selon l'approche standard. Par ailleurs, le dispositif bâlois a été ajusté pour être conforme aux dispositions d'IFRS 9, notamment la prise en compte des informations de nature prospective.

### *Maturité*

Tous les termes contractuels de l'instrument financier (y compris les remboursements anticipés, les prorogations et options similaires) sur la durée de vie sont pris en compte. Dans les rares cas où la durée de vie attendue de l'instrument financier ne peut pas être estimée de façon fiable, la durée contractuelle résiduelle doit être utilisée. La norme précise que la période maximale à considérer pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période contractuelle maximale. Néanmoins, pour les découverts autorisés et les lignes de crédit, selon l'exception permise par IFRS 9 pour ces produits, la maturité considérée pour le calcul des pertes de crédit attendues est la période sur laquelle l'entité est exposée au risque de crédit, qui peut s'étendre au-delà de la maturité contractuelle (période de préavis). Pour les découverts autorisés et les lignes de crédit accordés à des contreparties autres que la clientèle de détail, la maturité contractuelle peut être retenue, notamment lorsque ceux-ci sont gérés individuellement et que la prochaine revue de crédit a lieu à l'échéance contractuelle.

### *Probabilités de défaut (PD)*

La Probabilité de Défaut est une estimation de la probabilité de survenance d'un défaut sur un horizon de temps donné.

La mesure des pertes de crédit attendues requiert l'estimation à la fois des probabilités de défaut à 1 an et des probabilités de défaut à maturité.

Les PD à 1 an sont dérivées des PD réglementaires, fondées sur des moyennes long terme à travers le cycle, afin de refléter les conditions actuelles (« point in time » ou "PIT")

Les PD à maturité sont définies en utilisant des matrices de migration reflétant l'évolution attendue de la note interne de l'exposition jusqu'à maturité et des probabilités de défaut associées.

### *Pertes en cas de défaut (LGD)*

La perte en cas de défaut est la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux de trésorerie attendus, actualisés au taux d'intérêt effectif (ou une approximation de celui-ci) en date de défaut. La LGD est exprimée en pourcentage de l'EAD.

L'estimation des flux de trésorerie attendus tient compte des flux de trésorerie résultant de la vente d'une sûreté détenue ou d'autres rehaussements de crédit si ceux-ci sont inclus dans les conditions contractuelles et ne sont pas comptabilisés séparément par l'entité (par exemple, une garantie hypothécaire associée à un prêt immobilier), nette des coûts d'obtention et de vente de ces sûretés.

Dans le cadre des prêts garantis par les Etats consentis dans le cadre de la crise sanitaire, la garantie est considérée comme intrinsèque au contrat de prêt si elle est incluse dans les conditions contractuelles de celui-ci ou est accordée au moment de l'octroi du prêt, et si le montant de remboursement attendu peut bien être rattaché à un prêt en particulier (absence d'effet de mutualisation par un mécanisme de subordination ou de plafond global pour tout un portefeuille). Dans ce cas, elle est prise en compte dans le calcul des pertes de crédit attendues, sinon elle donne lieu à la comptabilisation d'un actif de remboursement séparé.

La LGD utilisée pour les besoins d'IFRS 9 est dérivée des paramètres bâlois de LGD. Elle est retraitée de l'effet « bas de cycle » et des marges de conservatisme, notamment réglementaires, à l'exception des marges pour incertitudes de modèle.

#### *Exposition en cas de défaut (EAD)*

L'exposition en cas de défaut d'un instrument est le montant résiduel anticipé dû par le débiteur au moment du défaut. Ce montant est défini en fonction du profil de remboursement attendu, et prend en compte, selon les types d'exposition, les amortissements contractuels, les remboursements anticipés attendus et les tirages attendus sur les lignes de crédit.

#### *Prise en compte des informations de nature prospective*

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Les principes appliqués en matière de prise en compte des scénarios économiques dans le calcul des pertes de crédit attendues sont détaillés en note 2.h Coût du risque.

#### **Passages en pertes**

Un passage en pertes consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a plus d'espoir raisonnable de recouvrement de tout ou partie dudit actif financier ou lorsqu'il a fait l'objet d'un abandon total ou partiel. Le passage en perte intervient lorsque toutes les voies de recours offertes à la Banque ont été épuisées, et dépend généralement du contexte propre à chaque juridiction.

Si le montant de la perte lors du passage en perte est supérieur à la provision pour dépréciation cumulée, la différence est enregistrée comme une perte de valeur supplémentaire en « Coût du risque ». Pour toute récupération après la sortie de l'actif financier (ou d'une partie de cet actif) du bilan, le montant reçu est enregistré comme un profit en « Coût du risque ».

#### **Recouvrements via la mise en jeu du collatéral**

Lorsqu'un prêt est sécurisé par un actif financier ou non financier reçu en garantie et que la contrepartie est en défaut, le Groupe peut décider d'exercer la garantie et, selon la juridiction, il peut alors devenir propriétaire de l'actif. Dans une telle situation, le prêt est décomptabilisé en contrepartie de l'actif reçu en garantie.

Une fois la propriété de l'actif effective, celui-ci est comptabilisé à sa valeur de marché et classé au bilan selon l'intention de gestion.

#### **Restructuration des actifs financiers en raison de difficultés financières**

Une restructuration en raison de difficultés financières de l'emprunteur se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur.

Pour les restructurations n'entraînant pas une décomptabilisation de l'actif financier, l'actif restructuré fait l'objet d'un ajustement de valeur ramenant sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus. La modification de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

L'existence d'une augmentation significative du risque de crédit pour l'instrument financier est alors évaluée en comparant le risque de défaut postérieurement à la restructuration (selon les conditions contractuelles modifiées) et le risque de défaut à la date de comptabilisation initiale (selon les conditions contractuelles d'origine). Pour démontrer que les critères de comptabilisation des pertes de crédit attendues à maturité ne sont plus réunis, un comportement de paiement de bonne qualité devra être observé sur une certaine durée.

Lorsque la restructuration consiste en un échange partiel ou total contre d'autres actifs substantiellement différents (par exemple, l'échange d'un instrument de dette en instrument de capitaux propres), elle se traduit par l'extinction de la créance et par la comptabilisation des actifs remis en échange, évalués à leur valeur de marché à la date de l'échange. L'écart de valeur constaté lors de cet échange est enregistré dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

En 2020, en réponse à la crise sanitaire, de nombreux moratoires ont été accordés aux clients. Ces moratoires consistent le plus souvent en des reports d'échéances de quelques mois, avec ou sans facturation d'intérêts supplémentaires liés à ces décalages d'échéancier. A ce titre, la modification est considérée dans la plupart des cas comme non substantielle. La décote associée (liée à l'absence de facturation des intérêts, ou à une facturation à un taux inférieur au TIE du crédit) est alors comptabilisée en PNB sous réserve du respect de certains critères<sup>52</sup>. Le moratoire est en effet dans ce cas considéré comme ne répondant pas à une difficulté financière de l'emprunteur, mais à une crise de liquidité passagère et le risque de crédit n'est pas considéré par défaut comme ayant augmenté significativement.

Les modifications d'actifs financiers qui ne sont ni réalisées en raison des difficultés financières de l'emprunteur, ni dans le cadre de moratoires (i.e. renégociations commerciales) sont généralement analysées comme le remboursement par anticipation de l'ancien prêt, qui est décomptabilisé, suivi de la mise en place d'un nouveau prêt aux conditions de marché. Elles consistent en effet à remettre le taux du prêt aux conditions de marché, le client étant en mesure de changer d'établissement de crédit et ne subissant pas de difficulté financière.

## 1.e.6 COÛT DU RISQUE

Le coût du risque comprend les éléments de résultat suivants :

- les dépréciations couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (strate 1 et strate 2) relatifs aux instruments de dettes comptabilisés au coût amorti ou à la valeur de marché par capitaux propres, aux engagements de prêts et aux contrats de garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location, des actifs de contrats et des créances commerciales ;
- les dépréciations des actifs financiers (y compris ceux en valeur de marché par résultat) pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur (strate 3), les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ;
- les dépréciations des titres à revenus fixes des entités d'assurance individuellement dépréciés (qui relèvent d'IAS 39).

Sont également comptabilisées en coût du risque les charges liées aux fraudes et aux litiges inhérents à l'activité de financement.

## 1.e.7 INSTRUMENTS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RÉSULTAT

### **Portefeuille de transaction et autres actifs financiers en valeur de marché par résultat**

Le portefeuille de transaction comprend les instruments détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés.

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat concernent les instruments de dette non détenus à des fins de transaction qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie. Entrent également dans cette catégorie les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue.

<sup>52</sup> Moratoires qualifiés de « Mesure Générale COVID-19 » (i.e. répondant aux critères définis dans les orientations de l'EBA publiées le 2 avril 2020) ou équivalent et n'entraînant pas de transfert en strate 3.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la valeur de marché sont présentées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur les instruments financiers à la valeur de marché par résultat » du compte de résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées du portefeuille de transaction.

### **Passifs financiers évalués en valeur de marché par résultat sur option**

Le Groupe utilise cette catégorie dans les deux cas suivants :

- lorsqu'il s'agit d'instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés qui autrement seraient à extraire et à comptabiliser séparément. Un dérivé incorporé est tel que ses caractéristiques économiques et ses risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- lorsque l'utilisation de cette option permet d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence dans l'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs qui autrement résulteraient de leur classement dans des catégories comptables distinctes.

Les variations de valeur de marché résultant du risque de crédit propre sont constatées sous une rubrique spécifique des capitaux propres.

## **1.e.8 PASSIFS FINANCIERS ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES**

Un instrument financier émis ou ses différentes composantes sont classés en tant que passif financier ou instrument de capitaux propres, conformément à la substance économique du contrat juridique.

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dette s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer de la trésorerie ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint d'échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Les instruments de capitaux propres résultent de contrats mettant en évidence un intérêt résiduel dans les actifs d'une entité après déduction de tous ses passifs.

### **Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées**

Les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées sont comptabilisées au coût amorti sauf si elles sont comptabilisées à la valeur de marché par résultat.

Les dettes émises représentées par un titre sont enregistrées à l'origine à leur valeur d'émission comprenant les frais de transaction, puis sont évaluées à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les obligations remboursables ou convertibles en actions propres sont des instruments hybrides susceptibles de contenir une composante dette et une composante capitaux propres, déterminées lors de la comptabilisation initiale de l'opération.

### **Instruments de capitaux propres**

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société consolidante BNP Paribas SA et de ses filiales consolidées par intégration globale. Les coûts externes directement attribuables à une émission d'actions nouvelles, sont déduits des capitaux propres nets de tout impôt y afférent.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Les actions émises par les filiales du Groupe contrôlées de manière exclusive étant assimilées aux actions émises par la société consolidante, lorsque le Groupe rachète les titres émis par ces filiales, la différence entre le prix d'acquisition et la quote-part d'actif net rachetée est enregistrée dans les réserves consolidées, part du Groupe. De même, la valeur de la dette, ainsi que ses variations, représentative d'options de vente consenties, le cas échéant, aux actionnaires minoritaires de ces filiales, est imputée sur les intérêts minoritaires et, à défaut, sur les réserves consolidées, part du Groupe. Tant que ces options ne sont pas exercées, les résultats liés aux intérêts minoritaires sont affectés aux intérêts minoritaires au compte de résultat consolidé. L'incidence d'une baisse du pourcentage d'intérêt du Groupe dans une filiale consolidée par intégration globale est traitée comptablement comme un mouvement des capitaux propres.

Les instruments financiers émis par le Groupe et qualifiés d'instruments de capitaux propres (e.g. Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée) sont présentés au bilan en « Capital et réserves ».

Les distributions d'un instrument financier classé en tant qu'instrument de capitaux propres sont comptabilisées directement en déduction des capitaux propres. De même, les coûts de transaction d'un instrument qualifié de capitaux propres sont comptabilisés en déduction des capitaux propres.

Les dérivés sur actions propres, sont considérés, selon leur mode de dénouement :

- soit comme des instruments de capitaux propres si le dénouement se fait par livraison physique d'un nombre fixe d'actions propres contre un montant fixe de trésorerie ou un autre actif financier; ces instruments dérivés ne sont dans ce cas pas réévalués ;
- soit comme des dérivés si le dénouement se fait en numéraire ou au choix par la livraison physique d'actions propres ou la remise de numéraire. Les variations de valeur de ces instruments sont dans ce cas enregistrées en résultat.

En outre, si le contrat contient une obligation, même si celle-ci n'est qu'éventuelle, de rachat par la banque de ses propres actions, une dette est comptabilisée pour sa valeur présente par la contrepartie des capitaux propres.

## **1.e.9 COMPTABILITÉ DE COUVERTURE**

Le Groupe a retenu l'option prévue par la norme de maintenir les dispositions de la comptabilité de couverture d'IAS 39 jusqu'à l'entrée en vigueur de la future norme sur la macrocouverture. Par ailleurs, la norme IFRS 9 ne traite pas explicitement de la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers. Les dispositions prévues dans IAS 39 pour ces couvertures de portefeuille, telles qu'adoptées par l'Union européenne, continuent de s'appliquer.

Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

La couverture de valeur est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux fixe, tant pour des instruments financiers identifiés (titres, émissions, prêts, emprunts) que pour des portefeuilles d'instruments financiers (dépôts à vue et crédits à taux fixe notamment).

La couverture de résultats futurs est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux révisable, y compris leur renouvellement, et le risque de change des revenus futurs hautement probables en devises.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

Conformément à cette documentation, le Groupe évalue, lors de sa mise en place et au minimum trimestriellement, l'efficacité rétrospective et prospective des relations de couverture mises en place. Les tests d'efficacité rétrospectifs ont pour but de s'assurer que le rapport entre les variations effectives de valeur ou de résultat des dérivés de couverture et celles des instruments couverts se situe entre 80% et 125%. Les tests prospectifs ont pour but de s'assurer que les variations de valeur ou de résultat des dérivés attendues sur la durée de vie résiduelle de la couverture compensent de manière adéquate celles des instruments couverts. Concernant les transactions hautement probables, leur caractère s'apprécie notamment au travers de l'existence d'historiques sur des transactions similaires.



En application de la norme IAS 39 adoptée par l'Union Européenne (excluant certaines dispositions concernant la comptabilité de couverture d'un portefeuille), des relations de couverture de valeur du risque de taux d'intérêt sur base de portefeuille d'actifs ou de passifs sont utilisées. Dans ce cadre :

- le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux interbancaire inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle, d'épargne et de dépôts à vue ;
- les instruments réputés couverts correspondent, pour chaque bande de maturité, à une fraction de la position constitutive des impasses associées aux sous-jacents couverts ;
- les instruments de couverture sont uniquement des swaps de taux simples ;
- l'efficacité des couvertures est assurée prospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants (du fait des remboursements anticipés des prêts ou des retraits des dépôts).

Les principes de comptabilisation des dérivés et des instruments couverts dépendent de la stratégie de couverture.

Dans le cas d'une relation de couverture de valeur, les dérivés sont réévalués au bilan à leur valeur de marché par contrepartie du compte de résultat dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat », symétriquement à la réévaluation des instruments couverts pour le risque considéré. Au bilan, la réévaluation de la composante couverte est comptabilisée soit conformément à la classification de l'instrument couvert dans le cas d'une relation de couverture d'actifs ou de passifs identifiés, soit dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » dans le cas d'une relation de couverture de portefeuille.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les dérivés de couverture sont transférés en portefeuille de transaction et comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. Dans le cas d'instruments de taux d'intérêt identifiés initialement couverts, le montant de réévaluation inscrit au bilan sur ces instruments est amorti au taux d'intérêt effectif sur sa durée de vie résiduelle. Dans le cas de portefeuilles d'instruments de taux d'intérêt initialement couverts en taux, cet ajustement est amorti linéairement sur la période restant à courir par rapport à la durée initiale de la couverture. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan, du fait notamment de remboursements anticipés, ce montant est immédiatement porté au compte de résultat.

Dans le cas d'une relation de couverture de résultats futurs, les dérivés sont réévalués au bilan en valeur de marché en contrepartie d'une ligne spécifique des capitaux propres « Variations de valeur enregistrées directement en capitaux propres ». Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits et charges assimilés » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat. Les instruments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou lorsque celle-ci ne satisfait plus aux tests d'efficacité, les montants cumulés inscrits en capitaux propres au titre de la réévaluation du dérivé de couverture sont maintenus en capitaux propres jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

Quelle que soit la stratégie de couverture retenue, l'inefficacité de la couverture est comptabilisée au compte de résultat en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les couvertures des investissements nets en devises réalisés dans des filiales et succursales sont comptabilisées de la même façon que les couvertures de résultats futurs. Les instruments de couverture peuvent être des dérivés de change ou tout instrument financier non dérivé.

### 1.e.10 DÉTERMINATION DE LA VALEUR DE MARCHÉ

La valeur de marché correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction conclue à des conditions normales entre des participants de marché, sur le marché principal ou sur le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Le Groupe détermine la valeur de marché des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation. Ces techniques de valorisation sont principalement des approches par le marché ou par le résultat, regroupant des modèles communément admis (méthode d'actualisation des cash flows futurs, modèle de Black & Scholes, techniques d'interpolation). Elles maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Ces techniques sont calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché. Des ajustements de valorisation sont appliqués si nécessaire, lorsque des facteurs tels que les risques de modèle, de liquidité et de crédit ne sont pas pris en compte dans les techniques de valorisation ou dans les paramètres utilisés, mais sont cependant pris en considération par les participants de marché lors de la détermination de la valeur de marché.

La valeur de marché doit être déterminée pour chaque actif financier ou passif financier pris individuellement, mais elle peut être évaluée sur la base de portefeuille dès lors que certaines conditions sont remplies. Ainsi, le Groupe applique cette exception lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers et d'autres contrats entrant dans le champ d'application de la norme sur les instruments financiers est géré sur la base de son exposition nette à des risques similaires, de marché ou de crédit, qui se compensent, conformément à une stratégie interne de gestion des risques dûment documentée.

Les actifs et passifs évalués ou présentés à la valeur de marché sont répartis selon la hiérarchie suivante :

- Niveau 1 : les valeurs de marché sont déterminées en utilisant directement les prix cotés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les caractéristiques d'un marché actif incluent l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés, directement ou indirectement. Ces techniques sont régulièrement calibrées et les paramètres corroborés par des données provenant de marchés actifs.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché, par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif. Un paramètre non observable est une donnée pour laquelle aucune information de marché n'est disponible. Il provient donc d'hypothèses internes sur les données qui seraient utilisées par les autres participants de marché. L'évaluation de l'absence de liquidité ou l'identification d'un risque de modèle suppose l'exercice du jugement.

Le classement d'un actif ou d'un passif dans la hiérarchie dépend du niveau du paramètre le plus significatif au regard de la valeur de marché de l'instrument.

Pour les instruments financiers présentés dans le Niveau 3 de la hiérarchie, et plus marginalement pour certains instruments financiers présentés dans le Niveau 2, une différence peut apparaître entre le prix de transaction et la valeur de marché. Cette marge ("Day One Profit") est différée et étalée en résultat sur la durée d'inobservabilité anticipée des paramètres de valorisation. Lorsque les paramètres non observables à l'origine le deviennent ou lorsque la valorisation peut être justifiée par comparaison avec celle de transactions récentes et similaires opérées sur un marché actif, la part de la marge non encore reconnue est alors comptabilisée en résultat.

**1.e.11 DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS****Décomptabilisation des actifs financiers**

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de cet actif. Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

**Décomptabilisation des passifs financiers**

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint.

**Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres**

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé au coût amorti sous la rubrique de « Passifs financiers au coût amorti » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé en « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. La créance correspondante est comptabilisée au coût amorti sous la rubrique « Actifs financiers au coût amorti » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres ne donnent pas lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés. Dans le cas où les titres empruntés sont ensuite cédés par le Groupe, l'obligation de livrer les titres à l'échéance de l'emprunt est matérialisée par un passif financier présenté au bilan sous la rubrique « Instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

**1.e.12 COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les opérations de pensions livrées et de dérivés dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme font l'objet d'une compensation au bilan.

## 1.f NORMES COMPTABLES PROPRES AUX ACTIVITES D'ASSURANCE

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance et les contrats financiers avec une clause de participation à caractère discrétionnaire émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis conformément à la norme IFRS 4 et maintenus dans les comptes consolidés du Groupe.

L'amendement à IFRS 4 « Contrats d'assurance » intitulé « Application d'IFRS 9 Instruments financiers et d'IFRS 4 Contrats d'assurance » adopté par l'Union Européenne le 3 novembre 2017 donne aux entités qui exercent principalement des activités d'assurance la possibilité de reporter jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 la date d'application de la norme IFRS 9<sup>53</sup>. Ce report permet aux entités concernées de continuer à présenter leurs états financiers selon la norme IAS 39 existante.

Cette exemption temporaire d'application d'IFRS 9, limitée aux groupes dont les activités d'assurance sont prédominantes dans l'amendement de l'IASB, a été étendue aux entités d'assurance des conglomérats financiers tel(le)s que définis par la Directive 2002/87/EC) dans le cadre de l'adoption par l'Union Européenne. Cette possibilité est conditionnée notamment à l'absence de cessions internes d'instruments financiers entre les entités d'assurance et les autres entités du conglomérat (hormis les instruments financiers qui sont évalués à la valeur de marché par résultat).

Le Groupe applique cet amendement à l'ensemble de ses entités d'assurance, y compris les fonds relevant de cette activité, qui appliqueront ainsi la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » jusqu'au 31 décembre 2020.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du Groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidés.

### 1.f.1 COMPTE DE RÉSULTAT

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par le Groupe sont présentés au compte de résultat sous la rubrique « Produits nets des activités d'assurance ».

Cette rubrique du compte de résultat comprend les primes acquises, les produits nets sur contrats d'investissement sans participation aux bénéficiaires discrétionnaire et autres prestations, les produits nets des placements des entités d'assurance (y compris les résultats sur immeubles de placement et les dépréciations sur les actions et autres instruments de capitaux propres), les charges techniques des contrats (y compris les charges relatives à la participation aux bénéficiaires), les charges des cessions en réassurance, et les charges des prestations externes (y compris les commissions).

Les autres produits et charges relatifs à l'activité de l'assurance (i.e. relevant des entités d'assurance) sont présentés dans les autres rubriques du compte de résultat en fonction de leur nature.

### 1.f.2 PLACEMENTS DES ACTIVITÉS D'ASSURANCE

Les placements des activités d'assurance comprennent principalement :

- les placements des entités d'assurance dans des instruments financiers qui sont comptabilisés selon les principes d'IAS 39, qui comprennent les placements en représentation des provisions techniques des activités d'assurance et notamment des contrats en unités de compte ;
- les instruments dérivés dont la valeur de marché est positive. Les entités d'assurance du Groupe souscrivent des instruments dérivés à des fins de couverture des placements ;
- les immeubles de placement ;
- les placements dans des sociétés consolidées par mise en équivalence ;
- ainsi que la part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement.

<sup>6</sup> Le 26 juin 2019, l'IASB a publié un exposé-sondage « Amendements à IFRS 17 » proposant notamment le report de sa date d'application obligatoire ainsi que le report de la date limite d'application de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2022.

## Placements dans des instruments financiers

Les placements financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe sont classés dans l'une des quatre catégories prévues par la norme IAS 39 : les actifs financiers en valeur de marché par résultat, les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, les prêts et créances et les actifs financiers disponibles à la vente.

### - Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend, les dérivés et les actifs financiers que le Groupe a choisi de comptabiliser et d'évaluer à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39.

Les actifs financiers peuvent être désignés en valeur de marché par résultat dans les cas suivants (selon IAS 39):

- lorsqu'il s'agit d'instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés qui autrement seraient à extraire et à comptabiliser séparément. Un dérivé incorporé est tel que ses caractéristiques économiques et ses risques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- lorsque l'utilisation de cette option permet d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence dans l'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs qui autrement résulteraient de leur classement dans des catégories comptables distinctes ;
- lorsque le groupe d'actifs et /ou de passifs financiers est géré et évalué sur la base de leur valeur de marché, conformément à une stratégie de gestion et d'investissement dûment documentée.

Les placements en représentation des contrats d'assurance ou d'investissement dont le risque financier est supporté par les assurés (contrats en unités de compte) sont comptabilisés à la valeur de marché par résultat sur option.

Lorsque le Groupe valorise en valeur de marché par résultat des entités représentatives de placements sur lesquelles il exerce une influence notable ou un contrôle conjoint, ces investissements sont présentés sur la ligne « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » (cf. § 1.b.2).

Les instruments financiers classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais des transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché ou de modèle.

Les variations de valeur constatées par rapport à la dernière évaluation, les revenus, les dividendes et les plus et moins-values de cession réalisées sont présentées dans la rubrique « Produits nets des activités d'assurance » et dans la sous-rubrique « Résultat sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

### - Prêts et créances

Les titres à revenu fixe ou déterminable, qui ne sont pas cotés sur un marché actif, autres que ceux pour lesquels le porteur peut ne pas recouvrer la quasi-totalité de son investissement initial pour des raisons autres que la détérioration du crédit, sont classés en « Prêts et créances » quand ils ne répondent pas aux conditions de classement en actifs financiers à la valeur de marché par résultat.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent qui, en règle générale, correspond au montant net décaissé à l'origine.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et déduction faite des remboursements en capital et intérêts éventuellement intervenus.

Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, qui comprend les intérêts, les coûts de transaction et commissions compris dans leur valeur initiale et sont présentés dans la rubrique « Produits nets des activités d'assurance » et dans la sous-rubrique « Résultat sur instruments financiers au coût amorti ».

Les dépréciations constituées lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à l'acquisition de l'actif sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

*- Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance*

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres de dette, à échéance fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Les titres classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les revenus perçus sur ces titres sont présentés dans la rubrique « Produits nets des activités d'assurance » et dans la sous-rubrique « Résultat sur instruments financiers au coût amorti ». Les dépréciations constituées lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à l'acquisition de l'actif sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

*- Actifs financiers disponibles à la vente*

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres de dette ou de capitaux propres qui ne relèvent pas des trois catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, hors revenus courus, sont présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces variations de valeur précédemment comptabilisées en capitaux propres sont constatées en compte de résultat dans la rubrique « Produits nets des activités d'assurance ».

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres de dette, les dividendes perçus et les dépréciations (en cas de baisse significative ou durable de la valeur des titres) des titres de capitaux propres sont présentés dans la rubrique « Produits nets des activités d'assurance » et dans la sous-rubrique « Résultat sur actifs financiers disponibles à la vente ». Les dépréciations au titre du risque de crédit sur les titres de dette sont présentées dans la rubrique « Coût du risque ».

**Immeubles de placement**

Les immeubles de placement correspondent aux immeubles détenus en direct par les sociétés d'assurance et par les sociétés immobilières contrôlées.

Les immeubles de placement, à l'exception de ceux servant de supports à des contrats en unités de compte, sont comptabilisés au coût et suivent les modes de comptabilisation des immobilisations décrits par ailleurs.

Les immeubles de placement, supports de contrats en unités de compte, sont valorisés en date d'arrêté à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

**Placements consolidés par mise en équivalence**

Sont enregistrés dans ce poste les placements investis dans des sociétés ou fonds immobiliers sur lesquels le Groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint et qui sont consolidés par mise en équivalence.

**1.f.3 PROVISIONS TECHNIQUES ET AUTRES PASSIFS D'ASSURANCE**

Dans le poste « Provisions techniques et autres passifs d'assurance » figurent :

- les engagements vis-à-vis des souscripteurs et des bénéficiaires des contrats, et qui regroupent les provisions techniques des contrats d'assurance soumis à un aléa d'assurance significatif (mortalité, longévité, invalidité, incapacité...) et les passifs techniques des contrats d'investissement comportant une clause de participation aux bénéfices discrétionnaire, relevant de la norme IFRS 4. La clause de participation discrétionnaire octroie aux souscripteurs des contrats d'assurance-vie le droit de recevoir, en plus de la rémunération garantie, une quote-part des résultats financiers réalisés ;
- les autres passifs d'assurance afférents aux contrats en unités de compte qui relèvent de la norme IAS 39 (c'est-à-dire les contrats d'investissement sans participation discrétionnaire) ;

- la participation aux bénéfices différée passive ;
- les dettes nées d'opérations d'assurance et de réassurance, dont les dettes envers les assurés ;
- les instruments financiers dérivés des activités d'assurance, comptabilisés à la valeur de marché par résultat, dont la valeur de marché est négative. Les entités d'assurance du Groupe souscrivent des instruments dérivés à des fins de couverture des placements.

Les passifs financiers qui ne sont pas des passifs d'assurance, (par exemple les dettes subordonnées) relèvent de la norme IAS 39. Ils sont présentés en « Passifs financiers au coût amorti ».

### **Contrats d'assurance et de réassurance et contrats d'investissement avec participation aux bénéfices discrétionnaire**

Les garanties proposées en assurance vie couvrent principalement le risque décès (assurance temporaire, rentes viagères, remboursement d'emprunts ou garanties plancher des contrats en unités de compte) et en assurance des emprunteurs, l'invalidité, l'incapacité de travail et le chômage.

En assurance-vie, les provisions techniques sont principalement constituées des provisions mathématiques qui correspondent au minimum aux valeurs de rachat des contrats et des provisions pour participation aux bénéfices exigible et différée.

La provision pour participation aux bénéfices différée comprend les montants résultant de l'application de la « comptabilité reflet », correspondant à la quote-part des assurés, principalement des sociétés d'assurance-vie en France, dans les plus et moins-values latentes sur les actifs, lorsque la rémunération des contrats est liée à leur rendement. Cette quote-part est une moyenne issue de calculs stochastiques sur les plus et moins-values latentes attribuées aux assurés dans le cadre des scénarii étudiés.

La réserve de capitalisation dotée dans les comptes sociaux des sociétés d'assurance-vie françaises du fait de la vente de valeurs mobilières amortissables, avec pour objet de différer une partie des plus-values nettes dégagées afin de maintenir le rendement actuariel du portefeuille constitué en représentation des engagements à l'égard des assurés, est reclassée en provision pour participation aux bénéfices différée passive dans les comptes consolidés du Groupe pour autant que son utilisation apparaisse fortement probable.

En assurance non-vie, les provisions techniques sont constituées des provisions pour primes non acquises (fractions de primes émises correspondant aux exercices futurs) et pour sinistres à payer incluant les frais de gestion des sinistres.

A la date de clôture, un test de suffisance du passif est réalisé : le niveau des provisions techniques (net des frais d'acquisition restant à étaler) est comparé à la valeur moyenne, issue de calculs stochastiques, des flux futurs de trésorerie. L'ajustement éventuel des provisions techniques est constaté en résultat de la période.

En cas d'existence d'une moins-value latente nette sur les actifs entrant dans le champ d'application de la « comptabilité reflet », il est constaté une participation différée active pour le montant dont l'imputation sur des participations aux bénéfices futures des assurés est fortement probable. L'appréciation de la recouvrabilité de cette participation différée active est effectuée de manière prospective, en tenant compte des participations aux bénéfices différées passives comptabilisées par ailleurs, des plus-values sur actifs financiers non constatées dans les comptes du fait des options retenues pour leur comptabilisation (actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et placements immobiliers évalués au coût), de la capacité et de l'intention de l'entreprise de conserver les placements en moins-value latente.

## **Contrats d'investissement sans participation aux bénéfices discrétionnaire**

Les contrats d'investissement sans participation aux bénéfices discrétionnaire correspondent principalement à des contrats en unités de compte qui ne répondent pas à la définition de contrats d'assurance et d'investissement avec participation discrétionnaire.

Les passifs afférents aux contrats en unités de compte sont évalués par référence à la valeur de marché des actifs servant de support à ces contrats à la date d'arrêt.

## **1.g IMMOBILISATIONS**

Les immobilisations inscrites au bilan du Groupe comprennent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Les droits d'utilisation relatifs aux actifs pris en location (cf. § 1.h.2) sont présentés dans les postes d'immobilisations correspondant aux actifs similaires détenus.

Les immobilisations d'exploitation sont utilisées à des fins de production de services, ou administratives. Elles incluent les biens autres qu'immobiliers, donnés en location simple.

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Les immeubles de placement sont comptabilisés au coût, à l'exception de ceux représentatifs de contrats d'assurance ou d'investissement dont le risque est supporté par les assurés (contrats en unité de compte), qui sont valorisés à la valeur de marché par résultat et présentés au bilan dans la rubrique « Placements des activités d'assurance » (note 1.f.2).

Les immobilisations d'exploitation sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger la durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.



Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins-values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

## **1.h CONTRATS DE LOCATION**

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

### **1.h.1 SOCIÉTÉ DU GROUPE BAILLEUR DU CONTRAT DE LOCATION**

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

- **Contrats de location-financement**

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance. Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les provisions constatées sur ces créances suivent les mêmes règles que celles décrites pour les actifs financiers comptabilisés au coût amorti.

- **Contrats de location simple**

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur sa durée d'utilité. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location. Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».

## 1.h.2 SOCIÉTÉ DU GROUPE PRENEUR DU CONTRAT DE LOCATION

Les contrats de location conclus par le Groupe à l'exception des contrats d'une durée inférieure ou égale à 12 mois et des contrats de faible valeur sont comptabilisés au bilan à l'actif en tant que droits d'utilisation et au passif en dettes financières au titre des loyers et autres paiements liés pendant la durée de la location. Le droit d'utilisation est amorti linéairement et la dette financière est amortie actuariellement sur la durée du contrat de location. Les coûts de démantèlement correspondant à des agencements spécifiques et significatifs sont intégrés au droit d'utilisation initial par contrepartie des provisions de passif.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. En France par exemple, le contrat type en immobilier est le contrat de bail commercial dit bail « trois, six, neuf », pour lequel la période exécutoire de base est au maximum de neuf ans, avec une première période de trois ans non résiliable suivie de deux périodes optionnelles de renouvellement de trois ans ; ainsi, suivant les analyses, les durées peuvent être de trois, six ou neuf ans. Pour les contrats sans période exécutoire et qui sont renouvelables tacitement, des droits d'utilisation et des passifs de location sont comptabilisés sur la base de la période de préavis si cette période est supérieure à douze mois. Pour les contrats avec une période exécutoire initiale d'au moins d'un an, qui sont renouvelables tacitement pour cette période exécutoire ou une autre période exécutoire aussi longtemps que le préavis de résiliation n'est pas donné, les droits d'utilisation et passifs correspondants sont comptabilisés à chaque date de renouvellement d'une période exécutoire.
- les taux d'actualisation utilisés pour calculer le droit d'utilisation et la dette de location sont déterminés pour chaque actif comme le taux implicite du contrat s'il est disponible, ou plus généralement en fonction du taux marginal d'endettement des preneurs à la date de signature. Le taux marginal d'endettement est déterminé en tenant compte de la durée moyenne (duration) du contrat.
- En cas de modification du contrat, il est procédé à une nouvelle appréciation de l'obligation locative en tenant compte de la nouvelle durée résiduelle du contrat et donc à une nouvelle évaluation du droit d'utilisation et du passif de location.

## 1.i ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES

### ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants ou un groupe d'actifs et de passifs, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ». Lorsque le Groupe est engagé dans un plan de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale hautement probable dans le délai d'un an, il doit classer tous les actifs et les passifs de cette filiale comme détenus en vue de la vente.

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants ou le groupe d'actifs et de passifs sont évalués au plus bas de leur valeur comptable et de leur valeur de marché nette des coûts de sortie.

Les actifs concernés cessent d'être amortis. En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

En outre, lorsqu'un groupe d'actifs et de passifs destiné à la vente constitue un ensemble homogène de métiers, il est qualifié d'activité abandonnée. Les activités abandonnées incluent à la fois les activités destinées à être cédées, les activités arrêtées, ainsi que les filiales acquises exclusivement dans une perspective de revente.

Dans ce cas, les pertes et profits relatifs à ces opérations sont présentés séparément au compte de résultat, sur la ligne « Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession ». Ce poste inclut les résultats nets après impôt des activités abandonnées, le résultat net après impôt lié à l'évaluation à la valeur de marché (nette des coûts de vente), et le résultat net après impôt de la cession.

## 1.j AVANTAGES BENEFICIAINT AU PERSONNEL

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en quatre catégories :

1. les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, l'intéressement, la participation, l'abondement ;
2. les avantages à long terme qui comprennent les congés rémunérés et les primes liées à l'ancienneté, certaines rémunérations différées versées en numéraire ;
3. les indemnités de fin de contrat de travail ;
4. les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment en France par les compléments de retraite bancaire, et les primes de fin de carrière, et à l'étranger par des régimes de retraite portés pour certains d'entre eux par des fonds de pension.

### 1. Avantages à court terme

L'entreprise comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

- **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme désignent les avantages, autres que les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrat de travail. Sont notamment concernées les rémunérations différées de plus de douze mois, versées en numéraire et non indexées sur le cours de l'action BNP Paribas, qui sont provisionnées dans les comptes de l'exercice auquel elles se rapportent.

La méthode d'évaluation actuarielle est similaire à celle qui s'applique aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, mais les éléments de réévaluation sont comptabilisés en résultat et non pas en capitaux propres.

- **Indemnités de fin de contrat de travail**

Les indemnités de fin de contrat de travail sont les avantages accordés à un membre du personnel en contrepartie de la cessation de son emploi résultant soit de la résiliation par le Groupe du contrat de travail avant l'âge légal du départ en retraite soit de la décision du membre du personnel de partir volontairement en échange d'une indemnité. Les indemnités de fin de contrat de travail exigibles plus de douze mois après la date de clôture font l'objet d'une actualisation.

- **Avantages postérieurs à l'emploi**

Conformément aux principes généralement admis, le Groupe distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour l'entreprise et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de l'entreprise qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si le Groupe est tenu ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies font l'objet d'évaluations actuarielles tenant compte d'hypothèses démographiques et financières.

Le passif net comptabilisé au titre des régimes postérieurs à l'emploi est la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la valeur de marché des actifs du régime (s'ils existent).

La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est déterminée en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par l'entreprise et en appliquant la méthode des unités de crédit projetées. Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres propres à chaque pays ou entité du Groupe tels que des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentations des salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Lorsque le montant des actifs de couverture excède la valeur de l'engagement, un actif est comptabilisé s'il est représentatif d'un avantage économique futur pour le Groupe prenant la forme d'une économie de cotisations futures ou d'un remboursement attendu d'une partie des montants versés au régime.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, des intérêts nets liés à l'actualisation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies, des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications ou réductions de régimes, ainsi que des conséquences des liquidations éventuelles de régimes.

Les éléments de réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies sont comptabilisés directement en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ils comprennent les écarts actuariels, le rendement des actifs du régime et la variation de l'effet du plafonnement éventuel de l'actif (à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies).

## 1.k PAIEMENTS A BASE D' ACTIONS

Les paiements à base d'actions sont constitués par les paiements fondés sur des actions émises par le Groupe, qu'ils soient dénoués par la remise d'actions ou par un versement de numéraire dont le montant dépend de l'évolution de la valeur des actions.

La norme IFRS 2 prescrit de comptabiliser une charge représentative des paiements à base d'actions octroyés postérieurement au 7 novembre 2002 ; le montant de cette charge correspondant à la valeur de la rémunération à base d'actions accordée au salarié.

BNP Paribas accorde à ses salariés des plans d'options de souscription d'actions, des rémunérations différées versées en actions de l'entreprise ou en espèces indexées sur la valeur de l'action, et leur offre la possibilité de souscrire des actions de l'entreprise émises à cet effet avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

- **Plans d'attribution d'options de souscription d'actions (stock-options) et d'actions gratuites**

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BNP Paribas sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

Seules les hypothèses relatives au départ des bénéficiaires et aux conditions de performance qui ne sont pas liées à la valeur du titre BNP Paribas font l'objet d'une réestimation au cours de la période d'acquisition des droits et donnent lieu à un réajustement de la charge.

- **Rémunérations variables différées versées en espèces indexées sur le cours de l'action**

Ces rémunérations sont comptabilisées dans les charges des exercices au cours desquels le salarié rend les services correspondants.

Lorsque le paiement à base d'actions des rémunérations variables différées est explicitement soumis à une condition d'acquisition liée à la présence, les services sont présumés reçus sur la période d'acquisition et la charge de rémunération correspondante est inscrite, prorata temporis sur cette période, en frais de personnel en contrepartie d'une dette. La charge est révisée pour tenir compte de la non-réalisation des conditions de présence ou de performance, et de la variation de valeur du titre BNP Paribas.

En l'absence de condition de présence, la charge est constatée, sans étalement, par contrepartie d'une dette qui est ensuite réestimée à chaque clôture en fonction des éventuelles conditions de performance et de la variation de valeur du titre BNP Paribas, et ce jusqu'à son règlement.

## **1.1 PROVISIONS DE PASSIF**

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux et aux contrats d'assurance, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

## **1.m IMPOT COURANT ET DIFFERE**

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Des impôts différés sont comptabilisés lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception:

1. des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même groupe fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'existe un droit légal de compensation.

S'agissant de l'évaluation des positions fiscales incertaines, le Groupe adopte la démarche suivante :

- la probabilité qu'un traitement fiscal incertain soit agréé par les autorités fiscales est appréciée ;

- l'incertitude éventuelle est reflétée lors de la détermination du résultat fiscal en retenant soit le montant le plus probable (probabilité d'occurrence la plus élevée), soit l'espérance mathématique (somme des résultats possibles pondérés par leur probabilité d'occurrence).

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt dans le compte de résultat, à l'exception de ceux relatifs à une transaction ou un événement directement comptabilisé en capitaux propres, qui sont également imputés sur les capitaux propres. Ceci concerne en particulier l'effet d'impôt relatif aux coupons versés sur les instruments financiers émis par le Groupe et qualifiés d'instruments de capitaux propres comme les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôt sur les bénéficiaires » du compte de résultat.

## **1.n TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux placements des activités d'assurance et aux titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

## **1.0 UTILISATION D'ESTIMATIONS DANS LA PREPARATION DES ETATS FINANCIERS**

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives. Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Ainsi est-ce en particulier le cas :

- de l'analyse du critère des flux de trésorerie de certains actifs financiers ;
  - du calcul des pertes de crédit attendues. Ceci concerne plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
  - de l'analyse des crédits renégociés afin de déterminer leur maintien au bilan ou leur décomptabilisation;
1. de l'analyse du caractère actif ou non d'un marché et de l'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif classés en « Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres » ou en « Instruments financiers en valeur de marché par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers ;
  2. des hypothèses retenues pour apprécier la sensibilité de la valeur de marché des instruments financiers à chaque type de risque de marché, ainsi que la sensibilité de ces valorisations aux

principaux paramètres non observables telles que présentées dans les notes annexes aux états financiers ;

- de la pertinence de la qualification de certaines couvertures de résultat par des instruments financiers dérivés et de la mesure de l'efficacité des stratégies de couverture ;
- des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels ;
- des actifs d'impôt différé ;
- de l'estimation des provisions techniques d'assurance et de la participation aux bénéfices différée;
- de la détermination de l'incertitude sur les traitements fiscaux et des autres provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges. En particulier, l'issue et l'impact potentiel des enquêtes et litiges en cours est difficile à prédire avant leur terme. L'estimation des provisions est réalisée en prenant en compte toutes les informations disponibles à la date d'établissement des comptes notamment la nature du litige, les faits sous-jacents, les procédures en cours et les décisions de justice, y compris celles relatives à des cas similaires. Le Groupe peut également avoir recours à des avis d'experts et de conseillers indépendants afin d'exercer son jugement.

## 2. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2020

### 2.a MARGE D'INTERETS

Le Groupe BNP Paribas présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilés » la rémunération déterminée selon la méthode du taux d'intérêt effectif (intérêts, commissions et frais) des instruments financiers évalués au coût amorti et des instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres.

Ces rubriques incluent également la rémunération des instruments financiers non détenus à des fins de transaction dont les caractéristiques ne permettent pas une comptabilisation au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres, ainsi que celle des instruments financiers que le Groupe a désignés comme évaluable en valeur de marché par résultat. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers en valeur de marché par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de valeur de marché sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques. De même, les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture économique des opérations désignées en valeur de marché par résultat sont rattachés aux rubriques qui enregistrent les intérêts de ces opérations.

En millions d'euros	1er semestre 2020			1er semestre 2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>Instruments financiers au coût amorti</b>	<b>14 154</b>	<b>(4 750)</b>	<b>9 404</b>	<b>15 378</b>	<b>(6 349)</b>	<b>9 029</b>
Comptes et prêts / emprunts	12 819	(3 339)	9 480	14 071	(4 711)	9 360
Opérations de pensions	59	(61)	(2)	90	(48)	42
Opérations de location-financement	695	(40)	655	672	(35)	637
Titres de dette	581		581	545		545
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		(1 310)	(1 310)		(1 555)	(1 555)
<b>Instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres</b>	<b>801</b>	<b>-</b>	<b>801</b>	<b>667</b>	<b>-</b>	<b>667</b>
Titres de dette	801		801	667		667
<b>Instruments financiers en valeur de marché par résultat (hors portefeuille de transaction)</b>	<b>50</b>	<b>(375)</b>	<b>(325)</b>	<b>30</b>	<b>(140)</b>	<b>(110)</b>
<b>Instruments de couverture de résultats futurs</b>	<b>1 131</b>	<b>(537)</b>	<b>594</b>	<b>1 830</b>	<b>(1 019)</b>	<b>811</b>
<b>Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux</b>	<b>1 413</b>	<b>(1 149)</b>	<b>264</b>	<b>1 262</b>	<b>(1 126)</b>	<b>136</b>
<b>Passif de location</b>	<b>-</b>	<b>(31)</b>	<b>(31)</b>	<b></b>	<b>(35)</b>	<b>(35)</b>
<b>Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés</b>	<b>17 549</b>	<b>(6 842)</b>	<b>10 707</b>	<b>19 167</b>	<b>(8 669)</b>	<b>10 498</b>

Le total des produits d'intérêts sur les créances ayant fait l'objet d'une dépréciation individuelle s'élève à 200 millions d'euros pour le premier semestre 2020 contre 235 millions d'euros pour le premier semestre 2019.



## 2.b COMMISSIONS

En millions d'euros	1er semestre 2020			1er semestre 2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	2 140	(452)	1 688	2 126	(593)	1 533
Opérations sur titres et dérivés	1 162	(771)	391	883	(625)	258
Engagements de financement et de garantie	559	(23)	536	586	(38)	548
Prestations de service et gestion d'actifs	2 384	(140)	2 244	2 228	(106)	2 122
Autres	477	(541)	(64)	511	(503)	8
<b>Produits et charges de commissions</b>	<b>6 722</b>	<b>(1 927)</b>	<b>4 795</b>	<b>6 334</b>	<b>(1 865)</b>	<b>4 469</b>
<i>- dont détention ou placement d'actifs pour le compte de la clientèle, de fiducies, d'institutions de retraite ou de prévoyance et d'autres institutions</i>	1 351	(93)	1 258	1 346	(106)	1 240
<i>- dont instruments financiers non évalués à la valeur de marché par résultat</i>	1 595	(176)	1 419	1 461	(254)	1 207

## 2.c GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT

Les gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers gérés au sein d'un portefeuille de transaction, aux instruments financiers que le Groupe a désigné comme évaluables en valeur de marché par résultat, aux titres de capitaux propres non détenus à des fins de transaction pour lesquels l'option de comptabilisation en valeur de marché par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi qu'aux instruments de dette dont les flux de trésorerie ne sont pas uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal ou dont le modèle de gestion n'est pas de collecter les flux de trésorerie ni de collecter les flux de trésorerie et de vendre les actifs.

Ces éléments de résultat comprennent les dividendes sur ces instruments et excluent les revenus et charges d'intérêts des instruments financiers évalués en valeur de marché sur option et des instruments dont les flux de trésorerie ne sont pas uniquement des paiements relatifs au principal et aux intérêts sur le principal ou dont le modèle de gestion n'est pas de collecter les flux de trésorerie ni de collecter les flux de trésorerie et de vendre les actifs, qui sont présentés dans la « Marge d'intérêts » (note 2.a).

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
<b>Instruments financiers du portefeuille de transaction</b>	<b>(2 623)</b>	<b>7 284</b>
Instruments financiers de taux et de crédit	3 277	4 237
Instruments financiers de capital	(3 239)	3 206
Instruments financiers de change	685	397
Opérations de pension	(70)	(813)
Autres instruments financiers	(3 276)	257
<b>Instruments évalués en valeur de marché sur option</b>	<b>6 738</b>	<b>(3 852)</b>
<b>Autres instruments financiers comptabilisés en valeur de marché par résultat</b>	<b>(248)</b>	<b>301</b>
Instruments de dette	(59)	(5)
Instruments de capitaux propres	(189)	306
<b>Incidence de la comptabilité de couverture</b>	<b>(31)</b>	<b>(43)</b>
Instruments dérivés de couverture de valeur	1 025	639
Composantes couvertes des instruments financiers ayant fait l'objet d'une couverture de valeur	(1 056)	(682)
<b>Gains nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat</b>	<b>3 836</b>	<b>3 690</b>

Les montants de gains et pertes des instruments financiers évalués en valeur de marché sur option sont relatifs principalement à des instruments dont les variations de valeur sont susceptibles d'être compensées par celles d'instruments financiers dérivés du portefeuille de transaction qui les couvrent économiquement.

Les gains nets du portefeuille de transaction comprennent, pour un montant négligeable au titre des premiers semestres 2020 et 2019, l'inefficacité liée aux couvertures de résultats futurs.

Les facteurs potentiels d'inefficacité sont les différences entre les instruments de couverture et les instruments couverts, notamment du fait de divergences dans les caractéristiques des instruments, telles que la fréquence et la date de révision des index de taux, la fréquence des paiements et les courbes d'actualisation utilisées, ou lorsque les instruments dérivés ont une valeur de marché non nulle à la date de documentation de la relation de couverture. Les ajustements de valeur pour risque de contrepartie s'appliquant aux instruments de couverture sont également sources d'inefficacité.

Les variations de valeur cumulées en capitaux propres relatives à des couvertures de flux futurs interrompues qui ont été reclassées en résultat au cours du premier semestre 2020 sont non significatives, dans tous les cas, que l'instrument couvert existe ou n'existe plus.

## 2.d GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR CAPITAUX PROPRES

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Plus ou moins-values sur instruments de dette <sup>(1)</sup>	100	134
Produits de dividendes sur instruments de capitaux propres	46	84
<b>Gains nets sur instruments financiers en valeur de marché par capitaux propres</b>	<b>146</b>	<b>218</b>

<sup>(1)</sup> Les produits d'intérêt relatifs aux titres de dette sont compris dans la « Marge d'intérêts » (note 2.a) et la charge de dépréciation liée à l'insolvabilité éventuelle des émetteurs est présentée au sein du « Coût du risque » (note 2.h).

Les résultats latents sur titres de dette, précédemment portés dans la rubrique « Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat » et inscrits en résultat, représentent un gain net de 35 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 134 millions d'euros au premier semestre 2019.

**2.e PRODUITS NETS DES ACTIVITES D'ASSURANCE**

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Primes acquises	9 856	12 615
Produits nets sur contrats d'investissement sans participation aux bénéfices discrétionnaire et autres prestations	29	14
Produits/(Charges) nets des placements	(4 527)	9 411
Charges techniques des contrats	(2 084)	(18 583)
Charges de cessions en réassurance	(171)	(61)
Charges de prestations externes	(1 003)	(1 078)
<b>Produits nets des activités d'assurance</b>	<b>2 100</b>	<b>2 318</b>

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Résultat sur actifs disponibles à la vente	1 586	1 716
<i>Intérêts et dividendes</i>	1 424	1 593
<i>Variation des dépréciations</i>	(141)	(145)
<i>Plus et moins-values réalisées</i>	303	268
Résultat sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	(6 162)	7 523
Résultat sur instruments financiers au coût amorti	38	61
Résultat des immeubles de placement	11	109
Quote-part de résultat des entités sous influence notable représentant des placements	4	6
Autres charges liées aux placements	(4)	(4)
<b>Total produits/(charges) nets des placements</b>	<b>(4 527)</b>	<b>9 411</b>

**2.f PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES**

En millions d'euros	1er semestre 2020			1er semestre 2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets des immeubles de placement	32	(18)	14	56	(17)	39
Produits nets des immobilisations en location simple	5 076	(4 294)	782	5 142	(4 388)	754
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	174	(136)	38	602	(519)	83
Autres produits nets	790	(688)	102	875	(578)	297
<b>Total net des produits et charges des autres activités</b>	<b>6 072</b>	<b>(5 136)</b>	<b>936</b>	<b>6 675</b>	<b>(5 502)</b>	<b>1 173</b>

**2.g AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION**

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(4 209)	(4 504)
Taxes et contributions <sup>(1)</sup>	(1 624)	(1 469)
<b>Total des autres charges générales d'exploitation</b>	<b>(5 833)</b>	<b>(5 973)</b>

(1) Les contributions au fonds de résolution européen, y compris contributions exceptionnelles, s'élèvent à 760 millions d'euros au premier semestre 2020 contre 645 millions d'euros au premier semestre 2019.

## 2.h COUT DU RISQUE

Le modèle général d'évaluation des dépréciations décrit dans la note 1.e.5 et utilisé par le Groupe s'articule autour des deux étapes suivantes :

- évaluer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et
- mesurer la provision pour dépréciation sur la base d'une perte attendue sur 12 mois ou sur la base d'une perte attendue sur la durée de vie (i.e. perte attendue à maturité).

Ces deux étapes doivent s'appuyer sur des informations prospectives.

### **Augmentation significative du risque de crédit**

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en s'appuyant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Le système de notation interne est décrit dans le chapitre 5. Pilier 3 du Document d'enregistrement universel (partie 5.4 Risque de crédit).

- *Facilités accordées aux grandes entreprises, institutions financières, États souverains et obligations*

L'indicateur utilisé pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit est la note interne de crédit de la contrepartie.

La détérioration de la qualité de crédit est considérée comme significative et la facilité (ou l'obligation) classée en strate 2 si la différence entre la note interne de la contrepartie à l'origination et celle en date de clôture est supérieure ou égale à 3 crans (par exemple, un passage de la note 4- à la note 5-).

La mesure de simplification « risque de crédit faible » autorisée par IFRS 9 (i.e. selon laquelle les obligations avec une notation « investment grade » en date de clôture sont considérées comme étant en strate 1, et celles avec une notation « non-investment grade » en date de clôture sont considérées comme étant en strate 2) est utilisée uniquement pour les titres de dette pour lesquels aucune note interne n'est disponible en date de comptabilisation initiale.

- *Facilités accordées aux PME et clientèle de détail*

Pour les expositions relatives aux PME, l'indicateur utilisé pour évaluer l'augmentation significative du risque de crédit est également la note interne de crédit de la contrepartie. Du fait d'une volatilité plus importante dans l'échelle de notation interne utilisée, la détérioration est considérée comme significative et la facilité classée en strate 2 si la différence entre la note interne de la contrepartie à l'origination et celle en date de clôture est supérieure ou égale à 6 crans.

Pour la clientèle de détail, deux autres indicateurs d'augmentation du risque de crédit peuvent être utilisés :

- probabilité de défaut (PD) : l'évolution de la probabilité défaut à 1 an est considérée comme une approximation raisonnable de l'évolution de la probabilité de défaut à maturité. La détérioration du risque de crédit est considérée comme significative et la facilité classée en strate 2, si le ratio (PD à 1 an en date de clôture / PD à l'origination) est supérieur à 4.
- existence d'un impayé au cours des 12 derniers mois : dans le métier spécialisé du crédit à la consommation, l'existence d'un incident de paiement éventuellement régularisé intervenu au cours des 12 derniers mois est considérée comme une augmentation significative du risque de crédit et la facilité est alors classée en strate 2.

De plus, pour l'ensemble des portefeuilles (hors métier spécialisé du crédit à la consommation) :

- la facilité est présumée être en strate 1 quand sa note interne est inférieure ou égale à 4- (ou sa PD à 1 an est inférieure ou égale à 0,25%) en date de clôture, car les changements de probabilité de défaut liés à des dégradations de notation dans cette zone sont faibles, et donc considérés comme non « significatifs ».

- quand la note interne est supérieure ou égale à 9+ (ou quand la PD à 1 an est supérieure à 10%) en date de clôture, compte tenu des pratiques du Groupe en matière d'émission de crédits, la détérioration est considérée comme significative et la facilité classée en strate 2 (dans la mesure où la facilité n'est pas dépréciée).

Le risque de crédit est présumé avoir augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale et l'actif classé en strate 2, en cas de retard de paiement de plus de 30 jours.

### **Informations prospectives**

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues (Expected Credit Loss – « ECL »).

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles fondées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macro-économiques sectoriels ou géographiques, susceptibles d'augmenter le risque de crédit de certaines expositions. Ces informations peuvent amener à resserrer les critères de passage en strate 2, et ainsi augmenter le montant de pertes de crédit attendues pour des expositions considérées comme particulièrement vulnérables au regard de ces paramètres prospectifs.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le Groupe a fait le choix de retenir 3 scénarios macro-économiques par zone géographique, couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

1. un scénario central, en ligne avec le scénario utilisé dans le cadre du processus budgétaire,
2. un scénario adverse, correspondant au scénario utilisé trimestriellement dans le cadre des exercices de « stress-test » réalisés par le Groupe,
3. un scénario favorable, permettant de prendre en compte des situations où les performances économiques sont meilleures que prévues.

Le lien entre les scénarios macro-économiques et la mesure de l'ECL est principalement établi par le biais de la modélisation des probabilités de défaut et par la déformation des matrices de migration de note interne (ou paramètre de risque). Les probabilités de défaut ainsi déterminées par les scénarios macro-économiques permettent de mesurer les pertes attendues pour chaque scénario.

Le poids à attribuer aux pertes de crédit attendues calculées dans chacun des scénarios est défini comme suit :

4. 50% pour le scénario central,
5. le poids des deux scénarios alternatifs est défini selon la position dans le cycle économique. Dans l'approche retenue, le scénario adverse a un poids plus important dans les situations en haut de cycle que dans les situations en bas de cycle, en anticipation d'un retournement potentiel défavorable de l'économie.

Par ailleurs, lorsque cela s'avère pertinent, la mesure des dépréciations peut prendre en compte des scénarios de vente des actifs.

### *Scénarios macroéconomiques*

Les trois scénarios macroéconomiques sont définis avec un horizon de projection à 3 ans. Ils correspondent à :

6. un scénario central, qui décrit la situation économique la plus probable sur l'horizon de projection. Ce scénario est mis à jour à une fréquence trimestrielle. Il est défini par la cellule de Recherche Economique du Groupe, en collaboration avec divers experts du Groupe. Les projections sont déclinées pour chaque marché significatif du Groupe, au travers des principales variables macroéconomiques (le PIB et ses composantes, le taux de chômage, l'indice des prix à la consommation, les taux d'intérêt, les taux de change, le prix du pétrole, les prix du marché immobilier etc.) qui sont déterminantes dans la modélisation des paramètres de risque utilisés dans le cadre du processus de stress-test ;

7. un scénario adverse, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques pesant sur le scénario de base, et dont il résulte une situation économique beaucoup plus défavorable que dans le scénario de référence. Le point de départ est l'application d'un choc sur le PIB. Ce choc sur le PIB est appliqué avec une ampleur variable, mais de manière simultanée aux différentes économies, dans la mesure où la crise considérée est une crise globale. Les hypothèses retenues sont généralement cohérentes avec celles proposées par les régulateurs. Les autres variables (taux de chômage, inflation, taux d'intérêt) sont définies sur la base de relations économétriques établies, et de jugement d'expert ;
8. un scénario favorable, qui reflète l'impact de la matérialisation de risques ayant un effet positif sur l'économie, et dont il résulte une situation économique bien plus favorable. Afin de parvenir à une estimation non biaisée des dépréciations, le scénario favorable est défini tel que la probabilité d'occurrence du choc appliqué sur le PIB (en moyenne, sur un cycle) est égale à la probabilité d'occurrence du choc correspondant dans le scénario adverse. L'ampleur des chocs appliqués correspond généralement à 80%-95% de l'ampleur des chocs en adverse. Les autres variables (taux de chômage, inflation, taux d'intérêt) sont définies de la même manière que dans le scénario adverse.

À la suite du fort choc au premier semestre 2020 (précisément au premier trimestre en Chine, au deuxième en Europe et aux États-Unis), le scénario central prévoit un rebond au cours du second semestre de cette année. Cette reprise se poursuivrait en 2021, sur un rythme se modérant progressivement, conduisant à des taux de croissance annuels bien supérieurs aux rythmes habituels dans tous les pays considérés. Tout en marquant une nouvelle décélération dans sa reprise en 2022, l'activité retrouverait, dans la grande majorité des pays, son niveau d'avant crise (celui du quatrième trimestre 2019) au cours du second semestre de 2022, dessinant ainsi une configuration en forme de « V ».

Le risque d'une prolongation de la crise pour des raisons sanitaires ou économiques est traité dans le scénario adverse, détaillé plus bas.

Le niveau retenu pour chaque pays, tant en termes de choc initial que de profil de reprise tient (i) au nombre de cas de coronavirus et à la sévérité des mesures de confinement mises en œuvre, (ii) à la part dans l'économie des secteurs les plus exposés (par exemple les transports, le tourisme, les loisirs, l'hôtellerie et la restauration), (iii) et à l'importance des dispositifs de maintien des revenus, de soutien de l'activité économique et des plans de relance des autorités.

Les chocs retenus pour l'Italie et la France sont plus sévères que pour la zone euro dans sa totalité.

	Retour au niveau de PIB du 4ème trimestre 2019
France	4ème trimestre 2022
Italie	Au-delà de 2023
Belgique	3ème trimestre 2022
Allemagne	3ème trimestre 2021
Zone euro	2ème trimestre 2022
Etats-Unis	4ème trimestre 2022

Ces hypothèses sont comparables à celles du scénario de la BCE pour la zone euro qui retient (i) un taux de croissance annuel moyen du PIB 2020 de -8,7 %, (ii) un écart entre les niveaux de PIB au quatrième trimestre 2019 et au deuxième trimestre 2020 de -16,3 % et (iii) un retour à fin 2022 au niveau du PIB d'avant crise.

Le scénario adverse suppose la matérialisation de certains risques pour l'économie, conduisant à une trajectoire économique beaucoup plus dégradée que dans le scénario central.

Dans le contexte actuel, le risque dominant est que la crise sanitaire ne se dissipe pas aussi rapidement que supposé dans le scénario central (en raison d'évolutions sanitaires moins favorables que prévu) ou que les conséquences économiques excèdent celles qui sont envisagées (impacts plus sévères ou effets prolongés) déclenchant in fine des effets allant au-delà de ceux directement liés au confinement, notamment :

1. Crise prolongée, due à une demande plus faible : la crise sanitaire pourrait déclencher une crise plus « classique » et donc plus longue, si elle provoque des dommages importants dans l'économie (par exemple, un taux de chômage plus élevé, un nombre plus élevé de faillites, etc.) qui affectent la demande intérieure.
2. Tensions liées aux finances publiques : compte tenu de l'ampleur de la contraction de l'activité et du montant du soutien budgétaire qui sera fourni par les gouvernements pour compenser ce choc majeur, les niveaux de dette publique augmenteront sensiblement et atteindront dans certains pays des niveaux sans précédent. Cette détérioration des finances publiques pourrait engendrer des tensions sur les marchés financiers et des mesures d'austérité.
3. Pression sur la rentabilité des institutions financières : la crise sanitaire accroit les difficultés de remboursement de certains acteurs, génère de la volatilité sur les marchés financiers et induit des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt. Ces développements sont susceptibles de peser sur la rentabilité du secteur bancaire.
4. Nouvelles corrections sur les marchés financiers : la crise sanitaire a déjà eu un impact majeur sur la valorisation de certains actifs financiers. Selon l'évolution de la crise sanitaire, de nouvelles corrections pourraient affecter certains marchés.
5. Nouvelle détérioration de l'activité économique en Chine : compte tenu du poids de l'économie chinoise, une nouvelle détérioration de l'activité aurait un impact sur les marchés financiers mondiaux, le commerce mondial et les prix des matières premières.
6. Difficultés des marchés émergents : certains marchés émergents souffrant de déséquilibres économiques et politiques intérieurs, de la force du dollar américain, et de la détérioration des relations internationales pourraient être davantage fragilisés par la crise sanitaire.

D'autres risques, non directement liés à la crise sanitaire ont été également pris en compte dans le scénario adverse :

7. Risques commerciaux : en dépit de l'accord commercial signé par les États-Unis et la Chine début 2020, des tensions restent possibles entre les deux pays car des désaccords demeurent sur les sujets de protection de la propriété intellectuelle, de transferts de technologie ou des politiques industrielles. Parallèlement, les tensions commerciales entre les États-Unis et l'Union Européenne pourraient s'amplifier à la suite des désaccords sur les subventions aux secteurs aérien et automobile, l'OMC ou les taxes sur les services numériques.
8. Risques liés au Brexit : en l'absence d'accord global, d'ici fin 2020, avec l'Union Européenne, le Royaume-Uni pourrait souffrir de perturbations dans certains secteurs, d'une plus grande incertitude pesant sur l'investissement et la consommation, d'une dynamique commerciale plus faible, de tensions financières, ainsi que d'évolutions défavorables des marchés immobiliers début 2021.
9. Risques géopolitiques : les tensions au Moyen-Orient pourraient peser sur l'économie mondiale au travers de chocs sur les prix des matières premières et la confiance des entreprises.

Il est supposé que ces risques latents se matérialisent à partir du 4ème trimestre 2020, déclenchés par une extension de la crise sanitaire.

L'effet du scénario adverse sur l'évolution du PIB des pays de l'OCDE, se traduit par un écart avec le scénario central au terme de la période de choc (3 ans) compris entre -5,8 % et -12 % selon les pays considérés, atteignant en particulier -7,1 % en moyenne dans la zone euro et -5,8 % aux États-Unis.

La pondération du scénario adverse retenue par le Groupe est de 19 % au 30 juin 2020, contre 26 % au 31 décembre 2019 et de 31 % pour le scénario favorable au 30 juin 2020 contre 24 % au 31 décembre 2019, reflétant une position du cycle de crédit en-dessous de la moyenne au 30 juin 2020 dans le contexte de la crise sanitaire en cours et à la généralisation des mesures de confinement.

Le montant des pertes attendues du Groupe est légèrement plus élevé que celui déterminé sur base du scénario central. L'application d'une pondération égale sur les scénarios favorable et adverse (25 %) conduirait à une augmentation de 100 millions, soit 2 % des pertes attendues.



## Adaptation du dispositif d'évaluation des montants des pertes de crédit attendues pour prendre en compte les spécificités de la crise sanitaire :

La mesure de l'impact des scénarios macroéconomiques sur les pertes de crédit attendues a été ajustée pour refléter les spécificités de la crise sanitaire actuelle. Compte tenu des caractères exceptionnels du choc du premier semestre 2020 lié aux mesures de confinement temporaires et du soutien apporté par les gouvernements et les banques centrales, les paramètres des scénarios macroéconomiques pour les différents pays ou zones géographiques intégrés dans les modèles de calcul (calibrés sur la base des précédentes crises) ont été adaptés afin d'en extraire la dynamique moyen terme de l'évolution macroéconomique et de minimiser ainsi une volatilité excessive à court terme.

La perspective à moyen terme retenue pour la zone euro sur le scénario central corrige la destruction de valeur sur la période, pour un montant similaire aux dispositifs d'aide mis en place par les gouvernements et la Banque centrale européenne.

Lorsque les nouveaux crédits bénéficient d'une garantie de l'État (cas concentrés principalement sur la Banque De Détail en France), le calcul des pertes de crédit attendues a été ajusté en conséquence.

De plus, pour les secteurs les plus touchés par la crise (aviation, loisirs, commerce de détail non-alimentaire, tourisme), les critères d'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit sont resserrés anticipant un surcroît de migration vers la strate 2 des facilités de ces secteurs.

Pour l'activité spécifique de crédit à la consommation, les projections des taux de migration vers le défaut ont été adaptées afin de refléter les particularités par pays de ce segment d'activité. Les crédits faisant l'objet d'un report d'échéance ont été analysés dans des classes de risques spécifiques.

Par ailleurs, l'absence de report général d'échéance au bénéfice des personnes physiques, notamment en France a conduit à identifier comme restructurées les créances ayant fait l'objet de mesures d'accompagnement non prévues initialement au contrat. Pour autant, ces mesures n'ont pas été considérées comme critère automatique de transfert vers la strate 2.

### 1. Coût du risque de la période

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Dotations nettes aux dépréciations	(2 782)	(1 202)
Récupérations sur créances amorties	212	215
Pertes sur créances irrécouvrables	(303)	(403)
<b>Total du coût du risque de la période</b>	<b>(2 873)</b>	<b>(1 390)</b>

#### Coût du risque de la période par catégorie comptable et nature d'actifs

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Banques centrales	1	(4)
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	(176)	(3)
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	(6)	(1)
Actifs au coût amorti	(2 576)	(1 280)
<i>dont prêts et créances</i>	(2 566)	(1 283)
<i>dont titres de dette</i>	(10)	3
Autres actifs	(5)	(11)
Engagements de financement, de garantie et divers	(111)	(91)
<b>Total du coût du risque de la période</b>	<b>(2 873)</b>	<b>(1 390)</b>
Coût du risque sur encours sains	(711)	51
<i>dont strate 1</i>	(453)	(82)
<i>dont strate 2</i>	(258)	133
Coût du risque sur encours dépréciés - strate 3	(2 162)	(1 441)

**1. Dépréciations constituées au titre du risque de crédit**

Variation au cours de la période des dépréciations constituées par catégorie comptable et nature d'actifs

En millions d'euros	31 décembre 2019	Dotations nettes aux dépréciations	Utilisation de dépréciations	Variation de périmètre, de parités monétaires et divers	30 juin 2020
<b>Dépréciations des actifs</b>					
Banques centrales	15	(1)		(1)	13
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	149	176	(120)	(30)	175
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	141	6	(11)	(3)	133
Actifs financiers au coût amorti	21 411	2 501	(1 157)	(277)	22 478
<i>dont prêts et créances</i>	21 277	2 491	(1 157)	(274)	22 337
<i>dont titres de dette</i>	134	10		(3)	141
Autres actifs	90	11	(3)	1	99
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>21 806</b>	<b>2 693</b>	<b>(1 291)</b>	<b>(310)</b>	<b>22 898</b>
<i>dont strate 1</i>	1 676	412	(4)	4	2 088
<i>dont strate 2</i>	3 145	200	(6)	(71)	3 268
<i>dont strate 3</i>	16 985	2 081	(1 281)	(243)	17 542
<b>Provisions inscrites au passif</b>					
Provisions pour engagements de financement et de garantie	818	110		(13)	915
Autres dépréciations	416	(21)	(24)	4	375
<b>Total des provisions constituées au titre des engagements de crédit</b>	<b>1 234</b>	<b>89</b>	<b>(24)</b>	<b>(9)</b>	<b>1 290</b>
<i>dont strate 1</i>	259	31		5	295
<i>dont strate 2</i>	225	51		(11)	265
<i>dont strate 3</i>	750	7	(24)	(3)	730
<b>Total des dépréciations et provisions constituées</b>	<b>23 040</b>	<b>2 782</b>	<b>(1 315)</b>	<b>(319)</b>	<b>24 188</b>

## Variation au cours de la période précédente des dépréciations constituées par catégorie comptable et nature d'actifs

En millions d'euros	31 décembre 2018	Dotations nettes aux dépréciations	Utilisation de dépréciations	Variation de périmètre, de parités monétaires et divers	30 juin 2019
<b>Dépréciation des actifs</b>					
Banques centrales	15	4		(1)	18
Instruments financiers en valeur de marché par résultat	191	(1)		(12)	178
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres	140	1			141
Actifs financiers au coût amorti	24 362	1 112	(1 912)	(124)	23 438
<i>dont prêts et créances</i>	24 232	1 114	(1 912)	(122)	23 312
<i>dont titres de dette</i>	130	(2)		(2)	126
Autres actifs	80	10		(1)	89
<b>Total des dépréciations d'actifs financiers</b>	<b>24 788</b>	<b>1 126</b>	<b>(1 912)</b>	<b>(138)</b>	<b>23 864</b>
<i>dont strate 1</i>	1 581	60		(44)	1 597
<i>dont strate 2</i>	3 325	(150)	(7)	19	3 187
<i>dont strate 3</i>	19 882	1 216	(1 905)	(113)	19 080
<b>Provisions inscrites au passif</b>					
Provisions pour engagements de financement et de garantie	775	66		(3)	838
Autres dépréciations	417	10	(19)	(9)	399
<b>Total des provisions constituées au titre des engagements de crédit</b>	<b>1 192</b>	<b>76</b>	<b>(19)</b>	<b>(12)</b>	<b>1 237</b>
<i>dont strate 1</i>	237	13		(7)	243
<i>dont strate 2</i>	220	19			239
<i>dont strate 3</i>	735	44	(19)	(5)	755
<b>Total des dépréciations et provisions constituées</b>	<b>25 980</b>	<b>1 202</b>	<b>(1 931)</b>	<b>(150)</b>	<b>25 101</b>

## Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période (EU CR-2)

En millions d'euros	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Strate 2)	Dépréciations sur encours dépréciés (Strate 3)	Total
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>1 641</b>	<b>3 123</b>	<b>16 647</b>	<b>21 411</b>
<b>Dotations nettes aux dépréciations</b>				
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	267	222		489
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période <sup>(1)</sup>	(145)	(271)	(213)	(629)
Transfert vers strate 2	(82)	1 081	(159)	840
Transfert vers strate 3	(18)	(466)	1 333	849
Transfert vers strate 1	52	(393)	(19)	(360)
Autres dotations / reprises sans changement de strate <sup>(2)</sup>	336	26	950	1 312
<b>Utilisation de dépréciations</b>	<b>(1)</b>	<b>(6)</b>	<b>(1 150)</b>	<b>(1 157)</b>
<b>Variation de périmètre, des parités monétaires et divers</b>	<b>6</b>	<b>(71)</b>	<b>(212)</b>	<b>(277)</b>
<b>Au 30 juin 2020</b>	<b>2 056</b>	<b>3 245</b>	<b>17 177</b>	<b>22 478</b>

<sup>(1)</sup> Y compris cessions.<sup>(2)</sup> Y compris amortissements.

Variations des dépréciations sur actifs financiers au coût amorti sur la période précédente :

En millions d'euros	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à 12 mois (Strate 1)	Dépréciations sur encours avec pertes attendues à maturité (Strate 2)	Dépréciations sur encours dépréciés (Strate 3)	Total
<b>Au 31 décembre 2018</b>	<b>1 549</b>	<b>3 302</b>	<b>19 511</b>	<b>24 362</b>
<b>Dotations nettes aux dépréciations</b>	<b>49</b>	<b>(149)</b>	<b>1 212</b>	<b>1 112</b>
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	292	187	3	482
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période <sup>(1)</sup>	(140)	(245)	(379)	(764)
Transfert vers strate 2	(75)	1 088	(241)	772
Transfert vers strate 3	(11)	(495)	1 247	741
Transfert vers strate 1	52	(450)	(56)	(454)
Autres dotations / reprises sans changement de strate <sup>(2)</sup>	(69)	(234)	638	335
<b>Utilisation de dépréciations</b>	<b>(1)</b>	<b>(7)</b>	<b>(1 904)</b>	<b>(1 912)</b>
<b>Variation de périmètre, des parités monétaires et divers</b>	<b>(41)</b>	<b>17</b>	<b>(100)</b>	<b>(124)</b>
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>1 556</b>	<b>3 163</b>	<b>18 719</b>	<b>23 438</b>

<sup>(1)</sup> Y compris cessions.<sup>(2)</sup> Y compris amortissements.

## 2.i IMPOTS SUR LES BENEFICES

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
Charge nette des impôts courants	(1 089)	(1 162)
Charge nette des impôts différés	(68)	(300)
<b>Charge nette de l'impôt sur les bénéfices</b>	<b>(1 157)</b>	<b>(1 462)</b>

### 3. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe est organisé autour de deux domaines d'activité opérationnels :

- **Retail Banking & Services** : ce domaine réunit les pôles Domestic Markets et International Financial Services. Le pôle Domestic Markets comprend les banques de détail en France (BDDF), en Italie (BNL banca commerciale), en Belgique (BDDB) et au Luxembourg (BDEL), et certains métiers spécialisés de banque de détail (Personal Investors, Leasing Solutions, Arval et New Digital Businesses). Le pôle International Financial Services regroupe les activités de banque de détail du Groupe BNP Paribas hors zone euro, incluant Europe Méditerranée et BancWest aux Etats-Unis, ainsi que Personal Finance et les activités d'Assurance et de Gestion Institutionnelle et Privée (métiers Wealth Management, Gestion d'Actifs et Services Immobiliers) ;
- **Corporate & Institutional Banking (CIB)** : ce domaine rassemble les activités de Corporate Banking (Europe, Moyen-Orient, Afrique, Asie Pacifique et Amériques, ainsi que les activités de Corporate Finance), Global Markets (activités Fixed Income, Currency et Commodities ainsi qu'Equity and Prime Services), et Securities Services (spécialisé dans les services titres offerts aux sociétés de gestion, aux institutions financières et aux entreprises).

Les Autres Activités comprennent essentiellement les activités de Principal Investments, les activités liées à la fonction de centrale financière du Groupe, certains coûts relatifs aux projets transversaux, l'activité de crédit immobilier de Personal Finance (dont une partie significative est gérée en extinction) et certaines participations.

Elles regroupent également les éléments ne relevant pas de l'activité courante qui résultent de l'application des règles propres aux regroupements d'entreprises. Afin de préserver la pertinence économique des éléments de résultat présentés pour chacun des domaines d'activité opérationnels, les effets d'amortissement des ajustements de valeur constatés dans la situation nette des entités acquises ainsi que les coûts de restructuration constatés au titre de l'intégration des entités ont été affectés au segment Autres Activités. Il en est de même des coûts de transformation liés aux programmes transverses d'économie du Groupe.

Les transactions entre les différents métiers du Groupe sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en prenant en compte les prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe.

Les fonds propres sont alloués par métiers en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement. Les résultats par métiers à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des métiers le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués. L'allocation de capital dans les différents métiers s'effectue sur la base de 11 % des actifs pondérés. La ventilation du bilan par pôle d'activité suit les mêmes règles que celles utilisées pour la ventilation du résultat par pôle d'activité.

• **Résultats par pôle d'activité**

En millions d'euros	1er semestre 2020						1er semestre 2019					
	Produit net bancaire	Charges générales d'exploitation	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Eléments hors exploitation	Résultat avant impôt	Produit net bancaire	Charges générales d'exploitation	Coût du risque	Résultat d'exploitation	Eléments hors exploitation	Résultat avant impôt
<b>Retail Banking and Services</b>												
<b>Domestic Markets</b>												
Banque De Détail en France <sup>(1)</sup>	2 792	(2 169)	(187)	436	(1)	435	3 071	(2 212)	(152)	708	1	709
BNL banca commerciale <sup>(1)</sup>	1 265	(863)	(242)	160	(2)	158	1 317	(881)	(272)	163		163
Banque De Détail en Belgique <sup>(1)</sup>	1 636	(1 274)	(134)	228	11	239	1 703	(1 323)	(31)	350	(3)	346
Autres activités de Domestic Markets <sup>(1)</sup>	1 666	(953)	(78)	634	(7)	627	1 535	(924)	(63)	548	(6)	542
<b>International Financial Services</b>												
Personal Finance	2 777	(1 429)	(1 032)	316	7	323	2 866	(1 472)	(619)	776	18	794
International Retail Banking												
<i>Europe Méditerranée</i> <sup>(1)</sup>	1 265	(899)	(229)	137	86	223	1 335	(898)	(174)	264	118	382
<i>BancWest</i> <sup>(1)</sup>	1 209	(877)	(229)	103	(3)	100	1 129	(855)	(21)	253	1	254
Assurance	1 407	(732)	(1)	674	70	744	1 653	(750)	(1)	902	78	980
Gestion Institutionnelle et Privée	1 422	(1 243)	(13)	165	39	204	1 561	(1 273)	(4)	283	26	310
<b>Corporate &amp; Institutional Banking</b>												
Corporate Banking	2 328	(1 380)	(567)	381	1	383	2 063	(1 331)	(55)	677	6	683
Global Markets	3 610	(2 299)	(116)	1 195	2	1 197	2 932	(2 188)	(2)	742	(23)	719
Securities Services	1 138	(933)		205	4	209	1 112	(941)	1	173	(2)	171
<b>Autres Activités</b>	<b>48</b>	<b>(442)</b>	<b>(46)</b>	<b>(440)</b>	<b>518</b>	<b>78</b>	<b>90</b>	<b>(837)</b>	<b>3</b>	<b>(744)</b>	<b>752</b>	<b>8</b>
<b>Total Groupe</b>	<b>22 563</b>	<b>(15 495)</b>	<b>(2 873)</b>	<b>4 195</b>	<b>726</b>	<b>4 921</b>	<b>22 368</b>	<b>(15 884)</b>	<b>(1 390)</b>	<b>5 094</b>	<b>966</b>	<b>6 060</b>

<sup>(1)</sup> Banque De Détail en France, BNL banca commerciale, Banque De Détail en Belgique, Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg, Europe Méditerranée et BancWest après réaffectation chez Gestion Institutionnelle et Privée d'un tiers de l'activité Wealth Management France, Italie, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Turquie et Etats-Unis.

**1. Commissions nettes par pôle d'activité, y compris celles comptabilisées dans le Produit net des activités d'assurance**

En millions d'euros	1er semestre 2020	1er semestre 2019
<b>Retail Banking &amp; Services</b>		
<b>Domestic Markets</b>		
Banque De Détail en France <sup>(1)</sup>	1 244	1 295
BNL banca commerciale <sup>(1)</sup>	488	507
Banque De Détail en Belgique <sup>(1)</sup>	436	404
Autres activités de Domestic Markets <sup>(1)</sup>	277	179
<b>International Financial Services</b>		
Personal Finance	399	375
International Retail Banking	396	460
<i>Europe Méditerranée</i> <sup>(1)</sup>	233	284
<i>BancWest</i> <sup>(1)</sup>	163	176
Assurance	(1 653)	(1 721)
Gestion Institutionnelle et Privée	1 012	1 006
<b>Corporate &amp; Institutional Banking</b>		
Corporate Banking	769	671
Global Markets	(224)	(397)
Securities Services	673	651
<b>Autres Activités</b>	(15)	(10)
<b>Total Groupe</b>	<b>3 801</b>	<b>3 421</b>

<sup>(1)</sup> Banque De Détail en France, BNL banca commerciale, Banque De Détail en Belgique, Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg, Europe Méditerranée et BancWest après réaffectation chez Gestion Institutionnelle et Privée d'un tiers de l'activité Wealth Management France, Italie, Belgique, Luxembourg, Allemagne, Turquie et Etats-Unis.

## 4. NOTES RELATIVES AU BILAN AU 30 JUIN 2020

### 4.a INSTRUMENTS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT

#### ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RÉSULTAT

Les actifs et passifs financiers enregistrés en valeur de marché ou de modèle par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction – y compris les instruments financiers dérivés –, de certains passifs que le Groupe a choisi de valoriser sur option en valeur de marché ou de modèle par résultat dès la date de leur émission, ainsi que d'instruments non détenus à des fins de transaction dont les caractéristiques ne permettent pas la comptabilisation au coût amorti ou en valeur de marché par capitaux propres.

En millions d'euros, au	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Portefeuille de transaction	Instruments financiers évalués en valeur de marché sur option	Autres actifs financiers évalués à la valeur de marché par résultat	Total	Portefeuille de transaction	Instruments financiers évalués en valeur de marché sur option	Autres actifs financiers évalués à la valeur de marché par résultat	Total
Portefeuille de titres	210 825	1 660	6 844	219 329	124 224		7 711	131 935
Prêts et opérations de pension	292 950		1 265	294 215	195 554		1 373	196 927
<b>ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT</b>	<b>503 775</b>	<b>1 660</b>	<b>8 109</b>	<b>513 544</b>	<b>319 778</b>	<b>-</b>	<b>9 084</b>	<b>328 862</b>
Portefeuille de titres	97 200			97 200	65 490			65 490
Dépôts et opérations de pension	344 711	1 800		346 511	212 712	2 381		215 093
Dettes représentées par un titre (Note 4.g)		58 634		58 634		63 758		63 758
<i>dont dettes subordonnées</i>		726		726		893		893
<i>dont dettes non subordonnées</i>		51 861		51 861		56 636		56 636
<i>dont dettes représentatives de parts de fonds consolidés détenues par des tiers</i>		6 047		6 047		6 229		6 229
<b>PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT</b>	<b>441 911</b>	<b>60 434</b>		<b>502 345</b>	<b>278 202</b>	<b>66 139</b>		<b>344 341</b>

Le détail de ces rubriques est présenté dans la note 4.c.

- **Passifs financiers évalués en valeur de marché sur option**

Les passifs financiers valorisés sur option en valeur de marché ou de modèle par résultat enregistrent principalement les émissions originées et structurées pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions recèlent des dérivés incorporés significatifs dont les variations de valeur sont susceptibles d'être compensées par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

La valeur de remboursement des dettes émises évaluées sur option en valeur de marché ou de modèle par résultat s'établit à 60 848 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 58 729 millions d'euros au 31 décembre 2019.



• **Autres actifs financiers évalués à la valeur de marché par résultat**

Les autres actifs financiers en valeur de marché par résultat sont des actifs financiers non détenus à des fins de transaction :

- instruments de dette qui ne remplissent pas les critères prévus par la norme IFRS 9 pour être classés dans les catégories d'instruments en « valeur de marché par capitaux propres » ou au « coût amorti » :
  - leur modèle de gestion n'est pas « de collecter les flux de trésorerie contractuels » ni « de collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les instruments » ; et/ou
  - leurs flux de trésorerie ne représentent pas seulement le remboursement du principal et des intérêts sur le principal.
- instruments de capitaux propres que le Groupe n'a pas choisi de classer en « valeur de marché par capitaux propres ».

**INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES**

Les instruments financiers dérivés du portefeuille de transaction relèvent majoritairement d'opérations initiées par les activités de négoce d'instruments financiers. Ils peuvent être contractés dans le cadre d'activités de mainteneur de marché ou d'arbitrage. BNP Paribas est un négociant actif d'instruments financiers dérivés, soit sous forme de transactions portant sur des instruments "élémentaires" (tels que les "credit default swaps") soit en structurant des profils de risque complexe adaptés aux besoins de sa clientèle. Dans tous les cas, la position nette est encadrée par des limites.

D'autres instruments financiers dérivés du portefeuille de transaction relèvent d'opérations négociées à des fins de couverture d'instruments d'actif ou de passif que le Groupe n'a pas documentées comme telles ou que la réglementation comptable ne permet pas de qualifier de couverture.

En millions d'euros, au	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative	Valeur de marché positive	Valeur de marché négative
Instruments dérivés de taux	168 418	160 449	148 157	130 411
Instruments dérivés de change	71 703	69 981	60 172	57 758
Instruments dérivés de crédit	9 200	9 303	8 659	9 242
Instruments dérivés sur actions	35 612	44 443	25 480	35 841
Autres instruments dérivés	7 865	7 040	4 819	4 633
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>292 798</b>	<b>291 216</b>	<b>247 287</b>	<b>237 885</b>

Le tableau ci-après présente les montants notionnels des instruments financiers dérivés classés en portefeuille de transaction. Le montant notionnel des instruments financiers dérivés ne constitue qu'une indication de volume de l'activité du Groupe sur les marchés d'instruments financiers et ne reflète pas les risques de marché attachés à ces instruments.

En millions d'euros, au	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Négoiés sur un marché organisé	Gré à gré, admis en chambre de compensation	Gré à gré	Total	Négoiés sur un marché organisé	Gré à gré admis en chambre de compensation	Gré à gré	Total
Instruments dérivés de taux	1 647 522	10 537 589	5 256 393	17 441 504	1 275 283	8 554 782	5 224 422	15 054 487
Instruments dérivés de change	15 316	102 720	5 413 743	5 531 779	17 125	71 944	4 989 986	5 079 055
Instruments dérivés de crédit		428 109	657 613	1 085 722		348 880	591 827	940 707
Instruments dérivés sur actions	877 420		544 540	1 421 960	788 587		592 450	1 381 037
Autres instruments dérivés	125 448		75 536	200 984	151 049		85 006	236 055
<b>Instruments financiers dérivés</b>	<b>2 665 706</b>	<b>11 068 418</b>	<b>11 947 825</b>	<b>25 681 949</b>	<b>2 232 044</b>	<b>8 975 606</b>	<b>11 483 691</b>	<b>22 691 341</b>

Dans le cadre de son activité de client clearing, le Groupe garantit le risque de défaut de ses clients aux chambres de compensation. Le notionnel des engagements concernés s'élève à 818 milliards d'euros au 30 juin 2020.

**4.b ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR CAPITAUX PROPRES**

En millions d'euros, au	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Valeur de marché	dont variation de valeur comptabilisée directement en capitaux propres	Valeur de marché	dont variation de valeur comptabilisée directement en capitaux propres
<b>Titres de dette</b>	<b>59 176</b>	<b>258</b>	<b>50 403</b>	<b>161</b>
Etats	34 382	147	29 820	176
Autres administrations publiques	17 421	215	13 782	68
Etablissements de crédit	5 346	(77)	4 323	(80)
Autres	2 027	(27)	2 478	(3)
<b>Titres de capitaux propres</b>	<b>2 115</b>	<b>395</b>	<b>2 266</b>	<b>565</b>
<b>Total des actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres</b>	<b>61 291</b>	<b>653</b>	<b>52 669</b>	<b>726</b>

Les titres de dette classés en actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres incluent 107 millions d'euros de titres classés en strate 3 au 30 juin 2020 (contre 117 millions au 31 décembre 2019) pour lesquels les dépréciations au titre du risque de crédit portées en compte de résultat ont été imputées sur les variations de valeur négatives enregistrées en capitaux propres pour 103 millions d'euros à la même date (contre 113 millions au 31 décembre 2019).

L'option de comptabilisation en valeur de marché par capitaux propres a été retenue pour des titres de capitaux propres détenus notamment dans le cadre de partenariats stratégiques et des titres nécessaires pour l'exercice de certaines activités.

Au cours du premier semestre 2020, le Groupe n'a pas réalisé de cession de ces investissements et aucune plus ou moins-value latente n'a été transférée vers les « réserves consolidées ».

## 4.c MESURE DE LA VALEUR DE MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

### DISPOSITIF DE VALORISATION

BNP Paribas a retenu pour principe de disposer d'une filière unique et intégrée de production et de contrôle de la valorisation des instruments financiers utilisée à des fins de gestion quotidienne du risque et d'information financière. Ce dispositif se fonde sur une valorisation économique unique, sur laquelle s'appuient les décisions de BNP Paribas et ses stratégies de gestion du risque.

La valeur économique se compose de la valorisation milieu de marché et d'ajustements additionnels de valorisation.

La valorisation milieu de marché est obtenue à partir de données externes ou de techniques de valorisation qui maximisent l'utilisation de paramètres de marché observables. La valorisation milieu de marché est une valeur théorique additive, indépendante du sens de la transaction ou de son impact sur les risques existants au sein du portefeuille et de la nature des contreparties. Elle ne dépend pas non plus de l'aversion d'un intervenant de marché aux risques spécifiques de l'instrument, du marché sur lequel il est négocié, ou de la stratégie de gestion du risque.

Les ajustements de valorisation tiennent compte des incertitudes de valorisation, ainsi que des primes de risques de marché et de crédit afin de refléter les coûts que pourrait induire une opération de sortie sur le marché principal.

En règle générale, la valeur de marché est égale à la valeur économique, sous réserve d'ajustements supplémentaires limités, tels que les ajustements pour risque de crédit propre, spécifiquement requis par les normes IFRS.

Les principaux ajustements de valorisation sont présentés ci-après.

### AJUSTEMENTS DE VALORISATION

Les ajustements additionnels de valorisation retenus par BNP Paribas pour déterminer les valeurs de marché sont les suivants :

**Ajustement de bid/offer** : l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur reflète le coût de sortie marginal d'un « price taker » (client potentiel). Symétriquement, il représente la rémunération exigée par un opérateur au titre du risque à détenir une position ou à devoir la céder à un prix proposé par un autre opérateur.

BNP Paribas considère que la meilleure estimation d'un prix de sortie est le cours acheteur ou le cours vendeur, à moins que plusieurs éléments ne montrent qu'un autre point de cette fourchette est plus représentatif du prix de sortie.

**Ajustement lié à l'incertitude sur les paramètres** : lorsque l'observation des prix ou des paramètres utilisés par les techniques de valorisation est difficile ou irrégulière, le prix de sortie de l'instrument est incertain. Le degré d'incertitude sur le prix de sortie est mesuré de différentes manières, dont l'analyse de la dispersion des indications de prix disponibles ou l'estimation d'intervalles de valeurs raisonnables de paramètres.

**Ajustement lié à l'incertitude de modèle** : une incertitude peut survenir lors de l'utilisation de certaines techniques de valorisation, bien que des données observables soient disponibles. C'est le cas lorsque les risques inhérents aux instruments diffèrent de ceux portés par les paramètres observables. Dès lors la technique de valorisation s'appuie sur des hypothèses qui ne peuvent être aisément corroborées.

**Ajustement de valeur pour risque de contrepartie (Credit Valuation Adjustment – CVA)** : cet ajustement s'applique aux valorisations et cotations de marché qui ne tiennent pas compte de la qualité de crédit de la contrepartie. Il vise à prendre en compte le fait que la contrepartie puisse faire défaut et que BNP Paribas ne puisse pas recouvrer la totalité de la valeur de marché des transactions.

Lors de la détermination du coût de sortie ou de transfert d'une exposition portant du risque de contrepartie, le marché pertinent à considérer est celui des intermédiaires financiers. Toutefois, la détermination de cet ajustement suppose l'exercice du jugement pour prendre en considération :

3. la possible absence ou indisponibilité d'information sur les prix sur le marché des intermédiaires financiers ;
4. l'influence du cadre réglementaire en matière de risque de contrepartie sur la politique de tarification des intervenants du marché ;
5. et l'absence de modèle économique dominant pour la gestion du risque de contrepartie.

Le modèle de valorisation utilisé pour établir l'ajustement de valeur pour risque de contrepartie est fondé sur les mêmes expositions que celles utilisées pour les besoins des calculs réglementaires. Ce modèle s'efforce d'estimer le coût d'une stratégie optimale de gestion du risque en tenant compte des incitations et contraintes implicites aux réglementations en vigueur et à leurs évolutions, de la perception par le marché des probabilités de défaut, ainsi que des paramètres liés au défaut utilisés pour les besoins réglementaires.

**Ajustement de valeur pour financement (*Funding Valuation Adjustment – FVA*) :** lorsque des techniques de valorisation sont utilisées pour calculer la valeur de marché, les hypothèses de coût de financement des flux futurs de trésorerie attendus contribuent à la valorisation milieu de marché, notamment à travers l'utilisation de taux d'actualisation appropriés. Ces hypothèses reflètent l'anticipation de la Banque de ce qu'un acteur de marché retiendrait comme conditions effectives de refinancement de l'instrument. Elles tiennent compte, le cas échéant, des termes des contrats de collatéral. En particulier, pour les dérivés non collatéralisés, ou imparfaitement collatéralisés, elles contiennent un ajustement explicite par rapport au taux d'intérêt interbancaire.

**Ajustement de valeur pour risque de crédit propre pour les dettes (*Own Credit Adjustment – OCA*) et pour les dérivés (*Debit Valuation Adjustment – DVA*) :** ces ajustements reflètent l'effet de la qualité de crédit de BNP Paribas sur la valorisation des émissions évaluées en valeur de marché sur option et des instruments financiers dérivés. Ces deux ajustements se fondent sur le profil des expositions passives attendues. Le risque de crédit propre est évalué à partir de l'observation des conditions des émissions de titres de dettes appropriées réalisées par le Groupe sur le marché. L'ajustement de DVA est établi après prise en compte de l'ajustement du coût de financement (FVA).

A ce titre, la valeur comptable des titres de dette en valeur de marché sur option est diminuée de 108 millions d'euros au 30 juin 2020, à comparer à une augmentation de valeur de 220 millions d'euros au 31 décembre 2019, soit une variation de -328 millions d'euros constatée directement en capitaux propres ne pouvant être reclassés en résultat.

## **CLASSES D'INSTRUMENTS ET CLASSIFICATION AU SEIN DE LA HIERARCHIE POUR LES ACTIFS ET PASSIFS EVALUES A LA VALEUR DE MARCHE**

Comme énoncé dans le résumé des principes comptables (cf. note 1.e.10), les instruments financiers évalués à la valeur de marché sont répartis selon une hiérarchie qui comprend trois niveaux.

La ventilation des actifs et des passifs par classes de risques a pour objectif de préciser la nature des instruments :

6. les expositions titrisées sont présentées par type de collatéral.
7. pour les instruments dérivés, les valeurs de marché sont ventilées selon le facteur de risque dominant, à savoir le risque de taux d'intérêt, le risque de change, le risque de crédit et le risque action. Les instruments dérivés de couverture sont principalement des instruments dérivés de taux d'intérêts.

En millions d'euros, au	30 juin 2020											
	Portfeuille de transaction				Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction				Actifs financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Portfeuille de titres</b>	185 815	24 498	512	210 825	2 227	1 498	4 780	8 505	46 833	13 238	1 220	61 291
Etats	113 962	7 657		121 619	1 660			1 660	30 688	3 833		34 521
Autres titres de dettes	23 011	16 504	358	39 873		1 022	381	1 403	15 152	9 193	310	24 655
Actions et autres titres de capitaux propres	48 842	337	154	49 333	567	476	4 399	5 442	993	212	910	2 115
<b>Prêts et opérations de pension</b>	-	291 888	1 062	292 950		343	922	1 265	-	-	-	-
Prêts		3 399	8	3 407		343	922	1 265				
Opérations de pension		288 489	1 054	289 543				-				
<b>ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ</b>	185 815	316 386	1 574	503 775	2 227	1 841	5 702	9 769	46 833	13 238	1 220	61 291
<b>Portfeuille de titres</b>	93 175	4 020	5	97 200	-	-	-	-				
Etats	63 174	58		63 232				-				
Autres titres de dette	10 295	3 822	3	14 120				-				
Actions et autres titres de capitaux propres	19 706	140	2	19 848				-				
<b>Dépôts et opérations de pension</b>	-	343 824	887	344 711	-	1 646	154	1 800				
Emprunts		3 079		3 079		1 646	154	1 800				
Opérations de pension		340 745	887	341 632				-				
<b>Dettes représentées par un titre (note 4.g)</b>	-	-	-	-	3 799	35 827	19 008	58 634				
Dettes subordonnées (note 4.g)				-		726		726				
Dettes non subordonnées (note 4.g)				-	2	32 851	19 008	51 861				
Dettes représentatives de parts de fonds consolidés détenues par des tiers				-	3 797	2 250		6 047				
<b>PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ</b>	93 175	347 844	892	441 911	3 799	37 473	19 162	60 434				

En millions d'euros, au	31 décembre 2019											
	Portfeuille de transaction				Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction				Actifs financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Portfeuille de titres</b>	98 940	24 927	357	124 224	681	2 106	4 924	7 711	32 812	18 645	1 212	52 669
Etats	46 620	11 027		57 647		245		245	20 627	9 652		30 279
Autres titres de dette	12 449	13 799	218	26 466		1 283	367	1 650	11 043	8 780	301	20 124
Actions et autres titres de capitaux propres	39 871	101	139	40 111	681	578	4 557	5 816	1 142	213	911	2 266
<b>Prêts et opérations de pension</b>	-	195 420	134	195 554	-	514	859	1 373	-	-	-	-
Prêts		3 329		3 329		514	859	1 373				
Opérations de pension		192 091	134	192 225				-				
<b>ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ</b>	98 940	220 347	491	319 778	681	2 620	5 783	9 084	32 812	18 645	1 212	52 669
<b>Portfeuille de titres</b>	62 581	2 800	109	65 490	-	-	-	-				
Etats	41 811	1 265		43 076				-				
Autres titres de dette	6 294	1 509	31	7 834				-				
Actions et autres titres de capitaux propres	14 476	26	78	14 580				-				
<b>Dépôts et opérations de pension</b>	-	212 379	333	212 712	-	2 202	179	2 381				
Emprunts		2 865		2 865		2 202	179	2 381				
Opérations de pension		209 514	333	209 847				-				
<b>Dettes représentées par un titre (note 4.g)</b>	-	-	-	-	4 458	40 661	18 639	63 758				
Dettes subordonnées (note 4.g)				-		893		893				
Dettes non subordonnées (note 4.g)				-		37 997	18 639	56 636				
Dettes représentatives de parts de fonds consolidés détenues par des tiers				-	4 458	1 771		6 229				
<b>PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ</b>	62 581	215 179	442	278 202	4 458	42 863	18 818	66 139				

30 juin 2020								
En millions d'euros, au	Valeur de marché positive				Valeur de marché négative			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments dérivés de taux	328	166 422	1 668	168 418	260	158 554	1 635	160 449
Instruments dérivés de change		71 315	388	71 703	12	69 650	319	69 981
Instruments dérivés de crédit		8 441	759	9 200		8 849	454	9 303
Instruments dérivés sur actions	13 654	18 711	3 247	35 612	12 649	24 830	6 964	44 443
Autres instruments dérivés	856	6 877	132	7 865	683	5 946	411	7 040
<b>Instruments financiers dérivés (hors dérivés de couverture)</b>	<b>14 838</b>	<b>271 766</b>	<b>6 194</b>	<b>292 798</b>	<b>13 604</b>	<b>267 829</b>	<b>9 783</b>	<b>291 216</b>
<b>Instruments financiers dérivés de couverture</b>	<b>-</b>	<b>16 359</b>	<b>-</b>	<b>16 359</b>	<b>-</b>	<b>15 267</b>	<b>-</b>	<b>15 267</b>

31 décembre 2019								
En millions d'euros, au	Valeur de marché positive				Valeur de marché négative			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments dérivés de taux	139	146 656	1 362	148 157	132	128 927	1 352	130 411
Instruments dérivés de change	1	59 948	223	60 172	1	57 518	239	57 758
Instruments dérivés de crédit		8 400	259	8 659		8 871	371	9 242
Instruments dérivés sur actions	6 871	17 235	1 374	25 480	7 885	21 327	6 629	35 841
Autres instruments dérivés	426	4 140	253	4 819	319	4 079	235	4 633
<b>Instruments financiers dérivés (hors dérivés de couverture)</b>	<b>7 437</b>	<b>236 379</b>	<b>3 471</b>	<b>247 287</b>	<b>8 337</b>	<b>220 722</b>	<b>8 826</b>	<b>237 885</b>
<b>Instruments financiers dérivés de couverture</b>	<b>-</b>	<b>12 452</b>	<b>-</b>	<b>12 452</b>	<b>-</b>	<b>14 116</b>	<b>-</b>	<b>14 116</b>

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie peuvent intervenir lorsque les instruments répondent aux critères de classification dans le nouveau niveau, ces critères étant dépendants des conditions de marché et des produits. Les changements d'observabilité, le passage du temps et les événements affectant la vie de l'instrument sont les principaux facteurs qui déclenchent les transferts. Les transferts sont réputés avoir été réalisés en début de période.

Au cours du premier semestre 2020, les transferts entre le Niveau 1 et le Niveau 2 n'ont pas été significatifs.

## DESCRIPTION DES PRINCIPAUX INSTRUMENTS AU SEIN DE CHAQUE NIVEAU DE LA HIERARCHIE

Cette partie présente les critères d'affectation à chacun des niveaux de la hiérarchie, et les principaux instruments qui s'y rapportent. Sont décrits plus particulièrement les instruments classés en Niveau 3 et les méthodologies de valorisation correspondantes.

Des informations quantitatives sont également fournies sur les paramètres utilisés pour déterminer la valeur de marché des principaux instruments comptabilisés en portefeuille de transaction et les instruments financiers dérivés classés en Niveau 3.

### Niveau 1

Ce niveau regroupe l'ensemble des instruments dérivés et des valeurs mobilières qui sont cotés sur une bourse de valeurs ou cotés en continu sur d'autres marchés actifs.

Le Niveau 1 comprend notamment les actions et les obligations liquides, les ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options, etc...). Il comprend les parts de fonds et OPCVM dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement ainsi que la dette représentative de parts de fonds consolidés détenues par des tiers.

**Niveau 2**

**Les titres** classés en Niveau 2 comprennent les titres moins liquides que ceux de Niveau 1. Il s'agit principalement d'obligations d'Etat, d'obligations d'entreprises, de titres adossés à des prêts hypothécaires (Mortgage Backed Securities – MBS), de parts de fonds et de titres à court terme tels que des certificats de dépôt. Ils sont classés au Niveau 2 notamment lorsque les prix externes proposés par un nombre raisonnable de teneurs de marché actifs sont régulièrement observables, sans qu'ils soient pour autant directement exécutables. Ces prix sont issus notamment des services de publication de consensus de marché auxquels contribuent les teneurs de marché actifs ainsi que des cours indicatifs produits par des courtiers ou des négociateurs actifs. D'autres sources sont également utilisées, telles que le marché primaire et la valorisation utilisée pour les appels de marge réalisés dans le cadre de contrats de collatéralisation.

**Les opérations de pension** sont classées principalement au Niveau 2. La classification s'appuie essentiellement sur l'observabilité et la liquidité du marché des pensions en fonction du collatéral sous-jacent et de la maturité de l'opération de pension.

**Les dettes émises** évaluées en valeur de marché sur option sont classées selon le niveau de leur instrument dérivé incorporé pris isolément. Le spread d'émission est considéré comme observable.

**Les instruments dérivés** de Niveau 2 comprennent principalement les instruments suivants :

- Les instruments dérivés simples, tels que les swaps de taux d'intérêt, les caps, les floors, les swaptions, les dérivés de crédit, les contrats à terme et les options sur actions, sur cours de change, sur matières premières ;
- Les instruments dérivés structurés, tels que les options de change exotiques, les dérivés sur actions ou sur fonds à sous-jacents uniques ou multiples, les instruments dérivés de taux d'intérêt exotiques sur courbe unique et les instruments dérivés sur taux d'intérêt structuré.

Les instruments dérivés cités ci-dessus sont classés au Niveau 2 lorsque l'un des éléments suivants peut être démontré et documenté :

- La valeur de marché est déterminée principalement à partir du prix ou de la cotation d'autres instruments de Niveau 1 et de Niveau 2, au moyen de techniques usuelles d'interpolation ou de démembrement dont les résultats sont régulièrement corroborés par des transactions réelles ;
- La valeur de marché est déterminée à partir d'autres techniques usuelles telles que la réplication ou l'actualisation des flux de trésorerie calibrées par rapport aux prix observables, comportant un risque de modèle limité, et permettant de neutraliser efficacement les risques de l'instrument par la négociation d'instruments de Niveau 1 ou de Niveau 2 ;
- La valeur de marché est déterminée à partir d'une technique de valorisation plus sophistiquée ou interne mais directement vérifiée par la comparaison régulière avec les paramètres de marché externes.

Déterminer si un instrument dérivé de gré à gré est éligible au Niveau 2 relève de l'exercice du jugement. Dans cette appréciation sont considérés l'origine, le degré de transparence et de fiabilité des données externes utilisées, ainsi que le degré d'incertitude associé à l'utilisation de modèles. Les critères de classification du Niveau 2 impliquent donc de multiples axes d'analyse au sein d'une « zone observable » dont les limites sont établies en fonction d'une liste prédéfinie de catégories de produits et d'un ensemble de sous-jacents et de bandes de maturité. Ces critères sont régulièrement revus et actualisés, de même que les ajustements de valorisation associés, afin que la politique d'ajustements de valorisation et le classement par niveau restent cohérents.

### **Niveau 3**

**Les titres** de Niveau 3 comprennent principalement les parts de fonds et les actions non cotées mesurées en valeur de marché par résultat ou par capitaux propres.

Les titres non cotés sont systématiquement classés en Niveau 3, à l'exception des OPCVM à valeur liquidative quotidienne qui sont classés en Niveau 1 dans la hiérarchie des valorisations.

Les actions et autres titres à revenu variable non cotés de niveau 3 sont évalués en utilisant l'une des méthodes suivantes : quote-part d'actif net réévalué, multiples de sociétés équivalentes, actualisation des flux futurs générés par l'activité de la société, approche multicritères.

**Opérations de pensions principalement à long terme ou structurées, sur les obligations d'entreprises et les ABS** : l'évaluation de ces transactions nécessite de recourir à des méthodologies internes compte tenu de leurs spécificités, du manque d'activité et de l'indisponibilité de l'information sur le prix de marché des pensions à long terme. Les courbes utilisées dans la valorisation sont corroborées par les données disponibles telles que la base cash contre synthétique de paniers d'obligations équivalentes, les prix de transactions récentes et les indications de prix obtenues. Les ajustements de valorisation apportés à ces expositions sont fonction du degré d'incertitude inhérent aux choix de modélisation et au volume de données disponibles.

**Les dettes émises** évaluées en valeur de marché sur option sont classées selon le niveau de leur instrument dérivé incorporé pris isolément. Le spread d'émission est considéré comme observable.

### ***Instruments dérivés***

**Les instruments dérivés simples** sont classés au Niveau 3 lorsque l'exposition est au-delà de la zone observable des courbes de taux ou des surfaces de volatilité, ou lorsqu'elle porte sur des instruments ou des marchés moins liquides tels que ceux des taux d'intérêt des marchés émergents ou ceux des tranches sur les anciennes séries d'indices de crédit. Les principaux instruments sont :

- **Instruments dérivés de taux d'intérêt** : les expositions sont constituées principalement de swaps dans des devises peu liquides. La classification résulte également du niveau de liquidité plus faible sur certaines maturités, bien que certaines observations soient disponibles à travers le consensus de marché. La technique de valorisation est courante et emploie des paramètres de marché externes et des techniques d'extrapolation.
- **Instruments dérivés de crédit (CDS)** : il s'agit principalement de CDS dont la maturité est au-delà de l'échéance maximale observable et, dans une moindre mesure, de CDS sur des émetteurs non liquides ou en difficulté et sur indices de prêts. La classification résulte du manque de liquidité, bien que certaines observations soient disponibles à travers le consensus de marché. Les expositions de Niveau 3 comprennent également les CDS et les Total Return Swaps sur actifs titrisés. Elles sont valorisées à partir des mêmes techniques de modélisation que les obligations sous-jacentes, en prenant en considération la base cash contre synthétique et la prime de risque spécifique.
- **Instruments dérivés sur actions** : l'essentiel de l'exposition est constituée de contrats à terme et de produits indexés sur la volatilité, de maturité longue, et de produits sur des marchés optionnels peu profonds. La détermination des courbes à terme et des surfaces de volatilité dont la maturité est au-delà de l'échéance maximale observable est effectuée à l'aide de techniques d'extrapolation. Toutefois, en l'absence de données de marché pour alimenter le modèle, la détermination de la volatilité ou des cours à terme se fonde généralement sur des valeurs de substitution ou sur l'analyse historique.  
De même, les transactions longues sur paniers d'actions sont également classées en Niveau 3 du fait de l'absence d'observabilité de la corrélation action sur les maturités longues.

Ces dérivés simples font l'objet d'ajustements de valorisation au titre de l'incertitude sur la liquidité, selon la nature des sous-jacents et les bandes de maturité concernées.



**Les instruments dérivés structurés** classés au Niveau 3 sont principalement constitués de produits hybrides (hybrides taux-change et hybrides actions), de produits de corrélation de crédit, de produits sensibles aux remboursements anticipés, de certaines options sur panier d'actions et d'options sur taux d'intérêt. Les principales expositions, techniques de valorisation liées et sources d'incertitude associées sont les suivantes :

- **Les options de taux structurés** sont classées en Niveau 3 lorsqu'elles impliquent des devises pour lesquelles les observations disponibles sont insuffisantes ou lorsqu'elles comprennent une option quanto dont le calcul du pay-off est déterminé avec un taux de change à maturité fixe (à l'exception des principales devises). Les instruments dérivés structurés long terme sont également classés en Niveau 3.
- **Les instruments dérivés hybrides taux-change** sont constitués essentiellement d'une famille spécifique de produits appelée Power Reverse Dual Currency (PRDC). La valorisation de certains PRDCs nécessite une modélisation complexe du double comportement des cours de change et des taux d'intérêt, qui sont classés en niveau 3. Elle est particulièrement sensible aux corrélations non observables entre taux et change, et corroborée par des transactions récentes et les prix des consensus de marché.
- **Les swaps de titrisation** sont composés principalement de swaps à taux fixe, de swaps de devises ou de basis swaps dont le notionnel est indexé sur le comportement en termes de remboursements anticipés de certains portefeuilles sous-jacents. L'estimation du profil d'amortissement des swaps de titrisation est corroborée par des estimations statistiques fondées sur des données historiques externes.
- **Les options sur volatilité à terme** sont des produits dont le pay-off est indexé sur la variabilité future d'indices de taux tels que les swaps de volatilité. Ces produits comportent un risque de modèle important dans la mesure où il est difficile de déduire les paramètres de volatilité à terme à partir d'instruments négociés sur le marché. Les ajustements de valorisation sont calibrés pour tenir compte de l'incertitude inhérente au produit, et de la fourchette d'incertitude des données du consensus externe.
- **Les instruments dérivés sur l'inflation** classés au Niveau 3 correspondent principalement aux swaps sur les indices inflation qui ne sont pas associés à un marché liquide d'obligations indexées, à des options sur indices sur l'inflation et d'autres formes d'indices sur l'inflation comprenant une optionnalité. Les techniques de valorisation utilisées pour les instruments dérivés sur l'inflation sont principalement des modèles de marché courants. Des techniques fondées sur des valeurs de substitution sont utilisées pour quelques expositions limitées. Bien que la valorisation soit corroborée chaque mois au travers de consensus de marché, les produits sont classés au Niveau 3 en raison de leur manque de liquidité et d'incertitudes inhérentes au calibrage.
- La valorisation des **CDOs de tranches « sur mesure » (bespoke CDOs)** nécessite des paramètres de corrélation sur les événements de défaut. Ces informations sont déduites de données issues de marchés actifs de tranches d'indices à l'aide d'un modèle interne de projection qui met en œuvre des techniques internes d'extrapolation et d'interpolation. Les CDOs multi-géographies nécessitent une hypothèse de corrélation supplémentaire. Enfin, le modèle de CDO bespoke implique également des hypothèses et des paramètres internes liés à la dynamique du facteur de recouvrement. La modélisation des CDOs est calibrée sur le marché observable des tranches sur indices, et fait régulièrement l'objet d'une comparaison avec les consensus de marché sur les paniers standards de sous-jacents. Les incertitudes sont liées aux techniques de projection, d'évaluation de la corrélation entre géographies, de modélisation des recouvrements et des paramètres associés.
- **Les paniers « N to Default »** représentent un autre type de produit de corrélation de crédit, modélisés à travers la méthode usuelle des copules. Les principaux paramètres nécessaires sont les corrélations par paires entre les composantes du panier qui peuvent être observées dans les données du consensus et les données transactionnelles. Les paniers linéaires sont toutefois considérés comme observables.

- **Les produits de corrélation actions et hybrides actions** sont des instruments dont le pay-off dépend du comportement relatif d'actions ou indices d'un panier de sorte que la valorisation est sensible à la corrélation entre les composantes du panier. Des versions hybrides de ces instruments portent sur des paniers qui contiennent à la fois des actions et d'autres instruments sous-jacents tels que des indices de matières premières ou bien un taux de change. La plupart des corrélations entre instruments ne sont pas actives, seul un sous-ensemble de la matrice de corrélation actions-indice est régulièrement observable et négocié. Par conséquent, la classification en Niveau 3 dépend de la composition du panier, de sa maturité, et de la nature hybride du produit. Les paramètres de corrélation sont déterminés à partir d'un modèle interne fondé sur des estimations historiques et d'autres facteurs d'ajustement, corroborés par référence à des opérations récentes ou à des données externes. Pour l'essentiel, la matrice de corrélation est fournie par les services de consensus, et lorsqu'une corrélation entre deux sous-jacents n'est pas disponible, elle peut être obtenue par des techniques d'extrapolation ou des techniques fondées sur des valeurs de substitution.

Ces instruments dérivés structurés font l'objet d'ajustements de valorisation pour couvrir les incertitudes relatives à la liquidité, aux paramètres et au risque de modèle.

### **Ajustements de valorisation (CVA, DVA et FVA)**

Les ajustements de valorisation pour risque de contrepartie (CVA) et pour risque de crédit propre (DVA) et l'ajustement explicite du coût de financement (FVA) sont considérés comme composantes non observables du dispositif de valorisation et par conséquent classés en Niveau 3 dans la hiérarchie de juste valeur. Ceci n'interfère pas, dans le cas général, dans la classification des transactions individuelles au sein de la hiérarchie. Toutefois, un dispositif spécifique permet d'identifier les transactions individuelles pour lesquelles la contribution marginale de ces ajustements, et l'incertitude associée, est significative et justifie de classer ces transactions en Niveau 3. C'est notamment le cas de certains instruments de taux d'intérêt simples faiblement collatéralisés et de durée résiduelle très longue.

Le tableau ci-après fournit un intervalle de valeurs des principales données non observables utilisées pour la valorisation des instruments financiers de niveau 3. Ces fourchettes correspondent à une série de sous-jacents différents et n'ont de sens que dans le contexte de la technique de valorisation mise en œuvre par BNP Paribas. Les moyennes pondérées, le cas échéant, sont fondées sur les valeurs de marché, les valeurs nominales ou les sensibilités.

Les principaux paramètres non observables utilisés pour valoriser les dettes émises de niveau 3 sont équivalents à ceux de leur dérivé de couverture économique. Les informations sur ces dérivés, présentées dans ce tableau, s'appliquent également à ces dettes.

Classes d'instruments	Évaluation au bilan (en millions d'euros)		Principaux types de produits composant le niveau 3 au sein de la classe de risque	Technique de valorisation utilisée pour les types de produits considérés	Principales données non observables pour les types de produits considérés	Intervalle de données non observables au sein des produits de niveau 3 considérés	Moyenne pondérée
	Actif	Passif					
Opérations de pension	de 1 054	887	Opérations de pension à long terme	Techniques utilisant des valeurs de substitution, fondées en particulier sur la base Spread des opérations de pensions à long de financement d'un pool d'obligations determes sur les obligations privées (haut référence négocié activement et représentatif d'investissement, investment grade) et sur les ABS des pensions livrées sous-jacentes.		0 pb à 218 pb	44 pb (a)
			Instruments dérivés hybrides change / taux	Modèle de valorisation des options hybrides de taux de change / taux d'intérêt	Corrélation entre taux de change et taux d'intérêt. Parités principales : EUR/JPY, USD/JPY, AUD/JPY	3 % à 53 %	23 % (a)
			Instruments dérivés melant taux d'inflation et taux d'intérêt	Modèle de valorisation des options hybrides d'inflation / taux d'intérêt	Corrélation entre taux d'intérêt et taux d'inflation principalement en Europe	-9 % à 32 %	13%
Instruments dérivés de taux	1 668	1 635	Floors et caps sur le taux d'inflation ou sur l'inflation cumulée (ex. : planchers de remboursement), essentiellement sur l'inflation européenne et française	Modèle de valorisation des produits d'inflation	Volatilité de l'inflation cumulée	0,6 % à 9,0 %	(b)
			Produits de volatilité à terme tels que les swaps de volatilité, principalement en euro	Modèle de valorisation des options sur taux d'intérêt	Volatilité du taux d'inflation en glissement annuel	0,3 % à 1,9 %	(b)
			Swaps de titrisation (balance guaranteed) comprenant swaps à taux fixe, basis swaps ou swaps de devises dont le notionnel est indexé sur le comportement de remboursement anticipé d'actifs sous-jacents principalement européens	Modélisation des remboursements anticipés et Actualisation des flux de trésorerie attendus	Taux constants de remboursements anticipés	1,5 % à 18%	2,4 % (a)
					Courbe de corrélation spécifique du portefeuille sous-jacent du CDO	25 % à 89 %	(b)
Instruments dérivés de crédit	759	454	CDOs et tranches d'indices sur des indices inactifs	Technique de projection de la corrélation et de modélisation du recouvrement	Corrélation du défaut inter-régions	80 % à 90%	90% (c)
					Volatilité du taux de recouvrement des sous-jacents d'un émetteur unique	0 à 25%	(b)
			Paniers N to Default	Modèle de défaillance sur crédit	Corrélation des défaillances	50 % à 85%	60,8% (a)
			Instruments dérivés de crédit sur un émetteur de référence peu liquide (autre que CDS sur actifs de titrisation et CDS sur indices de prêts)	Démembrement, extrapolation et interpolation	Spreads CDS au-delà de la limite d'observation (10 ans)	100 pb à 304 pb (1)	227 pb (c)
					Courbes CDS non liquides (sur les principales échéances)	0 pb à 2,085 pb (2)	101 pb (c)
Instruments dérivés sur actions	3 247	6 964	Instruments dérivés simples et complexes sur les paniers multi-sous-jacents d'actions	Différents modèles d'options sur volatilité	Volatilité non observable des actions	0 % à 142 % (3)	34% (d)
					Corrélation non observable des actions	19 % à 99%	66% (c)

(1) Le haut de la fourchette est lié à une position bilantielle significative sur un émetteur du secteur des télécommunications. Le reste de la position est essentiellement sur des émetteurs souverains et financiers.

(2) Le haut de la fourchette est lié à un émetteur du secteur énergie et des émetteurs du secteur distribution qui représentent une part négligeable du bilan (CDSs avec des sous-jacents non liquides).

(3) Le haut de la fourchette est lié à 9 actions qui représentent une part négligeable du bilan sur les options avec des sous-jacents action. Si l'on incluait ces données, le haut de la fourchette serait à environ 389%.

(a) Pondérations fondées sur l'axe de risque pertinent au niveau du portefeuille

(b) Pas de pondération dans la mesure où aucune sensibilité explicite n'a été attribuée à ces données

(c) La pondération n'est pas fondée sur le risque, mais sur une méthodologie alternative en rapport avec les instruments de Niveau 3 (valeur actuelle ou notionnelle)

(d) Calcul de moyenne simple

**TABLEAU DE VARIATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE NIVEAU 3**

Pour les instruments financiers de Niveau 3, les mouvements suivants sont intervenus au cours du premier semestre 2020 :

En millions d'euros	Actifs financiers				Passifs financiers		
	Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	Instruments financiers en valeur de marché par résultat non détenus à des fins de transaction	Instruments financiers évalués en valeur de marché par capitaux propres	TOTAL	Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option	TOTAL
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>3 962</b>	<b>5 783</b>	<b>1 212</b>	<b>10 957</b>	<b>(9 268)</b>	<b>(18 818)</b>	<b>(28 086)</b>
Achats	497	415	2	914			-
Emissions				-		(2 090)	(2 090)
Ventes	(83)	(365)	(6)	(454)	99		99
Règlements <sup>(1)</sup>	(265)	118	(41)	(188)	17	773	790
Transferts vers le niveau 3	2 073	51	50	2 174	(1 110)	(3 794)	(4 904)
Transferts hors du niveau 3	(735)	(24)		(759)	266	1 244	1 510
Gains (ou pertes) comptabilisés en compte de résultat au titre des opérations échues ou rompues au cours de l'exercice	(652)	(265)		(917)	(1 195)	3 378	2 183
Gains (ou pertes) comptabilisés en compte de résultat pour les instruments en vie en fin de période	2 989	35		3 024	510	145	655
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres							
- Eléments relatifs aux variations de parités monétaires	(18)	(46)	(2)	(66)	6		6
- Variations d'actifs et passifs comptabilisées en capitaux propres			5	5			-
<b>Situation au 30 juin 2020</b>	<b>7 768</b>	<b>5 702</b>	<b>1 220</b>	<b>14 690</b>	<b>(10 675)</b>	<b>(19 162)</b>	<b>(29 837)</b>

<sup>(1)</sup> Comprend, pour les actifs, les remboursements de principal, les règlements des intérêts et les flux de paiements et d'encaissements sur dérivés lorsque leur valorisation est positive et, pour les passifs, les remboursements d'emprunts, les intérêts versés sur emprunts et les flux de paiements et d'encaissements sur dérivés lorsque leur valorisation est négative.

Les transferts hors du Niveau 3 des dérivés à la juste valeur incluent essentiellement l'actualisation de l'horizon d'observabilité de certaines courbes de taux d'intérêt et de paramètres de marché sur les opérations de pension et de crédit mais également l'effet de dérivés devenant uniquement ou essentiellement sensibles à des paramètres observables du fait de la réduction de leur durée de vie.

Les transferts vers le Niveau 3 des instruments à la juste valeur reflètent l'effet de l'actualisation régulière des zones d'observabilité.

Les transferts sont réputés avoir été réalisés en début de période.

Les instruments financiers de Niveau 3 sont susceptibles d'être couverts par d'autres instruments de Niveau 1 et de Niveau 2 dont les gains et pertes ne relèvent pas de ce tableau. Aussi, les montants de gains et pertes apparaissant dans ce tableau ne sont pas représentatifs des résultats liés à la gestion du risque net de l'ensemble de ces instruments.

**SENSIBILITE DE LA VALEUR DE MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DE NIVEAU 3 AUX CHANGEMENTS D'HYPOTHESES RAISONNABLEMENT POSSIBLES**

Le tableau ci-après fournit une présentation synthétique des actifs et passifs financiers classés au Niveau 3 pour lesquels des changements d'hypothèses concernant une ou plusieurs données non observables entraîneraient une variation significative de la valeur de marché.

Ces montants visent à illustrer l'intervalle d'incertitude inhérente au recours au jugement mis en œuvre dans l'estimation des paramètres de Niveau 3, ou dans le choix des techniques de valorisation. Ils reflètent les incertitudes de valorisation qui prévalent à la date d'évaluation, et bien que celles-ci résultent pour l'essentiel des sensibilités du portefeuille en date d'évaluation, elles ne permettent pas de prévoir ou de déduire les variations futures de la valeur de marché, pas plus qu'elles ne représentent l'effet de conditions de marché extrêmes sur la valeur du portefeuille.

Pour estimer les sensibilités, BNP Paribas a soit valorisé les instruments financiers en utilisant des paramètres raisonnablement possibles, soit appliqué des hypothèses fondées sur sa politique d'ajustements de valorisation.

Par simplification, la sensibilité de la valeur des titres (hors positions de titrisation) est mesurée par une variation uniforme de 1 % du cours. Des variations plus spécifiques ont été calibrées pour chacune des classes d'expositions titrisées de Niveau 3, en fonction des intervalles de paramètres non observables envisagés.

Pour l'exposition aux instruments dérivés, la sensibilité est mesurée à travers l'ajustement de valorisation pour risque de contrepartie (CVA), l'ajustement explicite du coût de financement (FVA) et la part des ajustements de valorisation liés aux incertitudes sur les paramètres et les modèles relative aux instruments de Niveau 3.

Dans le cas de l'ajustement de valorisation pour risque de contrepartie (CVA) et de l'ajustement explicite du coût de financement (FVA), l'incertitude a été calibrée selon les modalités d'établissement des ajustements prudents de valorisation décrits dans le standard technique « Prudent Valuation » de l'Autorité bancaire européenne. Pour les autres ajustements de valorisation, deux scénarios ont été envisagés : un scénario favorable dans lequel tout ou partie de l'ajustement de valorisation ne serait pas pris en compte par les intervenants de marché, et un scénario défavorable dans lequel les intervenants de marché exigeraient le double des ajustements envisagés par BNP Paribas pour effectuer une transaction.

En millions d'euros, au	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Effet potentiel en compte de résultat	Effet potentiel en capitaux propres	Effet potentiel en compte de résultat	Effet potentiel en capitaux propres
Titres de dette	+/-7	+/-3	+/-6	+/-3
Actions et autres titres de capitaux propres	+/-46	+/-9	+/-46	+/-9
Prêts et pensions	+/-8		+/-11	
Instruments financiers dérivés	+/-749		+/-621	
<i>Instruments dérivés de taux et de change</i>	+/-445		+/-394	
<i>Instruments dérivés de crédit</i>	+/-70		+/-53	
<i>Instruments dérivés sur actions</i>	+/-230		+/-171	
<i>Autres instruments dérivés</i>	+/-4		+/-3	
<b>Sensibilité des instruments financiers du Niveau 3</b>	<b>+/-810</b>	<b>+/-12</b>	<b>+/-684</b>	<b>+/-12</b>

**MARGE DIFFEREE SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS VALORISES AVEC DES TECHNIQUES DEVELOPPEES PAR L'ENTREPRISE ET FONDEES SUR DES PARAMETRES POUR PARTIE NON OBSERVABLES SUR LES MARCHES ACTIFS**

La marge différée (« *Day One Profit* ») concerne principalement le périmètre des instruments financiers de niveau 3, et plus marginalement certains instruments financiers de niveau 2 dont les ajustements de valorisation liés à l'incertitude sur les paramètres ou les modèles sont non négligeables au regard de la marge initiale.

La marge différée est déterminée après constitution des ajustements de valorisation pour incertitude tels que décrits précédemment, et reprise en résultat sur la durée anticipée d'inobservabilité des paramètres. Le montant non encore amorti est inscrit au bilan dans la rubrique « Instruments financiers en valeur de marché par résultat », en déduction de la valeur de marché des opérations concernées.

En millions d'euros	Marge différée au 31 décembre 2019	Marge différée sur les transactions de la période	Marge comptabilisée en résultat de la période	Marge différée au 30 juin 2020
Instruments dérivés de taux et de change	269	35	(29)	275
Instruments dérivés de crédit	126	156	(84)	198
Instruments dérivés sur actions	380	312	(277)	415
Autres instruments	14	29	(27)	16
<b>Instruments financiers</b>	<b>789</b>	<b>532</b>	<b>(417)</b>	<b>904</b>

## 4.d ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

### Détail des prêts et créances par type de produit

En millions d'euros, au	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.h)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.h)	Valeur nette comptable
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>45 992</b>	<b>(104)</b>	<b>45 888</b>	<b>21 793</b>	<b>(101)</b>	<b>21 692</b>
Comptes à vue	9 460	(11)	9 449	8 002	(13)	7 989
Prêts <sup>(1)</sup>	16 734	(93)	16 641	12 697	(88)	12 609
Opérations de pension	19 798		19 798	1 094		1 094
<b>Prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>850 286</b>	<b>(22 233)</b>	<b>828 053</b>	<b>826 953</b>	<b>(21 176)</b>	<b>805 777</b>
Comptes ordinaires débiteurs	36 826	(3 177)	33 649	38 978	(3 187)	35 791
Prêts consentis à la clientèle	776 804	(17 888)	758 916	751 109	(16 861)	734 248
Opérations de location-financement	35 891	(1 168)	34 723	35 653	(1 128)	34 525
Opérations de pension	765		765	1 213		1 213
<b>Total prêts et créances au coût amorti</b>	<b>896 278</b>	<b>(22 337)</b>	<b>873 941</b>	<b>848 746</b>	<b>(21 277)</b>	<b>827 469</b>

<sup>(1)</sup> Les prêts consentis aux établissements de crédit incluent les dépôts à terme auprès des banques centrales.

### Détail des titres de dette par catégorie d'émetteur

En millions d'euros, au	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.h)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.h)	Valeur nette comptable
Etats	60 767	(24)	60 743	57 743	(21)	57 722
Autres administrations publiques	31 734	(2)	31 732	23 794	(3)	23 791
Etablissements de crédit	11 963	(2)	11 961	7 201	(2)	7 199
Autres	22 717	(113)	22 604	19 850	(108)	19 742
<b>Total titres de dette au coût amorti</b>	<b>127 181</b>	<b>(141)</b>	<b>127 040</b>	<b>108 588</b>	<b>(134)</b>	<b>108 454</b>

**1. Détail des actifs financiers au coût amorti par strate**

En millions d'euros, au	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.h)	Valeur nette comptable	Valeur brute avant dépréciation	Dépréciation (note 2.h)	Valeur nette comptable
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	<b>45 992</b>	<b>(104)</b>	<b>45 888</b>	<b>21 793</b>	<b>(101)</b>	<b>21 692</b>
Strate 1	45 501	(15)	45 486	21 279	(12)	21 267
Strate 2	403	(5)	398	418	(5)	413
Strate 3	88	(84)	4	96	(84)	12
<b>Prêts et créances envers la clientèle</b>	<b>850 286</b>	<b>(22 233)</b>	<b>828 053</b>	<b>826 953</b>	<b>(21 176)</b>	<b>805 777</b>
Strate 1	737 521	(2 014)	735 507	719 160	(1 600)	717 560
Strate 2	81 573	(3 215)	78 358	78 005	(3 100)	74 905
Strate 3	31 192	(17 004)	14 188	29 788	(16 476)	13 312
<b>Titres de dette</b>	<b>127 181</b>	<b>(141)</b>	<b>127 040</b>	<b>108 588</b>	<b>(134)</b>	<b>108 454</b>
Strate 1	126 412	(27)	126 385	107 630	(30)	107 600
Strate 2	558	(24)	534	754	(17)	737
Strate 3	211	(90)	121	204	(87)	117
<b>Total actifs financiers au coût amorti</b>	<b>1 023 458</b>	<b>(22 477)</b>	<b>1 000 981</b>	<b>957 334</b>	<b>(21 411)</b>	<b>935 923</b>

**4.e ENCOURS DEPRECIES (STRATE 3)**

Les tableaux suivants présentent la valeur nette comptable des encours dépréciés d'actifs financiers au coût amorti et d'engagements de financement et de garantie, ainsi que les garanties reçues en couverture de ces encours.

Le montant déclaré au titre des garanties reçues est la valeur de la garantie, plafonnée par le montant des encours couverts.

En millions d'euros, au	30 juin 2020			
	Encours dépréciés (Strate 3)			Garanties reçues
	Brut	Dépréciation	Net	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (note 4.d)	88	(84)	4	96
Prêts et créances sur la clientèle (note 4.d)	31 192	(17 004)	14 188	9 076
Titres de dette au coût amorti (note 4.d)	211	(90)	121	43
<b>Total des encours au coût amorti dépréciés (strate 3)</b>	<b>31 491</b>	<b>(17 178)</b>	<b>14 313</b>	<b>9 215</b>
Engagements de financements donnés	1 260	(88)	1 172	357
Engagements de garantie financière donnés	1 452	(267)	1 185	348
<b>Total des engagements dépréciés hors-bilan (strate 3)</b>	<b>2 712</b>	<b>(355)</b>	<b>2 357</b>	<b>705</b>

En millions d'euros, au	31 décembre 2019			
	Encours dépréciés (Strate 3)			Garanties reçues
	Brut	Dépréciation	Net	
Prêts et créances sur les établissements de crédit (note 4.d)	96	(84)	12	115
Prêts et créances sur la clientèle (note 4.d)	29 788	(16 476)	13 312	8 821
Titres de dette au coût amorti (note 4.d)	204	(87)	117	45
<b>Total des encours au coût amorti dépréciés (strate 3)</b>	<b>30 088</b>	<b>(16 647)</b>	<b>13 441</b>	<b>8 981</b>
Engagements de financements donnés	1 094	(58)	1 036	306
Engagements de garantie financière donnés	1 432	(275)	1 157	342
<b>Total des engagements dépréciés hors-bilan (strate 3)</b>	<b>2 526</b>	<b>(333)</b>	<b>2 193</b>	<b>648</b>



#### 4.f DETTES AU COUT AMORTI ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET LA CLIENTELE

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>180 429</b>	<b>84 566</b>
Comptes à vue	11 086	9 072
Emprunts interbancaires <sup>(1)</sup>	149 430	68 847
Opérations de pension	19 913	6 647
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>963 183</b>	<b>834 667</b>
Comptes ordinaires créditeurs	606 211	516 862
Comptes d'épargne	154 697	151 600
Comptes à terme et assimilés	200 649	165 031
Opérations de pension	1 626	1 174

<sup>(1)</sup> Les emprunts interbancaires incluent les emprunts à terme auprès des banques centrales.

## 4.g DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

La présente note regroupe les dettes représentées par un titre et les dettes subordonnées comptabilisées au coût amorti et en valeur de marché par résultat sur option.

### DETTES COMPTABILISÉES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT (note 4.a)

Emetteur / Date d'émission	Devise	Montant en devise à l'origine (en millions)	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêt	Taux	Majoration d'intérêt	Conditions suspensives de versement des coupons <sup>(1)</sup>	30 juin 2020	31 décembre 2019
En millions d'euros, au								
<b>Dettes représentées par un titre</b>							<b>51 861</b>	<b>56 636</b>
<b>Dettes subordonnées</b>							<b>726</b>	<b>893</b>
<b>- Dettes subordonnées remboursables</b>			<sup>(2)</sup>				<b>52</b>	<b>120</b>
<b>- Dettes subordonnées perpétuelles</b>							<b>674</b>	<b>773</b>
BNP Paribas Fortis déc-07 <sup>(3)</sup>	EUR	3 000	déc.-14	Euribor 3 mois + 200 pb		A	674	773

<sup>(1)</sup> Conditions suspensives de versement des coupons

A Le paiement des coupons est interrompu en cas d'insuffisance de fonds propres de l'émetteur ou d'insolvabilité des garants ou lorsque le dividende déclaré sur les actions Ageas est inférieur à un certain seuil.

<sup>(2)</sup> Après accord de l'autorité de surveillance bancaire et à l'initiative de l'émetteur, les dettes subordonnées remboursables peuvent faire l'objet d'une clause de remboursement anticipé par rachat en Bourse, offre publique d'achat ou d'échange, ou de gré à gré lorsqu'il s'agit d'émissions privées. Les emprunts ayant fait l'objet d'un placement international, émis par BNP Paribas SA ou par les filiales étrangères du Groupe, peuvent faire l'objet d'un remboursement anticipé du principal et d'un règlement avant l'échéance des intérêts payables in fine, à l'initiative de l'émetteur, à partir d'une date fixée dans la notice d'émission (call option), ou dans l'hypothèse où des modifications aux règles fiscales en vigueur imposeraient à l'émetteur au sein du Groupe l'obligation de compenser les porteurs des conséquences de ces modifications. Ce remboursement peut intervenir moyennant un préavis, de 15 à 60 jours selon les cas, et en toute hypothèse sous réserve de l'accord des autorités de surveillance bancaire.

<sup>(3)</sup> Emission par BNP Paribas Fortis (anciennement Fortis Banque) en décembre 2007 de Convertible And Subordinated Hybrid Equity-linked Securities (CASHES).

Les CASHES ont une durée indéterminée mais peuvent être échangés en actions Ageas (anciennement Fortis SA/NV) au prix unitaire de 239,40 euros à la seule discrétion du détenteur. Néanmoins, à compter du 19 décembre 2014, les CASHES seront automatiquement échangés en actions Ageas si leur prix est égal ou supérieur à 359,10 euros pendant vingt séances de bourse consécutives. Le principal de ces titres ne sera jamais remboursé en espèces. Le seul recours dont disposent les titulaires des CASHES est limité aux actions Ageas détenues par BNP Paribas Fortis et nanties au profit de ces titulaires.

Ageas et BNP Paribas Fortis ont conclu un contrat de Relative Performance Note (RPN) dont la valeur varie contractuellement de telle sorte qu'elle neutralise l'impact sur BNP Paribas Fortis des différences relatives des variations de valeur des CASHES et des variations de valeur des actions Ageas.

Au 30 juin 2020, la dette est admise en fonds propres prudentiels pour 205 millions d'euros.

## DETTES COMPTABILISEES AU COUT AMORTI

Emetteur / Date d'émission	Devise	Montant en devise à l'origine (en millions)	Date d'option de remboursement ou de majoration d'intérêt	Taux	Majoration d'intérêt	Conditions suspensives de versement des coupons <sup>(1)</sup>	30 juin 2020	31 décembre 2019
En millions d'euros, au								
<b>Dettes représentées par un titre</b>							<b>165 669</b>	<b>157 578</b>
<b>- Dettes représentées par un titre dont l'échéance est inférieure à un an à l'émission</b>							<b>65 131</b>	<b>60 905</b>
Titres de créances négociables							65 131	60 905
<b>- Dettes représentées par un titre dont l'échéance est supérieure à un an à l'émission</b>							<b>100 538</b>	<b>96 673</b>
Titres de créances négociables							41 197	45 924
Emissions obligataires							59 341	50 749
<b>Dettes subordonnées</b>							<b>21 829</b>	<b>20 003</b>
<b>- Dettes subordonnées remboursables</b> <sup>(2)</sup>							<b>20 047</b>	<b>18 242</b>
<b>- Titres subordonnés perpétuels</b>							<b>1 526</b>	<b>1 526</b>
BNP Paribas SA oct-85	EUR	305	-	TMO - 0,25%	-	B	254	254
BNP Paribas SA sept-86	USD	500	-	Libor 6 mois + 0,075%	-	C	244	244
BNP Paribas Cardiff nov - 14	EUR	1 000	nov.-25	4,032%	Euribor 3 mois + 393 pb	D	998	1 000
Autres							30	28
<b>- Titres participatifs</b>							<b>222</b>	<b>222</b>
BNP Paribas SA juil-84 <sup>(3)</sup>	EUR	337	-	<sup>(4)</sup>	-		215	215
Autres							7	7
<b>- Frais et commissions, dettes rattachées</b>							<b>34</b>	<b>13</b>

<sup>(1)</sup> Conditions suspensives de versement des coupons

B Le paiement des intérêts est obligatoire, sauf si le Conseil d'administration décide de différer cette rémunération lorsque l'Assemblée Générale des actionnaires a constaté qu'il n'existe pas de bénéfice distribuable, et ceci dans les douze mois précédant l'échéance de paiement des intérêts. Les intérêts sont cumulatifs et deviennent intégralement payables dès la reprise d'une distribution de dividende.

C Le paiement des intérêts est obligatoire, sauf si le Conseil d'administration décide de différer cette rémunération lorsque l'Assemblée Générale des actionnaires a validé la décision de ne pas procéder à la distribution d'un dividende, et ceci dans les douze mois précédant l'échéance de paiement des intérêts. Les intérêts sont cumulatifs et deviennent intégralement payables dès la reprise d'une distribution de dividende. La banque a la faculté de reprendre le paiement des arriérés d'intérêts, même en l'absence de distribution d'un dividende.

D Le paiement des intérêts est obligatoire, sauf en cas d'évènements d'insuffisance réglementaire, en accord avec le régulateur, ou en cas de cessation de paiements. Les intérêts sont cumulatifs et deviennent intégralement payables dès la reprise des versements de coupons, ou si ces évènements se produisent en premier, au remboursement de l'émission ou à la liquidation de l'émetteur.

<sup>(2)</sup> Cf. renvoi relatif aux « Dettes comptabilisées en valeur de marché par résultat ».

<sup>(3)</sup> Les titres participatifs émis par BNP Paribas SA peuvent faire l'objet de rachats dans les conditions prévues par la loi du 3 janvier 1983. Le nombre de titres en circulation est de 1 434 092.

<sup>(4)</sup> En fonction du résultat net encadré par un minimum de 85% du TMO et un maximum de 130% du TMO.

## 4.h PLACEMENTS DES ACTIVITES D'ASSURANCE

En millions d'euros, au	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Placements ne représentant pas des contrats en unités de compte	Placements représentant des contrats en unités de compte (risque financier supporté par les assurés)	Total	Placements ne représentant pas des contrats en unités de compte	Placements représentant des contrats en unités de compte (risque financier supporté par les assurés)	Total
Instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat sur option	42 104	66 583	108 687	44 292	71 043	115 335
Instruments dérivés	1 143		1 143	1 115		1 115
Actifs financiers disponibles à la vente	126 044		126 044	126 596		126 596
Actifs détenus jusqu'à l'échéance	1 643		1 643	1 914		1 914
Prêts et créances	3 313		3 313	3 089		3 089
Placements consolidés par mise en équivalence	356		356	359		359
Immeubles de placement	3 203	3 792	6 995	3 094	3 464	6 558
<b>Total</b>	<b>177 806</b>	<b>70 375</b>	<b>248 181</b>	<b>180 459</b>	<b>74 507</b>	<b>254 966</b>
Part des réassureurs dans des passifs liés à des contrats d'assurance et d'investissement	2 736		2 736	2 852		2 852
<b>Placements des activités d'assurance</b>	<b>180 542</b>	<b>70 375</b>	<b>250 917</b>	<b>183 311</b>	<b>74 507</b>	<b>257 818</b>

Les placements dans des instruments financiers des activités d'assurance sont comptabilisés selon les principes d'IAS 39.

### Mesure de la valeur de marché des instruments financiers

Les critères d'affectation à chacun des niveaux de la hiérarchie, les méthodologies de valorisation correspondantes ainsi que les principes sur les transferts entre les niveaux de la hiérarchie sont similaires à ceux appliqués pour les autres instruments financiers du Groupe (note 4.c).

En millions d'euros, au	30 juin 2020				31 décembre 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>99 040</b>	<b>26 352</b>	<b>652</b>	<b>126 044</b>	<b>103 419</b>	<b>22 887</b>	<b>290</b>	<b>126 596</b>
Titres de capitaux propres	5 914	1 160	424	7 498	6 551	1 179	248	7 978
Titres de dette	93 126	25 192	228	118 546	96 868	21 708	42	118 618
<b>Instruments financiers en valeur de marché par résultat</b>	<b>82 445</b>	<b>19 348</b>	<b>6 894</b>	<b>108 687</b>	<b>88 724</b>	<b>19 296</b>	<b>7 315</b>	<b>115 335</b>
Titres de capitaux propres	80 147	12 691	6 830	99 668	87 084	12 774	6 549	106 407
Titres de dette	2 298	6 657	64	9 019	1 640	6 522	766	8 928
<b>Instruments dérivés</b>	<b>-</b>	<b>929</b>	<b>214</b>	<b>1 143</b>	<b>-</b>	<b>859</b>	<b>256</b>	<b>1 115</b>
<b>Actifs financiers en valeur de marché</b>	<b>181 485</b>	<b>46 629</b>	<b>7 760</b>	<b>235 874</b>	<b>192 143</b>	<b>43 042</b>	<b>7 861</b>	<b>243 046</b>

Niveau 1 : ce niveau regroupe les actions et les obligations liquides, les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options...), les parts de fonds et OPCVM dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement.

Niveau 2 : ce niveau regroupe les actions, certaines obligations d'Etats ou d'entreprises, les autres parts de fonds et OPCVM et les dérivés négociés de gré à gré.

Niveau 3 : ce niveau regroupe principalement les parts de fonds et les actions non cotées qui sont constituées pour l'essentiel de parts dans des sociétés et fonds de capital-risque.

• **Tableau de variation des instruments financiers de niveau 3**

Pour les instruments financiers du Niveau 3, les mouvements suivants sont intervenus au cours de l'exercice :

En millions d'euros	Actifs financiers		
	Instruments financiers disponibles à la vente	Instruments financiers en valeur de marché par résultat	Total
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>290</b>	<b>7 571</b>	<b>7 861</b>
Achats	437	1 453	1 890
Ventes	(16)	(885)	(901)
Règlements	(26)	(80)	(106)
Transfert vers le niveau 3	2	27	29
Transfert hors du niveau 3	(35)	(782)	(817)
Gains comptabilisés en compte de résultat	2	(195)	(193)
Éléments relatifs aux variations de parités monétaires	(7)	1	(6)
Variations d'actifs comptabilisées en capitaux propres	5		5
<b>Situation au 30 juin 2020</b>	<b>652</b>	<b>7 109</b>	<b>7 761</b>

Au cours du premier semestre 2020, les transferts entre le Niveau 1 et le Niveau 2 n'ont pas été significatifs.

• **Détail des actifs financiers disponibles à la vente**

En millions d'euros, au	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Valeur au bilan	dont dépréciation	dont variation de valeur comptabilisée directement en capitaux propres	Valeur au bilan	dont dépréciation	dont variation de valeur comptabilisée directement en capitaux propres
Titres de dette	118 546		12 053	118 618		12 729
Titres de capitaux propres	7 498	(524)	1 290	7 978	(417)	2 009
<b>Total des actifs disponibles à la vente</b>	<b>126 044</b>	<b>(524)</b>	<b>13 343</b>	<b>126 596</b>	<b>(417)</b>	<b>14 738</b>

**4.i PROVISIONS TECHNIQUES ET AUTRES PASSIFS D'ASSURANCE**

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Provisions techniques - contrats d'assurance Non Vie</b>	<b>4 595</b>	<b>4 768</b>
<b>Provisions techniques - contrats d'assurance Vie</b>	<b>149 224</b>	<b>154 382</b>
- Contrats d'assurance	86 304	87 352
- Contrats d'assurance en Unités de Compte	62 920	67 030
<b>Passifs techniques - contrats d'investissement</b>	<b>47 477</b>	<b>48 179</b>
- Contrats d'investissement avec participation discrétionnaire	40 053	40 723
- Contrats d'investissement sans participation discrétionnaire - Unités de Compte	7 424	7 456
<b>Participation différée passive aux bénéfices</b>	<b>22 434</b>	<b>24 980</b>
<b>Provisions et passifs techniques liés aux contrats d'assurance et d'investissement</b>	<b>223 730</b>	<b>232 309</b>
Dettes nées d'opérations d'assurance directe et de réassurance	3 147	3 464
Instruments dérivés	1 303	1 164
<b>Total provisions techniques et autres passifs d'assurance</b>	<b>228 180</b>	<b>236 937</b>

La provision pour participation différée aux bénéfices résulte de l'application de la « comptabilité reflet » : elle représente la quote-part des assurés, des filiales d'assurance-vie en France et en Italie, dans les plus et moins-values latentes et les dépréciations constatées sur les actifs, lorsque la rémunération des contrats est liée à leur rendement. Elle est déterminée à partir de calculs stochastiques modélisant les plus ou moins-values latentes attribuables aux assurés en fonction des scénarios économiques, ainsi que d'hypothèses de taux servis et de collecte. Il en ressort notamment pour la France un taux de 90 % en 2020 comme en 2019.

Le test de suffisance des passifs prévu par IFRS 4, réalisé par portefeuille de contrats, consiste à comparer les provisions comptabilisées (nettes des frais d'acquisition reportés) avec une évaluation prospective des flux de trésorerie actualisés.

Au 30 juin 2020, ce test a conduit à comptabiliser des provisions complémentaires sur trois entités d'assurance vie en Asie pour un montant total de 18 millions d'euros. Pour les entités d'assurance vie des marchés domestiques (France, Italie et Luxembourg), le test ne révèle pas d'insuffisance.

**4.j IMPOTS COURANTS ET DIFFERES**

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
Impôts courants	2 204	1 857
Impôts différés	4 782	4 956
<b>Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>6 986</b>	<b>6 813</b>
Impôts courants	1 869	2 103
Impôts différés	1 662	1 463
<b>Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>3 531</b>	<b>3 566</b>

**4.k COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS**

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	99 852	75 478
Comptes d'encaissement	268	288
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	6 252	6 162
Autres débiteurs et actifs divers	37 087	31 607
<b>Total des comptes de régularisation et actifs divers</b>	<b>143 459</b>	<b>113 535</b>
Dépôts de garantie reçus	66 986	58 751
Comptes d'encaissement	4 229	3 026
Charges à payer et produits constatés d'avance	8 008	8 027
Passifs de location	3 180	3 295
Autres créditeurs et passifs divers	32 496	29 650
<b>Total des comptes de régularisation et passifs divers</b>	<b>114 899</b>	<b>102 749</b>

## 4.1 ECARTS D'ACQUISITION

En millions d'euros	30 juin 2020
<b>Valeur nette comptable en début de période</b>	<b>7 817</b>
Effets des variations de parités monétaires	(98)
<b>Valeur nette comptable en fin de période</b>	<b>7 719</b>
Valeur brute comptable	11 487
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période	(3 768)

Les écarts d'acquisition se répartissent par ensemble homogène de métiers de la manière suivante :

En millions d'euros	Valeur nette comptable		Acquisitions du 1er semestre 2020
	30 juin 2020	31 décembre 2019	
<b>Retail Banking &amp; Services</b>	<b>6 516</b>	<b>6 602</b>	-
<b>Domestic Markets</b>	<b>1 418</b>	<b>1 440</b>	-
<i>Arval</i>	501	515	-
<i>Leasing Solutions</i>	148	151	-
<i>New Digital Businesses</i>	159	159	-
<i>Personal Investors</i>	604	609	-
<i>Autres</i>	6	6	-
<b>International Financial Services</b>	<b>5 098</b>	<b>5 162</b>	-
<i>Asset Management</i>	186	187	-
<i>Assurance</i>	352	353	-
<i>BancWest</i>	2 567	2 571	-
<i>Personal Finance</i>	1 239	1 293	-
<i>Real Estate</i>	402	407	-
<i>Wealth Management</i>	315	314	-
<i>Autres</i>	37	37	-
<b>Corporate &amp; Institutional Banking</b>	<b>1 200</b>	<b>1 212</b>	-
<i>Corporate Banking</i>	277	277	-
<i>Global Markets</i>	477	481	-
<i>Securities Services</i>	446	454	-
<b>Autres Activités</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	-
<b>Total des écarts d'acquisition</b>	<b>7 719</b>	<b>7 817</b>	-
Ecart d'acquisition négatif			1
<b>Variation des écarts d'acquisition portée en résultat</b>			<b>1</b>

Le Groupe a effectué une analyse détaillée des écarts d'acquisition pour identifier si des dépréciations s'avéraient nécessaires en lien avec la crise sanitaire.

Cette analyse s'appuie notamment sur les hypothèses de scénarios économiques en forme de « V » (voir note 2.h) qui conduisent à une dégradation des résultats des différents ensembles homogènes de métiers du Groupe BNP Paribas, contrastée selon les activités, puis une amélioration des résultats en 2021 et 2022.

Pour l'ensemble homogène BancWest, un test de dépréciation a été réalisé. Celui-ci confirme l'absence de dépréciation.



Le tableau ci-après présente la mise à jour de la sensibilité à une variation normée de la valeur des paramètres utilisés pour ce test dans la méthode de la rentabilité future escomptée (discounted cash flow method – DCF).

En millions d'euros	BancWest
<b>Coût du capital</b>	<b>9,3%</b>
Variation défavorable de + 10 points de base	(125)
Variation favorable de - 10 points de base	129
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>61,5%</b>
Variation défavorable de + 1 %	(224)
Variation favorable de - 1 %	224
<b>Coût du risque</b>	<b>(142)</b>
Variation défavorable de + 5%	(54)
Variation favorable de - 5 %	54
<b>Taux de croissance à l'infini</b>	<b>3,0%</b>
Variation défavorable de -50 points de base	(233)
Variation favorable de +50 points de base	273

## 4.m PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

### 1. Provisions pour risques et charges par nature

En millions d'euros, au	31 décembre 2019	Dotations nettes aux provisions	Utilisation des provisions	Réévaluations comptabilisées directement en capitaux propres	Variation des parités monétaires et divers	30 juin 2020
Provisions sur engagements sociaux	6 636	49	(475)	86	(35)	6 261
Provisions au titre des comptes et plans d'épargne-logement	124	(1)				123
Provisions au titre des engagements de crédit (note 2.h)	1 234	90	(24)		(9)	1 291
Provisions pour litiges	598	49	(45)		(50)	552
Autres provisions pour risques et charges	894	123	(75)		(11)	931
<b>Total des provisions pour risques et charges</b>	<b>9 486</b>	<b>310</b>	<b>(619)</b>	<b>86</b>	<b>(105)</b>	<b>9 158</b>

## 4.n COMPENSATION DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Les tableaux ci-dessous présentent les montants des actifs financiers et passifs financiers avant et après compensation (EU CCR5-A). Ces informations, requises par la norme IFRS 7, ont pour but de permettre la comparabilité avec le traitement applicable selon les principes comptables généralement admis aux Etats-Unis (US GAAP), moins restrictifs que la norme IAS 32 en matière de compensation.

Les « montants compensés au bilan » ont été établis selon les critères de la norme IAS 32. Ainsi, un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés, et s'il a l'intention, soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. L'essentiel des montants compensés provient des opérations de pensions livrées et de dérivés traitées avec des chambres de compensation.

Les « impacts des conventions-cadre de compensation et accords similaires » correspondent aux encours d'opérations au sein de contrats exécutoires mais qui ne satisfont pas les critères de compensation établis par la norme IAS 32. C'est le cas notamment des opérations pour lesquelles le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat.

Les « instruments financiers donnés ou reçus en garantie » regroupent les dépôts de garantie et les collatéraux échangés sous forme de titres à leur valeur de marché. L'exercice de ces garanties est conditionné à l'insolvabilité, à la défaillance ou à la faillite de l'une des parties au contrat.

Pour les opérations avec conventions-cadre, les dépôts de garantie reçus ou donnés en contrepartie des valeurs de marché positives ou négatives des instruments financiers sont comptabilisés au bilan dans les comptes de régularisation et actifs ou passifs divers.

En millions d'euros, au 30 juin 2020	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impacts des convention- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets
<b>Actif</b>						
Instruments financiers en valeur de marché par résultat						
Portefeuille de titres	219 329		219 329			219 329
Prêts et opérations de pension	431 097	(136 882)	294 215	(51 568)	(233 862)	8 785
Instruments financiers dérivés (incluant les dérivés de couverture)	695 261	(386 104)	309 157	(215 491)	(41 593)	52 073
Actifs financiers au coût amorti	1 001 444	(463)	1 000 981	(3 604)	(16 345)	981 032
<i>Dont opérations de pension</i>	21 026	(463)	20 563	(3 604)	(16 345)	614
Comptes de régularisation et actifs divers	143 459		143 459		(51 382)	92 077
<i>Dont dépôts de garantie donnés</i>	99 852		99 852		(51 382)	48 470
Autres actifs non soumis à compensation	655 847		655 847			655 847
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>3 146 437</b>	<b>(523 449)</b>	<b>2 622 988</b>	<b>(270 663)</b>	<b>(343 182)</b>	<b>2 009 143</b>

En millions d'euros, au 30 juin 2020	Montants bruts des passifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impacts des convention- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers donnés en garantie	Montants nets
<b>Dettes</b>						
Instruments financiers en valeur de marché par résultat						
Portefeuille de titres de transaction	97 200		97 200			97 200
Dépôt et opération de pension	483 393	(136 882)	346 511	(51 943)	(284 963)	9 605
Dettes représentées par un titre	58 634		58 634			58 634
Instruments financiers dérivés (incluant les dérivés de couverture)	692 587	(386 104)	306 483	(215 491)	(51 543)	39 449
Passifs financiers au coût amorti	1 144 075	(463)	1 143 612	(3 229)	(17 713)	1 122 670
<i>Dont opérations de pension</i>	22 002	(463)	21 539	(3 229)	(17 713)	597
Comptes de régularisation et passifs divers	114 899		114 899		(37 268)	77 631
<i>Dont dépôts de garantie reçus</i>	66 986		66 986		(37 268)	29 718
Autres dettes non soumises à compensation	439 611		439 611			439 611
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>3 030 399</b>	<b>(523 449)</b>	<b>2 506 950</b>	<b>(270 663)</b>	<b>(391 487)</b>	<b>1 844 800</b>

En millions d'euros, au 31 décembre 2019	Montants bruts des actifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impacts des conventions- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers reçus en garantie	Montants nets
<b>Actif</b>						
Instruments financiers en valeur de marché par résultat						
Portefeuille de titres	131 935		131 935			131 935
Prêts et opérations de pension	352 599	(155 672)	196 927	(45 772)	(143 292)	7 863
Instruments financiers dérivés (incluant les dérivés de couverture)	543 166	(283 427)	259 739	(179 483)	(34 902)	45 354
Actifs financiers au coût amorti	935 923		935 923	(536)	(1 679)	933 708
<i>Dont opérations de pension</i>	2 307		2 307	(536)	(1 679)	92
Comptes de régularisation et actifs divers	113 535		113 535		(38 342)	75 193
<i>Dont dépôts de garantie donnés</i>	75 478		75 478		(38 342)	37 136
Autres actifs non soumis à compensation	526 654		526 654			526 654
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 603 812</b>	<b>(439 099)</b>	<b>2 164 713</b>	<b>(225 791)</b>	<b>(218 215)</b>	<b>1 720 707</b>

En millions d'euros, au 31 décembre 2019	Montants bruts des passifs financiers	Montants compensés au bilan	Montants nets présentés dans le bilan	Impacts des conventions- cadre de compensation et accords similaires	Instruments financiers donnés en garantie	Montants nets
<b>Dettes</b>						
Instruments financiers en valeur de marché par résultat						
Portefeuille de titres de transaction	65 490		65 490			65 490
Dépôts et opérations de pension	370 765	(155 672)	215 093	(44 684)	(163 430)	6 979
Dettes représentées par un titre	63 758		63 758			63 758
Instruments financiers dérivés (incluant les dérivés de couverture)	535 428	(283 427)	252 001	(179 483)	(39 920)	32 598
Passifs financiers au coût amorti	919 234		919 234	(1 624)	(5 942)	911 668
<i>Dont opérations de pension</i>	7 821		7 821	(1 624)	(5 942)	255
Comptes de régularisation et passifs divers	102 749		102 749		(30 939)	71 810
<i>Dont dépôts de garantie reçus</i>	58 751		58 751		(30 939)	27 812
Autres dettes non soumises à compensation	434 543		434 543			434 543
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 491 967</b>	<b>(439 099)</b>	<b>2 052 868</b>	<b>(225 791)</b>	<b>(240 231)</b>	<b>1 586 846</b>

## 5. ENGAGEMENTS DONNES OU REÇUS

### 5.a ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES OU REÇUS

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe :

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Engagements de financement donnés</b>		
- aux établissements de crédit	8 967	4 999
- à la clientèle	338 427	324 077
Ouverture de crédits confirmés	263 733	255 975
Autres engagements en faveur de la clientèle	74 694	68 102
<b>Total des engagements de financement donnés</b>	<b>347 394</b>	<b>329 076</b>
<i>dont strate 1</i>	334 071	317 180
<i>dont strate 2</i>	10 653	9 862
<i>dont strate 3</i>	1 260	1 094
<i>dont activités d'assurance</i>	1 410	940
<b>Engagements de financement reçus</b>		
- des établissements de crédit	60 849	70 725
- de la clientèle	7 342	2 633
<b>Total des engagements de financement reçus</b>	<b>68 191</b>	<b>73 358</b>

### 5.b ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES PAR SIGNATURE

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Engagements de garantie donnés</b>		
- d'ordre des établissements de crédit	27 734	32 325
- d'ordre de la clientèle	112 967	118 408
Cautions immobilières	2 962	2 767
Cautions administratives et fiscales et autres cautions	57 464	61 003
Autres garanties d'ordre de la clientèle	52 541	54 638
<b>Total des engagements de garantie donnés</b>	<b>140 701</b>	<b>150 733</b>
<i>dont strate 1</i>	132 780	142 780
<i>dont strate 2</i>	6 467	6 518
<i>dont strate 3</i>	1 452	1 432
<i>dont activités d'assurance</i>	2	3

**5.c ENGAGEMENTS SUR TITRES**

En lien avec la comptabilisation des opérations sur titres en date de règlement, les engagements représentant les titres à livrer ou à recevoir sont les suivants :

En millions d'euros, au	30 juin 2020	31 décembre 2019
Titres à livrer	25 441	8 511
Titres à recevoir	22 933	10 792

## 6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### 6.a EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

Le capital social de BNP Paribas SA s'élève au 30 juin 2020 à 2 499 597 122 euros, divisé en 1 249 798 561 actions de 2 euros de nominal chacune (inchangé par rapport au 31 décembre 2019).

- **Actions émises par BNP Paribas détenues par le Groupe**

	Opérations pour compte propre		Opérations de négoce <sup>(1)</sup>		Total	
	en nombre	valeur comptable (en millions d'euros)	en nombre	valeur comptable (en millions d'euros)	en nombre	valeur comptable (en millions d'euros)
<b>Actions détenues au 31 décembre 2018</b>	<b>726 451</b>	<b>38</b>	<b>1 491 335</b>	<b>59</b>	<b>2 217 786</b>	<b>97</b>
Mouvements nets			(528 051)	(19)	(528 051)	(19)
<b>Actions détenues au 30 juin 2019</b>	<b>726 451</b>	<b>38</b>	<b>963 284</b>	<b>40</b>	<b>1 689 735</b>	<b>78</b>
Mouvements nets			(482 214)	(15)	(482 214)	(15)
<b>Actions détenues au 31 décembre 2019</b>	<b>726 451</b>	<b>38</b>	<b>481 070</b>	<b>25</b>	<b>1 207 521</b>	<b>63</b>
Cessions effectuées	(4 480)	-			(4 480)	-
Autres mouvements nets			861 848	22	861 848	22
<b>Actions détenues au 30 juin 2020</b>	<b>721 971</b>	<b>38</b>	<b>1 342 918</b>	<b>47</b>	<b>2 064 889</b>	<b>85</b>

<sup>(1)</sup> Transactions réalisées dans le cadre d'une activité de négoce et d'arbitrage sur indices boursiers.

Au 30 juin 2020, le Groupe BNP Paribas était détenteur de 2 064 889 actions BNP Paribas représentant 85 millions d'euros qui ont été portés en diminution des capitaux propres.

Du 31 décembre 2019 au 30 juin 2020, aucune action n'a été livrée à la suite de l'attribution définitive d'actions de performance à leurs bénéficiaires.

- **Actions de préférence et Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée (TSSDI) éligibles aux fonds propres prudentiels de catégorie Tier 1**

- Actions de préférence émises par les filiales étrangères du Groupe

BNP Paribas Personal Finance a procédé en 2004 à deux émissions d'actions de préférence, sans échéance et sans droit de vote, par l'intermédiaire d'une structure dédiée de droit anglais contrôlée de façon exclusive. Depuis la première date de call, les actions peuvent être remboursées au pair à l'initiative de l'émetteur à chaque date de tombée du coupon trimestriel.

Emetteur	Date d'émission	Devise	Montant (en millions d'euros)	Taux et durée avant la première date de call	Taux après la première date de call
Cofinoga Funding II LP	janvier et mai 2004	EUR	80	TEC 10 <sup>(1)</sup> + 1,35% 10 ans	TEC 10 <sup>(1)</sup> + 1,35%
<b>Total au 30 juin 2020</b>			<b>73<sup>(2)</sup></b>		

<sup>(1)</sup> TEC 10 est l'indice quotidien des rendements des emprunts d'Etat à long terme correspondant au taux de rendement actuariel d'une obligation du Trésor fictive dont la durée serait de dix ans.

<sup>(2)</sup> Valeur en date de prise de contrôle du groupe LaSer.

Les capitaux souscrits par le biais de ces émissions ainsi que la rémunération versée aux porteurs des titres correspondants sont repris dans la rubrique « Intérêts minoritaires » au bilan.

- **Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée émis par BNP Paribas SA**

BNP Paribas a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée qui offrent aux souscripteurs une rémunération à taux fixe, fixe révisable ou variable et peuvent être remboursés à l'issue d'une période fixe puis à chaque date anniversaire du coupon ou tous les cinq ans. En cas de non-remboursement à l'issue de cette période, il sera versé pour certaines de ces émissions un coupon flottant indexé sur Euribor, Libor ou un taux de swap ou un coupon fixe.

Le 25 mars 2019, BNP Paribas SA a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée pour un montant de 1 500 millions de dollars. Cette émission offre aux souscripteurs une rémunération à taux fixe de 6,625%. Les titres pourront être remboursés à l'issue d'une période de 5 ans. En cas de non-remboursement en 2024, il sera versé semestriellement un coupon indexé sur le taux de swap dollar à 5 ans. Cette émission est admissible dans les fonds propres additionnels de catégorie 1.

Le 10 juillet 2019, BNP Paribas SA a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée pour un montant de 300 millions de dollars australiens. Cette émission offre aux souscripteurs une rémunération à taux fixe de 4,5%. Les titres pourront être remboursés à l'issue d'une période de 5 ans et demi. En cas de non-remboursement en 2025, il sera versé semestriellement un coupon indexé sur le taux de swap dollar australien à 5 ans. Cette émission est admissible dans les fonds propres additionnels de catégorie 1.

Le 17 octobre 2019, BNP Paribas SA a remboursé l'émission d'octobre 2005, pour un montant de 1 000 millions d'euros. Cette émission offrait aux souscripteurs une rémunération à taux fixe de 4,875 %.

Le 20 novembre 2019, BNP Paribas SA a remboursé l'émission de décembre 2009, pour un montant de 1 million d'euros, avant sa première date de call. Cette émission offrait aux souscripteurs une rémunération à taux fixe de 7,384 %.

Le 29 décembre 2019, BNP Paribas SA a remboursé à leur première date de call, deux émissions de décembre 2009, pour un montant respectif de 17 millions d'euros et de 2 millions d'euros. Ces émissions offraient aux souscripteurs respectivement une rémunération à taux fixe de 7,028 % et une rémunération à taux variable sur le taux Euribor à 3 mois.



Le 30 décembre 2019, BNP Paribas SA a remboursé l'émission de décembre 2009, pour un montant de 70 millions de dollars, à sa première date de call. Cette émission offrait aux souscripteurs une rémunération à taux variable sur le taux Libor dollar à 3 mois.

Le 25 février 2020, BNP Paribas SA a émis des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée pour un montant de 1 750 millions de dollars. Cette émission offre aux souscripteurs une rémunération à taux de 4,5 %. Les titres pourront être remboursés à l'issue d'une période de 10 ans. En cas de non-remboursement en 2030, il sera versé semestriellement un coupon indexé sur le taux du bon du trésor américain de maturité constante de 5 ans (taux CMT). Cette émission est admissible dans les fonds propres additionnels de catégorie 1.

Les caractéristiques de ces différentes émissions sont résumées dans le tableau suivant :

Date d'émission	Devise	Montant (en millions d'unités)	Périodicité de tombée du coupon	Taux et durée avant la première date de call		Taux après la première date de call
Octobre 2005	USD	400	annuelle	6,250%	6 ans	6,250%
Juillet 2006	EUR	150	annuelle	5,450%	20 ans	Euribor 3 mois + 1,920%
Juin 2007	USD	600	trimestrielle	6,500%	5 ans	6,500%
Juin 2007	USD	1 100	semestrielle	7,195%	30 ans	USD Libor 3 mois + 1,290%
Juin 2015	EUR	750	semestrielle	6,125%	7 ans	Swap EUR 5 ans + 5,230%
Août 2015	USD	1 500	semestrielle	7,375%	10 ans	Swap USD 5 ans + 5,150%
Mars 2016	USD	1 500	semestrielle	7,625%	5 ans	Swap USD 5 ans + 6,314%
Décembre 2016	USD	750	semestrielle	6,750%	5,25 ans	Swap USD 5 ans + 4,916%
Novembre 2017	USD	750	semestrielle	5,125%	10 ans	Swap USD 5 ans + 2,838%
Août 2018	USD	750	semestrielle	7,000%	10 ans	Swap USD 5 ans + 3,980%
Mars 2019	USD	1 500	semestrielle	6,625%	5 ans	Swap USD 5 ans + 4,149%
Juillet 2019	AUD	300	semestrielle	4,500%	5,5 ans	Swap AUD 5 ans + 3,372%
Février 2020	USD	1 750	semestrielle	4,500%	10 ans	US CMT 5 ans + 2,944%
<b>Total au 30 juin 2020 en contre valeur euro historique</b>		<b>10 272<sup>(1)</sup></b>				

<sup>(1)</sup> Net des titres autodétenus par des entités du Groupe

Les intérêts normalement dus sur les Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée peuvent ne pas être payés. Les coupons non versés ne sont pas reportés.

Pour les émissions réalisées avant 2015 cette absence de paiement est conditionnée à l'absence de versement sur les actions ordinaires de BNP Paribas SA et sur les titres assimilés aux Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée au cours de l'année précédente. Les intérêts doivent être versés en cas de distribution de dividende sur les actions ordinaires de BNP Paribas SA.

Du fait de la présence d'une clause d'absorption de pertes, les modalités contractuelles des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée prévoient qu'en cas d'insuffisance de fonds propres prudentiels le nominal des titres émis puisse être réduit pour servir de nouvelle base de calcul des coupons, tant que l'insuffisance n'est pas corrigée et le nominal d'origine des titres reconstitué.

Les capitaux collectés résultant de ces émissions sont repris sous la rubrique « Capital et réserves » au sein des capitaux propres. Les émissions réalisées en devises sont maintenues à la valeur historique résultant de leur conversion en euros à la date d'émission conformément aux prescriptions d'IAS 21. La rémunération relative à ces instruments financiers de capital est traitée comme un dividende.

Au 30 juin 2020, le Groupe BNP Paribas détenait 26 millions d'euros de Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée qui ont été portés en diminution des capitaux propres.

## 1. Résultat par action ordinaire

Le résultat de base par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. Le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires est déterminé sous déduction du résultat attribuable aux porteurs d'actions de préférence.

Le résultat dilué par action ordinaire correspond au résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires, divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires. Il est tenu compte le cas échéant des options de souscriptions d'actions dans la monnaie, ainsi que des actions de performance allouées dans le Plan Global d'Intéressement en Actions dans le calcul du résultat dilué par action ordinaire. La conversion de ces instruments n'a pas d'effet sur le résultat net servant au calcul du résultat dilué par action ordinaire.

	1er semestre 2020	1er semestre 2019
<b>Résultat net pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action (en millions d'euros) <sup>(1)</sup></b>	<b>3 352</b>	<b>4 176</b>
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice</b>	<b>1 248 017 591</b>	<b>1 247 626 894</b>
Effet des actions ordinaires potentiellement dilutives (Plan d'actions de performance)	206	206
<b>Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires pour le calcul du résultat dilué par action</b>	<b>1 248 017 797</b>	<b>1 247 627 100</b>
<b>Résultat de base par action ordinaire (en euros)</b>	<b>2,69</b>	<b>3,35</b>
<b>Résultat dilué par action ordinaire (en euros)</b>	<b>2,69</b>	<b>3,35</b>

<sup>(1)</sup> Le résultat net pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action ordinaire correspond au résultat net part du Groupe, ajusté de la rémunération des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée assimilés à des actions de préférence émis par BNP Paribas SA, traitée comptablement comme un dividende, ainsi que du gain ou de la perte de change associé comptabilisé directement en capitaux propres en cas de rachat.

Conformément à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020, aucun dividende n'a été versé au titre du résultat 2019. Le dividende par action versé en 2019 au titre du résultat 2018 s'est élevé à 3,02 euros.

## 6.b PASSIFS EVENTUELS : PROCEDURES JUDICIAIRES ET D'ARBITRAGE

BNP Paribas (la « Banque ») est partie en tant que défenderesse à plusieurs litiges, différends et procédures (y compris des enquêtes par des autorités judiciaires ou de supervision) dans un certain nombre de juridictions, découlant du cours normal de ses activités commerciales, y compris entre autres en lien avec ses activités en qualité de contrepartie, prêteur, employeur, investisseur et contribuable. Bien que la Banque ne puisse prédire l'issue finale de toutes les procédures judiciaires ou règlementaires en cours ou en germe, la Banque a de bonnes raisons d'estimer qu'elles sont soit sans fondement juridique, soit qu'elles peuvent être contestées avec succès, soit qu'il est peu probable que l'issue de ces actions engendre une perte significative pour la Banque.

Le liquidateur de la société Bernard L. Madoff Investment Securities LLC (ci-après « BLMIS ») a intenté un certain nombre de recours contre la Banque et certaines de ses filiales, auprès du tribunal des faillites américain (*United States Bankruptcy Court Southern District of New York*). Ces recours, connus sous le nom de demandes de « clawback », s'apparentent aux divers recours introduits par le liquidateur de BLMIS à l'encontre de nombreuses institutions, et visent au recouvrement de fonds prétendument transférés aux entités du Groupe BNP Paribas par BLMIS ou indirectement par le biais de fonds liés à BLMIS et dans lesquels des entités du Groupe BNP Paribas détenaient des participations. Le liquidateur de BLMIS prétend qu'en vertu du droit fédéral américain des procédures collectives et du droit de l'Etat de New York, les paiements effectués en faveur des entités du Groupe BNP Paribas sont nuls et recouvrables. Au total, ces recours visaient initialement au recouvrement d'une somme d'environ 1,3 milliard de dollars américains. BNP Paribas dispose d'arguments très solides à opposer à ces recours, et se défend vigoureusement dans ces instances.

Deux décisions du tribunal des faillites américain, du 22 novembre 2016 et du 3 octobre 2018, ont rejeté la majorité des demandes que le liquidateur de BLMIS cherchait à recouvrer auprès des entités du Groupe BNP Paribas. Le 25 février 2019, la Cour d'appel (*United States Court of Appeals for the Second Circuit*) a infirmé la décision du tribunal des faillites américain du 22 novembre 2016. Le 29 août 2019, les défendeurs ont déposé une requête auprès de la Cour suprême américaine afin qu'elle réforme la décision, mais cette dernière a refusé de se prononcer. Les Parties ont convenues de suspendre l'ensemble des procédures jusqu'à ce que soit rendue la décision de la Cour d'appel dans le cadre d'un litige opposant le Trustee à un tiers, décision qui pourrait avoir un impact sur les motifs et les moyens développés dans les procédures impliquant la Banque.

Une action judiciaire a été intentée en Belgique à la requête d'actionnaires minoritaires de l'ancien groupe Fortis contre la Société fédérale de Participations et d'Investissement, Ageas et BNP Paribas, demandant notamment la condamnation de BNP Paribas à des dommages et intérêts à titre de restitution par équivalent d'une partie des actions de BNP Paribas Fortis, qui lui ont été apportées en 2009, au motif que le transfert de ces actions serait nul. Le Tribunal de commerce de Bruxelles a décidé, le 29 avril 2016, de surseoir à statuer jusqu'à l'issue de la procédure pénale en cours en Belgique dans le dossier Fortis. Dans ce dossier pénal, le ministère public demande un non-lieu. La Chambre du conseil rendra son jugement à ce sujet a priori en septembre 2020.

Le 26 février 2020 le Tribunal correctionnel de Paris a jugé BNP Paribas Personal Finance coupable de pratique commerciale trompeuse et de recel de ce délit. BNP Paribas Personal Finance est condamnée à payer une amende de 187 500 euros et à verser un montant au titre des frais de défense ainsi que des dommages et intérêts en faveur des parties civiles. Le jugement est assorti de l'exécution provisoire sur les intérêts civils. BNP Paribas Personal Finance a interjeté appel de la décision le 6 mars 2020. Par ailleurs, une demande en référé de suspension de l'exécution provisoire a également été initiée. L'audience du référé s'est tenue le 1<sup>er</sup> juillet 2020 : le délibéré est attendu pour le 11 septembre 2020.

Comme de nombreuses autres institutions financières dans les secteurs de la banque, de l'investissement, des fonds communs ou du courtage, la Banque a reçu ou est susceptible de recevoir des demandes d'information d'autorités de supervision, d'agences gouvernementales ou d'autorégulation. La Banque répond à ces requêtes, coopère avec les autorités et régulateurs en question et s'efforce de traiter et de remédier aux points soulevés.

Les autorités de régulation et judiciaires américaines mènent actuellement différentes enquêtes ou procèdent à des demandes d'informations qui ont été mentionnées dans la presse financière internationale notamment en ce qui concerne le marché des bons du Trésor américain et les émissions obligataires des agences publiques américaines. La Banque, qui a elle-même reçu des demandes d'informations, coopère aux enquêtes et répond aux demandes qui lui sont faites. L'issue et l'impact potentiel de ces enquêtes ou demandes d'informations est difficile à prédire avant leur terme et les discussions subséquentes avec les autorités américaines. Il est à noter qu'il a été rapporté qu'un certain nombre d'institutions financières sont concernées par ces enquêtes ou demandes d'informations et que les revues auxquelles elles peuvent donner lieu peuvent parfois conduire à des accords transactionnels comprenant notamment le paiement d'amendes ou de pénalités significatives en fonction des circonstances propres à chaque situation.

## 6.c REGROUPEMENT D'ENTREPRISES ET PERTE DE CONTROLE OU D'INFLUENCE NOTABLE

### • State Bank of India Life Insurance Co Ltd

Au cours du premier semestre 2019, trois cessions consécutives de 9,2 %, de 5,1 % et de 2,5 % du capital de State Bank of India Life Insurance Co Ltd (SBI Life) ont eu lieu sur le marché indien.

Au 30 juin 2019, le Groupe cesse d'exercer une influence notable sur SBI Life.

La participation résiduelle de 5,2 % détenue par BNP Paribas Cardif Holding, est désormais comptabilisée au sein des actifs financiers disponibles à la vente.

L'ensemble de ces opérations a généré au premier semestre 2019 une plus-value globale de 1 450 millions d'euros avant impôt comptabilisée en « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

### • First Hawaiian Inc

Le 4 août 2016, le Groupe BNP Paribas a introduit en bourse sa filiale First Hawaiian Inc (FHI) sur le marché américain.

A la suite de cette opération, cinq cessions partielles ont été réalisées.

Date	Opération	Pourcentage cédé	Pourcentage de détention résiduel	Contrôle ou Influence notable
4 août 2016	Introduction en bourse	17,4%	82,6%	Contrôle exclusif
6 février 2017	Première offre secondaire	20,6%	62,0%	Contrôle exclusif
8 mai 2018	Seconde offre secondaire	13,2%	48,8%	Contrôle exclusif
31 juillet 2018	Troisième offre secondaire	15,5%	33,3%	Influence notable
5 septembre 2018	Quatrième offre secondaire	14,9%	18,4%	Influence notable
29 janvier 2019	Cinquième offre secondaire	18,4%	0%	Influence notable
<b>31 décembre 2019</b>		<b>100%</b>	<b>0%</b>	

Les trois premières opérations se sont traduites par une augmentation des réserves part du Groupe de 422 millions d'euros et de celles revenant aux minoritaires de 1 363 millions d'euros.

Au 30 juin 2018, le Groupe a considéré que la perte de contrôle dans le délai d'un an était hautement probable et a appliqué les dispositions de la norme IFRS 5 relative aux groupes d'actifs et de passifs destinés à la vente.

L'application d'IFRS 5 avait eu pour effet la scission de l'ensemble homogène du métier BancWest, et, en conséquence, la répartition de l'écart d'acquisition du métier (soit 4,3 milliards d'euros) entre Bank of the West (BoW) et FHI. Cette répartition a été déterminée sur la base des valeurs recouvrables respectives de l'activité First Hawaiian Bank et de l'activité BoW, et a conduit à allouer à FHI un écart d'acquisition de 1,3 milliard d'euros.

Par ailleurs, les actifs et passifs ont été respectivement reclassés en actifs non courants destinés à être cédés et en dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés.

A la suite de la cession du 31 juillet 2018, le Groupe a cessé d'exercer un contrôle exclusif sur FHI mais conserve une influence notable. Cette perte de contrôle s'est traduite par une diminution de 17,4 milliards d'euros du bilan du Groupe et par la diminution des réserves revenant aux actionnaires minoritaires de -1 473 millions d'euros.

Cette opération et la dernière cession partielle ont généré au second semestre 2018 une plus-value globale de 286 millions d'euros avant impôt comptabilisée en résultat.

Au 31 décembre 2018, le Groupe continue d'appliquer les dispositions de la norme IFRS 5.

L'application d'IFRS 5 a pour effet d'évaluer la valeur d'équivalence à chaque arrêté, à la plus faible valeur entre la valeur comptable et la valeur de marché. Cette méthode a eu pour conséquence la constatation d'une dépréciation de -125 millions d'euros au 31 décembre 2018.

Le 29 janvier 2019, le Groupe a réalisé une nouvelle offre secondaire portant sur 24,9 millions d'actions ordinaires de FHI. A la suite de cette opération, le Groupe BNP Paribas a totalement cédé sa participation de 18,4% dans FHI.

Cette opération a généré au premier semestre 2019 une plus-value de 82 millions d'euros avant impôt comptabilisée en résultat.

## 6.d INTERETS MINORITAIRES

En millions d'euros	Capital et réserves	Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres ne pouvant être reclassées en résultat	Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres pouvant être reclassées en résultat	Intérêts minoritaires
<b>Situation au 1er janvier 2019</b>	<b>4 311</b>	<b>17</b>	<b>(74)</b>	<b>4 254</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2018</b>	<b>(216)</b>			<b>(216)</b>
Augmentations de capital et émissions				-
Opérations résultant de plans de paiement en actions				-
Rémunération des actions de préférence	(1)			(1)
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires	1			1
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires				-
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle	(3)			(3)
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires	96			96
Autres variations	1			1
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres		(4)	7	3
<b>Résultat net du premier semestre 2019</b>	<b>212</b>			<b>212</b>
Acomptes distribués sur le résultat de l'exercice				-
<b>Situation au 30 juin 2019</b>	<b>4 401</b>	<b>13</b>	<b>(67)</b>	<b>4 347</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2018</b>	<b>(11)</b>			<b>(11)</b>
Augmentations de capital et émissions	10			10
Rémunération des actions de préférence				-
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires				-
Mouvements de périmètre affectant les intérêts minoritaires				-
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle	4			4
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires	(160)			(160)
Autres variations				-
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres		4		4
<b>Résultat net du second semestre 2018</b>	<b>198</b>			<b>198</b>
Acomptes distribués sur le résultat de l'exercice				-
<b>Situation au 31 décembre 2019</b>	<b>4 442</b>	<b>17</b>	<b>(67)</b>	<b>4 392</b>
<b>Affectation du résultat de l'exercice 2019</b>	<b>(80)</b>			<b>(80)</b>
Augmentations de capital et émissions				-
Rémunération des actions de préférence	(1)			(1)
Opérations internes affectant les actionnaires minoritaires				-
Opérations d'acquisition de participations complémentaires ou de cession partielle				-
Variation des engagements de rachat des participations aux actionnaires minoritaires	118			118
Autres variations	(1)			(1)
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres		(8)	(35)	(43)
<b>Résultat net du premier semestre 2020</b>	<b>183</b>			<b>183</b>
<b>Situation au 30 juin 2020</b>	<b>4 661</b>	<b>9</b>	<b>(102)</b>	<b>4 568</b>

- **Intérêts minoritaires significatifs**

L'appréciation du caractère significatif des intérêts minoritaires est fondée sur la contribution des filiales correspondantes au bilan (avant élimination des opérations réciproques) et au résultat du Groupe BNP Paribas.

En millions d'euros	30 juin 2020	1er semestre 2020						
	Total bilan avant élimination des opérations réciproques	Produit Net Bancaire	Résultat net	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	% d'intérêt des actionnaires minoritaires	Résultat net part des minoritaires	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres - part des minoritaires	Dividendes versés aux actionnaires minoritaires
Contribution des entités du groupe BGL BNP Paribas	87 054	839	278	245	34%	84	75	51
Autres intérêts minoritaires						99	65	30
<b>TOTAL</b>						<b>183</b>	<b>140</b>	<b>81</b>

En millions d'euros	30 juin 2019	1er semestre 2019						
	Total bilan avant élimination des opérations réciproques	Produit Net Bancaire	Résultat net	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres	% d'intérêt des actionnaires minoritaires	Résultat net part des minoritaires	Résultat net et variations d'actifs et de passifs comptabilisées directement en capitaux propres - part des minoritaires	Dividendes versés aux actionnaires minoritaires
Contribution des entités du groupe BGL BNP Paribas	89 299	848	283	353	34%	78	90	84
Autres intérêts minoritaires						134	125	133
<b>TOTAL</b>						<b>212</b>	<b>215</b>	<b>217</b>

Il n'existe pas de restriction contractuelle particulière sur les actifs de BGL BNP Paribas, liée à la présence de l'actionnaire minoritaire.

- **Opérations de restructuration interne ayant modifié la part des actionnaires minoritaires dans le capital et les réserves**

Aucune opération de restructuration interne significative n'a eu lieu au cours du premier semestre 2020 ni au cours du premier semestre 2019.

## 1. Opérations d'acquisition de participation complémentaire ou de cession partielle modifiant la part des actionnaires minoritaires dans le capital et les réserves

En millions d'euros, au	1er semestre 2020		1er semestre 2019	
	Part du Groupe	Part des minoritaires	Part du Groupe	Part des minoritaires
<b>Cardif Life Insurance Japan</b>				
Cession de 25% des parts de Cardif Life Insurance Japan dans le cadre de la restructuration au Japon			2	(2)
<b>Autres</b>				(1)
<b>Total</b>	-	-	2	(3)

### - Engagements de rachat de participation aux actionnaires minoritaires

Dans le cadre de l'acquisition de certaines entités, le Groupe a consenti à des actionnaires minoritaires des options de vente de leur participation.

La valeur totale de ces engagements, comptabilisés en diminution des capitaux propres, s'élève à 396 millions d'euros au 30 juin 2020 contre 556 millions d'euros au 31 décembre 2019.



## 6.e VALEUR DE MARCHE DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec la plus grande précaution pour les raisons suivantes :

- ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 30 juin 2020. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties. En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité de BNP Paribas ;
- 1. la plupart de ces valeurs de marché instantanées ne sont pas pertinentes, donc ne sont pas prises en compte pour les besoins de la gestion des activités de banque commerciale qui utilisent les instruments financiers correspondants ;
- la réévaluation des instruments financiers comptabilisés au coût historique suppose souvent d'utiliser des modèles de valorisation, des conventions et des hypothèses qui peuvent varier d'une institution à l'autre. Par conséquent, la comparaison des valeurs de marché présentées, pour les instruments financiers comptabilisés au coût historique, par différentes institutions financières n'est pas nécessairement pertinente ;
- 1. enfin, les valeurs de marché reprises ci-après ne comprennent pas les valeurs de marché des opérations de location-financement, des instruments non financiers tels que les immobilisations et les survaleurs, mais aussi les autres actifs incorporels tels que la valeur attachée aux portefeuilles de dépôts à vue ou à la clientèle en relation avec le Groupe dans ses différentes activités. Ces valeurs de marché ne sauraient donc être considérées comme la valeur contributive des instruments concernés à la valeur du Groupe BNP Paribas.

En millions d'euros, au 30 juin 2020	Valeur de marché estimée				Valeur au bilan
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle <sup>(1)</sup>		98 226	752 610	850 836	839 218
Titres de dette au coût amorti (note 4.d)	100 455	25 058	4 142	129 655	127 040
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		1 144 218		1 144 218	1 143 612
Dettes représentées par un titre (note 4.g)	40 713	125 016		165 729	165 669
Dettes subordonnées (note 4.g)	8 106	13 604		21 710	21 829

<sup>(1)</sup> Hors location financement

En millions d'euros, au 31 décembre 2019	Valeur de marché estimée				Valeur au bilan
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
Prêts et créances sur les établissements de crédit et la clientèle <sup>(1)</sup>		80 252	726 014	806 266	792 944
Titres de dette au coût amorti (note 4.d)	75 884	31 168	3 103	110 155	108 454
<b>PASSIFS FINANCIERS</b>					
Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle		919 995		919 995	919 234
Dettes représentées par un titre (note 4.g)	36 465	122 779		159 244	157 578
Dettes subordonnées (note 4.g)	7 858	12 926		20 784	20 003

<sup>(1)</sup> Hors location financement

Les techniques de valorisation utilisées et les hypothèses retenues assurent une mesure homogène de la valeur de marché des instruments financiers actifs et passifs comptabilisés au coût amorti au sein du Groupe BNP Paribas : lorsque les prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus pour la détermination de la valeur de marché. A défaut, la valeur de marché est déterminée à l'aide de techniques de valorisation, telles que l'actualisation des flux futurs estimés pour les prêts, les dettes et les titres de dette au coût amorti, ou telles que des modèles de valorisation spécifiques pour les autres instruments financiers, ainsi qu'ils sont décrits dans la note 1 relative aux principes comptables appliqués par le Groupe. La description des niveaux de la hiérarchie de juste valeur est également présentée dans les principes comptables (note 1.e.10). La valeur de marché retenue pour les prêts, les dettes et les titres de dette au coût amorti dont la maturité initiale est inférieure à un an (y compris exigibles à vue), ainsi que pour la plupart des produits d'épargne réglementée, est la valeur comptabilisée. Ces instruments ont été présentés en Niveau 2, à l'exception des crédits à la clientèle, classés en Niveau 3.

## **6.f PERIMETRE DE CONSOLIDATION**

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	BNP Paribas SA	France								
	BNPP SA (succ. Afrique du Sud)	Afrique du Sud	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Allemagne)	Allemagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Arabie Saoudite)	Arab. Saoudite	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Argentine)	Argentine	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Australie)	Australie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Autriche)	Autriche	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Bahreïn)	Bahreïn	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Belgique)	Belgique	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Bulgarie)	Bulgarie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Canada)	Canada	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Danemark)	Danemark	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Emirats Arabes Unis)	Emirats Arabes Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Espagne)	Espagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Etats-Unis)	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Finlande)	Finlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Hong Kong)	Hong Kong	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Hongrie)	Hongrie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Iles Cayman)	Iles Cayman	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Inde)	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Irlande)	Irlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Italie)	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Japon)	Japon	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Jersey)	Jersey	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Koweït)	Koweït	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Luxembourg)	Luxembourg	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Malaisie)	Malaisie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Monaco)	Monaco	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Norvège)	Norvège	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Panama)	Panama	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Pays-Bas)	Pays-Bas	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Philippines)	Philippines	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Pologne)	Pologne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Portugal)	Portugal	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Qatar)	Qatar	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. République de Corée)	Rép. de Corée	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. République Tchèque )	Rép. Tchèque	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Roumanie)	Roumanie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Royaume-Uni)	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Singapour)	Singapour	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Suède)	Suède	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Taïwan)	Taïwan	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Thaïlande)	Thaïlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP SA (succ. Viet Nam)	Viêt Nam	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
RETAIL BANKING & SERVICES										
DOMESTIC MARKETS										
Banque de Détail en France										
	Banque de Wallis et Futuna	France	IG <sup>(1)</sup>	51,0%	51,0%		IG <sup>(1)</sup>	51,0%	51,0%	
	BNPP Antilles Guyane	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Développement	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Développement Oblig	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Factor	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Factor (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Factor Sociedade Financeira de Credito SA	Portugal	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Nouvelle Calédonie	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Réunion	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Compagnie pour le Financement des Loisirs	France	ME	46,0%	46,0%		ME	46,0%	46,0%	
	Copartis	France	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	Euro Securities Partners	France	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	GIE Ocean	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	E1
	Partecis	France	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	Paylib Services	France	ME	14,3%	14,3%		ME	14,3%	14,3%	E1
	Portzamparc	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Portzamparc Société de Bourse	France								S4
	Protection 24	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Société Lairoise de Participations	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Banque de Détail en Belgique										
	Bancontact Paytoniq Company	Belgique	ME	22,5%	22,5%		ME	22,5%	22,5%	
	Banking Funding Company SA	Belgique	ME	33,5%	33,5%		ME	33,5%	33,5%	
	BASS Master Issuer NV <sup>s</sup>	Belgique	IG	-	-		IG	-	-	
	Belgian Mobile ID	Belgique	ME	15,0%	15,0%		ME	15,0%	15,0%	
	BNPP Commercial Finance Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Factor AB	Suède	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Factor AS	Danemark	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Factor GmbH	Allemagne	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Factor NV	Pays-Bas	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Factoring Support	Pays-Bas	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Fortis	Belgique	IG	99,9%	99,9%		IG	99,9%	99,9%	
	BNPP Fortis (succ. Espagne)	Espagne	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Fortis (succ. Etats-Unis)	Etats-Unis	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Fortis (succ. Roumanie)	Roumanie								S1
	BNPP Fortis Factor NV	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Fortis Film Finance	Belgique	IG	99,0%	98,9%		IG	99,0%	98,9%	
	BNPP Fortis Funding SA	Luxembourg	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP FPE Belgium	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP FPE Expansion	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP FPE Management	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Bpost Banque	Belgique	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	Credissimo	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	Credissimo Hainaut SA	Belgique	IG	99,7%	99,7%		IG	99,7%	99,7%	
	Crédit pour Habitations Sociales	Belgique	IG	81,7%	81,6%		IG	81,7%	81,6%	
	Epimede <sup>5</sup>	Belgique	ME	-	-		ME	-	-	
	Esmee Master Issuer <sup>5</sup>	Belgique	IG	-	-		IG	-	-	
	Immo Beaulieu	Belgique	ME	25,0%	25,0%		ME	25,0%	25,0%	
	Immobilière Sauveniere SA	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	Investissements de Private Equity (a)	BE/FR/LU	VM	-	-		VM	-	-	
	Isabel SA NV	Belgique	ME	25,3%	25,3%		ME	25,3%	25,3%	
	Microstart	Belgique	IG	96,4%	76,7%		IG	96,4%	76,7%	V1
	Sagip	Belgique	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Sowo Invest SA NV	Belgique	IG	87,5%	87,5%		IG	87,5%	87,5%	
Banque de Détail au Luxembourg										
	BGL BNPP	Luxembourg	IG	66,0%	65,9%		IG	66,0%	65,9%	
	BGL BNPP (succ. Allemagne)	Allemagne	IG	100,0%	65,9%		IG	100,0%	65,9%	
	BNPP Lease Group Luxembourg SA	Luxembourg	IG	100,0%	65,9%		IG	100,0%	65,9%	
	BNPP SB Re	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cofhylux SA	Luxembourg	IG	100,0%	65,9%		IG	100,0%	65,9%	
	Compagnie Financière Ottomane SA	Luxembourg	IG	97,3%	97,3%		IG	97,3%	97,3%	V4
	Elimmo SARL	Luxembourg								S3
	Le Sphinx Assurances Luxembourg SA	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Lion International Investments SA	Luxembourg	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Luxhub SA	Luxembourg	ME	28,0%	18,5%	E1				
	Plagefin SA	Luxembourg								S4
	Visalux	Luxembourg	ME	25,3%	16,7%		ME	25,3%	16,7%	V4
Banque de Détail en Italie										
	Artigiancassa SPA	Italie	IG	73,9%	73,9%		IG	73,9%	73,9%	
	Axepta SPA	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Banca Nazionale Del Lavoro SPA	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNL Finance SPA	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Business Partner Italia SCPA	Italie								S4
	EMF IT 2008 1 SRL <sup>5</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Eutimm SRL	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	E1
	International Factors Italia SPA	Italie	IG	99,7%	99,7%		IG	99,7%	99,7%	
	Permico SPA	Italie	ME	21,6%	21,6%		ME	21,6%	21,6%	V4
	Serfactoring SPA	Italie	ME	27,0%	26,9%		ME	27,0%	26,9%	
	Servizio Italia SPA	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Sviluppo HQ Tiburtina SRL	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Tierre Securitisation SRL <sup>5</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Vela ABS SRL <sup>5</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Vela Consumer 2 SRL <sup>5</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Vela Consumer SRL <sup>5</sup>	Italie				S1	IG	-	-	
	Vela Home SRL <sup>5</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Vela Mortgages SRL <sup>S</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Vela OBG SRL <sup>S</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Vela RMBS SRL <sup>S</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
Arval										
	Arval	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval AB	Suède	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval AS	Danemark	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval AS Norway	Norvège	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	E1
	Arval Austria GmbH	Autriche	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Belgium NV SA	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Benelux BV	Pays-Bas	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Brasil Ltda	Brésil	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval BV	Pays-Bas	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval CZ SRO	Rép. Tchèque	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Deutschland GmbH	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	Arval Fleet Services	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Hellas Car Rental SA	Grèce	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval India Private Ltd	Inde	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval LLC	Russie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Luxembourg SA	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Magyarország KFT	Hongrie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Maroc SA	Maroc	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	89,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	89,0%	
	Arval OY	Finlande	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Reisa SPA	Chili	ME	50,0%	50,0%		ME	50,0%	50,0%	
	Arval Schweiz AG	Suisse	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Service Lease	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Service Lease Aluger Operational Automoveis SA	Portugal	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Service Lease Italia SPA	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Service Lease Polska SP ZOO	Pologne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Service Lease Romania SRL	Roumanie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Service Lease SA	Espagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Slovakia SRO	Slovaquie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval Trading	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval UK Group Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval UK Leasing Services Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Arval UK Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP Fleet Holdings Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Cetelem Renting	France								S4

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Cofiparc	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Greenval Insurance DAC	Irlande	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Locadif	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Louveo	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	Public Location Longue Durée	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	99,9%	
	TEB Arval Arac Filo Kiralama AS	Turquie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	75,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	75,0%	
Leasing Solutions										
	All In One Vermietung GmbH	Autriche	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Aprolis Finance	France	IG	51,0%	42,3%		IG	51,0%	42,3%	
	Artegy	France	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNL Leasing SPA	Italie	IG	100,0%	95,5%		IG	100,0%	95,5%	E1
	BNPP 3 Step IT	France	IG	51,0%	42,3%		IG	51,0%	42,3%	V2
	BNPP 3 Step IT (succ. Allemagne)	Allemagne	IG	100,0%	42,3%		IG	100,0%	42,3%	E2
	BNPP 3 Step IT (succ. Belgique)	Belgique	IG	100,0%	42,3%		IG	100,0%	42,3%	E2
	BNPP 3 Step IT (succ. Italie)	Italie	IG	100,0%	42,3%		IG	100,0%	42,3%	E2
	BNPP 3 Step IT (succ. Pays-bas)	Pays-Bas	IG	100,0%	42,3%		IG	100,0%	42,3%	E2
	BNPP 3 Step IT (succ. Royaume-uni)	Royaume-Uni	IG	100,0%	42,3%		IG	100,0%	42,3%	E2
	BNPP Finansal Kiralama AS	Turquie	IG	100,0%	82,5%		IG	100,0%	82,5%	
	BNPP Lease Group	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group (succ. Portugal)	Portugal	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group Belgium	Belgique	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group GmbH & Co KG	Autriche	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group Leasing Solutions SPA	Italie	IG	100,0%	95,5%		IG	100,0%	95,5%	
	BNPP Lease Group PLC	Royaume-Uni	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group Rentals Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Lease Group SP ZOO	Pologne	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Leasing Services	Pologne	IG	100,0%	88,7%		IG	100,0%	88,7%	
	BNPP Leasing Solution AS	Norvège	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Leasing Solutions	Luxembourg	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Leasing Solutions IFN SA	Roumanie	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Leasing Solutions Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Leasing Solutions NV	Pays-Bas	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Leasing Solutions Suisse SA	Suisse	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Rental Solutions Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	BNPP Rental Solutions SPA	Italie	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Claas Financial Services	France	IG <sup>(1)</sup>	51,0%	42,3%		IG <sup>(1)</sup>	51,0%	42,3%	
	Claas Financial Services (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%	
	Claas Financial Services (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%	
	Claas Financial Services (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%	
	Claas Financial Services (succ. Pologne)	Pologne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	42,3%	



Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Claas Financial Services Ltd	Royaume-Uni	IG	51,0%	42,3%		IG	51,0%	42,3%	
	CMV Mediforce	France				S4	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	CNH Industrial Capital Europe	France	IG <sup>(1)</sup>	50,1%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	50,1%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe (succ. Belgique)	Belgique	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe (succ. Pologne)	Pologne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe BV	Pays-Bas	IG	100,0%	41,6%		IG	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe GmbH	Autriche	IG	100,0%	41,6%		IG	100,0%	41,6%	
	CNH Industrial Capital Europe Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	41,6%		IG	100,0%	41,6%	
	Commercial Vehicle Finance Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	ES-Finance	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	FL Zeebrugge <sup>5</sup>	Belgique	IG	-	-		IG	-	-	
	Folea Grundstücksverwaltungs und Vermietungs GmbH & Co <sup>5</sup>	Allemagne	IG	-	-		IG	-	-	
	Fortis Lease	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	Fortis Lease Belgium	Belgique	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Fortis Lease Deutschland GmbH	Allemagne	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Fortis Lease Iberia SA	Espagne	IG	100,0%	86,6%		IG	100,0%	86,6%	
	Fortis Lease Portugal	Portugal	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Fortis Lease UK Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Fortis Vastgoedlease BV	Pays-Bas	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Heffiq Heftruck Verhuur BV	Pays-Bas	IG	50,1%	41,5%		IG	50,1%	41,5%	
	JCB Finance	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	JCB Finance (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	JCB Finance (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	41,6%	
	JCB Finance Holdings Ltd	Royaume-Uni	IG	50,1%	41,6%		IG	50,1%	41,6%	
	Manitou Finance Ltd	Royaume-Uni	IG	51,0%	42,3%		IG	51,0%	42,3%	
	MFF	France	IG <sup>(1)</sup>	51,0%	42,3%		IG <sup>(1)</sup>	51,0%	42,3%	
	Natio Energie 2	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Natiocredibail	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	RD Leasing IFN SA	Roumanie	IG	100,0%	83,0%		IG	100,0%	83,0%	
	Same Deutz Fahr Finance	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	83,0%	
	SNC Natiocredimurs	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	UCB Bail 2	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Nouveaux Métiers Digitaux										
	Financière des Paiements Electroniques	France	IG	95,0%	95,0%		IG	95,0%	95,0%	
	Financière des Paiements Electroniques (succ. Espagne)	Espagne	IG	100,0%	95,0%		IG	100,0%	95,0%	E2
	Lyf SA	France	ME <sup>(3)</sup>	43,8%	43,8%		ME <sup>(3)</sup>	43,8%	43,8%	V2
	Lyf SAS	France	ME <sup>(3)</sup>	45,4%	45,4%		ME <sup>(3)</sup>	45,4%	45,4%	V2
Personal Investors										
	Geojit Technologies Private Ltd	Inde	ME	35,0%	35,0%		ME	35,0%	35,0%	
	Human Value Developers Private Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Sharekhan BNPP Financial Services Ltd (Ex-Sharekhan BNPP Financial Services Private Ltd)	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Sharekhan Commodities Private Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Sharekhan Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
INTERNATIONAL FINANCIAL SERVICES										
BNP Paribas Personal Finance										
	Alpha Crédit SA	Belgique	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	AutoFlorence 1 SRL <sup>s</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	E1
	Autonomia 2019 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	E2
	Autonomia Spain 2019 <sup>s</sup>	Espagne	IG	-	-		IG	-	-	E2
	Autop Ocean Indien	France	IG	100,0%	97,8%		IG	100,0%	97,8%	
	Axa Banque Financement	France	ME	35,0%	35,0%		ME	35,0%	35,0%	
	Banco BNPP Personal Finance SA	Portugal				S4	IG	100,0%	100,0%	
	Banco Cetelem Argentina SA	Argentine								S3
	Banco Cetelem SA	Brésil	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Banco Cetelem SAU	Espagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Banco de Servicios Financieros SA	Argentine								S2
	Banque Solfea	France	ME <sup>(3)</sup>	45,0%	45,0%		ME <sup>(3)</sup>	45,0%	45,0%	
	BGN Mercantil E Servicios Ltda	Brésil	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance (succ. Autriche)	Autriche	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance (succ. Bulgarie)	Bulgarie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance (succ. Portugal)	Portugal	IG	100,0%	100,0%	E2				
	BNPP Personal Finance (succ. République Tchèque)	Rép. Tchèque	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance (succ. Roumanie)	Roumanie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance (succ. Slovaquie)	Slovaquie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance BV	Pays-Bas	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Personal Finance South Africa Ltd	Afrique du Sud	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Cafineo	France	IG <sup>(1)</sup>	51,0%	50,8%		IG <sup>(1)</sup>	51,0%	50,8%	
	Carrefour Banque	France	ME	40,0%	40,0%		ME	40,0%	40,0%	
	Cetelem Algérie	Algérie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Cetelem America Ltda	Brésil	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Cetelem Bank LLC	Russie	ME	20,8%	20,8%		ME	20,8%	20,8%	
	Cetelem Gestion AIE	Espagne	IG	99,0%	95,5%		IG	99,0%	95,5%	V2
	Cetelem SA de CV	Mexique	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Cetelem Servicios Informaticos AIE	Espagne	IG	99,0%	80,5%		IG	99,0%	80,5%	V2
	Cetelem Servicios SA de CV	Mexique	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	E1
	Cetelem Servicios Ltda	Brésil	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Cofica Bail	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cofinoga Funding Two LP <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
	Cofiplan	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Creation Consumer Finance Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Creation Financial Services Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Crédit Moderne Antilles Guyane	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Crédit Moderne Océan Indien	France	IG <sup>(1)</sup>	97,8%	97,8%		IG <sup>(1)</sup>	97,8%	97,8%	
	Domofinance	France	IG <sup>(1)</sup>	55,0%	55,0%		IG <sup>(1)</sup>	55,0%	55,0%	
	Domos 2011 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Domos 2017 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	E Carat 11 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-	E1				
	Ecarat 10 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	E2
	Ecarat 10 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	E2
	Ecarat 6 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
	Ecarat 7 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
	Ecarat 8 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
	Ecarat 9 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
	Ecarat SA <sup>s</sup>	Luxembourg	IG	-	-		IG	-	-	
	Effico	France	ME	24,5%	24,5%		ME	24,5%	24,5%	
	Ekspres Bank AS	Danemark	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Ekspres Bank AS (succ. Norvège)	Norvège	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Ekspres Bank AS (succ. Suède)	Suède	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Eos Arenas Belgium SA NV	Belgique	ME	50,0%	49,9%		ME	50,0%	49,9%	
	Findomestic Banca SPA	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Florence SPV SRL <sup>s</sup>	Italie	IG	-	-		IG	-	-	
	Fond Commun de Titrisation Autonoria <sup>s</sup>	France								S1
	Fondo de Titulización RMBS Green Belem I <sup>s</sup>	Portugal	ME <sup>(3)</sup>	-	-	E2				
	Fonds Communs de Créances UCI et RMBS Prado (b) <sup>s</sup>	Espagne	ME <sup>(3)</sup>	-	-		ME <sup>(3)</sup>	-	-	
	GCC Consumo Establecimiento Financiero de Crédito SA	Espagne	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
	Genius Auto Finance Co Ltd	Chine	ME <sup>(3)</sup>	20,0%	20,0%		ME <sup>(3)</sup>	20,0%	20,0%	
	Laser ABS 2017 Holding Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Laser ABS 2017 PLC <sup>s</sup>	Royaume-Uni	IG	-	-		IG	-	-	
	Leval 20	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Loisirs Finance	France	IG <sup>(1)</sup>	51,0%	51,0%		IG <sup>(1)</sup>	51,0%	51,0%	
	Magyar Cetelem Bank ZRT	Hongrie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Neuilly Contentieux	France	IG	96,0%	95,7%		IG	96,0%	95,7%	
	Noria 2018-1 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Norrskan Finance	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Olympia SAS	France	IG	50,0%	50,0%		IG	50,0%	50,0%	
	Oney Magyarorszag ZRT	Hongrie				S2	ME	40,0%	40,0%	
	Opel Bank	France	IG	50,0%	50,0%		IG	50,0%	50,0%	
	Opel Bank (succ. Allemagne)	Allemagne	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	E2
	Opel Bank (succ. Espagne)	Espagne	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	E2
	Opel Bank (succ. Grèce)	Grèce	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	E2
	Opel Bank (succ. Italie)	Italie	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	E2
	Opel Bank GmbH	Allemagne								S4
	Opel Bank GmbH (succ. Espagne)	Espagne								S4
	Opel Bank GmbH (succ. Grèce)	Grèce								S4
	Opel Bank GmbH (succ. Irlande)	Irlande								S1

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Opel Finance AB	Suède								S3
	Opel Finance BV	Belgique	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Opel Finance International BV	Pays-Bas	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Opel Finance NV	Pays-Bas	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Opel Finance SA	Suisse	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Opel Finance SPA	Italie								S4
	Opel Leasing GmbH	Allemagne	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Opel Leasing GmbH (succ. Autriche)	Autriche	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Phedina Hypotheken 2010 BV <sup>5</sup>	Pays-Bas	IG	-	-		IG	-	-	
	Phedina Hypotheken 2013 I BV <sup>5</sup>	Pays-Bas								S1
	Projeo	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	RCS Botswana Pty Ltd	Botswana	IG	100,0%	100,0%	E1				
	RCS Cards Pty Ltd	Afrique du Sud	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	RCS Investment Holdings Namibia Pty Ltd	Namibie	IG	100,0%	100,0%	E1				
	Servicios Financieros Carrefour EFC SA	Espagne	ME	37,3%	40,0%		ME	37,3%	40,0%	
	Sundaram BNPP Home Finance Ltd	Inde								S2
	Suning Consumer Finance Co Ltd	Chine	ME	15,0%	15,0%		ME	15,0%	15,0%	
	Syigma Funding Two Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Symag	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	TEB Finansman AS	Turquie	IG	100,0%	92,8%		IG	100,0%	92,8%	
	UCB Ingatlanhitel ZRT	Hongrie								S4
	Union de Creditos Inmobiliarios SA	Espagne	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	United Partnership	France	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	Vauxhall Finance PLC	Royaume-Uni	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	Von Essen Bank GmbH	Allemagne								S4
International Retail Banking - BancWest										
	1897 Services Corp	Etats-Unis								S4
	BancWest Corp	Etats-Unis								S4
	BancWest Holding Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BancWest Holding Inc Grantor Trust ERC Subaccount <sup>6</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	E1
	BancWest Investment Services Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Bank of the West	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Bank of the West Auto Trust 2018-1 <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	Bank of the West Auto Trust 2019-1 <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	Bank of the West Auto Trust 2019-2 <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	E2
	BNPP Leasing Solutions Canada Inc	Canada	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BOW Auto Receivables LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BWC Opportunity Fund 2 Inc <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	E2
	BWC Opportunity Fund Inc <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	CFB Community Development Corp	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Claas Financial Services LLC	Etats-Unis	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
	Commercial Federal Affordable Housing Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Commercial Federal Community Development Corp	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Commercial Federal Insurance Corp	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Commercial Federal Investment Service Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	First Bancorp	Etats-Unis								S4
	First Hawaiian Inc	Etats-Unis								S2
	First National Bancorporation	Etats-Unis								S1
	First Santa Clara Corp <sup>s</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	Liberty Leasing Co	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Mountain Falls Acquisition Corp	Etats-Unis								S1
	Ursus Real Estate Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
International Retail Banking - Europe Méditerranée										
	Bank of Nanjing	Chine	ME	14,0%	14,0%	V3	ME	15,0%	15,0%	
	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire	Côte d'Ivoire	IG	59,8%	59,8%		IG	59,8%	59,8%	
	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée	Guinée	IG	55,6%	55,6%		IG	55,6%	55,6%	
	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Burkina Faso	Burkina Faso	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon	Gabon				S2	ME	47,0%	47,0%	
	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Mali	Mali	IG	85,0%	85,0%		IG	85,0%	85,0%	
	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal	Sénégal	IG	54,1%	54,1%		IG	54,1%	54,1%	
	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie	Maroc	IG	67,0%	67,0%		IG	67,0%	67,0%	
	Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie Banque Offshore	Maroc	IG	100,0%	67,0%		IG	100,0%	67,0%	
	Banque pour l'Industrie et le Commerce des Comores	Comores	IG	51,0%	51,0%		IG	51,0%	51,0%	
	Bantas Nakit AS	Turquie	ME <sup>(3)</sup>	33,3%	16,7%		ME <sup>(3)</sup>	33,3%	16,7%	
	BDSI	Maroc	IG	100,0%	96,4%		IG	100,0%	96,4%	E1
	BGZ Poland ABS1 DAC <sup>s</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	BICI Bourse	Côte d'Ivoire	IG	90,0%	51,6%	V3	IG	90,0%	53,5%	
	BMCI Leasing	Maroc	IG	86,9%	58,2%		IG	86,9%	58,2%	
	BNPP Bank Polska SA	Pologne	IG	88,8%	88,7%		IG	88,8%	88,7%	
	BNPP El Djazair	Algérie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Faktoring Spolka ZOO (Ex- BGZ BNPP Faktoring Spolka ZOO)	Pologne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Fortis Yatirimlar Holding AS	Turquie	IG	100,0%	99,9%		IG	100,0%	99,9%	
	BNPP IRB Participations	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Solutions Spolka ZOO	Pologne	IG	100,0%	88,7%		IG	100,0%	88,7%	
	BNPP Yatirimlar Holding AS	Turquie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	IC Axia Insurance JSC	Ukraine								S2
	TEB Faktoring AS	Turquie	IG	100,0%	72,5%		IG	100,0%	72,5%	
	TEB Holding AS	Turquie	IG	50,0%	50,0%		IG	50,0%	50,0%	
	TEB Portfoy Yonetimi AS	Turquie				S3	IG	100,0%	72,5%	V4
	TEB SH A	Serbie	IG	100,0%	50,0%		IG	100,0%	50,0%	
	TEB Yatirim Menkul Degerler AS	Turquie	IG	100,0%	72,5%		IG	100,0%	72,5%	
	Turk Ekonomi Bankasi AS	Turquie	IG	100,0%	72,5%		IG	100,0%	72,5%	
	UkrSibbank Public JSC	Ukraine	IG	60,0%	60,0%		IG	60,0%	60,0%	
	Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie	Tunisie	IG	50,1%	50,1%		IG	50,1%	50,1%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
Assurance										
	AEW Immo-commercial <sup>5</sup>	France	VM	-	-		VM	-	-	
	AG Insurance	Belgique	ME	25,0%	25,0%		ME	25,0%	25,0%	
	Agathe Retail France	France	VM	33,3%	33,3%		VM	33,3%	33,3%	
	Ambrosia Avril 2025 <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V4
	Ambrosia Mars 2026 <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	Astridplaza	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	E3
	Batipart Participations SAS	Luxembourg	VM	29,7%	29,7%		VM	29,7%	29,7%	
	BNPP ABS Europe AAA	France								S4
	BNPP ABS Europe IG	France								S4
	BNPP ABS Opportunités	France								S4
	BNPP Actions Croissance <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V4
	BNPP Actions Entrepreneurs <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V4
	BNPP Actions Euro <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V3
	BNPP Actions Monde <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V4
	BNPP Actions PME <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V3
	BNPP Aqua <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V4
	BNPP Best Selection Actions Euro <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V3
	BNPP Cardif	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif BV	Pays-Bas	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Compania de Seguros y Reaseguros SA	Pérou	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Emeklilik AS	Turquie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif General Insurance Co Ltd	Rép. de Corée	ME *	91,3%	91,3%		ME *	91,3%	91,3%	V4
	BNPP Cardif Hayat Sigorta AS	Turquie	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Levensverzekeringen NV	Pays-Bas	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Pojistovna AS	Rép. Tchèque	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Schadeverzekeringen NV	Pays-Bas	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Seguros de Vida SA	Chili	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Seguros Generales SA	Chili	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Servicios y Asistencia Ltda	Chili	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif Sigorta AS	Turquie	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	BNPP Cardif TCB Life Insurance Co Ltd	Taiwan	ME	49,0%	49,0%		ME	49,0%	49,0%	
	BNPP Cardif Vita Compagnia di Assicurazione E Riassicurazione SPA	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Convictions <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP CP Cardif Alternative <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	BNPP CP Cardif Private Debt <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP CP Infrastructure Investments Fund <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BNPP Deep Value <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BNPP Développement Humain <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	BNPP Diversipierre <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	BNPP Euro Valeurs Durables	France								S3
	BNPP Europe High Conviction Bond (Ex-CamGestion Obligations Europe) <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BNPP France Crédit <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	BNPP Global Senior Corporate Loans <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP Indice Amérique du Nord <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V4
	BNPP Indice Euro	France								S3
	BNPP Indice France <sup>5</sup>	France				S3	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BNPP Midcap France <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V3
	BNPP Moderate Focus Italia <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BNPP Monétaire Assurance <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1				S3
	BNPP Multistratégies Protection 80 <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BNPP Protection Monde <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP Rendactis	France								S3
	BNPP Sélection Dynamique Monde <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	V3
	BNPP Sélection Flexible <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP Smallcap Euroland <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	BOB Cardif Life Insurance Co Ltd	Chine	ME	50,0%	50,0%		ME	50,0%	50,0%	
	C Santé <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Camgestion Obliflexible <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Capital France Hotel	France	IG <sup>(2)</sup>	98,4%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	98,4%	98,4%	
	Cardif Alternatives Part I <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif Assurance Vie	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Autriche)	Autriche	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Belgique)	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Bulgarie)	Bulgarie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Japon)	Japon								S1
	Cardif Assurance Vie (succ. Portugal)	Portugal	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Roumanie)	Roumanie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Suisse)	Suisse	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurance Vie (succ. Taiwan)	Taiwan	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Autriche)	Autriche	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Belgique)	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Bulgarie)	Bulgarie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Japon)	Japon								S1
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Luxembourg)	Luxembourg				S1	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Pologne)	Pologne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Portugal)	Portugal	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Roumanie)	Roumanie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Suisse)	Suisse	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Assurances Risques Divers (succ. Taïwan)	Taïwan	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Biztosito Magyarorszag ZRT	Hongrie	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif BNPP AM Emerging Bond <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-	E1				
	Cardif BNPP AM Frontier Markets <sup>5</sup>	France				S3	IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif BNPP IP Convertibles World <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif BNPP IP Global Senior Corporate Loans <sup>5</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	Cardif BNPP IP Signatures <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif BNPP IP Smid Cap Euro <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif BNPP IP Smid Cap Europe	France								S3
	Cardif Colombia Seguros Generales SA	Colombie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif CPR Global Return <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif do Brasil Seguros e Garantias SA	Brésil	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif do Brasil Vida e Previdencia SA	Brésil	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Edrim Signatures <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardif El Djazair	Algérie	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Forsakring AB	Suède	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Forsakring AB (succ. Danemark)	Danemark	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Forsakring AB (succ. Norvège)	Norvège	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif IARD	France	IG <sup>(2)</sup>	66,0%	66,0%		IG <sup>(2)</sup>	66,0%	66,0%	
	Cardif Insurance Co LLC	Russie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Life	Luxembourg								S4
	Cardif Life Insurance Co Ltd	Rép. de Corée	IG <sup>(2)</sup>	85,0%	85,0%		IG <sup>(2)</sup>	85,0%	85,0%	
	Cardif Life Insurance Japan	Japon	IG <sup>(2)</sup>	75,0%	75,0%		IG <sup>(2)</sup>	75,0%	75,0%	
	Cardif Livforsakring AB	Suède	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Livforsakring AB (succ. Danemark)	Danemark	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Livforsakring AB (succ. Norvège)	Norvège	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Ltda	Brésil	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Lux Vie	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	88,6%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	88,6%	
	Cardif Mexico Seguros de Vida SA de CV	Mexique	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Mexico Seguros Generales SA de CV	Mexique	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	



Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Cardif Non Life Insurance Japan	Japon	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	75,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	75,0%	
	Cardif Nordic AB	Suède	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Pinnacle Insurance Holdings PLC	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Pinnacle Insurance Management Services PLC	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Polska Towarzystwo Ubezpieczen Na Zycie SA	Pologne	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Seguros SA	Argentine	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cardif Services AEIE	Portugal	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	E1
	Cardif Servicios SA	Argentine				S3	ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Servicios SAC	Pérou	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Cardif Vita Convex Fund Eur <sup>6</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Cardimmo	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cargeas Assicurazioni SPA	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Carma Grand Horizon SARL	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	CB UK Ltd	Royaume-Uni								S1
	Cedrus Carbon Initiative Trends <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	CFH Algonquin Management Partners France Italia	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Bercy	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Bercy Hotel	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Bercy Intermédiaire	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Boulogne	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Cap d'Ail	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Milan Holdco SRL	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Montmartre	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	CFH Montparnasse	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	Corosa	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Damell DAC	Irlande	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Défense CB3 SAS	France	VM	25,0%	25,0%		VM	25,0%	25,0%	
	Eclair <sup>6</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1
	EP L <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	V4
	Fleur SAS	France	VM	33,3%	33,3%		VM	33,3%	33,3%	
	Foncière Partenaires <sup>5</sup>	France	VM	-	-		VM	-	-	
	Fonds d'Investissements Immobiliers pour le Commerce et la Distribution	France	VM	25,0%	25,0%		VM	25,0%	25,0%	
	FP Cardif Convex Fund USD <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Fundamenta <sup>5</sup>	Italie	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	G C Thematic Opportunities II <sup>5</sup>	Irlande	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	GIE BNPP Cardif	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Harewood Helena 2 Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Hemisphere Holding	France	ME	20,0%	20,0%		ME	20,0%	20,0%	E2

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Hibernia France	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	High Street Retail	France	VM	26,2%	26,2%	V4	VM	23,8%	23,8%	E1
	Horizon GmbH	Allemagne	VM	66,7%	64,7%		VM	66,7%	66,7%	E3
	Icare	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Icare Assurance	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Luizaseg	Brésil	ME	50,0%	50,0%		ME	50,0%	50,0%	
	Natio Assurance	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Natio Fonds Ampère 1 <sup>s</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	Natio Fonds Athenes Investissement N 5 <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Natio Fonds Colline International <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Natio Fonds Collines Investissement N 1 <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Natio Fonds Collines Investissement N 3 <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	NCVP Participacoes Societarias SA	Brésil	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	New Alpha Cardif Incubator Fund <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Opéra Rendement <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Paris Management Consultant Co Ltd	Taiwan	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	E1
	Permal Cardif Co Investment Fund <sup>s</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Pinnacle Insurance PLC	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Poistovna Cardif Slovakia AS	Slovaquie	ME *	100,0%	100,0%		ME *	100,0%	100,0%	
	Preim Healthcare SAS <sup>s</sup>	France	VM	-	-		VM	-	-	
	PWH	France	VM	47,5%	47,5%		VM	47,4%	47,4%	
	Reumal Investissements	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Rubin SARL	Luxembourg	VM	50,0%	50,0%		VM	50,0%	50,0%	
	Rueil Ariane	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SAS HVP	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	98,4%	
	SCI 68/70 rue de Lagny - Montreuil	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Alpha Park	France	VM	50,0%	50,0%		VM	50,0%	50,0%	
	SCI BNPP Pierre I	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI BNPP Pierre II	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Bobigny Jean Rostand	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Bouleragny	France	VM	50,0%	50,0%		VM	50,0%	50,0%	
	SCI Cardif Logement	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Citylight Boulogne	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Clichy Nuovo	France	VM	50,0%	50,0%		VM	50,0%	50,0%	
	SCI Défense Etoile	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Défense Vendôme	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Etoile du Nord	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Fontenay Plaisance	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Imefa Velizy	France	VM	21,8%	21,8%		VM	21,8%	21,8%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	SCI Le Mans Gare	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Liberté	France	VM	50,0%	50,0%		VM	50,0%	50,0%	
	SCI Nanterre Guillaeraies	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Nantes Carnot	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Odysée	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Pantin Les Moulins	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Paris Batignolles	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Paris Cours de Vincennes	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Paris Grande Armée France	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	E2				
	SCI Paris Turenne	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	E2
	SCI Portes de Claye	France	ME	45,0%	45,0%		ME	45,0%	45,0%	
	SCI Rue Moussorgski	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Rueil Caudron	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Saint Denis Landy	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Saint Denis Mitterrand	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI Saint-Denis Jade	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	SCI SCOO	France	ME	46,4%	46,4%		ME	46,4%	46,4%	
	SCI Vendôme Athènes	France	VM	50,0%	50,0%		VM	50,0%	50,0%	
	SCI Villeurbanne Stalingrad	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Scotia Segura De Vida SA	Chili	ME *	100,0%	100,0%	E3				
	Secar	France	VM	55,1%	55,1%		VM	55,1%	55,1%	V2
	Seniorenzentren Deutschland Holding SARL	Luxembourg	VM	20,0%	17,7%		VM	20,0%	17,7%	
	Seniorenzentren Reinbeck Oberursel München Objekt GmbH	Allemagne	VM	35,0%	31,0%		VM	35,0%	31,0%	
	Seniorenzentrum Butzbach Objekt GmbH	Allemagne	VM	35,0%	31,0%		VM	35,0%	31,0%	
	Seniorenzentrum Heilbronn Objekt GmbH	Allemagne	VM	35,0%	31,0%		VM	35,0%	31,0%	
	Seniorenzentrum Kassel Objekt GmbH	Allemagne	VM	35,0%	31,0%		VM	35,0%	31,0%	
	Seniorenzentrum Wolftrathshausen Objekt GmbH	Allemagne	VM	35,0%	31,0%		VM	35,0%	31,0%	
	Société Française d'Assurances sur la Vie	France	ME	50,0%	50,0%		ME	50,0%	50,0%	
	Société Immobilière du Royal Building SA	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	88,6%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	88,6%	
	State Bank of India Life Insurance Co Ltd	Inde								S2
	Tikehau Cardif Loan Europe <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Valeur Pierre Epargne	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Valtitres FCP <sup>5</sup>	France	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	Velizy Holding (Ex- Velizy SAS)	France	VM	33,3%	33,3%		VM	33,3%	33,3%	
	Vietcombank Cardif Life Insurance Co Ltd	Viêt Nam				S2	ME	55,0%	55,0%	V1
Wealth Management										
	BNPP Espana SA	Espagne								S4
	BNPP Wealth Management DIFC Ltd	Emirats Arabes Unis	IG	100,0%	100,0%	E1				
	BNPP Wealth Management Monaco	Monaco	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
Asset Management										

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Alfred Berg Kapitalforvaltning AB	Suède	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	Alfred Berg Kapitalforvaltning AS	Norvège	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	Alfred Berg Kapitalforvaltning AS (succ. Suède)	Suède	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	E2
	Bancoestado Administradora General de Fondos SA	Chili	ME	50,0%	49,1%		ME	50,0%	49,1%	
	Beccuerel <sup>s</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1				
	BNPP Asset Management Asia Ltd	Hong Kong	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Be Holding	Belgique	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Belgium	Belgique	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Belgium (succ. Allemagne)	Allemagne								S1
	BNPP Asset Management Brasil Ltda	Brésil	IG	100,0%	99,5%		IG	100,0%	99,5%	
	BNPP Asset Management France	France	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management France (succ. Allemagne)	Allemagne	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	E2
	BNPP Asset Management France (succ. Autriche)	Autriche	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management France (succ. Italie)	Italie	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Holding	France	IG	99,9%	98,2%		IG	99,9%	98,2%	
	BNPP Asset Management India Private Ltd	Inde	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Japan Ltd	Japon	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Luxembourg	Luxembourg	IG	99,7%	97,9%		IG	99,7%	97,9%	
	BNPP Asset Management Nederland NV	Pays-Bas	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Netherlands NV	Pays-Bas								S4
	BNPP Asset Management NL Holding NV	Pays-Bas	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management PT	Indonésie	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management Services Grouping	France	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management UK Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	BNPP Asset Management USA Holdings Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Asset Management USA Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP B Control <sup>s</sup>	Belgique				S3	IG	-	-	E1
	BNPP B Institutional II <sup>s</sup>	Belgique	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP Capital Partners	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Dealing Services	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	98,2%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	98,2%	
	BNPP Flexi I <sup>s</sup>	Luxembourg	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1				
	BNPP Funds <sup>s</sup>	Luxembourg	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP L1 <sup>s</sup>	Luxembourg	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP Perspectives <sup>s</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
	BNPP Social Business France <sup>s</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1				
	EAB Group PLC	Finlande	ME	17,6%	17,3%		ME	17,6%	17,3%	V3
	EMZ Partners	France								S2
	Fund Channel	Luxembourg	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	49,1%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	49,1%	
	Fundquest	France								S3
	Fundquest Advisor	France	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	Fundquest Advisor (succ. Royaume-Uni)	Royaume-Uni	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Gambit Financial Solutions	Belgique	IG	86,0%	84,4%		IG	86,0%	84,4%	
	Groevermogen NV	Pays-Bas	IG	100,0%	98,2%		IG	100,0%	98,2%	
	Haitong Fortis Private Equity Fund Management Co Ltd	Chine	ME	33,0%	32,4%		ME	33,0%	32,4%	
	Harewood Helena 1 Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	HFT Investment Management Co Ltd	Chine	ME	49,0%	48,1%		ME	49,0%	48,1%	
	Impax Asset Management Group PLC	Royaume-Uni	ME	24,5%	24,0%		ME	24,5%	24,0%	
	Parworld <sup>5</sup>	Luxembourg				S3	IG	-	-	
	Services Epargne Entreprise	France	ME	35,6%	35,6%	V2	ME	37,1%	37,1%	
	Shinhan BNPP Asset Management Co Ltd	Rép. de Corée	ME	35,0%	34,4%		ME	35,0%	34,4%	
	SME Alternative Financing DAC <sup>5</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	Theam Quant <sup>6</sup>	Luxembourg	IG <sup>(4)</sup>	-	-		IG <sup>(4)</sup>	-	-	
Services Immobiliers										
	99 West Tower GmbH	Allemagne								S2
	99 West Tower GP GmbH	Allemagne								S3
	Auguste Thouard Expertise	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Immobilier Promotion Immobilier d'Entreprise	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Immobilier Résidences Services	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Immobilier Résidentiel	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Immobilier Résidentiel Service Clients	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate (succ. Emirats Arabes Unis)	Emirats Arabes Unis	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory & Property Management Luxembourg SA	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory & Property Management UK Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory and Property Management Ireland Ltd	Irlande	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory Belgium SA	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory Italy SPA	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory Netherlands BV	Pays-Bas	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Advisory SA	Roumanie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate APM CR SRO	Rép. Tchèque	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Conseil Habitation & Hospitality	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Consult France	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Consult GmbH	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Facilities Management Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Financial Partner	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate GmbH	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Holding Benelux SA	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Holding GmbH	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Investment Management Belgium	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Investment Management France	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	BNPP Real Estate Investment Management Germany GmbH	Allemagne	IG	94,9%	94,9%		IG	94,9%	94,9%	
	BNPP Real Estate Investment Management Germany GmbH (succ. Espagne)	Espagne	IG	94,9%	94,9%		IG	94,9%	94,9%	
	BNPP Real Estate Investment Management Germany GmbH (succ. Italie)	Italie	IG	94,9%	94,9%		IG	94,9%	94,9%	
	BNPP Real Estate Investment Management Italy SPA	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Investment Management Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Investment Management Luxembourg SA	Luxembourg	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Investment Management Spain SA	Espagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Investment Management UK Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Italy SRL	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Magyarország Tanácsadó Es Ingatlankezelő ZRT	Hongrie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Poland SP ZOO	Pologne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Portugal Unipersonal LDA	Portugal	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	E2
	BNPP Real Estate Property Development & Services GmbH	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Property Development UK Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Property Development Italy SPA	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Property Management Belgium	Belgique	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Property Management France SAS	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Property Management GmbH	Allemagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Property Management Italy SRL	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Singapore Pte Ltd	Singapour	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	E2
	BNPP Real Estate Spain SA	Espagne	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Real Estate Transaction France	France	IG <sup>(2)</sup>	96,5%	96,5%		IG <sup>(2)</sup>	96,5%	96,5%	V4
	BNPP Real Estate Valuation France	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Cariboo Development SL	Espagne	ME	65,0%	65,0%	V2	ME	75,0%	75,0%	E3
	GIE Siège Issy	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Horti Milano SRL	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Lifizz	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Parker Tower Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Partner's & Services	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Pyrotex SARL	Luxembourg								S1
	REPD Parker Ltd	Royaume-Uni	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Société Auxiliaire de Construction Immobilière	France	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Sociétés de Construction Vente (c)	France	IG / ME <sup>(2)</sup>	-	-		IG / ME <sup>(2)</sup>	-	-	
	Sviluppo Residenziale Italia SRL	Italie	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
Territoire Suisse										
	BNPP Suisse SA	Suisse	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Suisse SA (succ. Guernesey)	Guernesey	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
SECURITIES SERVICES										
	BNPP Financial Services LLC	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Fund Administration Services Ireland Ltd	Irlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Fund Services Australasia Pty Ltd	Australie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Fund Services Australasia Pty Ltd (succ. Nouvelle-Zélande)	Nlle-Zélande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Global Securities Operations Private Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Allemagne)	Allemagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Australie)	Australie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Belgique)	Belgique	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Espagne)	Espagne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Grèce)	Grèce	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Guernesey)	Guernesey	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Hong Kong)	Hong Kong	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Hongrie)	Hongrie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Irlande)	Irlande	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Italie)	Italie	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Jersey)	Jersey	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Luxembourg)	Luxembourg	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Pays-Bas)	Pays-Bas	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Pologne)	Pologne	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Portugal)	Portugal	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Royaume-Uni)	Royaume-Uni	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Singapour)	Singapour	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Services (succ. Suisse)	Suisse	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Services Logiciels d'Intégration Boursière	France	ME <sup>(3)</sup>	66,6%	66,6%		ME <sup>(3)</sup>	66,6%	66,6%	
EMEA (Europe, Moyen Orient, Afrique)										
France										
	Atargatis <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Ausetar Real Estate Opportunities SARL <sup>5</sup>	Luxembourg	IG	-	-		IG	-	-	
	Austin Finance <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP Arbitrage	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Compagnie d'Investissement Italiens <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Compagnie d'Investissement Opéra <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Esomet	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Eurotitrisation	France	ME	23,0%	23,0%		ME	23,0%	23,0%	
	FCT Juice <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Financière des Italiens <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Financière du Marché Saint Honoré	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Financière Paris Haussmann <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Financière Taitbout <sup>6</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Laffitte Participation 22	France								S4

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Mediterranea <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Opéra Trading Capital	France								S4
	Opéra Trading Capital (succ. Hong Kong)	Hong Kong								S4
	Opéra Trading Capital (succ. Royaume-Uni)	Royaume-Uni								S4
	Optichamps <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	Parilease	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Participations Opéra <sup>5</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	SNC Taitbout Participation 3	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Société Orbaisienne de Participations	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Verner Investissements	France	ME	40,0%	50,0%		ME	40,0%	50,0%	
Autres pays d'Europe										
	Alectra Finance PLC <sup>5</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	Aquarius + Investments PLC <sup>5</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	Aries Capital DAC <sup>5</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	BNP PUK Holding Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Bank JSC	Russie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Commodity Futures Ltd	Royaume-Uni								S4
	BNPP Emissions- Und Handels- GmbH	Allemagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP International Finance Dublin Unlimited Company	Irlande								S3
	BNPP Invest Holdings BV	Pays-Bas	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Ireland Unlimited Co	Irlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Islamic Issuance BV	Pays-Bas	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Issuance BV	Pays-Bas	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Net Ltd	Royaume-Uni	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Prime Brokerage International Ltd	Irlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP UK Holdings Ltd	Royaume-Uni								S3
	BNPP Vartry Reinsurance DAC	Irlande	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	
	Boug BV	Pays-Bas								S1
	Boug BV (succ. Royaume-Uni)	Royaume-Uni								S1
	Diamante Re SRL	Italie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Ejesur SA	Espagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Financière Hime SA	Luxembourg								S3
	FScholen	Belgique	ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%		ME <sup>(3)</sup>	50,0%	50,0%	
	Greenstars BNPP	Luxembourg	IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(2)</sup>	100,0%	100,0%	D1
	Harewood Holdings Ltd	Royaume-Uni								S3
	Hime Holding 1 SA	Luxembourg								S3
	Hime Holding 2 SA	Luxembourg								S3
	Hime Holding 3 SA	Luxembourg								S3
	Kantox Ltd	Royaume-Uni	ME	8,8%	8,8%	E3				
	Landspire Ltd	Royaume-Uni								S1
	Madison Arbor Ltd <sup>5</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	Matchpoint Finance PLC <sup>5</sup>	Irlande	IG	-	-		IG	-	-	
	Ribera Del Loira Arbitrage	Espagne	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	



Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	Scaldis Capital Ltd <sup>6</sup>	Jersey				S3	IG	-	-	
	Utexam Logistics Ltd	Irlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Utexam Solutions Ltd	Irlande	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
Moyen-Orient										
	BNPP Investment Co KSA	Arab. Saoudite	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
AMÉRIQUES										
	Banco BNPP Brasil SA	Brésil	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Canada Corp	Canada	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Capital Services Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Colombia Corporacion Financiera SA	Colombie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Energy Trading GP	Etats-Unis				S1	IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Energy Trading LLC	Etats-Unis				S1	IG	100,0%	100,0%	
	BNPP EQD Brazil Fund Fundo de Investimento Multimercado <sup>5</sup>	Brésil	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP FS LLC	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP IT Solutions Canada Inc	Canada	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Proprietario Fundo de Investimento Multimercado <sup>5</sup>	Brésil	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP RCC Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Corp	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP US Investments Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP US Wholesale Holdings Corp	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP USA Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP VPG Adonis LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP VPG Brookfin LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP VPG Brookline Cre LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP VPG CT Holdings LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP VPG EDMC Holdings LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP VPG Express LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	BNPP VPG Master LLC <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
	Dale Bakken Partners 2012 LLC	Etats-Unis	VM	23,8%	23,8%		VM	23,8%	23,8%	
	Decart Re Ltd <sup>6</sup>	Bermudes	IG <sup>(2)</sup>	-	-		IG <sup>(2)</sup>	-	-	
	FSI Holdings Inc	Etats-Unis	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Starbird Funding Corp <sup>5</sup>	Etats-Unis	IG	-	-		IG	-	-	
ASIE PACIFIQUE										
	Bank BNPP Indonesia PT	Indonésie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Amber Holdings Pty Ltd	Australie								S3
	BNPP Arbitrage Hong Kong Ltd	Hong Kong	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP China Ltd	Chine	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Commodities Trading Shanghai Co Ltd	Chine				S3	IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Finance Hong Kong Ltd	Hong Kong	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP India Holding Private Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP India Solutions Private Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Malaysia Berhad	Malaisie	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Asia Ltd	Hong Kong	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities India Private Ltd	Inde	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

Métiers	Dénomination	Pays	30 juin 2020				31 décembre 2019			
			Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.	Méthode	% contrôle	% intérêt	Réf.
	BNPP Securities Japan Ltd	Japon	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Korea Co Ltd	Rép. de Corée	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Securities Singapore Pte Ltd	Singapour								S3
	BNPP Securities Taiwan Co Ltd	Taiwan	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Sekuritas Indonesia PT	Indonésie	IG	99,0%	99,0%		IG	99,0%	99,0%	
	BPP Holdings Pte Ltd	Singapour	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	Global Trade Network Pte Ltd	Singapour	ME	7,5%	7,5%	E3				
<b>AUTRES ACTIVITÉS</b>										
Principal Investments										
	BNPP Agility Capital	France	IG	100,0%	100,0%	E1				
	BNPP Agility Fund Equity SLP <sup>s</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1				
	BNPP Agility Fund Private Debt SLP <sup>s</sup>	France	IG <sup>(4)</sup>	-	-	E1				
Sociétés Immobilières d'Exploitation et Autres										
	Antin Participation 5	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Home Loan SFH	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	BNPP Partners for Innovation	France	ME	50,0%	50,0%		ME	50,0%	50,0%	
	BNPP Procurement Tech	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	BNPP Public Sector SCF	France	IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%		IG <sup>(1)</sup>	100,0%	100,0%	
	Euro Secured Notes Issuer <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	FCT Laffitte 2016 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	FCT Opéra 2014 <sup>s</sup>	France	IG	-	-		IG	-	-	
	GIE Groupement Auxiliaire de Moyens	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	
	GIE Groupement d'Etudes et de Prestations	France	IG	100,0%	100,0%		IG	100,0%	100,0%	

s : Entités structurées

(a) Au 30 juin 2020, 12 entités d'Investissements de Private Equity versus 11 entités au 31 décembre 2019

(b) Au 30 juin 2020, les Fonds Communs de Créances UCI et RMBS Prado regroupent 14 fonds (FCC UCI 9 à 12, 14 à 17, Fondo de Titulacion Structured Covered Bonds et RMBS Prado II à VI) vs 15 fonds (FCC UCI 9 à 12, 14 à 17, Fondo de Titulacion Structured Covered Bonds et RMBS Prado I à VI) au 31 décembre 2019

(c) Au 30 juin 2020, 102 Sociétés de Construction Vente (82 IG et 20 ME) versus 103 au 31 décembre 2019 (84 IG et 19 ME)

#### Mouvements de périmètre

##### Entrées (E) de périmètre

E1 Franchissement des seuils de consolidation

E2 Création d'entité

E3 Acquisition, prise de contrôle ou d'influence notable

##### Sorties (S) de périmètre

S1 Cessation d'activité (dissolution, liquidation,...)

S2 Cession hors Groupe, perte de contrôle ou d'influence notable

S3 Franchissement des seuils de consolidation

S4 Fusion-absorption, Transmission Universelle du Patrimoine

##### Variations (V) de taux

V1 Acquisition complémentaire

V2 Cession partielle

V3 Dilution

V4 Relution

##### Divers

D1 Changement de méthode de consolidation non lié à une variation de taux

ME \* Entités contrôlées faisant l'objet d'une consolidation simplifiée par mise en équivalence en raison de leur caractère peu significatif.

VM Participation dans une entité contrôlée conjointement ou sous influence notable évaluée à la valeur de marché par résultat.

(s) Entités structurées

#### Périmètre de consolidation prudentiel

(1) Filiales françaises dont la surveillance des exigences prudentielles est assurée dans le cadre de la surveillance sur base consolidée de BNP Paribas SA, conformément aux dispositions de l'article 7.1 du règlement (UE) n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil.

(2) Entités mises en équivalence dans le périmètre prudentiel.

(3) Entités contrôlées conjointement consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel.

(4) Fonds de placements collectifs exclus du périmètre prudentiel.

## 2.2 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020 (Période du 1er janvier 2020 au 30 juin 2020):

**Deloitte & Associés**  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris La Défense Cedex

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

**Mazars**  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

### Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2020 (Période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020)

Aux Actionnaires  
**BNP Paribas SA**  
16 boulevard des Italiens  
75009 PARIS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de BNP Paribas SA, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration le 30 juillet 2020, sur la base des éléments disponibles dans un contexte évolutif de crise liée au COVID-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

#### II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 30 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris La Défense, Neuilly-sur-Seine et à Courbevoie, le 31 juillet 2020

Les commissaires aux comptes

Deloitte & Associés

PricewaterhouseCoopers Audit

Mazars

Laurence Dubois

Patrice Morot

Virginie Chauvin

### 3. RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES – PILIER 3 (NON AUDITES)

#### CHIFFRES CLE

Actualisation du tableau n° 1 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 268.

##### ► RATIOS DE FONDS PROPRES

En millions d'euros	30 juin 2020 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(**)</sup>
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>85 951</b>	<b>81 204</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (TIER 1)</b>	<b>96 338</b>	<b>89 962</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES</b>	<b>110 587</b>	<b>103 716</b>
<b>ACTIFS PONDÉRÉS</b>	<b>695 522</b>	<b>668 828</b>
<b>RATIOS</b>		
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>12,4 %</b>	<b>12,1 %</b>
<b>Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)</b>	<b>13,9 %</b>	<b>13,5 %</b>
<b>Total fonds propres</b>	<b>15,9 %</b>	<b>15,5 %</b>

(\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

(\*\*) Les données au 31 décembre 2019 prennent en compte en déduction des fonds propres prudentiels le versement d'un dividende qui était anticipé au titre du résultat 2019, finalement mis en réserve en 2020.

Actualisation du tableau n° 21 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 311.

##### ► RATIO TLAC

En millions d'euros	30 juin 2020 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(**)</sup>
<b>Total des fonds propres réglementaires</b>	<b>110 587</b>	<b>103 716</b>
dont fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	85 951	81 204
dont fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)	10 386	8 758
dont fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)	14 249	13 753
<b>Total des fonds propres : ajustements réglementaires</b>	<b>502</b>	<b>275</b>
dont fraction amortie des instruments de Tier 2 ayant une échéance résiduelle supérieure à 1 an	502	275
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES ÉLIGIBLES EN TLAC</b>	<b>111 089</b>	<b>103 991</b>
<b>Dettes senior non préférées<sup>(***)</sup></b>	<b>48 458</b>	<b>39 648</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES ET AUTRES INSTRUMENTS DE DETTES ÉLIGIBLES EN TLAC</b>	<b>159 547</b>	<b>143 639</b>
<b>Actifs pondérés</b>	<b>695 522</b>	<b>668 828</b>
<b>RATIO TLAC (en pourcentage des actifs pondérés)</b>	<b>22,9 %</b>	<b>21,5 %</b>

(\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

(\*\*) Les données au 31 décembre 2019 prennent en compte en déduction des fonds propres prudentiels le versement d'un dividende qui était anticipé au titre du résultat 2019, finalement mis en réserve en 2020.

(\*\*\*) Capital restant dû.

Au 30 juin 2020, le ratio TLAC s'élève à 6,7 % des expositions de levier (à comparer à une exigence minimale de 6 % en 2020).

Avec un ratio TLAC de 22,9 % des actifs pondérés au 30 juin 2020, le Groupe est au-dessus du niveau minimal d'exigence applicable, sans utiliser les dettes senior préférées éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés. Le ratio TLAC atteindrait 25,3 % des actifs pondérés ou 7,4 % des expositions de levier si le Groupe utilisait cette option.

Au 30 juin 2020, le niveau minimal d'exigence de TLAC pour le Groupe s'élève à 20,02 % des actifs pondérés, compte tenu d'un coussin de conservation de 2,5 %, d'un coussin G-SIBs de 1,5 % et d'un coussin contracyclique de 0,02 %.

Actualisation du tableau n° 22 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 311.

► **RATIO TLAC - PRISE EN COMPTE DES DETTES SENIOR PRÉFÉRÉES ÉLIGIBLES SUR OPTION**

	30 juin 2020	31 décembre 2019
<b>Ratio TLAC</b>	<b>22,9 %</b>	<b>21,5 %</b>
Prise en compte des dettes senior préférées éligibles sur option <sup>(*)</sup>	2,4 %	2,5 %
<b>RATIO TLAC APRES PRISE EN COMPTE DES DETTES SENIOR ELIGIBLES SUR OPTION</b>	<b>25,3 %</b>	<b>24,0 %</b>

(\*) Conformément aux paragraphes 3 et 4 de l'article 72 ter du Règlement (UE) n° 2019/876, certaines dettes senior préférées (dont le montant atteint 16 764 millions d'euros au 30 juin 2020) peuvent être éligibles dans la limite de 2,5 % des actifs pondérés (3,5 % au-delà du 31 décembre 2021, conformément à l'article 494 du Règlement (UE) n° 2019/876).

Les tables présentant le détail des instruments reconnus en fonds propres (CET1, AT1 et Tier 2) ainsi que les instruments de dette éligibles au ratio TLAC (dette senior non préférée), selon le format (EU CCA) requis par le Règlement d'exécution (UE) n° 1423/2013, sont disponibles dans la section *Dette BNP Paribas* du site des relations investisseurs :

<https://invest.bnpparibas.com/en/debts/tier-1-hybrids-subordinated-debt/capital-instruments-main-features-template>.

Le rang des engagements dans la hiérarchie des créanciers est disponible dans le tableau n° 95 du Document de référence 2019 p. 426.

Actualisation du tableau n° 3 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 269.

► **RATIO DE LEVIER**

	30 juin 2020 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(**)</sup>
<b>RATIO DE LEVIER</b>	<b>4,0 %</b>	<b>4,6 %</b>

(\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

(\*\*) Les données au 31 décembre 2019 prennent en compte en déduction des fonds propres prudentiels le versement d'un dividende qui était anticipé au titre du résultat 2019, finalement mis en réserve en 2020.

Depuis le 31 mars 2020, le Groupe applique les mesures transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 prévues par le Règlement (UE) n° 2017/2395 modifiant le Règlement (UE) n° 575/2013. La Banque a opté pour les dispositions définies au paragraphe 4 ainsi que les dispositions prévues au paragraphe 7 point b) pour le calcul de la valeur exposée au risque de crédit calculée selon l'approche standard. Les impacts de ces mesures transitoires sont présentés dans le tableau ci-dessous :

► **EFFET DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES RELATIVES À L'INTRODUCTION DE LA NORME IFRS 9 (EU IFRS 9-FL)**

En millions d'euros		30 juin 2020 <sup>(*)</sup>
<b>Fonds propres</b>		
1	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	85 951
2	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	84 997
3	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	96 338
4	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	95 383
5	Total des fonds propres	110 587
6	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	110 100
<b>Actifs pondérés</b>		
7	Actifs pondérés	695 522
8	Actifs pondérés si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	695 914
<b>Ratios de fonds propres</b>		
9	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)	12,4 %
10	Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	12,2 %
11	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)	13,9 %
12	Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1) si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	13,7 %
13	Total des fonds propres	15,9 %
14	Total des fonds propres si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	15,8 %
<b>Ratio de levier</b>		
15	Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier	2 388 849
16	Ratio de levier	4,0 %
17	Ratio de levier si les dispositions transitoires liées à la norme IFRS 9 n'avaient pas été appliquées	4,0 %

(\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

## Facteurs de risque

---

Le facteur de risque, aux pages 276 à 288 du Document d'enregistrement universel « Les notations des sociétés du Groupe BNP Paribas pourraient être dégradées et la rentabilité du Groupe pourrait en être sérieusement impactée » est révisé comme indiqué ci-dessous :

### **4.3 Les notations des sociétés du Groupe BNP Paribas pourraient être dégradées et la rentabilité du Groupe pourrait en être sérieusement impactée.**

Les notations de crédit ont un impact significatif sur la liquidité du Groupe BNP Paribas. Le 23 avril 2020, Standard & Poor's a confirmé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de BNP Paribas SA de A+, et confirmé la note court terme à A-1 et a révisé la perspective de stable à négative. Le 28 mai 2020, Fitch a maintenu la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée de AA- et F1+, sous Rating Watch Negative. Le 9 décembre 2019, Moody's a confirmé la note long terme des dépôts et de la dette senior préférée à Aa3, et confirmé la note court terme à P-1, avec une perspective stable. Le 10 juillet 2020, DBRS a confirmé la notation de la dette senior préférée à AA(low), ainsi que la notation de la note court terme à R-1(middle) avec une perspective stable. Une dégradation de la notation de crédit des sociétés du Groupe BNP Paribas pourrait nuire à la liquidité et compétitivité du Groupe. Cela pourrait également augmenter les coûts de financement du Groupe BNP Paribas, limiter son accès aux marchés de capitaux ou encore déclencher des obligations supplémentaires au titre de ses programmes d'émissions de covered bonds ou de contrats financiers de marché, de dérivés ou de couverture.

Par ailleurs, le coût de financement à long terme non garanti du Groupe BNP Paribas auprès d'investisseurs de marché est également directement lié à ses spreads de crédit, qui à leur tour dépendent dans une certaine mesure de ses notations de crédit. Un accroissement des spreads de crédit peut significativement augmenter le coût de financement du Groupe BNP Paribas. Les spreads de crédit changent en permanence en fonction du marché et connaissent des évolutions imprévisibles et hautement volatiles. Les spreads de crédit sont aussi influencés par la perception que le marché a de la solvabilité du Groupe BNP Paribas. Enfin, les spreads de crédit peuvent être affectés par les fluctuations des coûts d'acquisition des swaps de crédit indexés sur les titres de créance du Groupe, qui sont influencés à la fois par la notation de ces titres mais aussi par un certain nombre de facteurs de marché échappant à tout contrôle du Groupe BNP Paribas.

## Champ d'application

Actualisation du tableau n° 10 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 290.

### ► PASSAGE DU BILAN COMPTABLE CONSOLIDÉ AU BILAN PRUDENTIEL (EU LI1-A)

En millions d'euros	30 juin 2020				
	Périmètre comptable	Retraitements des sociétés d'assurance	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation <sup>(1)</sup>	Périmètre prudentiel	Référence au tableau de fonds propres (Annexe)
<b>ACTIF</b>					
Caisse, banques centrales	281 632	-	327	281 959	
Instruments financiers en valeur de marché par résultat					
Portefeuille de titres	219 329	550	(201)	219 678	
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	417	547	-	964	1
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	2 509	-	-	2 509	2
Prêts, créances et opérations de pensions	294 215	2 690	(202)	296 703	
Instruments financiers dérivés	292 798	260	(240)	292 818	
Instruments financiers dérivés de couverture	16 359	(5)	(27)	16 327	
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres					
Titres de dette	59 176	2 690	271	62 137	
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%</i>	-	2 690	-	2 690	1
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%</i>	11	-	-	11	2
Instruments de capitaux propres	2 115	-	-	2 115	
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%</i>	429	-	-	429	1
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%</i>	1 144	-	-	1 144	2
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	45 888	-	(27)	45 861	
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%</i>	267	-	(40)	227	1
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%</i>	-	-	-	-	2
Prêts et créances sur la clientèle	828 053	4 041	25 713	857 807	
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%</i>	104	339	(104)	339	1
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%</i>	334	-	-	334	2
Titres de dette	127 040	-	931	127 971	
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10%</i>	100	-	-	100	1
<i>dont détections directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10%</i>	66	-	-	66	2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	5 916	-	79	5 995	
Placement des activités d'assurance	250 917	(250 917)	-	-	
Actifs d'impôts courants et différés	6 986	90	(37)	7 039	
Comptes de régularisation et actifs divers	143 459	(3 833)	(2 961)	136 665	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 929	5 510	2 006	13 445	
<i>dont participations dans les entités du secteur financier</i>	5 521	5 231	(480)	10 273	1
<i>dont écarts d'acquisition</i>	353	279	853	1 484	3
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	31 714	(525)	(20 247)	10 942	
Immobilisations incorporelles	3 743	(248)	(99)	3 396	
<i>dont immobilisations incorporelles hors droits hypothécaires</i>	3 712	(247)	(100)	3 365	3
Écarts d'acquisition	7 719	(278)	(855)	6 586	3
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 622 988</b>	<b>(239 975)</b>	<b>4 431</b>	<b>2 387 444</b>	



<b>DETTES</b>					
Banques centrales	4 374	-	-	4 374	
Instruments financiers en valeur de marché par résultat					
Portefeuille de titres	97 200	-	-	97 200	
Dépôts et opérations de pensions	346 511	-	1	346 512	
Dettes représentées par un titre	58 634	(4 621)	(66)	53 947	
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1</i>	205	-	-	205	4
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2</i>	51	-	-	51	5
Instruments financiers dérivés	291 216	384	(239)	291 361	
Instruments financiers dérivés de couverture	15 267	(18)	260	15 509	
Passifs financiers au coût amorti					
Dettes envers les établissements de crédit	180 429	(6 656)	5	173 778	
Dettes envers la clientèle	963 183	1 426	7 005	971 614	
Dettes représentées par un titre	165 669	2 601	1 158	169 428	
Dettes subordonnées	21 829	(1 779)	1	20 051	
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1</i>	-	-	-	-	4
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2</i>	18 537	-	-	18 537	5
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6 871	-	-	6 871	
Passifs d'impôts courants et différés	3 531	(119)	(249)	3 163	
Comptes de régularisation et passifs divers	114 899	(2 504)	(3 088)	109 307	
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	228 180	(228 180)	-	-	
Provisions pour risques et charges	9 158	(372)	(357)	8 429	
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 506 951</b>	<b>(239 838)</b>	<b>4 431</b>	<b>2 271 544</b>	
<b>CAPITAUX PROPRES</b>					
<i>Capital et réserves</i>	106 672	4	(1)	106 675	6
<i>Résultat de la période, part du Groupe</i>	3 581	-	-	3 581	7
<b>Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe</b>	<b>110 252</b>	<b>4</b>	<b>-</b>	<b>110 256</b>	
<i>Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres</i>	1 217	(6)	-	1 211	
<b>Total part du Groupe</b>	<b>111 469</b>	<b>(2)</b>	<b>-</b>	<b>111 467</b>	
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>4 567</b>	<b>(134)</b>	<b>-</b>	<b>4 433</b>	8
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS</b>	<b>116 037</b>	<b>(137)</b>	<b>-</b>	<b>115 900</b>	
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 622 988</b>	<b>(239 975)</b>	<b>4 431</b>	<b>2 387 444</b>	

(\*) Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel et mises en équivalence dans le périmètre comptable, des fonds de placements collectifs non consolidés dans le périmètre prudentiel, ainsi que des entités non régulées de BNP Paribas Real Estate et d'Arval mises en équivalence dans le périmètre prudentiel qui sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre comptable.

En millions d'euros	31 décembre 2019				
	Périmètre comptable	Retraitements des sociétés d'assurance	Autres retraitements liés aux méthodes de consolidation <sup>(1)</sup>	Périmètre prudentiel	Référence au tableau de fonds propres (Annexe)
<b>ACTIF</b>					
Caisse, banques centrales	155 135	-	265	155 400	
Instruments financiers en valeur de marché par résultat					
Portefeuille de titres	131 935	547	(141)	132 341	
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	250	547	-	797	1
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	3 154	-	-	3 154	2
Prêts, créances et opérations de pensions	196 927	1 495	(512)	197 910	
Instruments financiers dérivés	247 287	404	(170)	247 521	
Instruments financiers dérivés de couverture	12 452	(6)	5	12 451	
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres					
Titres de dette	50 403	2 691	640	53 734	
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	-	2 691	-	2 691	1
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	12	-	-	12	2
Instruments de capitaux propres	2 266	-	-	2 266	
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	388	-	-	388	1
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	837	-	-	837	2
Actifs financiers au coût amorti					
Prêts et créances sur les établissements de crédit	21 692	-	(318)	21 374	
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	296	-	(65)	231	1
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	-	-	-	-	2
Prêts et créances sur la clientèle	805 777	3 500	21 171	830 448	
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	65	339	(65)	339	1
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	334	-	-	334	2
Titres de dette	108 454	-	1 018	109 472	
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à plus de 10 %</i>	100	-	-	100	1
<i>dont détentions directes de fonds propres d'entités du secteur financier détenues à moins de 10 %</i>	65	-	-	65	2
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 303	-	48	4 351	
Placement des activités d'assurance	257 818	(257 818)	-	-	
Actifs d'impôts courants et différés	6 813	(8)	11	6 816	
Comptes de régularisation et actifs divers	113 535	(3 436)	(3 051)	107 048	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 952	5 869	1 919	13 740	
<i>dont participations dans les entités du secteur financier</i>	5 575	5 575	(615)	10 535	1
<i>dont écarts d'acquisition</i>	332	280	(3)	609	3
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	32 295	(596)	(16 102)	15 597	
Immobilisations incorporelles	3 852	(249)	(104)	3 499	
<i>dont immobilisations incorporelles hors droits hypothécaires</i>	3 819	(249)	(104)	3 466	3
Écarts d'acquisition	7 817	(279)	(869)	6 669	3
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 164 713</b>	<b>(247 886)</b>	<b>3 810</b>	<b>1 920 637</b>	

<b>DETTES</b>				
Banques centrales	2 985	-	-	2 985
Instruments financiers en valeur de marché par résultat				
Portefeuille de titres	65 490	-	-	65 490
Dépôts et opérations de pensions	215 093	-	2	215 095
Dettes représentées par un titre	63 758	(4 922)	(2)	58 834
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1</i>	205	-	-	205
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2</i>	118	-	-	118
Instruments financiers dérivés	237 885	498	(169)	238 214
Instruments financiers dérivés de couverture	14 116	(14)	175	14 277
Passifs financiers au coût amorti				
Dettes envers les établissements de crédit	84 566	(5 945)	(114)	78 507
Dettes envers la clientèle	834 667	1 007	6 493	842 167
Dettes représentées par un titre	157 578	2 929	1 101	161 608
Dettes subordonnées	20 003	(1 685)	1	18 319
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 1</i>	-	-	-	-
<i>dont dettes admissibles aux fonds propres Tier 2</i>	17 353	-	-	17 353
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 989	-	-	3 989
Passifs d'impôts courants et différés	3 566	(219)	(245)	3 102
Comptes de régularisation et passifs divers	102 749	(2 156)	(3 099)	97 494
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	236 937	(236 937)	-	-
Provisions pour risques et charges	9 486	(321)	(330)	8 835
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 052 868</b>	<b>(247 765)</b>	<b>3 813</b>	<b>1 808 916</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>				
<i>Capital et réserves</i>	97 135	5	(1)	97 139
<i>Résultat de la période, part du Groupe</i>	8 173	-	-	8 173
<b>Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe</b>	<b>105 308</b>	<b>5</b>	<b>(1)</b>	<b>105 312</b>
<i>Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres</i>	2 145	(6)	-	2 140
<b>Total part du Groupe</b>	<b>107 453</b>	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>	<b>107 452</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>4 392</b>	<b>(121)</b>	<b>(2)</b>	<b>4 269</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS</b>	<b>111 845</b>	<b>(121)</b>	<b>(3)</b>	<b>111 721</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 164 713</b>	<b>(247 886)</b>	<b>3 810</b>	<b>1 920 637</b>

(\*) *Retraitement des entités contrôlées conjointement en intégration proportionnelle dans le périmètre prudentiel et mises en équivalence dans le périmètre comptable, des fonds de placements collectifs non consolidés dans le périmètre prudentiel, ainsi que des entités non régulées de BNP Paribas Real Estate et d'Arval mises en équivalence dans le périmètre prudentiel qui sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale dans le périmètre comptable.*

## Fonds propres pruden­tiels

Actualisation du tableau n° 14 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 301.

### ► FONDS PROPRES PRUDEN­TIELS

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2020 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(**)</sup>
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 : instruments et réserves</b>		
Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	27 133	27 133
<i>dont actions ordinaires</i>	27 133	27 133
Bénéfices non distribués	70 743	62 139
Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	1 211	2 139
Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	1 730	1 742
Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	1 679	3 888
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1) AVANT AJUSTEMENTS RÉGLEMENTAIRES</b>	<b>102 495</b>	<b>97 041</b>
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements réglementaires</b>	<b>(16 543)</b>	<b>(15 837)</b>
<b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>	<b>85 951</b>	<b>81 204</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments</b>	<b>10 860</b>	<b>9 258</b>
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires</b>	<b>(474)</b>	<b>(500)</b>
<b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)</b>	<b>10 386</b>	<b>8 758</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1 (T1 = CET1 + AT1)</b>	<b>96 338</b>	<b>89 962</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions</b>	<b>18 308</b>	<b>17 351</b>
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires</b>	<b>(4 059)</b>	<b>(3 598)</b>
<b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)</b>	<b>14 249</b>	<b>13 753</b>
<b>TOTAL DES FONDS PROPRES (TC = T1 + T2)</b>	<b>110 587</b>	<b>103 716</b>

(\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

(\*\*) Les données au 31 décembre 2019 prennent en compte en déduction des fonds propres pruden­tiels le versement d'un dividende qui était anticipé au titre du résultat 2019, finalement mis en réserve en 2020.

## Actifs pondérés et exigences de fonds propres

Actualisation du tableau n° 17 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 303.

### ► ACTIFS PONDÉRÉS ET EXIGENCES DE FONDS PROPRES (EU OV1)

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres
	30 juin 2020	31 décembre 2019	30 juin 2020
<b>1 Risque de crédit</b>	<b>528 314</b>	<b>524 231</b>	<b>42 265</b>
2 dont approche standard	196 340	210 490	15 707
4 dont approche basée sur les notations internes – avancée (AIRB)	279 989	259 552	22 399
5 dont participations en actions traitées en méthode de pondération simple	51 985	54 189	4 159
<b>6 Risque de contrepartie</b>	<b>38 951</b>	<b>29 520</b>	<b>3 116</b>
7 dont méthode de l'évaluation au prix du marché	3 437	2 682	275
10 dont méthode du modèle interne	30 783	23 221	2 463
11 dont CCP - contributions aux fonds de défaillance	1 435	1 323	115
12 dont CVA	3 296	2 294	264
<b>13 Risque de règlement</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>1</b>
<b>14 Positions de titrisation du portefeuille bancaire</b>	<b>13 912</b>	<b>10 510</b>	<b>1 113</b>
14a dont approche fondée sur les notations internes (SEC-IRBA)	11 324	4 324	906
14b dont approche standard (SEC-SA)	1 145	1 257	92
14c dont approche fondée sur les notations externes (SEC-ERBA)	1 443	177	115
15 dont approche fondée sur les notations (IRB)	-	781	-
16 dont méthode de la formule prudentielle (SFA)	-	3 571	-
18 dont approche standard	-	400	-
<b>19 Risque de marché</b>	<b>30 259</b>	<b>19 296</b>	<b>2 421</b>
20 dont approche standard	2 794	1 776	223
21 dont approche par modèle interne (IMA)	27 466	17 521	2 197
<b>23 Risque opérationnel</b>	<b>68 551</b>	<b>68 891</b>	<b>5 484</b>
24 dont approche de base	3 619	4 371	290
25 dont approche standard	10 804	10 243	864
26 dont approche par mesure avancée (AMA)	54 128	54 278	4 330
<b>27 Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)</b>	<b>15 525</b>	<b>16 376</b>	<b>1 242</b>
<b>29 TOTAL</b>	<b>695 522</b>	<b>668 828</b>	<b>55 642</b>

Depuis le 31 mars 2020, le Groupe applique pour le calcul des actifs pondérés au titre du risque de crédit les dispositions prévues dans le Règlement (UE) n° 2017/2395 sur les mesures transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9. Depuis le 30 juin 2020, le Groupe applique également les dispositions du Règlement (UE) n° 2020/875 complétant ces mesures transitoires.

Actualisation du tableau n° 19 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 305.

## ► ACTIFS PONDÉRÉS PAR TYPE DE RISQUE ET PAR MÉTIERS

	30 juin 2020						
	Retail Banking & Services		Corporate & Institutional Banking			Autres Activités	Total
	Domestic Markets	International Financial Services	Corporate Banking	Global Markets	Securities Services		
<i>En millions d'euros</i>							
Risque de crédit	205 667	181 577	107 616	8 295	2 421	22 739	528 314
Risque de contrepartie	3 296	1 006	484	32 467	1 569	129	38 951
Risque de règlement	-	-	-	8	-	-	8
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	3 259	457	5 837	3 833	-	527	13 912
Risque de marché	162	338	1 436	27 915	340	68	30 259
Risque opérationnel	19 746	19 269	10 455	14 569	3 954	558	68 551
Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)	1 808	6 038	20	521	55	7 082	15 525
<b>TOTAL</b>	<b>233 939</b>	<b>208 685</b>	<b>125 848</b>	<b>87 608</b>	<b>8 339</b>	<b>31 102</b>	<b>695 522</b>

	31 décembre 2019						
	Retail Banking & Services		Corporate & Institutional Banking			Autres Activités	Total
	Domestic Markets	International Financial Services	Corporate Banking	Global Markets	Securities Services		
<i>En millions d'euros</i>							
Risque de crédit	202 639	190 938	98 619	7 106	2 261	22 668	524 231
Risque de contrepartie	2 626	575	425	24 221	1 553	121	29 520
Risque de règlement	-	-	-	3	-	-	3
Positions de titrisation du portefeuille bancaire	2 337	291	5 317	2 433	-	133	10 510
Risque de marché	38	353	699	17 562	639	5	19 296
Risque opérationnel	20 969	18 413	10 433	15 033	3 498	544	68 891
Montants inférieurs aux seuils de déduction (pondérés à 250 %)	1 133	6 157	14	540	55	8 476	16 376
<b>TOTAL</b>	<b>229 741</b>	<b>216 727</b>	<b>115 507</b>	<b>66 899</b>	<b>8 006</b>	<b>31 947</b>	<b>668 828</b>

Actualisation du tableau n° 18 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 304.

## ► VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS PAR TYPE D'EFFETS

	31 décembre 2019	Type d'effets							Total Variation	30 juin 2020
		Volume des actifs	Qualité des actifs	Mise à jour des modèles	Méthodologie et réglementation	Acquisitions et cessions	Variation des taux de change	Autres		
<i>En millions d'euros</i>										
Risque de crédit	524 231	13 940	(6 430)	1 180	(2 714)	(1 449)	(5 454)	5 011	4 083	528 314
Risque de contrepartie	29 520	7 133	705	547	23	-	(34)	1 057	9 431	38 951
Risque de règlement	3	-	-	-	-	-	-	5	5	8
Position de titrisation du portefeuille bancaire	10 510	396	353	-	2 554	-	-	99	3 402	13 912
Risque de marché	19 296	8 593	2 633	(882)	-	0	-	619	10 963	30 259
Risque opérationnel	68 891	109	0	(109)	-	(338)	-	0	(340)	68 551
Montants inférieurs aux seuils de déductions (pondérés à 250 %)	16 376	298	(14)	-	(821)	(83)	-	(230)	(851)	15 525
<b>TOTAL</b>	<b>668 828</b>	<b>30 469</b>	<b>(2 753)</b>	<b>736</b>	<b>(958)</b>	<b>(1 871)</b>	<b>(5 488)</b>	<b>6 560</b>	<b>26 694</b>	<b>695 522</b>

Actualisation du tableau n° 30 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 340.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CRÉDIT PAR TYPE D'EFFETS (EU CR8)**

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
	Total	dont approche IRBA	Total	dont approche IRBA
<b>31 décembre 2019</b>	<b>524 231</b>	<b>259 552</b>	<b>41 938</b>	<b>20 764</b>
Volume des actifs	13 940	19 066	1 115	1 525
Qualité des actifs	(6 430)	(4 146)	(514)	(332)
Mise à jour des modèles	1 180	1 180	94	94
Méthodologie et réglementation	(2 714)	(659)	(217)	(53)
Acquisitions et cessions	(1 449)	1 950	(116)	156
Variation des taux de change	(5 454)	(1 407)	(436)	(113)
Autres	5 011	4 452	401	356
<b>30 JUIN 2020</b>	<b>528 314</b>	<b>279 989</b>	<b>42 265</b>	<b>22 399</b>

Actualisation du tableau n° 74 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 397.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR TYPE D'EFFETS (EU CCR7)**

En millions d'euros	Actifs pondérés		Exigences de fonds propres	
	Total	dont méthode du modèle interne	Total	dont méthode du modèle interne
<b>31 décembre 2019</b>	<b>29 520</b>	<b>23 221</b>	<b>2 362</b>	<b>1 858</b>
Volume des actifs	7 133	5 973	571	478
Qualité des actifs	705	1 104	56	88
Mise à jour des modèles	547	547	44	44
Méthodologie et réglementation	23	23	2	2
Acquisitions et cessions	-	-	-	-
Variation des taux de change	(34)	0	(3)	0
Autres	1 057	(84)	85	(7)
<b>30 JUIN 2020</b>	<b>38 951</b>	<b>30 783</b>	<b>3 116</b>	<b>2 463</b>

Actualisation du tableau n° 78 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 400.

► **VARIATION DES ACTIFS PONDÉRÉS DU RISQUE DE MARCHÉ (EU MR2-B)**

En millions d'euros	Actifs pondérés						Exigences de fonds propres - risque de marché
	VaR	SVaR	IRC(*)	CRM(**)	Approche standard	Total	
<b>31 décembre 2019</b>	<b>4 644</b>	<b>9 999</b>	<b>2 384</b>	<b>494</b>	<b>1 776</b>	<b>19 296</b>	<b>1 544</b>
Volume des actifs	1 936	5 277	899	72	409	8 593	687
Qualité des actifs	2 801	(168)	-	-	-	2 633	211
Mise à jour des modèles	(425)	(498)	41	-	-	(882)	(71)
Méthodologie et réglementation	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions	-	-	-	-	-	-	-
Variation des taux de change	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(23)	31	1	-	609	619	50
<b>30 JUIN 2020</b>	<b>8 934</b>	<b>14 640</b>	<b>3 326</b>	<b>566</b>	<b>2 794</b>	<b>30 259</b>	<b>2 421</b>

(\*) Incremental Risk Charge.

(\*\*) Comprehensive Risk Measure.

## Gestion des risques

Le contexte sanitaire a donné lieu à la mise en place de comités de crise réguliers à tous les niveaux du Groupe pour un suivi rapproché des impacts sur les risques de crédit, de marché, de liquidité, ainsi que du risque opérationnel et ICT (risque d'Information, Communication et Technologie), permettant une prise de décision rapide et adaptée au contexte évolutif.

Sur le risque de crédit, ce suivi rapproché a notamment conduit à la mise en place, au sein des pôles et des métiers, d'un suivi régulier des portefeuilles et des clients les plus exposés aux conséquences de l'épidémie de coronavirus, ainsi que des mesures prises par les États. En complément, un renfort des équipes de recouvrement a été mis en place.

La résilience opérationnelle du Groupe et des entités a été suivie et renforcée par l'activation des procédures de gestion de crise, incluant le contrôle des exceptions temporaires (*waivers*), l'adaptation des processus, le contrôle des dispositifs opérationnels et des systèmes d'information liés aux moratoires, ainsi que l'adaptation des plans de contrôle interne périodique.

## Risque de crédit

Actualisation à tableau n° 34 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 347.

### ► EXPOSITIONS AU RISQUE DE CRÉDIT SUR LES PORTEFEUILLES SOUVERAINS, INSTITUTIONS FINANCIÈRES, ENTREPRISES ET FINANCEMENTS SPÉCIALISÉS EN APPROCHE IRBA (EU CR6)

		30 juin 2020												
En millions d'euros	Fourchette de PD	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition totale	CCF moyen du hors-bilan	Valeur exposée au risque	PD moyenne	Nombre de débiteurs	LGD moyenne	Échéance résiduelle moyenne	Actifs pondérés <sup>(*)</sup>	RW moyen <sup>(*)</sup>	Perte attendue <sup>(**)</sup>	Provisions <sup>(**)</sup>
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15 %	406 557	1 192	407 750	53 %	407 767	0,02 %	100 à 1 000	1 %	2	1 826	0 %	2	
	0,15 à < 0,25 %	1 068	0	1 068	50 %	1 068	0,19 %	0 à 100	13 %	2	130	12 %	0	
	0,25 à < 0,50 %	1 722	201	1 923	55 %	1 833	0,29 %	0 à 100	21 %	3	454	25 %	1	
	0,50 à < 0,75 %	1 190	696	1 886	55 %	1 573	0,69 %	0 à 100	15 %	2	419	27 %	2	
	0,75 à < 2,50 %	774	9	783	73 %	781	1,31 %	0 à 100	25 %	1	359	46 %	2	
	2,50 à < 10,0 %	276	82	357	67 %	331	4,77 %	0 à 100	3 %	3	35	11 %	0	
	10,0 à < 100 %	426	256	682	72 %	610	13,11 %	0 à 100	6 %	4	189	31 %	6	
	100% (défaut)	106	4	110	55 %	108	100,00 %	0 à 100		1	99	92 %	9	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>412 119</b>	<b>2 440</b>	<b>414 559</b>	<b>56 %</b>	<b>414 070</b>	<b>0,07 %</b>		<b>2 %</b>	<b>2</b>	<b>3 512</b>	<b>1 %</b>	<b>23</b>	<b>(27)</b>
Établissements	0,00 à < 0,15 %	33 903	17 835	51 737	50 %	42 812	0,05 %	1 000 à 10 000	18 %	2	5 378	13 %	4	
	0,15 à < 0,25 %	1 461	1 371	2 832	50 %	2 154	0,19 %	100 à 1 000	34 %	2	700	33 %	1	
	0,25 à < 0,50 %	2 131	841	2 972	45 %	2 514	0,34 %	100 à 1 000	26 %	2	863	34 %	2	
	0,50 à < 0,75 %	907	359	1 266	29 %	1 015	0,65 %	100 à 1 000	21 %	2	431	42 %	1	
	0,75 à < 2,50 %	1 747	750	2 497	42 %	2 065	1,29 %	100 à 1 000	31 %	2	1 018	49 %	9	
	2,50 à < 10,0 %	390	296	685	48 %	532	4,15 %	100 à 1 000	41 %	2	673	124 %	9	
	10,0 à < 100 %	3	61	64	83 %	53	23,75 %	0 à 100	36 %	1	103	194 %	4	
	100% (défaut)	303	29	332	88 %	328	100,00 %	0 à 100		3	17	5 %	271	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>40 844</b>	<b>21 541</b>	<b>62 385</b>	<b>49 %</b>	<b>51 472</b>	<b>0,83 %</b>		<b>20 %</b>	<b>2</b>	<b>9 183</b>	<b>18 %</b>	<b>304</b>	<b>(313)</b>
Entreprises	0,00 à < 0,15 %	71 288	153 157	224 445	50 %	148 727	0,07 %	10 000 à 20 000	37 %	2	32 354	22 %	40	
	0,15 à < 0,25 %	39 856	34 710	74 567	46 %	55 874	0,18 %	1 000 à 10 000	35 %	2	19 441	35 %	36	
	0,25 à < 0,50 %	70 258	34 397	104 655	47 %	86 840	0,33 %	30 000 à 40 000	33 %	3	39 437	45 %	95	
	0,50 à < 0,75 %	21 402	16 714	38 116	36 %	27 592	0,68 %	20 000 à 30 000	26 %	3	13 806	47 %	48	
	0,75 à < 2,50 %	53 822	25 240	79 062	43 %	64 925	1,35 %	50 000 à 60 000	26 %	3	39 688	60 %	223	
	2,50 à < 10,0 %	38 686	16 622	55 308	44 %	46 187	4,43 %	40 000 à 50 000	32 %	3	49 635	102 %	895	
	10,0 à < 100 %	4 521	1 835	6 356	46 %	5 367	15,89 %	1 000 à 10 000	27 %	3	7 524	136 %	240	
	100% (défaut)	10 566	2 034	12 600	45 %	11 509	100,00 %	10 000 à 20 000		2	4 426	38 %	6 107	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>310 399</b>	<b>284 709</b>	<b>595 108</b>	<b>48 %</b>	<b>447 021</b>	<b>3,57 %</b>		<b>33 %</b>	<b>3</b>	<b>206 312</b>	<b>45 %</b>	<b>7 684</b>	<b>(7 220)</b>
<b>TOTAL</b>		<b>763 362</b>	<b>308 690</b>	<b>1 072 052</b>	<b>48 %</b>	<b>912 563</b>	<b>1,83 %</b>		<b>18 %</b>	<b>2</b>	<b>219 006</b>	<b>24 %</b>	<b>8 011</b>	<b>(7 560)</b>

(\*) y compris marge de conservatisme.

(\*\*) Les pertes attendues et les provisions ne sont pas des données directement comparables : les pertes attendues, évaluées à l'horizon d'un an, constituent des estimations statistiques sur la durée du cycle (Through The Cycle - TTC) tandis que les provisions pour risque de crédit sont évaluées conformément aux principes de la norme IFRS 9 (voir États financiers consolidés note 1.e.5).



31 décembre 2019														
En millions d'euros	Fourchette de PD	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition totale	CCF moyen du hors-bilan	Valeur exposée au risque	PD moyenne	Nombre de débiteurs	LGD moyenne	Échéance résiduelle moyenne	Actifs pondérés <sup>(*)</sup>	RW moyen <sup>(**)</sup>	Perte attendue <sup>(**)</sup>	Provisions <sup>(**)</sup>
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15 %	262 902	1 245	264 147	54 %	264 185	0,02 %	100 à 1 000	1 %	2	1 502	1 %	1	
	0,15 à < 0,25 %	721	1	722	50 %	721	0,18 %	0 à 100	13 %	2	72	10 %	-	
	0,25 à < 0,50 %	2 278	21	2 299	73 %	2 293	0,28 %	0 à 100	21 %	2	591	26 %	1	
	0,50 à < 0,75 %	1 088	666	1 753	55 %	1 453	0,69 %	0 à 100	15 %	2	380	26 %	2	
	0,75 à < 2,50 %	220	17	237	69 %	232	1,52 %	0 à 100	23 %	2	100	43 %	1	
	2,50 à < 10,0 %	448	101	549	70 %	519	6,17 %	0 à 100	4 %	3	80	15 %	1	
	10,0 à < 100 %	375	215	590	66 %	517	13,36 %	0 à 100	9 %	3	258	50 %	9	
	100% (défaut)	56	3	59	55 %	58	100,00 %	0 à 100		2	-	0 %	9	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>268 088</b>	<b>2 268</b>	<b>270 355</b>	<b>57 %</b>	<b>269 977</b>	<b>0,08 %</b>		<b>2 %</b>	<b>2</b>	<b>2 984</b>	<b>1 %</b>	<b>24</b>	<b>(27)</b>
Etablissements	0,00 à < 0,15 %	29 541	16 464	46 005	48 %	37 414	0,05 %	1 000 à 10 000	18 %	2	4 539	12 %	4	
	0,15 à < 0,25 %	1 925	1 261	3 185	52 %	2 581	0,19 %	100 à 1 000	34 %	2	882	34 %	2	
	0,25 à < 0,50 %	3 178	823	4 001	40 %	3 509	0,33 %	100 à 1 000	31 %	2	1 337	38 %	4	
	0,50 à < 0,75 %	870	410	1 280	33 %	1 007	0,64 %	100 à 1 000	17 %	2	420	42 %	1	
	0,75 à < 2,50 %	1 695	855	2 551	48 %	2 110	1,27 %	100 à 1 000	30 %	2	1 152	55 %	9	
	2,50 à < 10,0 %	344	302	646	45 %	483	4,10 %	100 à 1 000	38 %	2	620	128 %	7	
	10,0 à < 100 %	4	58	62	87 %	55	23,78 %	0 à 100	34 %	1	103	188 %	4	
	100% (défaut)	359	47	406	88 %	400	100,00 %	0 à 100		3	29	7 %	320	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>37 916</b>	<b>20 221</b>	<b>58 137</b>	<b>48 %</b>	<b>47 559</b>	<b>1,06 %</b>		<b>21 %</b>	<b>2</b>	<b>9 081</b>	<b>19 %</b>	<b>352</b>	<b>(359)</b>
Entreprises	0,00 à < 0,15 %	62 377	145 447	207 825	52 %	137 877	0,07 %	10 000 à 20 000	36 %	2	29 443	21 %	35	
	0,15 à < 0,25 %	36 622	33 238	69 860	47 %	52 175	0,18 %	1 000 à 10 000	35 %	2	17 732	34 %	33	
	0,25 à < 0,50 %	58 019	34 670	92 689	47 %	74 568	0,34 %	30 000 à 40 000	32 %	3	33 752	45 %	81	
	0,50 à < 0,75 %	20 071	18 819	38 890	34 %	26 649	0,68 %	20 000 à 30 000	26 %	3	13 462	51 %	47	
	0,75 à < 2,50 %	50 514	25 151	75 665	43 %	61 734	1,34 %	50 000 à 60 000	25 %	3	37 708	61 %	209	
	2,50 à < 10,0 %	33 746	17 899	51 644	48 %	42 409	4,37 %	40 000 à 50 000	31 %	3	44 978	106 %	588	
	10,0 à < 100 %	3 083	1 866	4 949	50 %	4 025	16,33 %	1 000 à 10 000	29 %	3	6 119	152 %	197	
	100% (défaut)	9 834	1 915	11 749	48 %	10 754	100,00 %	1 000 à 10 000		2	3 515	33 %	5 946	
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>274 266</b>	<b>279 006</b>	<b>553 272</b>	<b>48 %</b>	<b>410 190</b>	<b>3,59 %</b>		<b>32 %</b>	<b>3</b>	<b>186 710</b>	<b>46 %</b>	<b>7 135</b>	<b>(6 789)</b>
<b>TOTAL</b>		<b>580 270</b>	<b>301 494</b>	<b>881 764</b>	<b>48 %</b>	<b>727 726</b>	<b>2,12 %</b>		<b>20 %</b>	<b>2</b>	<b>198 775</b>	<b>27 %</b>	<b>7 511</b>	<b>(7 175)</b>

(\*) y compris marge de conservatisme.

(\*\*) Les pertes attendues et les provisions ne sont pas des données directement comparables : les pertes attendues, évaluées à l'horizon d'un an, constituent des estimations statistiques sur la durée du cycle (Through The Cycle - TTC) tandis que les provisions pour risque de crédit sont évaluées conformément aux principes de la norme IFRS 9 (voir États financiers consolidés note 1.e.5).



Actualisation du tableau n° 38 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 354.

## ► EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT EN APPROCHE STANDARD PAR CLASSE D'EXPOSITION STANDARD (EU CR4)

En millions d'euros	30 juin 2020							
	Exposition brute		Exposition nette de provisions		Valeur exposée au risque		Actifs pondérés	Densité des actifs pondérés
	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan		
Administrations centrales et banques centrales	36 522	23	36 475	23	41 429	8	5 685	14 %
Administrations régionales ou locales	2 948	3 136	2 943	3 135	2 885	726	768	21 %
Entités du secteur public	15 552	1 949	15 548	1 949	16 094	515	2 284	14 %
Banques multilatérales de développement	71	0	71	0	71	0	0	0 %
Organisations internationales	5	-	5	-	5	-	0	0 %
Établissements	10 741	1 076	10 731	1 066	11 893	538	3 685	30 %
Entreprises	80 796	35 257	80 295	35 101	70 484	12 604	70 038	84 %
Clientèle de détail	92 266	31 650	90 492	31 586	87 075	2 946	62 420	69 %
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	64 815	7 421	64 065	7 398	59 255	1 647	25 728	42 %
Expositions en défaut	10 609	449	4 696	410	4 569	105	5 126	110 %
Éléments présentant un risque particulièrement élevé(*)	518	635	512	631	445	313	1 124	148 %
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	-	475	-	475	-	173	62	36 %
Actions	-	730	-	730	-	146	146	100 %
Autres actifs risqués	25 452	395	25 452	395	25 452	198	18 836	73 %
<b>TOTAL</b>	<b>340 295</b>	<b>83 196</b>	<b>331 287</b>	<b>82 900</b>	<b>319 658</b>	<b>19 917</b>	<b>196 340</b>	<b>58 %</b>

(\*) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

En millions d'euros	31 décembre 2019							
	Exposition brute		Exposition nette de provisions		Valeur exposée au risque		Actifs pondérés	Densité des actifs pondérés
	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan	Exposition au bilan	Exposition hors-bilan		
Administrations centrales et banques centrales	29 487	31	29 449	31	32 018	10	5 962	19 %
Administrations régionales ou locales	3 098	2 818	3 093	2 817	3 023	658	809	22 %
Entités du secteur public	16 163	2 013	16 158	2 012	16 715	415	2 223	13 %
Banques multilatérales de développement	192	-	192	-	192	-	0	0 %
Organisations internationales	9	0	9	-	9	0	0	0 %
Établissements	9 290	1 523	9 278	1 513	10 435	677	4 410	40 %
Entreprises	84 042	34 478	83 620	34 357	75 962	13 094	76 063	85 %
Clientèle de détail	97 814	32 205	96 200	32 134	93 373	3 314	68 010	70 %
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	63 441	7 292	62 756	7 273	57 709	1 558	26 208	44 %
Expositions en défaut	10 453	373	4 518	350	4 381	84	4 882	109 %
Éléments présentant un risque particulièrement élevé(*)	504	683	499	680	493	340	1 245	149 %
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	-	533	-	533	-	149	59	40 %
Actions	-	782	-	782	-	156	156	100 %
Autres actifs risqués	28 314	-	28 314	-	28 314	-	20 462	72 %
<b>TOTAL</b>	<b>342 805</b>	<b>82 730</b>	<b>334 085</b>	<b>82 482</b>	<b>322 624</b>	<b>20 455</b>	<b>210 490</b>	<b>61 %</b>

(\*) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

Actualisation du tableau n° 39 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 355.

## ► VALEUR EXPOSÉE AU RISQUE DE CRÉDIT EN APPROCHE STANDARD (EU CR5)

Taux de pondération En millions d'euros	30 juin 2020									
	Valeur exposée au risque (bilan et hors-bilan)									
	0 %	20 %	35 %	50 %	75 %	100 %	150 %	Autres	Total	dont non-notés(*)
Administrations centrales et banques centrales	35 124	199	-	936	-	5 177	-	-	41 437	19 150
Administrations régionales ou locales	336	3 133	-	0	-	141	-	-	3 610	1 242
Entités du secteur public	11 136	3 975	-	17	-	1 481	-	-	16 608	11 112
Banques multilatérales de développement	71	-	-	-	-	-	-	-	71	-
Organisations internationales	5	0	-	-	-	-	-	-	5	5
Établissements	1 729	7 926	-	1 378	-	1 374	25	0	12 431	456
Entreprises	378	9 539	20	6 370	-	65 720	1 062	-	83 089	58 034
Clientèle de détail	-	-	2 349	0	87 673	-	-	-	90 021	90 021
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	0	32 194	20 451	4 599	3 607	52	-	60 902	41 763
Expositions en défaut	-	-	-	-	-	3 769	904	-	4 674	4 562
Éléments présentant un risque particulièrement élevé(**)	-	-	-	-	-	-	758	-	758	-
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	57	67	-	-	-	49	-	-	173	173
Actions	-	-	-	-	-	146	-	-	146	146
Autres actifs risqués	3 650	72	-	328	-	15 590	-	6 010	25 649	23 083
<b>TOTAL</b>	<b>52 487</b>	<b>24 912</b>	<b>34 563</b>	<b>29 479</b>	<b>92 272</b>	<b>97 052</b>	<b>2 800</b>	<b>6 010</b>	<b>339 575</b>	<b>249 749</b>

(\*) Expositions sur des contreparties ne faisant pas l'objet d'évaluation de crédit par les agences ou organismes de notation externes.

(\*\*) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

Taux de pondération En millions d'euros	31 décembre 2019									
	Valeur exposée au risque (bilan et hors-bilan)									
	0 %	20 %	35 %	50 %	75 %	100 %	150 %	Autres	Total	dont non-notés(*)
Administrations centrales et banques centrales	25 369	237	-	1 015	-	5 406	1	-	32 029	13 841
Administrations régionales ou locales	363	3 135	-	-	-	182	-	-	3 681	1 292
Entités du secteur public	11 436	4 315	-	38	-	1 341	-	-	17 130	11 623
Banques multilatérales de développement	192	-	-	-	-	-	-	-	192	-
Organisations internationales	9	-	-	-	-	-	-	-	9	9
Établissements	749	6 406	-	1 668	-	2 276	13	-	11 111	1 223
Entreprises	815	10 377	19	6 994	-	70 015	1 030	-	89 251	61 496
Clientèle de détail	-	-	-	-	96 687	-	-	-	96 687	96 687
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	-	-	31 887	19 394	5 406	2 560	19	-	59 266	40 744
Expositions en défaut	-	-	-	-	-	3 632	833	-	4 465	4 372
Éléments présentant un risque particulièrement élevé(**)	-	-	-	-	-	-	833	-	833	-
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	63	34	-	-	-	53	-	-	149	149
Actions	-	-	-	-	-	156	-	-	156	156
Autres actifs risqués	3 857	86	-	58	-	15 646	-	8 667	28 314	25 689
<b>TOTAL</b>	<b>42 853</b>	<b>24 590</b>	<b>31 906</b>	<b>29 168</b>	<b>102 093</b>	<b>101 267</b>	<b>2 730</b>	<b>8 667</b>	<b>343 274</b>	<b>257 282</b>

(\*) Expositions sur des contreparties ne faisant pas l'objet d'évaluation de crédit par les agences ou organismes de notation externes.

(\*\*) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

Actualisation du tableau n° 40 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 358.

► **PARTICIPATIONS EN ACTIONS EN METHODE DE PONDÉRATION SIMPLE (EU CR10)**

En millions d'euros	30 juin 2020						
	Exposition brute au bilan	Exposition brute hors-bilan	Exposition brute totale	Valeur exposée au risque	Taux de pondération	Actifs pondérés	Exigences de fonds propres
Capital investissement dans des portefeuilles diversifiés	1 900	988	2 889	2 394	190 %	4 549	364
Actions cotées	1 067	50	1 117	1 092	290 %	3 166	253
Autres expositions sur actions	11 865	200	12 065	11 965	370 %	44 270	3 542
<b>TOTAL</b>	<b>14 832</b>	<b>1 238</b>	<b>16 070</b>	<b>15 451</b>		<b>51 985</b>	<b>4 159</b>

En millions d'euros	31 décembre 2019						
	Exposition brute au bilan	Exposition brute hors-bilan	Exposition brute totale	Valeur exposée au risque	Taux de pondération	Actifs pondérés	Exigences de fonds propres
Capital investissement dans des portefeuilles diversifiés	2 271	956	3 227	2 749	190 %	5 224	418
Actions cotées	1 260	60	1 320	1 290	290 %	3 741	299
Autres expositions sur actions	12 106	234	12 339	12 223	370 %	45 224	3 618
<b>TOTAL</b>	<b>15 637</b>	<b>1 249</b>	<b>16 887</b>	<b>16 262</b>		<b>54 189</b>	<b>4 335</b>

Actualisation du tableau n° 41 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 358.

► **PARTICIPATIONS DANS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE (EU INS1)**

En millions d'euros	30 juin 2020	31 décembre 2019
Participations dans les entités d'assurance <sup>(*)</sup> (avant pondération à 370 %)	7 677	8 041
<b>TOTAL ACTIFS PONDÉRÉS</b>	<b>28 404</b>	<b>29 753</b>

(\*) Participations financières significatives dans les entités du secteur de l'assurance consolidées par mise en équivalence dans le périmètre prudentiel, bénéficiant des dispositions prévues à l'article 49 du Règlement (UE) n° 575/2013 relatif aux exemptions de déductions des fonds propres prudentiels des participations dans les sociétés d'assurance. Compte tenu des dispositions prévues à l'article 48 du Règlement (UE) n° 575/2013, une déduction éventuelle des fonds propres prudentiels aurait un impact limité avec une diminution inférieure à 10 points de base du ratio CET1.

Actualisation du tableau n° 43 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 360.

## ► EXPOSITIONS PERFORMANTES ET NON PERFORMANTES ET PROVISIONS CORRESPONDANTES (EU NPL4)

En millions d'euros	30 juin 2020											
	Valeur brute comptable						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions					
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non performantes		
		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>1 170 646</b>	<b>1 090 973</b>	<b>79 673</b>	<b>34 880</b>	<b>3 261</b>	<b>31 619</b>	<b>(4 858)</b>	<b>(2 058)</b>	<b>(2 800)</b>	<b>(17 577)</b>	<b>(490)</b>	<b>(17 087)</b>
Banques centrales	286 999	286 656	343	-	-	-	(13)	(13)	-	-	-	-
Administrations publiques	29 392	28 062	1 330	497	358	139	(20)	(7)	(13)	(36)	(7)	(29)
Établissements de crédit	37 281	36 879	402	92	3	89	(20)	(15)	(5)	(83)	-	(83)
Autres sociétés financières	71 781	68 004	3 777	1 318	7	1 311	(181)	(81)	(100)	(929)	-	(929)
Sociétés non financières	423 645	378 331	45 314	17 427	730	16 697	(1 933)	(803)	(1 130)	(8 706)	(15)	(8 691)
dont PME	114 123	97 909	16 214	6 918	207	6 711	(802)	(320)	(482)	(3 228)	(5)	(3 223)
Ménages	321 548	293 041	28 507	15 546	2 163	13 383	(2 691)	(1 139)	(1 552)	(7 823)	(468)	(7 355)
<b>Titres de créances</b>	<b>193 529</b>	<b>192 751</b>	<b>778</b>	<b>479</b>	-	<b>479</b>	<b>(82)</b>	<b>(35)</b>	<b>(47)</b>	<b>(277)</b>	-	<b>(277)</b>
Banques centrales	5 036	4 996	40	1	-	1	(4)	-	(4)	(1)	-	(1)
Administrations publiques	147 903	147 791	112	-	-	-	(33)	(27)	(6)	-	-	-
Établissements de crédit	17 692	17 641	51	102	-	102	(1)	(1)	-	(102)	-	(102)
Autres sociétés financières	19 529	18 978	551	133	-	133	(36)	(6)	(30)	(63)	-	(63)
Sociétés non financières	3 369	3 345	24	243	-	243	(8)	(1)	(7)	(111)	-	(111)
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>487 725</b>	<b>470 605</b>	<b>17 120</b>	<b>2 713</b>	<b>1</b>	<b>2 712</b>	<b>(559)</b>	<b>(294)</b>	<b>(265)</b>	<b>(356)</b>	-	<b>(356)</b>
Banques centrales	15 646	15 601	45	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	25 811	25 005	806	40	-	40	(8)	(3)	(5)	(13)	-	(13)
Établissements de crédit	21 029	20 556	473	8	-	8	(17)	(5)	(12)	-	-	-
Autres sociétés financières	63 955	62 178	1 777	86	-	86	(28)	(16)	(12)	(14)	-	(14)
Sociétés non financières	301 119	289 264	11 855	2 388	-	2 388	(390)	(212)	(178)	(326)	-	(326)
Ménages	60 165	58 001	2 164	191	1	190	(116)	(58)	(58)	(3)	-	(3)
<b>TOTAL</b>	<b>1 851 900</b>	<b>1 754 329</b>	<b>97 571</b>	<b>38 072</b>	<b>3 262</b>	<b>34 810</b>	<b>(5 499)</b>	<b>(2 387)</b>	<b>(3 112)</b>	<b>(18 210)</b>	<b>(490)</b>	<b>(17 720)</b>

En millions d'euros	31 décembre 2019											
	Valeur brute comptable						Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions					
	Expositions performantes			Expositions non performantes			Expositions performantes			Expositions non performantes		
		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3		dont strate 1	dont strate 2		dont strate 1 et strate 2	dont strate 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>992 643</b>	<b>916 056</b>	<b>76 587</b>	<b>33 314</b>	<b>3 050</b>	<b>30 264</b>	<b>(4 310)</b>	<b>(1 620)</b>	<b>(2 690)</b>	<b>(17 051)</b>	<b>(489)</b>	<b>(16 562)</b>
Banques centrales	154 017	153 586	431	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	34 855	33 014	1 841	266	135	131	(26)	(7)	(19)	(34)	(8)	(26)
Établissements de crédit	18 961	18 565	396	96	3	93	(8)	(6)	(2)	(80)	-	(80)
Autres sociétés financières	72 619	69 567	3 052	1 354	6	1 348	(143)	(61)	(82)	(884)	-	(884)
Sociétés non financières	386 707	345 889	40 818	16 477	610	15 867	(1 597)	(638)	(959)	(8 420)	(11)	(8 409)
dont PME	113 081	96 420	16 661	7 021	145	6 876	(762)	(279)	(483)	(3 289)	(4)	(3 285)
Ménages	325 484	295 435	30 049	15 121	2 296	12 825	(2 536)	(908)	(1 628)	(7 633)	(470)	(7 163)
<b>Titres de créances</b>	<b>165 449</b>	<b>164 434</b>	<b>1 015</b>	<b>483</b>	-	<b>483</b>	<b>(74)</b>	<b>(35)</b>	<b>(39)</b>	<b>(282)</b>	-	<b>(282)</b>
Banques centrales	3 368	3 324	44	1	-	1	(2)	(1)	(1)	(2)	-	(2)
Administrations publiques	127 683	127 548	135	-	-	-	(28)	(22)	(6)	-	-	-
Établissements de crédit	11 809	11 758	51	117	-	117	-	-	-	(112)	-	(112)
Autres sociétés financières	18 138	17 415	723	93	-	93	(35)	(10)	(25)	(45)	-	(45)
Sociétés non financières	4 451	4 389	62	272	-	272	(9)	(2)	(7)	(123)	-	(123)
<b>Expositions hors bilan</b>	<b>480 031</b>	<b>463 578</b>	<b>16 453</b>	<b>2 527</b>	<b>1</b>	<b>2 526</b>	<b>(484)</b>	<b>(259)</b>	<b>(225)</b>	<b>(334)</b>	<b>(1)</b>	<b>(333)</b>
Banques centrales	16 851	16 771	80	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administrations publiques	24 963	24 156	807	28	-	28	(4)	(1)	(3)	(12)	-	(12)
Établissements de crédit	20 436	19 855	581	19	-	19	(19)	(5)	(14)	-	-	-
Autres sociétés financières	68 687	67 827	860	85	-	85	(22)	(16)	(6)	(19)	-	(19)
Sociétés non financières	288 416	276 543	11 873	2 260	-	2 260	(322)	(175)	(147)	(299)	-	(299)
Ménages	60 678	58 426	2 252	135	1	134	(117)	(62)	(55)	(4)	(1)	(3)
<b>TOTAL</b>	<b>1 638 123</b>	<b>1 544 068</b>	<b>94 055</b>	<b>36 324</b>	<b>3 051</b>	<b>33 273</b>	<b>(4 868)</b>	<b>(1 914)</b>	<b>(2 954)</b>	<b>(17 667)</b>	<b>(490)</b>	<b>(17 177)</b>

Actualisation du tableau n° 46 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 366.

## ► EXPOSITIONS ET PROVISIONS PAR CLASSE D'EXPOSITION (EU CR1-A)

En millions d'euros	30 juin 2020					
	Expositions en défaut	Expositions saines	Exposition brute	Provisions de strate 3	Provisions de strates 1 et 2	Exposition nette de provisions
			Total			
Administrations centrales et banques centrales	110	414 449	414 559	(9)	(18)	414 533
Établissements	332	62 053	62 385	(271)	(42)	62 072
Entreprises	12 600	582 508	595 108	(5 988)	(1 232)	587 887
<i>dont financement spécialisé</i>	1 230	62 267	63 497	(537)	(83)	62 876
<i>dont PME</i>	2 537	40 401	42 938	(1 373)	(244)	41 321
Clientèle de détail	10 119	269 535	279 654	(5 172)	(1 434)	273 048
<i>dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier</i>	3 619	176 751	180 370	(1 057)	(206)	179 108
<i>dont PME</i>	499	11 251	11 750	(147)	(53)	11 550
<i>dont non-PME</i>	3 120	165 500	168 620	(909)	(153)	167 558
<i>dont expositions renouvelables</i>	1 131	16 194	17 325	(814)	(269)	16 242
<i>dont autres clientèle de détail</i>	5 368	76 590	81 959	(3 302)	(959)	77 698
<i>dont PME</i>	2 441	29 926	32 366	(1 353)	(264)	30 749
<i>dont non-PME</i>	2 928	46 665	49 592	(1 948)	(695)	46 949
Autres actifs risqués	-	1 121	1 121	-	-	1 121
<b>TOTAL APPROCHE IRBA</b>	<b>23 161</b>	<b>1 329 667</b>	<b>1 352 827</b>	<b>(11 440)</b>	<b>(2 726)</b>	<b>1 338 661</b>
Administrations centrales et banques centrales	4	36 546	36 550	(2)	(45)	36 503
Administrations régionales ou locales	34	6 084	6 118	(8)	(5)	6 105
Entités du secteur public	20	17 501	17 521	(5)	(3)	17 513
Banques multilatérales de développement	-	71	71	-	-	71
Organisations internationales	-	5	5	-	-	5
Établissements	10	11 816	11 826	(6)	(18)	11 802
Entreprises	2 462	116 053	118 515	(1 450)	(567)	116 498
<i>dont PME</i>	824	23 101	23 926	(485)	(183)	23 258
Clientèle de détail	5 657	123 917	129 574	(3 511)	(1 782)	124 281
<i>dont PME</i>	1 723	30 206	31 929	(975)	(304)	30 651
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	2 849	72 236	75 085	(1 140)	(743)	73 202
<i>dont PME</i>	974	21 704	22 678	(417)	(200)	22 062
Expositions en défaut	-	-	-	-	-	-
Éléments présentant un risque particulièrement élevé(*)	21	1 153	1 174	(10)	(9)	1 155
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	-	475	475	-	-	475
Actions	-	730	730	-	-	730
Autres actifs risqués	-	25 847	25 847	-	-	25 847
<b>TOTAL APPROCHE STANDARD</b>	<b>11 057</b>	<b>412 434</b>	<b>423 491</b>	<b>(6 132)</b>	<b>(3 172)</b>	<b>414 187</b>
<b>TOTAL</b>	<b>34 218</b>	<b>1 742 100</b>	<b>1 776 318</b>	<b>(17 572)</b>	<b>(5 897)</b>	<b>1 752 849</b>

(\*) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.

En millions d'euros	31 décembre 2019					
	Exposition brute			Provisions de strate 3	Provisions de strates 1 et 2	Exposition nette de provisions
	Expositions en défaut	Expositions saines	Total			
Administrations centrales et banques centrales	59	270 296	270 355	(9)	(18)	270 328
Établissements	406	57 731	58 137	(320)	(39)	57 778
Entreprises	11 749	541 523	553 272	(5 804)	(985)	546 483
<i>dont financement spécialisé</i>	1 034	60 589	61 623	(496)	(57)	61 070
<i>dont PME</i>	2 723	35 854	38 578	(1 468)	(233)	36 877
Clientèle de détail	9 589	263 904	273 493	(4 877)	(1 318)	267 298
<i>dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier</i>	3 608	174 149	177 757	(1 075)	(203)	176 479
<i>dont PME</i>	570	11 214	11 784	(183)	(50)	11 551
<i>dont non-PME</i>	3 039	162 935	165 974	(892)	(154)	164 928
<i>dont expositions renouvelables</i>	1 059	16 780	17 839	(762)	(267)	16 810
<i>dont autres clientèle de détail</i>	4 921	72 976	77 897	(3 041)	(407)	74 449
<i>dont PME</i>	2 300	25 985	28 285	(1 247)	(220)	26 818
<i>dont non-PME</i>	2 621	46 991	49 612	(1 794)	(628)	47 190
Autres actifs risqués	-	459	459	-	-	459
<b>TOTAL APPROCHE IRBA</b>	<b>21 803</b>	<b>1 133 913</b>	<b>1 155 716</b>	<b>(11 010)</b>	<b>(2 360)</b>	<b>1 142 346</b>
Administrations centrales et banques centrales	2	29 518	29 520	(2)	(36)	29 482
Administrations régionales ou locales	34	5 916	5 950	(7)	(5)	5 938
Entités du secteur public	7	18 176	18 183	(2)	(5)	18 176
Banques multilatérales de développement	-	192	192	-	-	192
Organisations internationales	-	9	9	-	-	9
Établissements	13	10 813	10 826	(5)	(21)	10 800
Entreprises	2 432	118 520	120 952	(1 362)	(491)	119 099
<i>dont PME</i>	999	26 482	27 481	(544)	(188)	26 749
Clientèle de détail	5 577	130 019	135 596	(3 552)	(1 644)	130 400
<i>dont PME</i>	1 741	31 750	33 492	(982)	(306)	32 204
Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	2 696	70 732	73 429	(1 105)	(689)	71 635
<i>dont PME</i>	923	20 636	21 559	(405)	(194)	20 960
Expositions en défaut						
Éléments présentant un risque particulièrement élevé <sup>(*)</sup>	63	1 187	1 250	(37)	(7)	1 206
Expositions sous la forme de parts ou d'actions d'OPC	-	533	533	-	-	533
Actions	-	782	782	-	-	782
Autres actifs risqués	-	28 314	28 314	-	-	28 314
<b>TOTAL APPROCHE STANDARD</b>	<b>10 826</b>	<b>414 710</b>	<b>425 536</b>	<b>(6 072)</b>	<b>(2 897)</b>	<b>416 567</b>
<b>TOTAL</b>	<b>32 629</b>	<b>1 548 623</b>	<b>1 581 252</b>	<b>(17 082)</b>	<b>(5 257)</b>	<b>1 558 913</b>

(\*) Expositions dans le secteur de la promotion immobilière dont le niveau de risque peut être influencé par les conditions de marché.



Actualisation du tableau n° 47 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 368.

## ► VENTILATION GÉOGRAPHIQUE DES EXPOSITIONS ET DES PROVISIONS (EU CR1-C)

		30 juin 2020					
		Exposition brute			Provisions de strate 3	Provisions de strates 1 et 2	Exposition nette de provision
En millions d'euros		Expositions en défaut	Expositions saines	Total			
<b>Europe<sup>(*)</sup></b>		<b>27 568</b>	<b>1 276 383</b>	<b>1 303 951</b>	<b>(14 125)</b>	<b>(4 485)</b>	<b>1 285 341</b>
	France	8 278	518 406	526 684	(4 813)	(1 824)	520 047
	Belgique	2 775	190 875	193 649	(1 026)	(281)	192 342
	Luxembourg	315	60 001	60 315	(96)	(58)	60 161
	Italie	10 058	154 197	164 254	(5 285)	(978)	157 991
	Royaume-Uni	1 562	85 237	86 800	(768)	(223)	85 809
	Allemagne	1 106	73 608	74 714	(522)	(296)	73 896
	Pays-Bas	183	33 631	33 814	(101)	(50)	33 663
	Autres pays d'Europe	3 292	160 428	163 720	(1 514)	(776)	161 430
<b>Amérique du Nord</b>		<b>1 518</b>	<b>246 613</b>	<b>248 131</b>	<b>(470)</b>	<b>(643)</b>	<b>247 019</b>
<b>Asie Pacifique</b>		<b>501</b>	<b>129 973</b>	<b>130 474</b>	<b>(193)</b>	<b>(89)</b>	<b>130 192</b>
	Japon	52	44 896	44 948	(1)	(9)	44 937
	Asie du Nord	18	35 318	35 336	(7)	(47)	35 282
	Asie du Sud-Est (ASEAN)	127	27 049	27 176	(106)	(19)	27 051
	Péninsule indienne et Pacifique	304	22 710	23 014	(79)	(13)	22 922
<b>Reste du Monde</b>		<b>4 630</b>	<b>89 132</b>	<b>93 762</b>	<b>(2 785)</b>	<b>(680)</b>	<b>90 298</b>
	Turquie	755	22 667	23 422	(459)	(207)	22 756
	Bassin Méditerranéen	951	11 066	12 017	(612)	(173)	11 232
	Pays du Golfe - Afrique	1 687	19 850	21 537	(939)	(167)	20 431
	Amérique latine	402	18 212	18 614	(230)	(77)	18 308
	Autres pays	836	17 336	18 172	(545)	(56)	17 571
<b>TOTAL</b>		<b>34 218</b>	<b>1 742 100</b>	<b>1 776 318</b>	<b>(17 572)</b>	<b>(5 897)</b>	<b>1 752 849</b>

(\*) Sur le périmètre de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

		31 décembre 2019					
		Exposition brute			Provisions de strate 3	Provisions de strates 1 et 2	Exposition nette de provision
En millions d'euros		Expositions en défaut	Expositions saines	Total			
<b>Europe<sup>(*)</sup></b>		<b>26 604</b>	<b>1 144 755</b>	<b>1 171 359</b>	<b>(13 692)</b>	<b>(4 065)</b>	<b>1 153 602</b>
	France	8 026	466 426	474 451	(4 646)	(1 744)	468 061
	Belgique	2 660	168 495	171 155	(964)	(247)	169 944
	Luxembourg	258	40 853	41 111	(88)	(45)	40 978
	Italie	10 085	147 876	157 961	(5 367)	(899)	151 695
	Royaume-Uni	1 339	77 900	79 239	(747)	(162)	78 330
	Allemagne	925	64 399	65 324	(491)	(238)	64 595
	Pays-Bas	214	29 810	30 024	(93)	(26)	29 905
	Autres pays d'Europe	3 096	148 998	152 094	(1 296)	(704)	150 094
<b>Amérique du Nord</b>		<b>1 406</b>	<b>218 161</b>	<b>219 566</b>	<b>(503)</b>	<b>(436)</b>	<b>218 627</b>
<b>Asie Pacifique</b>		<b>300</b>	<b>95 756</b>	<b>96 056</b>	<b>(162)</b>	<b>(66)</b>	<b>95 828</b>
	Japon	0	19 497	19 497	0	(3)	19 494
	Asie du Nord	11	34 514	34 525	(8)	(34)	34 483
	Asie du Sud-Est (ASEAN)	139	21 372	21 511	(93)	(16)	21 402
	Péninsule indienne et Pacifique	149	20 374	20 523	(61)	(12)	20 450
<b>Reste du Monde</b>		<b>4 320</b>	<b>89 951</b>	<b>94 270</b>	<b>(2 725)</b>	<b>(691)</b>	<b>90 854</b>
	Turquie	796	22 723	23 520	(446)	(217)	22 857
	Bassin Méditerranéen	935	11 410	12 345	(609)	(168)	11 568
	Pays du Golfe - Afrique	1 553	20 123	21 676	(864)	(137)	20 675
	Amérique latine	325	18 749	19 074	(243)	(103)	18 728
	Autres pays	711	16 945	17 656	(563)	(66)	17 027
<b>TOTAL</b>		<b>32 629</b>	<b>1 548 623</b>	<b>1 581 252</b>	<b>(17 082)</b>	<b>(5 257)</b>	<b>1 558 913</b>

(\*) Sur le périmètre de l'Union européenne et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Actualisation du tableau n° 48 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 370.

## ► VENTILATION SECTORIELLE DES EXPOSITIONS ET DES PROVISIONS DE STRATE 3 (EU CR1-B)

En millions d'euros	30 juin 2020			
	Exposition brute			Provisions de strate 3
	Expositions en défaut	Expositions saines	Total	
Agroalimentaire	1 172	39 987	41 160	(526)
Assurance	18	16 254	16 272	(6)
Chimie hors pharmacie	93	16 083	16 175	(40)
Construction - BTP	3 506	34 338	37 844	(1 712)
Distribution	1 312	45 466	46 779	(693)
Énergies hors électricité	996	29 048	30 044	(521)
Équipements hors informatique-électronique	916	48 956	49 872	(508)
Finance	1 072	438 400	439 472	(816)
Immobilier	3 231	95 895	99 126	(1 458)
Informatique & Matériel électroniques	208	25 706	25 914	(95)
Minerais, métaux & matériaux (y compris ciment, emballages, etc.)	936	30 861	31 797	(473)
Négoce & Commerce de gros	1 792	55 320	57 112	(1 244)
Particuliers	13 131	393 063	406 194	(6 818)
Santé & Pharmacie	219	24 963	25 182	(112)
Services aux collectivités (électricité, gaz, eau, etc.)	589	42 370	42 959	(162)
Services aux entreprises	1 292	77 742	79 033	(816)
Services de communications	141	20 444	20 584	(72)
Souverains	134	161 486	161 619	(37)
Transport & Logistique	1 628	76 324	77 952	(481)
Autres	1 831	69 394	71 225	(981)
<b>TOTAL</b>	<b>34 218</b>	<b>1 742 100</b>	<b>1 776 318</b>	<b>(17 572)</b>

En millions d'euros	31 décembre 2019			
	Exposition brute			Provisions de strate 3
	Expositions en défaut	Expositions saines	Total	
Agroalimentaire	1 248	38 341	39 589	(557)
Assurance	19	15 383	15 403	(7)
Chimie hors pharmacie	67	14 402	14 469	(53)
Construction - BTP	3 493	30 938	34 431	(1 644)
Distribution	1 294	42 864	44 158	(689)
Énergies hors électricité	787	24 395	25 182	(527)
Équipements hors informatique-électronique	791	43 560	44 351	(436)
Finance	955	298 999	299 954	(805)
Immobilier	3 158	93 749	96 907	(1 416)
Informatique & Matériel électroniques	203	23 546	23 750	(94)
Minerais, métaux & matériaux (y compris ciment, emballages, etc.)	857	30 047	30 905	(452)
Négoce & Commerce de gros	1 961	59 930	61 891	(1 281)
Particuliers	12 398	399 769	412 167	(6 639)
Santé & Pharmacie	150	23 297	23 447	(58)
Services aux collectivités (électricité, gaz, eau, etc.)	742	39 789	40 532	(177)
Services aux entreprises	1 137	80 872	82 009	(730)
Services de communications	140	19 067	19 207	(51)
Souverains	126	141 583	141 708	(33)
Transport & Logistique	1 350	66 743	68 093	(489)
Autres	1 751	61 348	63 099	(945)
<b>TOTAL</b>	<b>32 629</b>	<b>1 548 623</b>	<b>1 581 252</b>	<b>(17 082)</b>

► EXPOSITIONS SUJETTES À MORATOIRES<sup>(1)</sup> LÉGISLATIFS ET NON-LÉGISLATIFS

En millions d'euros	30 juin 2020														
	Valeur brute comptable							Dépréciations cumulées, variations négatives cumulées de la juste valeur dues au risque de crédit et provisions							Valeur brute comptable - entrées en portefeuilles non performants
	Expositions performantes				Expositions non performantes			Expositions performantes				Expositions non performantes			
		dont créances restructurées	dont stage 2		dont créances restructurées	dont paiement improbable mais non en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours		dont créances restructurées	dont stage 2		dont créances restructurées	dont paiement improbable mais non en souffrance ou en souffrance ≤ 90 jours			
<b>Prêts et créances sujets à moratoires</b>	<b>54 847</b>	<b>54 278</b>	<b>1 546</b>	<b>8 606</b>	<b>569</b>	<b>181</b>	<b>221</b>	<b>(678)</b>	<b>(585)</b>	<b>(43)</b>	<b>(378)</b>	<b>(93)</b>	<b>(35)</b>	<b>(28)</b>	<b>164</b>
dont ménages	17 150	16 768	366	2 958	382	111	161	(298)	(233)	(11)	(152)	(65)	(28)	(19)	93
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel	8 373	8 157	133	1 467	216	22	85	(66)	(46)	(3)	(39)	(20)	(3)	(8)	11
dont sociétés non financières	35 907	35 724	1 122	5 378	183	70	60	(362)	(338)	(31)	(218)	(24)	(7)	(9)	72
dont PME	20 677	20 536	806	3 593	141	50	56	(271)	(250)	(23)	(168)	(22)	(6)	(9)	55
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial	8 563	8 513	191	1 384	50	27	35	(28)	(24)	(1)	(14)	(4)	(2)	(3)	5

En réponse à la crise sanitaire, le Groupe a accordé à ses clients des moratoires qui consistent le plus souvent en des reports d'échéances de quelques mois. Au 30 juin 2020, l'exposition du Groupe sur des prêts sujets à moratoires<sup>(1)</sup> s'élève à 54,8 milliards d'euros.

La répartition des maturités résiduelles des moratoires reflète les dispositions prises dans les pays où le Groupe exerce son activité. Au 30 juin 2020, 92 % des moratoires ont une maturité résiduelle inférieure à six mois.

Au 30 juin 2020, les moratoires ont été accordés à des ménages à hauteur de 17,1 milliards d'euros et à des entreprises non financières à hauteur de 35,9 milliards d'euros.

► EXPOSITIONS SUJETTES À MORATOIRES<sup>(1)</sup> LÉGISLATIFS ET NON-LÉGISLATIFS PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DU MORATOIRE

En millions d'euros	30 juin 2020									
	Nombre de débiteurs	Valeur brute comptable								
		dont moratoires législatifs	dont moratoires expirés	Maturité résiduelle du moratoire						
				≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 6 mois	> 6 mois ≤ 9 mois	> 9 mois ≤ 12 mois	> 12 mois		
<b>Prêts et créances pour lesquels un moratoire a été proposé</b>	<b>944 306</b>	<b>59 119</b>								
<b>Prêts et créances sujets à moratoire</b>	<b>915 940</b>	<b>54 847</b>	<b>12 203</b>	<b>3 216</b>	<b>39 549</b>	<b>10 690</b>	<b>807</b>	<b>299</b>	<b>286</b>	
dont ménages		17 150	4 364	623	12 599	3 521	80	171	156	
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel		8 373	2 190	410	4 853	2 777	61	167	103	
dont sociétés non financières		35 907	7 776	2 536	25 517	6 939	660	125	131	
dont PME		20 677	5 429	1 074	15 564	3 882	57	40	59	
dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial		8 563	2 976	306	5 528	2 638	90	0	0	

<sup>1</sup> Moratoires qualifiés de « mesure générale COVID-19 » selon les critères définis dans les orientations de l'EBA publiées le 2 avril 2020.

## ► PRÊTS ET CRÉANCES SUJETS AUX MÉCANISMES DE GARANTIES PUBLIQUES

En millions d'euros	30 juin 2020			
	Valeur brute comptable	dont créances restructurées	Garanties publiques reçues	Valeur brute comptable - entrées en portefeuilles non performants
<b>Prêts et créances sujet aux mécanismes de garanties publiques</b>	<b>16 114</b>	<b>17</b>	<b>14 277</b>	<b>1</b>
dont ménages	558			0
<i>dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier résidentiel</i>	20			-
dont sociétés non financières	14 766	16	13 098	0
<i>dont PME</i>	9 880			0
<i>dont expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier commercial</i>	107			-

Au 30 juin 2020, le montant total de prêts sujets aux mécanismes de garanties publiques accordés par le Groupe, principalement en France aux États-Unis, s'élève à 16,1 milliards d'euros, pour un montant de garanties correspondantes de 14,3 milliards d'euros. La maturité résiduelle de ces garanties est pour l'essentiel comprise entre six mois et un an. Au 30 juin 2020, les prêts garantis par l'état sont répartis sur l'ensemble des secteurs.

## Risque de contrepartie

Actualisation du tableau n° 63 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 389.

### ► VALEUR EXPOSÉE AU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR CLASSE D'EXPOSITION (HORS RISQUE SUR CVA)

Valeur exposée au risque En millions d'euros	30 juin 2020			31 décembre 2019			Variation Total
	Approche IRBA	Approche Standard	Total	Approche IRBA	Approche Standard	Total	
<b>Risque de contrepartie bilatéral</b>	<b>174 796</b>	<b>1 875</b>	<b>176 672</b>	<b>125 501</b>	<b>1 259</b>	<b>126 761</b>	<b>49 911</b>
Administrations centrales et banques centrales	57 614	51	57 666	37 751	2	37 753	19 913
Entreprises	89 331	1 534	90 865	67 660	978	68 638	22 227
Établissements <sup>(*)</sup>	27 851	277	28 128	20 091	246	20 336	7 792
Clientèle de détail	0	13	13	0	33	33	(20)
<b>Expositions sur CCP liées aux activités de compensation</b>	<b>3 441</b>	<b>43 791</b>	<b>47 233</b>	<b>3 736</b>	<b>36 580</b>	<b>40 316</b>	<b>6 917</b>
<b>TOTAL</b>	<b>178 238</b>	<b>45 667</b>	<b>223 904</b>	<b>129 238</b>	<b>37 839</b>	<b>167 077</b>	<b>56 827</b>

(\*) La classe d'exposition « Établissements » correspond aux établissements de crédit et entreprises d'investissement y compris ceux reconnus de pays tiers. En outre cette classe regroupe certaines expositions sur des administrations régionales et locales, des entités du secteur public et des banques multilatérales de développement qui ne sont pas traitées comme des administrations centrales.

Actualisation du tableau n° 64 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 389.

### ► VENTILATION DU RISQUE DE CONTREPARTIE PAR TYPE DE PRODUIT (HORS RISQUE SUR CVA)

Valeur exposée au risque En millions d'euros	30 juin 2020			31 décembre 2019		
	Risque de contrepartie bilatéral	Expositions sur CCP liées aux activités de compensation	Total	Risque de contrepartie bilatéral	Expositions sur CCP liées aux activités de compensation	Total
Dérivés de gré à gré	98 248 91,0 %	9 729 9,0 %	107 977	83 142 91,7 %	7 570 8,3 %	90 712
Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres	78 424 92,3 %	6 561 7,7 %	84 985	43 619 88,2 %	5 834 11,8 %	49 453
Dérivés listés		26 128 100,0 %	26 128		23 108 100,0 %	23 108
Contributions au fonds de défaillance des CCP		4 815 100,0 %	4 815		3 804 100,0 %	3 804
<b>TOTAL</b>	<b>176 672 78,9 %</b>	<b>47 233 21,1 %</b>	<b>223 904</b>	<b>126 761 75,9 %</b>	<b>40 316 24,1 %</b>	<b>167 077</b>

Actualisation du tableau n° 65 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 390.

### ► EXPOSITION AU RISQUE DE CONTREPARTIE BILATÉRALE PAR MÉTHODE DE CALCUL DE LA VALEUR EXPOSÉE AU RISQUE (EU CCR1)

En millions d'euros	30 juin 2020						
	NPV <sup>(**)</sup> + Add-on	EEPE <sup>(***)</sup>	Coefficient multiplicateur	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	dont approche standard	dont approche IRBA
Méthode de l'évaluation au prix du marché	2 457			1 934	1 682	1 646	37
Méthode du modèle interne (IMM)		109 211	1,6	174 737	30 783	2	30 781
dont SFT <sup>(*)</sup>		49 015	1,6	78 424	5 197	1	5 196
dont dérivés et transactions à règlement différé		60 196	1,6	96 313	25 586	1	25 585
<b>TOTAL</b>				<b>176 672</b>	<b>32 466</b>	<b>1 648</b>	<b>30 818</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

(\*\*) Net Present Value (valeur actuelle nette).

(\*\*\*) Effective Expected Positive Exposure.

En millions d'euros	31 décembre 2019						
	NPV <sup>(**)</sup> + Add-on	EEPE <sup>(***)</sup>	Coefficient multiplicateur	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	dont approche standard	dont approche IRBA
Méthode de l'évaluation au prix du marché	2 091			1 307	1 110	1 067	43
Méthode du modèle interne (IMM)		78 409	1,6	125 454	23 221	2	23 220
dont SFT <sup>(*)</sup>		27 256	1,6	43 610	2 760	1	2 759
dont dérivés et transactions à règlement différé		51 152	1,6	81 844	20 461	1	20 460
<b>TOTAL</b>				<b>126 761</b>	<b>24 332</b>	<b>1 069</b>	<b>23 263</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

(\*\*) Net Present Value (valeur actuelle nette).

(\*\*\*) Effective Expected Positive Exposure.

Actualisation du tableau n° 66 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 391.

## ► VALEUR EXPOSÉE AU RISQUE DE CONTREPARTIE BILATÉRALE EN APPROCHE IRBA (EU CCR4)

		30 juin 2020						
En millions d'euros	Fourchette de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne	Nombre de débiteurs	LGD moyenne	Maturité moyenne	Actifs pondérés	RW moyen
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15 %	56 683	0,02 %	100 à 1 000	1 %	2	193	0 %
	0,15 à < 0,25 %	35	0,21 %	0 à 100	20 %	1	6	16 %
	0,25 à < 0,50 %	594	0,33 %	0 à 100	41 %	0	203	34 %
	0,50 à < 0,75 %	15	0,69 %	0 à 100	50 %	1	11	77 %
	0,75 à < 2,50 %	8	1,00 %	0 à 100	50 %	1	7	91 %
	2,50 à < 10,0 %	274	3,08 %	0 à 100	50 %	5	523	191 %
	10,0 à < 100 %	1	13,35 %	0 à 100	88 %	1	3	430 %
	100 % (défaut)	5	100,00 %	0 à 100			-	0 %
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>57 614</b>	<b>0,05 %</b>		<b>2 %</b>	<b>2</b>	<b>946</b>	<b>2 %</b>
Etablissements	0,00 à < 0,15 %	24 602	0,05 %	1 000 à 10 000	24 %	1	2 648	11 %
	0,15 à < 0,25 %	1 486	0,18 %	100 à 1 000	44 %	1	627	42 %
	0,25 à < 0,50 %	1 080	0,37 %	100 à 1 000	47 %	1	620	57 %
	0,50 à < 0,75 %	213	0,68 %	100 à 1 000	43 %	1	149	70 %
	0,75 à < 2,50 %	241	1,22 %	100 à 1 000	51 %	2	235	98 %
	2,50 à < 10,0 %	226	4,36 %	100 à 1 000	54 %	1	306	136 %
	10,0 à < 100 %	4	20,06 %	0 à 100	52 %	1	12	284 %
	100 % (défaut)	1	100,00 %	0 à 100			-	0 %
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>27 851</b>	<b>0,12 %</b>		<b>27 %</b>	<b>1</b>	<b>4 598</b>	<b>17 %</b>
Entreprises	0,00 à < 0,15 %	70 264	0,06 %	1 000 à 10 000	32 %	1	10 781	15 %
	0,15 à < 0,25 %	5 593	0,18 %	1 000 à 10 000	36 %	2	1 942	35 %
	0,25 à < 0,50 %	5 076	0,35 %	1 000 à 10 000	36 %	2	2 567	51 %
	0,50 à < 0,75 %	1 826	0,69 %	100 à 1 000	33 %	3	1 256	69 %
	0,75 à < 2,50 %	4 119	1,37 %	1 000 à 10 000	55 %	2	5 209	126 %
	2,50 à < 10,0 %	1 919	4,39 %	1 000 à 10 000	48 %	2	2 943	153 %
	10,0 à < 100 %	297	14,12 %	100 à 1 000	38 %	2	578	194 %
	100 % (défaut)	237	100,00 %	0 à 100			0	0 %
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>89 331</b>	<b>0,56 %</b>		<b>34 %</b>	<b>1</b>	<b>25 274</b>	<b>28 %</b>
Clientèle de détail		<b>0</b>	<b>n.s.</b>		<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>TOTAL</b>		<b>174 796</b>	<b>0,32 %</b>		<b>23 %</b>	<b>2</b>	<b>30 818</b>	<b>18 %</b>

		31 décembre 2019						
En millions d'euros	Fourchette de PD	Valeur exposée au risque	PD moyenne	Nombre de débiteurs	LGD moyenne	Maturité moyenne	Actifs pondérés	RW moyen
Administrations centrales et banques centrales	0,00 à < 0,15 %	37 519	0,02 %	100 à 1 000	1 %	2	176	0 %
	0,15 à < 0,25 %	45	0,20 %	0 à 100	20 %	1	8	17 %
	0,25 à < 0,50 %	12	0,28 %	0 à 100	50 %	2	8	61 %
	0,50 à < 0,75 %	2	0,69 %	0 à 100	50 %	2	2	96 %
	0,75 à < 2,50 %	1	1,10 %	0 à 100	50 %	1	1	93 %
	2,50 à < 10,0 %	170	3,12 %	0 à 100	50 %	5	339	199 %
	10,0 à < 100 %	1	n.s.	0 à 100	n.s.	n.s.	6	n.s.
	100 % (défaut)	-	-	-			-	-
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>37 751</b>	<b>0,04 %</b>		<b>2 %</b>	<b>2</b>	<b>540</b>	<b>1 %</b>
Etablissements	0,00 à < 0,15 %	17 265	0,05 %	1 000 à 10 000	24 %	1	2 078	12 %
	0,15 à < 0,25 %	1 058	0,18 %	100 à 1 000	38 %	1	347	33 %
	0,25 à < 0,50 %	1 169	0,35 %	100 à 1 000	48 %	1	707	60 %
	0,50 à < 0,75 %	131	0,68 %	0 à 100	56 %	1	86	65 %
	0,75 à < 2,50 %	267	1,38 %	100 à 1 000	56 %	1	234	88 %
	2,50 à < 10,0 %	173	4,51 %	100 à 1 000	53 %	1	242	140 %
	10,0 à < 100 %	-	11,95 %	0 à 100	38 %	1	-	179 %
	100 % (défaut)	26	100,00 %	0 à 100			-	2 %
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>20 091</b>	<b>0,26 %</b>		<b>27 %</b>	<b>1</b>	<b>3 695</b>	<b>18 %</b>
Entreprises	0,00 à < 0,15 %	53 373	0,06 %	1 000 à 10 000	33 %	1	8 319	16 %
	0,15 à < 0,25 %	4 630	0,17 %	1 000 à 10 000	34 %	2	1 499	32 %
	0,25 à < 0,50 %	3 446	0,37 %	1 000 à 10 000	36 %	2	1 753	51 %
	0,50 à < 0,75 %	1 588	0,69 %	100 à 1 000	33 %	3	1 071	67 %
	0,75 à < 2,50 %	2 991	1,33 %	1 000 à 10 000	56 %	2	3 876	130 %
	2,50 à < 10,0 %	1 399	4,35 %	1 000 à 10 000	48 %	2	2 145	153 %
	10,0 à < 100 %	122	16,86 %	100 à 1 000	53 %	2	359	295 %
	100 % (défaut)	111	100,00 %	0 à 100			7	6 %
<b>SOUS-TOTAL</b>		<b>67 660</b>	<b>0,43 %</b>		<b>35 %</b>	<b>1</b>	<b>19 028</b>	<b>28 %</b>
Clientèle de détail		<b>0</b>	<b>n.s.</b>		<b>n.s.</b>	<b>n.s.</b>	<b>0</b>	<b>n.s.</b>
<b>TOTAL</b>		<b>125 501</b>	<b>0,29 %</b>		<b>24 %</b>	<b>2</b>	<b>23 263</b>	<b>19 %</b>

Actualisation du tableau n° 67 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 393.

## ► VALEUR EXPOSÉE AU RISQUE DE CONTREPARTIE BILATÉRAL EN APPROCHE STANDARD (EU CCR3)

Taux de pondération En millions d'euros	30 juin 2020									
	Valeur exposée au risque									Actifs pondérés
	0%	20 %	35 %	50 %	75 %	100 %	150 %	Total	dont non notés <sup>(*)</sup>	
Administrations centrales et banques centrales	0	-	-	51	-	-	-	51	-	26
Etablissements	-	219	-	55	-	3	-	277	1	74
Entreprises	-	-	0	2	-	1 521	11	1 534	1 477	1 538
Clientèle de détail	-	-	-	-	13	-	-	13	13	10
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>219</b>	<b>0</b>	<b>108</b>	<b>13</b>	<b>1 524</b>	<b>11</b>	<b>1 875</b>	<b>1 492</b>	<b>1 648</b>

(\*) Expositions sur des contreparties ne faisant pas l'objet d'évaluation de crédit par les agences ou organismes de notation externes.

Taux de pondération En millions d'euros	31 décembre 2019									
	Valeur exposée au risque									Actifs pondérés
	0%	20 %	35 %	50 %	75 %	100 %	150 %	Total	dont non notés <sup>(*)</sup>	
Administrations centrales et banques centrales	2	-	-	-	-	0	-	2	-	0
Etablissements	-	204	-	36	-	5	-	246	-	64
Entreprises	-	-	0	0	-	975	3	978	925	980
Clientèle de détail	-	-	-	-	33	-	-	33	33	25
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>204</b>	<b>0</b>	<b>36</b>	<b>33</b>	<b>980</b>	<b>3</b>	<b>1 259</b>	<b>959</b>	<b>1 069</b>

(\*) Expositions sur des contreparties ne faisant pas l'objet d'évaluation de crédit par les agences ou organismes de notation externes.

Actualisation du tableau n° 69 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 394.

## ► EXPOSITIONS SUR CONTREPARTIES CENTRALES (CCP) (EU CCR8)

En millions d'euros	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés
<b>Expositions sur les CCP éligibles</b>		<b>3 108</b>		<b>2 895</b>
Expositions sur les opérations auprès de CCP éligibles (hors marge initiale et contributions aux fonds de défaillance)	28 258	1 365	26 113	1 287
dont dérivés de gré à gré	3 458	69	3 141	63
dont dérivés listés	20 584	1 218	18 542	1 137
dont SFT <sup>(*)</sup>	4 217	78	4 430	87
Marge initiale non ségréguée <sup>(**)</sup>	12 599	311	9 368	240
Contributions préfinancées aux fonds de défaillance	4 782	1 432	3 762	1 320
Méthode alternative		81		49
dont expositions sur les opérations auprès de CCP éligibles	231	14	201	11
dont marge initiale ségréguée	1 007	20	664	13
dont marge initiale non ségréguée <sup>(**)</sup>	322	44	166	21
dont contributions préfinancées aux fonds de défaillance	34	3	42	4
<b>Expositions sur les CCP non éligibles</b>		<b>-</b>		<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>47 233</b>	<b>3 108</b>	<b>40 316</b>	<b>2 895</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

(\*\*) "Ne jouissant pas d'une réelle autonomie patrimoniale" au sens de l'article 300.1 du Règlement (UE) n° 575/2013.

Actualisation du tableau n° 70 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 395.

## ► VALEUR EXPOSÉE AU RISQUE ET ACTIFS PONDÉRÉS POUR RISQUE SUR CVA (EU CCR2)

En millions d'euros	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés	Valeur exposée au risque	Actifs pondérés
<b>Méthode avancée</b>	<b>38 975</b>	<b>2 933</b>	<b>37 107</b>	<b>2 034</b>
VaR sur CVA		862		281
VaR stressée sur CVA		2 072		1 753
<b>Méthode standard</b>	<b>476</b>	<b>363</b>	<b>353</b>	<b>260</b>
<b>TOTAL</b>	<b>39 451</b>	<b>3 296</b>	<b>37 460</b>	<b>2 294</b>

Actualisation du tableau n° 71 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 395.

## ► COMPOSITION DU COLLATÉRAL POSTÉ ET REÇU (EU CCR5-B)

	30 juin 2020			
	Collatéral utilisé dans les contrats dérivés		Collatéral utilisé dans les SFT(*)	
	Juste valeur du collatéral reçu	Juste valeur du collatéral posté	Juste valeur du collatéral reçu	Juste valeur du collatéral posté
<i>En millions d'euros</i>				
Cash - euro	36 090	50 439	177 404	190 526
Cash - autres devises	24 669	29 486	323 750	273 659
Dettes souveraines - euro	7 092	14 042	214 608	209 848
Dettes souveraines - autres devises	5 480	5 976	322 312	346 087
Dettes entreprises et institutionnelles	10 197	6 936	104 076	131 771
Actions	349	-	76 559	79 697
Autres	572	-	225	120
<b>TOTAL</b>	<b>84 449</b>	<b>106 879</b>	<b>1 218 934</b>	<b>1 231 708</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

	31 décembre 2019			
	Collatéral utilisé dans les contrats dérivés		Collatéral utilisé dans les SFT(*)	
	Juste valeur du collatéral reçu	Juste valeur du collatéral posté	Juste valeur du collatéral reçu	Juste valeur du collatéral posté
<i>En millions d'euros</i>				
Cash - euro	33 285	37 012	137 383	149 081
Cash - autres devises	18 810	19 900	236 981	213 017
Dettes souveraines - euro	5 961	9 828	193 217	184 522
Dettes souveraines - autres devises	4 026	5 837	203 200	221 090
Dettes entreprises et institutionnelles	10 711	8 359	77 793	86 528
Actions	172	-	86 458	70 182
Autres	370	-	235	110
<b>TOTAL</b>	<b>73 335</b>	<b>80 936</b>	<b>935 267</b>	<b>924 530</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

Actualisation du tableau n° 72 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 396.

## ► EXPOSITIONS SUR DÉRIVÉS DE CRÉDIT (EU CCR6)

	30 juin 2020			
	Couvertures fondées sur des dérivés de crédit		Autres dérivés de crédit	
	Protections achetées	Protections vendues	Protections achetées	Protections vendues
<i>En millions d'euros</i>				
<b>Montant notionnel</b>	<b>7 149</b>	<b>1 985</b>	<b>586 499</b>	<b>490 124</b>
CDS à signature unique	3 625	620	236 244	206 266
CDS indiciels	3 524	1 366	287 291	225 733
Contrat d'échange sur rendement global	-	-	3 729	955
Options de crédit	-	-	58 795	57 170
Autres dérivés de crédit	-	-	440	-
<b>Valeur de marché</b>	<b>(59)</b>	<b>28</b>	<b>(2 473)</b>	<b>2 402</b>
Valeur de marché positive (actif)	55	35	3 334	5 776
Valeur de marché négative (passif)	(115)	(6)	(5 807)	(3 374)

	31 décembre 2019			
	Couvertures fondées sur des dérivés de crédit		Autres dérivés de crédit	
	Protections achetées	Protections vendues	Protections achetées	Protections vendues
<i>En millions d'euros</i>				
<b>Montant notionnel</b>	<b>5 214</b>	<b>1 158</b>	<b>500 019</b>	<b>434 469</b>
CDS à signature unique	3 365	673	233 371	209 300
CDS indiciels	1 849	485	214 731	173 426
Contrat d'échange sur rendement global	-	-	3 091	1 048
Options de crédit	-	-	48 448	50 695
Autres dérivés de crédit	-	-	378	-
<b>Valeur de marché</b>	<b>(136)</b>	<b>30</b>	<b>(7 170)</b>	<b>6 694</b>
Valeur de marché positive (actif)	6	31	923	7 699
Valeur de marché négative (passif)	(142)	(1)	(8 093)	(1 005)



## Risque de marché

Actualisation du tableau n° 76 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 399.

### ► RISQUE DE MARCHÉ - APPROCHE DU MODÈLE INTERNE (EU MR2-A)

En millions d'euros	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Actifs pondérés	Exigences de fonds propres	Actifs pondérés	Exigences de fonds propres
<b>VaR<sup>(*)</sup></b> (maximum 1.a et 1.b)	<b>8 934</b>	<b>715</b>	<b>4 644</b>	<b>371</b>
VaR du jour précédent		180		100
Moyenne des VaR quotidiennes sur chacun des 60 jours ouvrables précédents x coefficient multiplicateur		715		371
<b>SVaR<sup>(*)</sup></b> (maximum entre 2.a et 2.b)	<b>14 640</b>	<b>1 171</b>	<b>9 999</b>	<b>800</b>
Dernière SVaR disponible		305		233
Moyenne des SVaR quotidiennes sur chacun des 60 jours ouvrables précédents x coefficient multiplicateur		1 171		800
<b>IRC<sup>(**)</sup></b> (maximum entre 3.a et 3.b)	<b>3 326</b>	<b>266</b>	<b>2 384</b>	<b>191</b>
Dernière mesure		242		191
Moyenne de la valeur d'IRC sur les 12 semaines précédentes		266		165
<b>CRM<sup>(***)</sup></b> (maximum entre 4.a, 4.b et 4.c)	<b>566</b>	<b>45</b>	<b>494</b>	<b>40</b>
Dernière mesure		45		35
Moyenne de la valeur de CRM sur les 12 semaines précédentes		42		35
8 % de l'exigence de fonds propres en approche standard sur la valeur de CRM la plus récente		39		40
<b>TOTAL</b>	<b>27 466</b>	<b>2 197</b>	<b>17 521</b>	<b>1 402</b>

(\*) Les chiffres de VaR, de SVaR et d'IRC intègrent l'ensemble des éléments pris en compte dans le calcul des actifs pondérés.

(\*\*) Incremental Risk Charge.

(\*\*\*) Comprehensive Risk Measure.

Actualisation du tableau n° 77 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 399.

### ► RISQUE DE MARCHÉ - APPROCHE STANDARD (EU MR1)

En millions d'euros	30 juin 2020		31 décembre 2019	
	Actifs pondérés	Exigences de fonds propres	Actifs pondérés	Exigences de fonds propres
<b>Contrats fermes</b>				
Risque sur taux d'intérêt (général et spécifique)	355	28	308	25
Risque sur actions (général et spécifique)	0	0	0	0
Risque de change	1 610	129	968	77
<b>Options</b>				
Méthode par scénarios	24	2	2	
<b>Positions de titrisations</b>	<b>805</b>	<b>64</b>	<b>498</b>	<b>40</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 794</b>	<b>223</b>	<b>1 776</b>	<b>142</b>

Actualisation du tableau n° 82 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 408.

► **VALEURS DES PARAMÈTRES UTILISÉS EN MODÈLE INTERNE (EU MR3)**

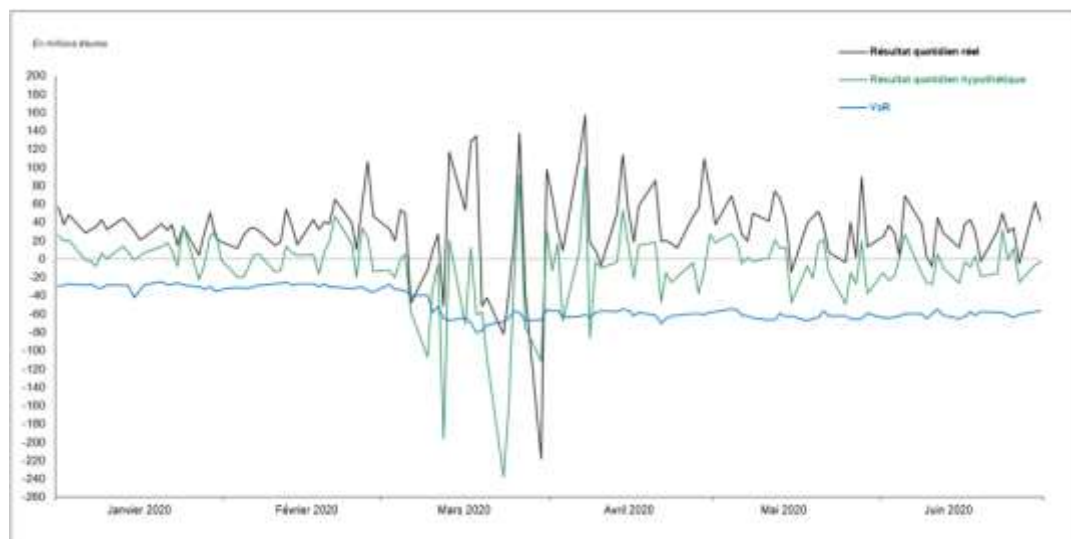
En millions d'euros	Exercice 2020	Exercice 2019
<b>VaR (10 jours, 99 %)</b>		
Maximum	226	106
Moyenne	141	75
Minimum	68	52
Dernière mesure	154	75
<b>SVaR (10 jours, 99 %)</b>		
Maximum	379	268
Moyenne	282	198
Minimum	201	150
Dernière mesure	277	201
<b>IRC<sup>(*)</sup> (99,9 %)</b>		
Maximum	307	397
Moyenne	197	205
Minimum	102	100
Dernière mesure	195	155
<b>CRM<sup>(**)</sup> (99,9 %)</b>		
Maximum	91	56
Moyenne	47	37
Minimum	12	18
Dernière mesure	45	35

(\*) Incremental Risk Charge.

(\*\*) Comprehensive Risk Measure.

Actualisation du graphique n° 10 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 405.

► **COMPARAISON ENTRE LA VAR (1 JOUR, 99 %) ET LE RÉSULTAT QUOTIDIEN DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION (EU MR4)**



Le backtesting consiste à comparer la VaR quotidienne du portefeuille de négociation avec le résultat réel généré, à l'exception des frais et des commissions. Conformément à la réglementation, BNP Paribas complète ce dispositif (« backtesting réel ») par une comparaison de la VaR quotidienne et du résultat « hypothétique » généré par le portefeuille de négociation (« backtesting hypothétique »). Le résultat « hypothétique » reprend l'ensemble des composantes du résultat réel calculé sur les positions de la veille en intégrant uniquement l'évolution des paramètres de marché. Un événement de backtesting est déclaré lorsqu'une perte, réelle ou hypothétique, dépasse le montant de VaR quotidienne. L'intervalle de confiance retenu pour le calcul de la VaR quotidienne est de 99 %, ce qui correspond d'un point de vue théorique, à l'observation de deux à trois événements par an.

Au premier semestre 2020, 11 évènements de backtesting ont été constatés dans un contexte de conditions de marché exceptionnelles marquées par une forte volatilité. Compte tenu du vote du Parlement Européen permettant aux institutions d'exclure les évènements de backtesting qui ne résultent pas de déficiences de modèle interne et qui se sont produits entre le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et le 31 décembre 2021, le Groupe a obtenu l'exemption de la prise en compte de ces évènements dans le calcul des actifs pondérés au titre du risque de marché.

## Ratio de levier

Actualisation du tableau n° 23 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 312.

### ► RATIO DE LEVIER - DÉTAIL

#### ► Résumé du rapprochement entre actifs comptables et expositions aux fins du ratio de levier (EU LRSum)

En millions d'euros		30 juin 2020	31 décembre 2019
1	Total de l'actif selon les états financiers publiés	2 622 988	2 164 713
2	Ajustement pour les entités consolidées d'un point de vue comptable mais qui n'entrent pas dans le périmètre de la consolidation réglementaire	(235 544)	(244 076)
4	Ajustements pour instruments financiers dérivés	(154 800)	(102 291)
5	Ajustement pour les opérations de financement sur titres - SFT <sup>(*)</sup>	9 167	(5 117)
6	Ajustement pour les éléments de hors bilan (résultant de la conversion des expositions de hors bilan en montants de crédit équivalents)	176 831	175 635
EU-6b	(Ajustement pour expositions exemptées de la mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013)	(11 125)	(14 767)
7	Autres ajustements	(18 668)	(18 886)
<b>8</b>	<b>MESURE TOTALE DE L'EXPOSITION AUX FINS DU RATIO DE LEVIER</b>	<b>2 388 849</b>	<b>1 955 211</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

#### ► Ratio de levier - déclaration commune (EU LRCom)

En millions d'euros		30 juin 2020 <sup>(**)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(***)</sup>
<b>Expositions au bilan (excepté dérivés et SFT<sup>(*)</sup>)</b>			
1	Éléments du bilan (dérivés, SFT <sup>(*)</sup> et actifs fiduciaires exclus, mais sûretés incluses)	1 763 768	1 462 327
2	(Actifs déduits lors de la détermination des fonds propres de catégorie 1)	(16 881)	(16 204)
<b>3</b>	<b>Total des expositions au bilan (dérivés, SFT<sup>(*)</sup> et actifs fiduciaires exclus) (somme des lignes 1 et 2)</b>	<b>1 746 887</b>	<b>1 446 123</b>
<b>Expositions sur dérivés</b>			
4	Coût de remplacement de toutes les transactions dérivées (c'est-à-dire net des marges de variation en espèces éligibles)	64 464	50 589
5	Montant supplémentaire pour les expositions futures potentielles associées à toutes les transactions sur dérivés (évaluation au prix du marché)	149 406	148 776
7	(Déduction des créances comptabilisées en tant qu'actifs pour la marge de variation en espèces fournie dans le cadre de transactions sur dérivés)	(50 247)	(37 560)
8	(Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client)	(25 797)	(21 346)
9	Valeur notionnelle effective ajustée des dérivés de crédit vendus	504 872	481 464
10	(Différences notionnelles effectives ajustées et déductions des majorations pour les dérivés de crédit vendus)	(488 352)	(464 243)
<b>11</b>	<b>Total des expositions sur dérivés (somme des lignes 4 à 10)</b>	<b>154 345</b>	<b>157 681</b>
<b>Expositions sur SFT<sup>(*)</sup></b>			
12	Actifs SFT <sup>(*)</sup> bruts (sans prise en compte de la compensation) après ajustement pour les transactions comptabilisées en tant que ventes	450 116	351 328
13	(Valeur nette des montants en espèces à payer et à recevoir des actifs SFT <sup>(*)</sup> bruts)	(155 608)	(174 617)
14	Exposition au risque de crédit de la contrepartie pour les actifs SFT <sup>(*)</sup>	27 403	13 828
<b>16</b>	<b>Total des expositions sur opérations de financement sur titres (somme des lignes 12 à 14)</b>	<b>321 911</b>	<b>190 539</b>
<b>Autres expositions de hors bilan</b>			
17	Expositions de hors bilan en valeur notionnelle brute	446 188	434 586
18	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(269 356)	(258 951)
<b>19</b>	<b>Autres expositions de hors bilan (somme des lignes 17 et 18)</b>	<b>176 831</b>	<b>175 635</b>
<b>Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphes 7 et 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan)</b>			
EU-19b	(Expositions exemptées au titre de l'article 429, paragraphe 14, du règlement (UE) n° 575/2013 (expositions au bilan et hors bilan))	(11 125)	(14 767)
<b>Fonds propres et mesure de l'exposition totale</b>			
<b>20</b>	<b>Fonds propres de catégorie 1 (Tier 1)</b>	<b>96 338</b>	<b>89 962</b>
<b>21</b>	<b>Mesure totale de l'exposition aux fins du ratio de levier (somme des lignes 3, 11, 16, 19)</b>	<b>2 388 849</b>	<b>1 955 211</b>
<b>22</b>	<b>RATIO DE LEVIER</b>	<b>4,0 %</b>	<b>4,6 %</b>

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

(\*\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

(\*\*\*) Les données au 31 décembre 2019 prennent en compte en déduction des fonds propres prudentiels le versement d'un dividende qui était anticipé au titre du résultat 2019, finalement mis en réserve en 2020.

#### ► Ventilation des expositions au bilan excepté dérivés, SFT<sup>(\*)</sup> et expositions exemptées (EU LRSpI)

<i>En millions d'euros</i>		<b>30 juin 2020</b>	<b>31 décembre 2019</b>
<b>EU-1</b>	<b>Total des expositions au bilan (excepté dérivés, SFT<sup>(*)</sup> et expositions exemptées), dont :</b>	<b>1 746 887</b>	<b>1 446 123</b>
EU-2	Expositions du portefeuille de négociation	215 894	127 548
EU-3	Expositions du portefeuille bancaire, dont :	1 530 993	1 318 575
EU-5	Expositions considérées comme souveraines	441 852	296 629
EU-6	Expositions aux gouvernements régionaux, banques multilatérales de développement, organisations internationales et entités du secteur public non considérés comme des emprunteurs souverains	39 824	35 792
EU-7	Établissements	43 258	37 172
EU-8	Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier	185 385	199 255
EU-9	Expositions sur la clientèle de détail	229 797	219 299
EU-10	Entreprises	354 302	317 034
EU-11	Expositions en défaut	14 618	13 679
EU-12	Autres expositions (notamment actions, titrisations et autres actifs ne correspondant pas à des obligations de crédit)	221 957	199 715

(\*) Opérations de pension et de prêts/emprunts de titres.

## Risque de liquidité

Actualisation du tableau n° 93 du Document d'enregistrement universel 2019 p. 422.

### ► RATIO DE LIQUIDITÉ À COURT TERME (LCR) - DÉTAIL (EU LIQ1)

En millions d'euros	Valeur non pondérée <sup>(*)</sup>				Valeur pondérée <sup>(*)</sup>			
	30 juin 2020	31 mars 2020	31 décembre 2019	30 septembre 2019	30 juin 2020	31 mars 2020	31 décembre 2019	30 septembre 2019
Nombre de points de données utilisés pour le calcul des moyennes	12	12	12	12	12	12	12	12
<b>ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ (HQLA)</b>								
<b>1 TOTAL ACTIFS LIQUIDES DE HAUTE QUALITÉ (HQLA)</b>					<b>336 152</b>	<b>315 418</b>	<b>312 596</b>	<b>311 531</b>
<b>SORTIES DE TRÉSORERIE</b>								
2 Dépôts de détail (y compris petites entreprises)	364 160	352 805	347 460	342 133	27 124	26 458	25 965	25 563
3 <i>dont dépôts stables</i>	228 839	225 798	223 862	220 166	11 442	11 290	11 193	11 008
4 <i>dont dépôts moins stables</i>	131 000	126 697	123 269	121 634	15 457	14 859	14 443	14 222
5 Financements non collatéralisés auprès de contreparties non détail	461 606	438 818	430 479	424 733	224 589	216 856	215 636	215 389
6 <i>dont dépôts opérationnels</i>	130 682	126 151	123 949	122 005	31 963	30 790	30 188	29 655
7 <i>dont dépôts non opérationnels</i>	317 101	298 280	291 614	287 064	178 803	171 680	170 532	170 070
8 <i>dont dettes non collatéralisées</i>	13 824	14 387	14 916	15 664	13 824	14 387	14 916	15 664
9 Financements collatéralisés auprès de contreparties non détail (dont pensions données)					64 606	60 953	56 760	53 108
10 Exigences supplémentaires	318 929	310 508	302 680	295 199	72 132	68 226	65 394	64 037
11 <i>dont sorties associées à des expositions sur instruments dérivés et autres exigences de sûreté</i>	33 251	29 346	26 904	26 880	33 175	29 289	26 824	26 764
12 <i>dont sorties sur dettes collatéralisées</i>	80	94	168	158	80	94	168	158
13 <i>dont facilités de crédit et de liquidité</i>	285 599	281 068	275 608	268 161	38 877	38 843	38 403	37 115
14 Autres obligations de financement contractuel	51 560	47 600	45 895	48 161	51 581	47 600	45 895	48 161
15 Autres obligations de financement éventuel	108 829	78 560	49 440	49 543	3 779	4 252	4 270	4 389
<b>16 TOTAL SORTIES DE TRÉSORERIE</b>					<b>443 811</b>	<b>424 346</b>	<b>413 920</b>	<b>410 647</b>
<b>ENTRÉES DE TRÉSORERIE</b>								
17 Opérations de prêts collatéralisées (dont pensions reçues)	376 334	363 913	344 729	335 633	94 436	61 566	58 140	54 601
18 Entrées provenant des expositions pleinement performantes	84 358	84 568	85 071	83 785	61 493	61 526	61 497	59 723
19 Autres entrées de trésorerie	57 168	53 111	46 385	46 062	49 949	45 547	39 696	39 317
<b>20 TOTAL ENTRÉES DE TRÉSORERIE</b>	<b>517 859</b>	<b>501 592</b>	<b>476 185</b>	<b>465 481</b>	<b>205 877</b>	<b>168 638</b>	<b>159 334</b>	<b>153 641</b>
EU-20c Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %	420 034	418 357	401 183	392 633	174 783	168 638	159 334	153 641
<b>21 COUSSIN DE LIQUIDITÉ</b>					<b>336 152</b>	<b>315 418</b>	<b>312 596</b>	<b>311 531</b>
<b>22 TOTAL DES SORTIES NETTES DE TRÉSORERIE</b>					<b>269 028</b>	<b>255 708</b>	<b>254 587</b>	<b>257 005</b>
<b>23 RATIO DE COUVERTURE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ</b>					<b>125 %</b>	<b>123 %</b>	<b>123 %</b>	<b>121 %</b>

(\*) L'ensemble des données présentées sont calculées comme la moyenne glissante des 12 dernières mesures de fin de mois.

Afin de prévenir d'éventuelles répercussions de la crise sanitaire sur la liquidité du Groupe, BNP Paribas a mis en place un suivi rapproché de la situation de liquidité avec des comités dédiés impliquant la Direction Générale de la Banque, à une fréquence quotidienne courant mars, puis hebdomadaire en avril. Durant cette période, la situation de liquidité de la Banque étant restée très saine, avec de larges excès de liquidité, en euro comme dans les autres devises, le Groupe a développé son activité de financement et ainsi soutenu l'économie.

## Annexe : fonds propres - détail

Le tableau ci-après est publié selon le format de l'annexe VI du Règlement d'exécution (UE) n° 1423/2013 du 20 décembre 2013

## ► FONDS PROPRES PRUDENTIELS SELON L'ANNEXE VI DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) N° 1423/2013

En millions d'euros		30 juin 2020 <sup>(1)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup>	Référence au tableau n° 10	Notes
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : instruments et réserves</b>					
1	Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	27 133	27 133	6	
	<i>dont actions ordinaires</i>	27 133	27 133		
2	Bénéfices non distribués	70 743	62 139		
3	Autres éléments du résultat global accumulés (et autres réserves, pour inclure les gains et les pertes non réalisés conformément au référentiel comptable applicable)	1 211	2 139		
3a	Fonds pour risques bancaires généraux	-	-		
4	Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 3, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des CET1	-	-		
	Injections de capitaux publics éligibles jusqu'au 1er janvier 2018 en vertu de droits antérieurs	-	-		
5	Intérêts minoritaires (montant autorisé en CET1 consolidés)	1 730	1 742	8	(1)
5a	Bénéfices intermédiaires, nets de toute charge et de tout dividende prévisible, ayant fait l'objet d'un contrôle indépendant	1 679	3 888	7	(2)
<b>6</b>	<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) avant ajustements règlementaires</b>	<b>102 495</b>	<b>97 041</b>		
<b>Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1) : ajustements règlementaires</b>					
7	Corrections de valeur supplémentaires (montant négatif)	(1 379)	(1 396)		
8	Immobilisations incorporelles (nets des passifs d'impôt associés) (montant négatif)	(11 181)	(11 380)	3	(3)
9	Ensemble vide dans l'UE	-	-		
10	Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs à l'exclusion de ceux résultant de différences temporelles (nets des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	(423)	(430)		
11	Réserves en juste valeur relatives aux pertes et aux gains générés par la couverture des flux de trésorerie	(1 774)	(1 072)		
12	Montants négatifs résultant du calcul des montants des pertes anticipées	(405)	(551)		
13	Toute augmentation de valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés (montant négatif)	-	-		
14	Pertes ou les gains sur passifs évalués à la juste valeur et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement	(221)	101		
15	Actifs de fonds de pension à prestations définies (montant négatif)	(223)	(243)		(3)
16	Détentions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments CET1 (montant négatif)	(51)	(47)		
17	Détentions d'instruments CET1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-		
18	Détentions directes et indirectes d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-		
19	Détentions directes, indirectes et synthétiques d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-		
20	Ensemble vide dans l'UE	-	-		
20a	Montant des expositions aux éléments suivants qui reçoivent une pondération de 1 250%, lorsque l'établissement a opté pour la déduction	(167)	(232)		
	<i>20b dont : participations qualifiées hors du secteur financier (montant négatif)</i>	-	-		
	<i>20c dont : positions de titrisations (montant négatif)</i>	(167)	(232)		
	<i>20d dont : positions de négociation non dénouées (montant négatif)</i>	-	-		
21	Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant au-dessus du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies) (montant négatif)	-	-		
22	Montant au-dessus du seuil de 17,65% (montant négatif)	-	-		
	<i>dont : detentions directes et indirectes, par l'établissement, d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles il détient un investissement important</i>	-	-		
23	Ensemble vide dans l'UE	-	-		
25	<i>dont : actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles</i>	-	-		
25a	Résultats négatifs de l'exercice en cours (montant négatif)	-	-		
25b	Charges d'impôt prévisibles relatives à des éléments CET1 (montant négatif)	-	-		
26	Ajustements règlementaires appliqués aux fonds propres de base de catégorie 1 eu égard aux montants soumis à un traitement pré-CRR	(718)	(585)		
26a	Ajustements règlementaires relatifs aux gains et pertes non réalisés en application des articles 467 et 468	-	-		
	<i>dont : Gains non réalisés (phase out)</i>	-	-		
	<i>dont : Pertes non réalisées (phase out)</i>	-	-		
	<i>dont : Gains non réalisés qui sont liés à des expositions sur les administrations centrales (phase out)</i>	-	-		
	<i>dont : Pertes non réalisées qui sont liées à des expositions sur les administrations centrales (phase out)</i>	-	-		

<i>En millions d'euros</i>	30 juin 2020 <sup>(1)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(2)</sup>	Référence au tableau n° 10	Notes
26b Montant à déduire ou à ajouter aux fonds propres de base de catégorie 1 en ce qui concerne les filtres et déductions additionnels prévus par les dispositions pré-CRR	-	-		
27 Déductions AT1 éligibles dépassant les fonds propres AT1 de l'établissement (montant négatif)	-	-		
<b>28 Total des ajustements réglementaires aux fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>(16 543)</b>	<b>(15 837)</b>		
<b>29 Fonds propres de base de catégorie 1 (CET1)</b>	<b>85 951</b>	<b>81 204</b>		
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : instruments</b>				
30 Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	8 523	6 940		
31 dont : classés en tant que capitaux propres en vertu du référentiel comptable applicable	8 523	6 940		
32 dont : classés en tant que passifs en vertu du référentiel comptable applicable	-	-		
33 Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 4, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des AT1	1 745	1 749		
Injections de capitaux publics éligibles jusqu'au 1er janvier 2018 en vertu de droits antérieurs	-	-		
34 Fonds propres de catégorie 1 éligibles inclus dans les fonds propres consolidés AT1 (y compris intérêts minoritaires non inclus dans la ligne 5) émis par des filiales et détenus par des tiers	591	569		
35 dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus	278	278	4	(4)
<b>36 Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) avant ajustements réglementaires</b>	<b>10 860</b>	<b>9 258</b>		
<b>Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) : ajustements réglementaires</b>				
37 Détenions directes ou indirectes, par un établissement, de ses propres instruments AT1 (montant négatif)	(24)	(50)		
38 Détenions d'instruments AT1 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-		
39 Détenions directes et indirectes d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-		
40 Détenions directes et indirectes d'instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(450)	(450)		
41 Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres additionnels de catégorie 1 eu égard aux montants faisant l'objet d'un traitement pré-CRR et de traitements transitoires et qui seront progressivement exclus conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 575/2013	-	-		
41a Montants résiduels déduits des fonds propres additionnels de catégorie 1 eu égard à la déduction des fonds propres de base de catégorie 1 au cours de la période de transition conformément à l'article 472 du règlement (UE) n° 575/2013	-	-		
41b Montants résiduels déduits des fonds propres additionnels de catégorie 1 eu égard à la déduction des fonds propres de catégorie 2 au cours de la période de transition conformément à l'article 475 du règlement (UE) n° 575/2013	-	-		
41c Montant à déduire ou à ajouter aux fonds propres additionnels de catégorie 1 en ce qui concerne les filtres et déductions additionnels prévus par les dispositions pré-CRR	-	-		
42 Déductions T2 éligibles dépassant les fonds propres T2 de l'établissement (montant négatif)	-	-	4	
<b>43 Total des ajustements réglementaires aux fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	<b>(474)</b>	<b>(500)</b>		
<b>44 Fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1)</b>	<b>10 386</b>	<b>8 758</b>		
<b>45 Fonds propres de catégorie 1 (T1=CET1+AT1)</b>	<b>96 338</b>	<b>89 962</b>		
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) : instruments et provisions</b>				
46 Instruments de fonds propres et comptes des primes d'émission y afférents	17 762	16 777	5	(5)
47 Montant des éléments éligibles visé à l'article 484, paragraphe 5, et comptes des primes d'émission y afférents qui seront progressivement exclus des T2	3	50	5	(5)
Injections de capitaux publics éligibles jusqu'au 1er janvier 2018 en vertu de droits antérieurs	-	-		
48 Instruments de fonds propres éligibles inclus dans les fonds propres consolidés T2 (y compris intérêts minoritaires et instruments AT1 non inclus dans les lignes 5 ou 34) émis par des filiales et détenus par des tiers	543	525	5	(5)
49 dont : instruments émis par des filiales qui seront progressivement exclus	188	197		
50 Ajustements pour risque de crédit	-	-		
<b>51 Fonds propres de catégorie 2 (T2) avant ajustements réglementaires</b>	<b>18 308</b>	<b>17 351</b>		
<b>Fonds propres de catégorie 2 (T2) : ajustements réglementaires</b>				
52 Détenions directes et indirectes, par un établissement, de ses propres instruments et emprunts subordonnés T2 (montant négatif)	(139)	(142)		
53 Détenions d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier lorsqu'il existe une détention croisée avec l'établissement visant à accroître artificiellement les fonds propres de l'établissement (montant négatif)	-	-		
54 Détenions directes et indirectes d'instruments et d'emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessus du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	-	-		
54a dont nouvelles détenions non soumises aux dispositions transitoires	-	-		



En millions d'euros	30 juin 2020 <sup>(1)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(1)</sup>	Référence au tableau n° 10	Notes
<b>54b</b> dont détections existant avant le 1er janvier 2013 soumises aux dispositions transitoires	-	-		
55 Détections directes et indirectes d'instruments et emprunts subordonnés T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (net des positions courtes éligibles) (montant négatif)	(3 453)	(3 456)	1	
56 Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2 eu égard aux montants faisant l'objet d'un traitement pré-CRR et de traitements transitoires et qui seront progressivement exclus conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 575/2013	(467)	-		
56a Montants résiduels déduits des fonds propres de catégorie 2 eu égard à la déduction des fonds propres de base de catégorie 1 au cours de la période de transition conformément à l'article 472 du règlement (UE) n° 575/2013	-	-		
56b Montants résiduels déduits des fonds propres de catégorie 2 eu égard à la déduction des fonds propres additionnels de catégorie 1 au cours de la période de transition conformément à l'article 475 du règlement (UE) n° 575/2013	-	-		
56c Montants à déduire ou à ajouter aux fonds propres de catégorie 2 en ce qui concerne les filtres et déductions additionnels prévus par les dispositions pré-CRR	-	-		
<b>57 Total des ajustements réglementaires aux fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>(4 059)</b>	<b>(3 598)</b>		
<b>58 Fonds propres de catégorie 2 (T2)</b>	<b>14 249</b>	<b>13 753</b>		
<b>59 Total des fonds propres (TC=T1+T2)</b>	<b>110 587</b>	<b>103 716</b>		
59a Actifs pondérés eu égard aux montants faisant l'objet d'un traitement pré-CRR et de traitements transitoires et qui seront progressivement exclus conformément aux dispositions du règlement (UE) n° 575/2013 (montants résiduels CRR)	-	-		
dont : "Instruments CET1 d'entités du secteur financier" non déduits des CET1 (règlement (UE) n° 575/2013, montants résiduels)	-	-		
dont : "Actifs d'impôt différé déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles" non déduits des CET1 (règlement (UE) n° 575/2013, montants résiduels)	-	-		
dont : "Instruments AT1 d'entités du secteur financier" non déduits des AT1 (règlement (UE) n° 575/2013, montants résiduels)	-	-		
dont : "Instruments T2 d'entités du secteur financier" non déduits des éléments T2 (règlement (UE) n° 575/2013, montants résiduels)	-	-		
<b>60 Total des actifs pondérés</b>	<b>695 522</b>	<b>668 828</b>		
<b>Ratios de fonds propres et coussins</b>				
61 Fonds propres de base de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	12,4 %	12,1 %		
62 Fonds propres de catégorie 1 (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	13,9 %	13,5 %		
63 Total des fonds propres (en pourcentage du montant total d'exposition au risque)	15,9 %	15,5 %		
64 Exigence de coussin spécifique à l'établissement (exigence de CET1 conformément à l'article 92, paragraphe 1, point a), plus exigences de coussin de conservation de fonds propres et contracyclique, plus coussin pour le risque systémique, plus coussin pour établissement d'importance systémique, exprimée en pourcentage du montant d'exposition au risque)	4,02 %	4,17 %		
65 dont : exigence de coussin de conservation de fonds propres	2,50 %	2,50 %		
66 dont : exigence de coussin contracyclique	0,02 %	0,17 %		
67 dont : exigence de coussin pour le risque systémique	0,00 %	0,00 %		
67a dont : coussin pour établissement d'importance systémique mondiale (EISm) ou pour autre établissement d'importance systémique (autre EIS)	1,50 %	1,50 %		
68 Fonds propres de base de catégorie 1 disponibles pour satisfaire aux exigences de coussins (en pourcentage du montant d'exposition au risque)	7,9 %	7,6 %		
69 [sans objet dans la réglementation de l'UE]				
70 [sans objet dans la réglementation de l'UE]				
71 [sans objet dans la réglementation de l'UE]				
<b>Montants inférieurs aux seuils pour déduction (avant pondération)</b>				
72 Détections directes et indirectes de fonds propres d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important (montant au-dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	4 065	4 402	2	(6)
73 Détections directes et indirectes d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important (montant au-dessous du seuil de 10%, net des positions courtes éligibles)	3 384	3 130	1	(6)
74 Ensemble vide dans l'UE	-	-		
75 Actifs d'impôt différé résultant de différences temporelles (montant en dessous du seuil de 10%, net des passifs d'impôt associés lorsque les conditions prévues à l'article 38, paragraphe 3, sont réunies)	2 802	3 382		
<b>Plafonds applicables lors de l'inclusion de provisions dans les fonds propres de catégorie 2</b>				
76 Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche standard (avant application du plafond)	-	-		
77 Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche standard	2 679	2 858		
78 Ajustements pour risque de crédit inclus dans les T2 eu égard aux expositions qui relèvent de l'approche fondée sur les notations internes (avant application du plafond)	-	-		

<i>En millions d'euros</i>		30 juin 2020 <sup>(*)</sup>	31 décembre 2019 <sup>(**)</sup>	Référence au tableau n° 10	Notes
79	Plafond pour l'inclusion des ajustements pour risque de crédit dans les T2 selon l'approche fondée sur les notations internes	1 837	1 670		
<b>Instruments de fonds propres soumis à l'exclusion progressive (applicable entre le 1er janvier 2013 et le 1er janvier 2022 uniquement)</b>					
80	Plafond actuel applicable aux instruments des CET1 soumis à exclusion progressive	-	-		
81	Montant exclu des CET1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-		
82	Plafond actuel applicable aux instruments des AT1 soumis à exclusion progressive	2 023	3 035		
83	Montant exclu des AT1 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-		
84	Plafond actuel applicable aux instruments des T2 soumis à exclusion progressive	371	556		
85	Montant exclu des T2 en raison du plafond (dépassement du plafond après remboursements et échéances)	-	-		

(\*) Conformément aux dispositions transitoires relatives à l'introduction de la norme IFRS 9 (article 473 bis du Règlement (UE) n° 2017/2395 et du Règlement (UE) n° 2020/873) et à la décision de l'Assemblée Générale du 19 mai 2020 concernant la non-distribution du dividende 2019.

(\*\*) Les données au 31 décembre 2019 prennent en compte en déduction des fonds propres prudentiels le versement d'un dividende qui était anticipé au titre du résultat 2019, finalement mis en réserve en 2020.

(1) Les intérêts minoritaires comptables sont écartés du surplus de capitalisation des entités régularisées. Pour les autres entités, les intérêts minoritaires ne sont pas reconnus.

(2) Le résultat comptable de l'exercice est principalement diminué du projet de distribution de dividende.

(3) La déduction des immobilisations incorporelles s'effectue nette d'impôts différés passifs.

(4) Les instruments de fonds propres de catégorie 1 émis par des filiales comprennent des dettes subordonnées, ainsi que des actions de préférence comptabilisées en capitaux propres.

(5) Une décote prudentielle est appliquée aux instruments de fonds propres de catégorie 2 de maturité résiduelle inférieure à 5 ans.

(6) Les détentions d'instruments de fonds propres d'entités financières proviennent du portefeuille bancaire, détaillé dans le tableau de passage du bilan comptable consolidé au bilan prudentiel, ainsi que du portefeuille de négociation.

**4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES :****4.1 Composition de l'actionnariat au 30 juin 2020:**

Dates	30/06/2019			30/06/2020		
	Nombre d'actions (en millions)	% du capital	% des DDV	Nombre d'actions (en millions)	% du capital	% des DDV
<b>Actionnaires</b>						
<b>SFPI<sup>(1)</sup></b>	<b>96,55<sup>(2)</sup></b>	<b>7,7%</b>	<b>7,7%</b>	<b>96,55<sup>(2)</sup></b>	<b>7,7%</b>	<b>7,7%</b>
<b>BlackRock Inc.</b>	<b>62,76<sup>(3)</sup></b>	<b>5,0%</b>	<b>5,0%</b>	<b>75,98<sup>(4)</sup></b>	<b>6,1%</b>	<b>6,1%</b>
<b>Gd Duché de Luxembourg</b>	<b>12,87</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>	<b>12,87</b>	<b>1,0%</b>	<b>1,0%</b>
<b>Salariés</b>	<b>54,54</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,4%</b>	<b>54,47</b>	<b>4,4%</b>	<b>4,4%</b>
• dont FCPE <sup>(5)</sup> Groupe	40,82	3,3%	3,3%	40,48	3,3%	3,3%
• dont détention directe	13,72	1,1%	1,1%	13,99	1,1 <sup>(*)</sup>	1,1 <sup>(*)</sup>
<b>Mandataires sociaux</b>	<b>0,19</b>	<b>NS</b>	<b>NS</b>	<b>0,20</b>	<b>NS</b>	<b>NS</b>
<b>Titres détenus par le Groupe<sup>(6)</sup></b>	<b>1,18</b>	<b>0,1%</b>	<b>-</b>	<b>1,37</b>	<b>0,1%</b>	
<b>Actionnaires Individuels</b>	<b>48,70</b>	<b>3,9%</b>	<b>3,9%</b>	<b>43,50</b>	<b>3,5%</b>	<b>3,5%</b>
<b>Inv. institutionnels</b>	<b>941,26</b>	<b>75,3%</b>	<b>75,4%</b>	<b>941,87</b>	<b>75,4%</b>	<b>75,5%</b>
• Européens	551,51	44,1%	44,2%	566,85	45,4%	45,5%
• Non Europ.	389,75	31,2%	31,2%	375,02	30,0%	30,0%
<b>Autres et non identifiés</b>	<b>31,75</b>	<b>2,6%</b>	<b>2,6%</b>	<b>22,99</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,8%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 249,80</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>1 249,80</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

<sup>(1)</sup> Société Fédérale de Participations et d'Investissement : société anonyme d'intérêt public agissant pour le compte de l'État belge.

<sup>(2)</sup> Selon déclaration par la SFPI, Document AMF n° 217C1156 daté du 6 juin 2017.

<sup>(3)</sup> Selon déclaration par BlackRock, Document AMF n° 219C0988 daté du 19 juin 2019.

<sup>(4)</sup> Selon déclaration par BlackRock datée du 1<sup>er</sup> juillet 2020.

<sup>(5)</sup> Les droits de vote du FCPE sont exercés, après décision prise par son Conseil de Surveillance, par le Président de ce dernier.

<sup>(6)</sup> Hors positions de travail des tables de trading.

<sup>(\*)</sup> Dont 0,5% pour les actions visées à l'article L.225-102 du Code de commerce permettant de déterminer le seuil au-delà duquel la nomination d'un administrateur représentant les salariés actionnaires doit être proposée.

## **4.2 Accessibilité de l'amendement au document d'enregistrement universel au public**

Ce document est disponible sur le site internet [www.invest.bnpparibas.com](http://www.invest.bnpparibas.com) ou sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur le Groupe BNP Paribas peut, sans engagement, demander les documents :

- par courrier :

BNP Paribas – Finance Groupe

Relations Investisseurs et Information Financière

3, rue d'Antin – CAA01B1

75002 Paris

- par téléphone : 01 40 14 63 58

L'information réglementée est accessible sur le site : <https://invest.bnpparibas.com/information-reglementee>.

## **4.3 Changement significatif**

A l'exception des éléments mentionnés dans l'Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, aucun changement significatif de la situation financière du Groupe n'est survenu depuis le 30 juin 2020, aucun changement significatif défavorable des perspectives de l'émetteur et aucun changement significatif de la situation financière ou de la performance financière du Groupe n'est survenu depuis la fin de la dernière période pour laquelle des états financiers vérifiés ont été publiés et en particulier depuis la signature du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés intermédiaires en date du 30 juin 2020.

## 5 RESPONSABLE DU CONTRÔLE DES COMPTES :

Deloitte & Associés  
6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense Cedex

PricewaterhouseCoopers Audit  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

Mazars  
61, rue Henri Regnault  
92400 Courbevoie

- Deloitte & Associés a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Defense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- PricewaterhouseCoopers Audit a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- Mazars a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

## **6 RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL:**

### **PERSONNE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS**

M. Jean-Laurent BONNAFÉ, Directeur Général de BNP Paribas

### **ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL ET DE SES AMENDEMENTS**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la version française du 4<sup>ème</sup> amendement de l'URD 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité qu'il contient aux pages 4 à 77 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Fait à Paris, le 30 juillet 2020,

Le Directeur Général

## 7 TABLE DE CONCORDANCE :

### 7.1 Rubriques de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129

Afin de faciliter la lecture du présent amendement au Document d'enregistrement universel, la présente table de concordance reprend les rubriques prévues par le Règlement européen 2017/1129 (Annexe I), pris en application de la Directive dite « Prospectus 3 » et renvoie aux pages du document d'enregistrement universel 2019 et de ses amendements où sont mentionnées les informations relatives à chacune des rubriques.

	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
<b>1. PERSONNES RESPONSABLES</b>					
1.1 Personne responsable du document d'enregistrement universel	254	7	107	6	610
1.2 Attestation de la personne responsable du document d'enregistrement universel	254	7	107	6	610
1.3 Attestation ou rapport attribué à une personne intervenant en qualité d'expert					
1.4 Informations provenant d'un tiers					
1.5 Approbation de l'autorité compétente	2	2-4	2	2	1
<b>2. CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES</b>	253	6	106		<b>608</b>
<b>3. FACTEURS DE RISQUE</b>	<b>215</b>		<b>76-79</b>	<b>3-4</b>	<b>276-288</b>
<b>4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR</b>					<b>4-5</b>
<b>5. APERÇU DES ACTIVITÉS</b>					
5.1. Principales activités	3				6-16 ; 188-191 ; 592-598
5.2. Principaux marchés					6-16 ; 188-191 ; 592-598
5.3. Histoire et évolution de la société					5
5.4 Stratégie et objectifs			18 ; 37		136-138 ; 515 ; 558-568
5.5. Dépendance éventuelle					590
5.6. Eléments fondateurs de toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle					6-16 ; 114-128
5.7. Investissements					136 ; 238-241 ; 503 ; 556-557 ; 564-566 ; 591
<b>6. STRUCTURE ORGANISATIONNELLE</b>					
6.1. Description sommaire du Groupe / Organigramme	3				4 ; 6 ; 576-577
6.2. Liste des filiales importantes	187-210				249-257 ; 496-502 ; 592-597
<b>7. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DU RÉSULTAT</b>					
7.1. Situation financière	4-77		3-71 ; 74		152 ; 154 ; 466-467

	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
7.2. Résultat d'exploitation	66-77		61-71		114-128 ; 134-135 ; 140-146 ; 152 ; 189 ; 466
<b>8. TRÉSORERIE ET CAPITAUX</b>					
8.1. Capitaux de l'émetteur	59 ; 60 ; 86 ; 89-90 ; 175-178 ; 213-214		55 - 56 ; 74 ; 80-84		156-157 ; 491
8.2. Source et montant des flux de trésorerie	87				155
8.3. Besoins de financement et structure de financement	18-26		17		138 ; 416-430
8.4. Information concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé sensiblement ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur					N/A
8.5. Sources de financement attendues					N/A
<b>9. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE</b>					<b>267 ; 272-273</b>
<b>10. INFORMATION SUR LES TENDANCES</b>					<b>138</b>
<b>11. PRÉVISIONS OU ESTIMATIONS DU BÉNÉFICE</b>					<b>N/A</b>
<b>12. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GÉNÉRALE</b>					
12.1. Informations concernant les membres des organes d'administration et de direction					31-43 ; 98
12.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration et de direction					47-48 ; 61-62 ; 72-94
<b>13. RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES</b>					
13.1. Montant de la rémunération versée et avantages en nature			87-105		72-97 ; 226-233
13.2. Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages			87-105		72-97 ; 226-233
<b>14. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION</b>					
14.1. Date d'expiration des mandats actuels					31-42
14.2. Contrats de service liant les membres des organes d'administration					N/A
14.3. Informations sur le comité d'audit et le comité des rémunérations					51-58
14.4. Déclaration indiquant si l'émetteur se conforme à un régime de Gouvernement d'entreprise qui lui est applicable					44-49
14.5. Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise					31-42
<b>15. SALARIÉS</b>					



	Quatrième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 31 juillet 2020	Troisième Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 25 Juin 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Second Amendement au Document d'enregistrement universel 2019, déposé auprès de l'AMF le 5 mai 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Premier Amendement au Document d'enregistrement universel 2019 déposé auprès de l'AMF le 30 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020	Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 3 mars 2020 et approuvé le 25 juin 2020
15.1. Nombre de salariés	3				4 ; 540-541 ; 576
15.2. Actionnariat et stock-options					72-94 ; 175-176 ; 545-546
15.3. Accord prévoyant une participation des salariés au capital de l'émetteur					
<b>16. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES</b>					
16.1. Actionnaires détenant plus de 5% du capital social ou des droits de vote	251				17-18
16.2. Existence de droits de vote différents					16
16.3. Contrôle de l'émetteur					17-18
16.4. Accord connu de l'émetteur dont la mise en œuvre pourrait, à une date ultérieure entraîner un changement de son contrôle					18
<b>17. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES</b>					
<b>18. INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR</b>					
18.1. Informations financières historiques, y compris les Etats financiers	4-77 ; 81-210		61-71 ; 74		4 ; 21; 113-258 ; 465-503 ; 613
18.2. Informations financières intermédiaires et autres	4-77 ; 81-210		61-71 ; 74		N/A
18.3. Audit des informations financières annuelles historiques					259-264 ; 504-509
18.4. Informations financières pro-forma					N/A
18.5. Politique de distribution des dividendes					21 ; 24-25 ; 115 ; 494 ; 577
18.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	179-180		85-86		236-237
18.7. Changement significatif de la situation financière	252		85	5	591
<b>19. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES</b>					
19.1. Capital social	175-178				16 ; 234-236 ; 484-487 ; 599 ; 624
19.2. Acte constitutif et statuts					599-603
<b>20. CONTRATS IMPORTANTS</b>					
<b>21. DOCUMENTS DISPONIBLES</b>					
	252		85	5	590

En application de l'annexe I du règlement européen n°2017/1129, les éléments suivants sont inclus par référence :

- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2018, présentés respectivement aux pages 149 à 269 et 270 à 276 du Document de référence n° D.19-0114 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019. L'information est disponible sur le lien suivant : [https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2018-bnp\\_paribas-fr.pdf](https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2018-bnp_paribas-fr.pdf).
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2017, présentés respectivement aux pages 137 à 236 et 237 à 242 du Document de référence n° D.18-0101 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 6 mars 2018. L'information est disponible sur le lien suivant : [https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2017\\_bnp\\_paribas\\_fr.pdf](https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2017_bnp_paribas_fr.pdf).
- Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016, présentés respectivement aux pages 131 à 231 et 232 à 233 du Document de référence n° D.17-0132 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 7 mars 2017. L'information est disponible sur le lien suivant : <https://invest.bnpparibas.com/sites/default/files/documents/DDR2016vdef.pdf>.

## 7.2 Rapport financier semestriel

Les comptes semestriels consolidés condensés 2020 et le rapport d'examen limité au 30 juin 2020 des Commissaires aux comptes sont présentés respectivement aux pages 81 à 210 et 211 à 212.

## 7.3 Rapport financier annuel

Afin de faciliter la lecture du rapport financier annuel, la table thématique suivante permet d'identifier les principales informations prévues par l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier.

Rapport financier annuel	Page
<b>Attestation du responsable du document</b>	<b>610</b>

### Rapport de gestion

La table de concordance ci-après permet d'identifier dans le Document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 3 mars 2020 et approuvé par l'AMF le 25 juin 2020, les informations qui constituent le Rapport de gestion de la Société (incluant le Rapport sur le gouvernement d'entreprise) et le Rapport de gestion consolidé, telles que requises par les dispositions légales et réglementaires.

**I. Situation et activité de la Société et du Groupe**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Situation de la Société et du Groupe durant l'exercice écoulé (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	114-138 ; 152-257 ; 466-503
▪ Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-138 ; 152-257 ; 466-503
▪ Indicateurs clés de performance de nature financière et, le cas échéant, non financière de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	114-148 ; 515 ; 521-522
▪ Évolution prévisible de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	136-138
▪ Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du Rapport de gestion (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	591
▪ Activité en matière de recherche et développement de la Société et du Groupe (L.232-1 II et L.233-26 du Code de commerce)	N/A
▪ Prises de participation ou prises de contrôle dans des sociétés ayant leur siège social en France (L. 233-6 et L.247-1 du Code de commerce)	503
▪ Activité et résultats de l'ensemble de la Société, des filiales de la Société et des sociétés qu'elle contrôle par branche d'activité (L.233-6 du Code de commerce)	6-16 ; 114-135
▪ Succursales existantes de la Société (L.232-1 II du Code de commerce)	592-598
▪ Informations sur les implantations et les activités de la Société (L.511-45 et R.511-16-4 du Code monétaire et financier)	249-257 ; 592-598

**II. Facteurs de risques et caractéristiques des procédures de contrôle interne**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Description des principaux risques et incertitudes auxquels la Société et le Groupe sont confrontés (L.225-100-1 du Code de commerce)	271-288
▪ Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et mesures prises par la Société et le Groupe pour les réduire en mettant en œuvre une stratégie bas-carbone dans toutes les composantes de leurs activités (L.225-100-1 du Code de commerce)	107
▪ Objectifs et politique en matière de couverture de chaque catégorie principale de transactions de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	412-415
▪ Exposition aux risques de prix, de crédit, de liquidité et de trésorerie de la Société et du Groupe (L.225-100-1 du Code de commerce)	323-430
▪ Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société et le Groupe relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (L.225-100-1 du Code de commerce)	108-112

**III. Informations concernant le capital social**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Nom des personnes physiques ou morales détenant directement ou indirectement plus de 5 % du capital social ou des droits de vote et modifications intervenues au cours de l'exercice (L.233-13 du Code de commerce)	17-18
▪ Nom des sociétés contrôlées et part du capital de la Société qu'elles détiennent (L.233-13 du Code de commerce)	249-257
▪ État de la participation des salariés au capital social (L.225-102 du Code de commerce)	17-18
▪ Titres acquis par les salariés dans le cadre d'une opération de rachat d'une entreprise (L.225-102 du Code de commerce)	N/A
▪ Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées (L.233-29, R.233-19 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations relatives aux opérations de rachat par la Société de ses propres actions (L.225-211 du Code de commerce)	95-97 ; 234 ; 481
▪ Ajustements éventuels pour les titres donnant accès au capital (L.225-181, L.228-99, R225-137, R.228-91 du Code de commerce)	N/A
▪ État récapitulatif des opérations réalisées par les mandataires sociaux, les dirigeants, certains cadres de la société et des personnes avec lesquelles ils ont des liens personnels étroits au cours du dernier exercice (223-26 du règlement général de l'AMF, L.621-18-2 et R.621-43-1 du Code monétaire et financier)	94

**IV. Autres informations comptables, financières et juridiques**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les délais de paiement (L.441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce)	482
▪ Montant des dividendes mis en distribution au titre des trois derniers exercices et montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % (243 bis du Code général des impôts)	21
▪ Injonctions ou sanctions pécuniaires pour des pratiques anticoncurrentielles (L.464-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Informations sur les instruments financiers dont le sous-jacent est constitué d'une matière première agricole et moyens mis en œuvre par la Société afin d'éviter d'exercer un effet significatif sur le cours des matières premières agricoles (L. 511-4-2 du Code monétaire et financier)	532
▪ Montant et caractéristiques des prêts financés ou distribués par la Société ou qu'ils distribuent tels que définis au III de l'article 80 de la loi n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale et bénéficiant à ce titre de garanties publiques. (L.511-4-1 du Code monétaire et financier)	N/A
▪ Rendement des actifs de la Société (R. 511-16-1 du Code monétaire et financier)	314

**V. Déclaration de performance extra-financière et plan de vigilance**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Informations sur les conséquences sociales et environnementales relatives à la Société, aux filiales et aux sociétés contrôlées (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	513-585
▪ Informations sur les effets de l'activité de la Société quant au respect des droits de l'Homme et à la lutte contre la corruption et l'évasion fiscale (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	525 ; 569-575
▪ Informations concernant la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et relatives : <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ aux conséquences sur le changement climatique de l'activité et de l'usage des biens et services produits,</li> <li>▪ aux engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre la précarité alimentaire, du respect du bien-être animal et d'une alimentation responsable, équitable et durable,</li> <li>▪ aux actions visant à lutter contre les discriminations et à promouvoir les diversités (L. 225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)</li> </ul>	513-588
▪ Accords collectifs conclus dans la Société, les filiales et les sociétés contrôlées et leurs impacts sur la performance économique de la Société, des filiales et des sociétés contrôlées ainsi que sur les conditions de travail des salariés (L.225-102-1 et R. 225-105 du Code de commerce)	535-551
▪ Informations pour les sociétés exploitant au moins une installation figurant sur la liste prévue à l'article L.515-36 du Code de l'environnement (L.225-102-2 du Code de commerce)	N/A
▪ Modèle d'affaires de la Société (R. 225-105 du Code de commerce)	576-577
▪ Informations sociales, environnementales et sociétales pertinentes au regard des principaux risques et politiques de la société, de ses filiales et sociétés contrôlées (R. 225-105 II du Code de commerce)	Chapitre 7
▪ Plan de vigilance (L.225-102-4 du Code de commerce)	569-572

**VI. Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Informations (textes de référence)	N° de page
▪ Information sur la politique de rémunération des dirigeants mandataires sociaux (L.225-37-2 du Code de commerce)	72-77
▪ Rémunération totale et avantages de toute nature versés, au cours de l'exercice, ou attribués au titre dudit exercice à chaque mandataire social de la Société par la Société, les sociétés qu'elle contrôle ou la société qui la contrôle (L.225-37-3 du Code de commerce)	78-94
▪ Conditions de conservation des actions gratuites attribuées aux dirigeants mandataires sociaux (L.225-197-1 du Code de commerce)	N/A
▪ Conditions de levées et de conservations des options attribuées aux mandataires sociaux (L.225-185 du Code de commerce)	88
▪ Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice (L.225-37-4 1° du Code de commerce)	31-43
▪ Conventions conclues entre l'un des mandataires sociaux de la Société et une filiale de la Société (L.225-37-4 2° du Code de commerce)	44
▪ Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital (L.225-37-4 3° du Code de commerce)	95-97
▪ Modalités d'exercice de la direction générale (L.225-37-4 4° du Code de commerce)	46

▪ Composition et conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil (L.225-37-4 5° du Code de commerce)	31-42 ; 51-58
▪ Description de la politique de diversité appliquée aux membres du Conseil d'administration ainsi que des objectifs, modalités de mise en œuvre et résultats obtenus au cours de l'exercice écoulé (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	48-49 ; 65-71
▪ Informations sur la recherche d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes et résultats en matière de mixité dans les 10 % de postes à plus forte responsabilité (L.225-37-4 6° du Code de commerce)	49 ; 539 ; 570
▪ Éventuelles limitations apportées par le conseil d'administration aux pouvoirs du directeur général (L.225-37-4 7° du Code de commerce)	46
▪ Code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises auquel la Société se réfère (L.225-37-4 8° du Code de commerce)	44
▪ Modalités relatives à la participation des actionnaires à l'assemblée générale (L.225-37-4 9° du Code de commerce)	26-28
▪ Description de la procédure relative aux conventions courantes conclues à des conditions normales mise en place par la Société et de sa mise en œuvre (L.225-37-4 10° du Code de commerce)	71-72
▪ Éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique (L.225-37-5° du Code de commerce)	97
<b>Annexes</b>	<b>N° de page</b>
▪ Tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours des 5 derniers exercices (R.225-102 du Code de commerce)	495
▪ Avis de l'organisme tiers indépendant chargé de vérifier les informations sociales et environnementales fournies dans le Rapport de gestion (L. 225-102-1 alinéa 3 et R.225-105-2 du Code de commerce)	586-588
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise (I. 225-235 du Code du commerce).	98
<b>États financiers Annuels</b>	<b>N° de page</b>
▪ Comptes annuels	465-503
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	504-510
▪ Comptes consolidés	149-258
▪ Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	259-264

## 7.4 Appendice - Informations clefs concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du règlement européen n°2017/1129

### Appendice - Informations clefs concernant l'émetteur, en application de l'article 26.4 du règlement européen n°2017/1129

#### 1) Qui est l'émetteur des valeurs mobilières ?

##### i. Informations générales :

Siège social : 16 boulevard des Italiens, 75009 Paris, France

Forme juridique : La Société dénommée BNP PARIBAS est une société anonyme agréée en qualité de banque en application des dispositions du Code Monétaire et Financier (Livre V, Titre 1er) relatives aux établissements du secteur bancaire.

Identifiant d'entité juridique : R0MUWSFPU8MPRO8K5P83

Droit régissant ses activités : BNP Paribas est une société de droit français et qui exerce ses activités dans de nombreux pays, tant en Europe qu'en dehors de l'Europe. Dès lors de nombreuses réglementations étrangères peuvent régir ses activités.

pays d'origine : France

##### ii. Principales activités :

BNP Paribas, leader européen des services bancaires et financiers, possède quatre marchés domestiques en banque de détail en Europe : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg.

Le Groupe est présent dans 71 pays et compte plus de 197 000 collaborateurs, dont près de 150 000 en Europe. Il détient des positions clés dans ses deux grands domaines d'activité :

- Retail Banking and Services regroupant :
  - un pôle Domestic Markets composé de :
    - Banque De Détail en France (BDDF),
    - BNL banca commerciale (BNL bc), banque de détail en Italie,
    - Banque De Détail en Belgique (BDDB),
    - Autres activités de Domestic Markets, qui inclut Arval, BNP Paribas Leasing Solutions, Personal Investors, Nickel et la Banque de Détail et des Entreprises au Luxembourg (BDEL) ;
  - un pôle International Financial Services composé de :
    - Europe Méditerranée,
    - BancWest,
    - Personal Finance,
    - Assurance,
    - Gestion Institutionnelle et Privée ;
- Corporate and Institutional Banking (CIB) regroupant :
  - Corporate Banking,
  - Global Markets,
  - Securities Services.

BNP Paribas SA est la maison mère du Groupe BNP Paribas.

### iii. Principaux actionnaires au 30 juin 2020 :

- SFPI<sup>1</sup> : 7,7% du capital
- BlackRock Inc. : 6,1% du capital
- Grand-Duché du Luxembourg : 1,0% du capital

### iv. Identité des principaux dirigeants :

Jean LEMIERRE : Président du Conseil d'administration de BNP Paribas  
 Jean-Laurent BONNAFÉ : Administrateur Directeur Général de BNP Paribas  
 Philippe BORDENAVE : Directeur Général délégué de BNP Paribas

### v. Identité des contrôleurs légaux des comptes :

- **Deloitte & Associés** a été renouvelé Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2006.

Deloitte & Associés est représenté par Laurence Dubois.

Suppléant :

Société BEAS, 6, place de la Pyramide, Paris – La Defense (92), identifiée au SIREN sous le numéro 315 172 445 RCS Nanterre.

- **PricewaterhouseCoopers Audit** a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 26 mai 1994. PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Patrice Morot.

Suppléant :

Jean-Baptiste Deschryver, 63, rue de Villiers, Neuilly-sur-Seine (92).

- **Mazars** a été renouvelé en tant que Commissaire aux comptes lors de l'Assemblée Générale du 24 mai 2018 pour une durée de 6 exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer en 2024 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023. Son premier mandat lui a été confié par l'Assemblée Générale du 23 mai 2000.

Mazars est représenté par Virginie Chauvin.

Suppléant :

Charles de Boisriou, 28 rue Fernand Forest, 92150 Suresnes (92).

Deloitte & Associés, PricewaterhouseCoopers Audit et Mazars sont enregistrés comme Commissaires aux comptes auprès de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes de Versailles et placés sous l'autorité du « Haut Conseil du Commissariat aux Comptes ».

<sup>1</sup> Société Fédérale de Participations et d'Investissement : société anonyme d'intérêt public agissant pour le compte de l'État belge.



2) Quelles sont les informations financières clés concernant l'émetteur ?

<b>Compte de résultat</b>					
	<b>Année</b>	<b>Année -1</b>	<b>Année-2</b>	<b>Intermédiaire</b>	<b>Valeur intermédiaire pour la même période de l'année précédente pour comparaison</b>
En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	30/06/2020	30/06/2019
<b>Produits d'intérêts nets</b>	21 127	21 062	21 191	10 707	10 498
<b>Commissions</b>	9 365	9 207	9 430	4 795	4 469
<b>Coût du risque</b>	-3 203	-2 764	-2 907	-2 873	-1 390
<b>Gains nets sur instruments financiers</b>	7 464	6 118	7 112	4 025	3 910
<b>Produit Net Bancaire</b>	44 597	42 516	43 161	22 563	22 368
<b>Résultat net, part du Groupe</b>	8 173	7 526	7 759	3 581	4 386
<b>Résultat par action</b>	6,21	5,73	6,05	2,69	3,35
<b>Bilan</b>					
	<b>Année</b>	<b>Année -1</b>	<b>Année-2</b>	<b>Intermédiaire</b>	<b>Valeur intermédiaire pour la même période de l'année précédente pour comparaison</b>
En millions d'euros	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2017	30/06/2020	30/06/2019
<b>Total des actifs</b>	2 164 713	2 040 836	1 952 166	2 622 988	2 372 620
<b>Dettes représentées par un titre</b>	221 336	206 359	198 646	224 303	230 086

<b>Dont dettes senior préférées à moyen long terme</b>	<b>88 466*</b>	<b>88 381*</b>	<b>88 432</b>	<b>na</b>	<b>na</b>
<b>Dettes subordonnées</b>	20 896	18 414	16 787	22 555	19 507
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	805 777	765 871	735 013	828 053	793 960
<b>Dettes envers la clientèle</b>	834 667	796 548	760 941	963 183	833 265
<b>Capitaux propres (part du Groupe)</b>	107 453	101 467	101 983	111 469	104 135
<b>Créances douteuses / encours bruts **</b>	2,2%	2,6%	3,3%	2,2%	2,5%
<b>Ratio Common Equity Tier 1 (CET1)</b>	12,1%	11,8%	11,9%	12,4%	11,9%
<b>Ratio de fonds propres total</b>	15,5%	15,0%	14,8%	15,9%	15,2%
<b>Ratio de levier</b>	4,6%	4,5%	4,6%	4,0%	4,1%

(\*) Périmètre prudentiel

(\*\*) Encours dépréciés (stage 3), bilan et hors bilan, non nettés des garanties reçues, sur la clientèle et les établissements de crédit, y compris les titres de dette au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres sur les encours bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, bilan et hors bilan, y compris titres au coût amorti et les titres de dette en valeur de marché par capitaux propres (hors assurance)

**Description succincte des réserves dans le rapport d'audit, ayant trait aux informations financières historiques : N/A**

### **3) Quels sont les risques spécifiques de l'émetteur ?**

*La présentation des facteurs de risque ci-dessous, consiste en une sélection non exhaustive des principaux risques spécifiques à BNP Paribas, qui doit être complétée par un examen de l'intégralité des facteurs de risque contenus dans le prospectus, par l'investisseur.*

1. Toute augmentation substantielle des provisions ou tout engagement insuffisamment provisionné au titre du risque de crédit et de contrepartie pourrait peser sur les résultats et sur la situation financière du Groupe BNP Paribas.

2. Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe BNP Paribas, pourrait provoquer des pertes significatives d'informations relatives aux clients, nuire à la réputation du Groupe BNP Paribas et provoquer des pertes financières.
3. Les fluctuations de marché et la volatilité exposent le Groupe BNP Paribas au risque de pertes substantielles dans le cadre de ses activités de marché et d'investissement.
4. Des ajustements apportés à la valeur comptable des portefeuilles de titres et d'instruments dérivés du Groupe BNP Paribas ainsi que de la dette du Groupe BNP Paribas pourraient avoir un effet défavorable sur son résultat net et sur ses capitaux propres.
5. L'accès du Groupe BNP Paribas au financement et les coûts de ce financement pourraient être affectés de manière défavorable en cas de résurgence des crises financières, de détérioration des conditions économiques, de dégradation de notation, d'accroissement des spreads de crédit des États ou d'autres facteurs.
6. Le contexte économique et financier défavorable a eu par le passé, et pourrait avoir à l'avenir, un impact sur le Groupe BNP Paribas et les marchés dans lesquels il opère.
7. Des mesures législatives et réglementaires prises ces dernières années, en particulier en réponse à la crise financière mondiale, ainsi que des nouvelles propositions de loi, pourraient affecter de manière substantielle le Groupe BNP Paribas ainsi que l'environnement financier et économique dans lequel elle opère.
8. En cas de non-conformité avec les lois et règlements applicables, le Groupe BNP Paribas pourrait être exposé à des amendes significatives et d'autres sanctions administratives et pénales, et pourrait subir des pertes à la suite d'un contentieux privé, en lien ou non avec ces sanctions.
9. Les épidémies et pandémies, y compris la pandémie de coronavirus en cours (COVID-19) et leurs conséquences économiques, peuvent affecter négativement les activités, les opérations, les résultats et la situation financière du Groupe.